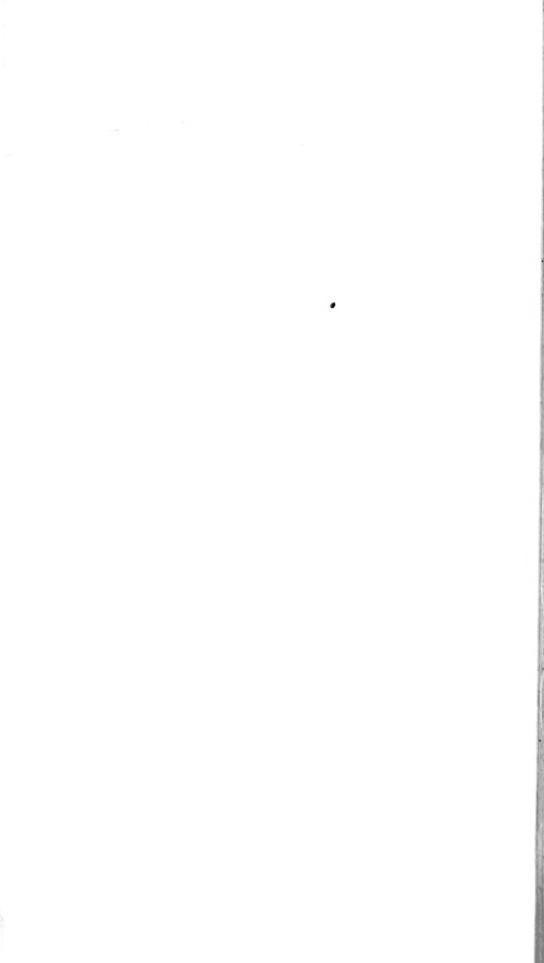


Digitized by the Internet Archive in 2010 with funding from University of Ottawa









145)

ABREGÉ

DE

L'HISTOIRE

DELA

HOLLANDE.

TOME SECOND.

ABREGE

D E

L'HISTOIRE

ALL ALL IS

HOLLANDE.

TOME SICOND.

ABREGE

D E

L'HISTOIRE

DE LA

HOLLANDE

ETDES

PROVINCES-UNIES,

DEPUIS LES TEMS LES PLUS ANCIENS JUSQU'A NOS JOURS.

PAR

Mr. L. G. F. KERROUX.



CHEZ JACQUES MURRAY, LIBRAIRE.

M D C C L X X V I I I.

i i i A

TILIS: O

MALIOH



Kananananananananan POS XX BO 44 BO XX BO 3 Kanananananananan

ABREGÉ

DE L'HISTOIRE

DE LA

HOLLANDE.

TOME SECOND.

CHAPITRE VIL

Commençant vers la fin de l'année 1574.

Es finissant à la mort de Guillaume

PREMIER, Prince d'Orange,
en 1585.

I Es Etats de Hollande & de Zélande, s'étant a occupés pendant le cours de cette année 1574. des moyens de donner une forme stable & solide à leur nouveau Gouvernement, résolutent enfin, après bien des difficultés & des peines, d'offrir au Prince d'Orange la souveraine autorité pendant tout le tems de la guerre. Le Prince ne se resusa pas aux offres qui lui étaient faites; mais avant de se charger du fardeau de Tom. II, *V 3 l'Ad-

l'Administration, il demanda qu'il lui fut accordé quarante-cinq mille florins par mois, pour le payement des troupes & autres dépenses nécessaires. Les Etats, qui n'étaient déjà que trop. surchargés, opposèrent les plus grandes difficultés à cette demande. Le Prince offensé de leurs excuses & irrité de leurs oppositions, leur reprocha avec aigreur leur lenteur, leurs irrésolutions, leur peu de fermeté, & leur fausse politique; & déclara qu'il aimait mieux abandonner la partie & quitter le pays, en conservant son honneur & sa réputation, que d'accepter la Régence sur le pié proposé. Surpris & embarrassés d'une déclaration si peu ménagée, les Etats. qui, par la défection du Prince, allaient se voir exposés aux plus grands dangers, résolurent aussitôt de lui accorder, pendant six mois, les quarante-cinq-mille florins qu'il avait demandés, obligés pourtant, pour trouver cette somme, de hausser considérablement les Impôts. grande difficulté ainsi levée, Guillaume accepta l'autorité suprême pendant tout le tens que devait durer la guerre. Il ne s'en vit pas plutôt revêtu, qu'il partit pour la Zélande; son dessein était d'y favoriser par sa présence une entreprise sur la ville d'Anvers, qu'il comptait faire réussir au moyen des intelligences qu'il avait dans cette ville, & d'une flotte de soixante vaisseaux rassemblés ne sait par quelle voye, le projet formé contre

Entreprise par ses ordres dans les ports de Flessingue. Mais au du Anvers. moment de l'exécution, Requeseus découvrit, on Anviers, & cut le bonheur de le faire échouer, quoique la flotte eût déjà remonté l'Escant jusqu'à Lillo, & que Martin Neyen, Clerc juré &

Gref-

Greffier de la chambre des Comtes de cette vil-Philippe le, y eut fait entrer secrétement bon nombre de III. gens de guerre, qu'il y tenait cachés. Quelques- uns de ses Complices surent arrêtés & punis, d'autres eurent l'habilité d'éluder les preuves qu'on forma contre eux; Neyen lui-même eut à peine le tems de s'échapper & de se sauver en Zélande.

LE Prince d'Orange étant en Zélande avait 1575. tâché envain de porter les Etats de cette Province à s'unir plus étroitement avec ceux de Traité d'Union Hollande. Cependant les Députés des deux Proventre la vinces s'étant assemblés à Dordrecht, ils parvin-Hollande rent le 4. Juin 1575. à conclure un traité d'al- & la Zéliande.

liance & d'union, par lequel on promettait de se lande. sécourir mutuellement, sous l'administration & l'obéissance du Prince d'Orange, & de ne traiter avec l'ennemi commun que d'un consentement réciproque & de l'avis du dit Prince. Mais ce ne sut qu'au mois d'Avril de l'année 1576, que ce traité sortit son plein esset. Cependant l'Empereur s'était interposé pour opérer un accommodement entre les parties belligérantes; & dès le commencement du mois de Mars l'on s'était assemblé à Bréda pour traiter de la paix. Négocia-Mais l'opiniatreté des Espagnols, qui insistaient tions inà ce que tous les Non-Catholiques sortissent des fructueuses a ce que tous les Non-Catholiques sortissent des fructueuses. & qui ne voulurent jamais permettre da.

qu'on portât l'affaire à une assemblée des Etats-Généraux, fut cause que les négociations furent

Sonot, qui commandait dans la West Frise Cruauté pour le Prince d'Orange, y donna cette année de Sonoi un exemple de la baibarie la plus atroce. Il Nord-

Ш.

PHILIPPE s'était répandu parmi le peuple un bruit, que les Espagnols avaient loué plusieurs vagabonds & autres gens sans aveu, pour mettre le seu aux principaux villages de la Nord-Hollande. Sonoi, plus barbare peut-être que d'Albe lui-même, pour faire le procès à ceux de ces Coquins qui avaient été arrêtés, établit une commission particulière, qui procéda avec tant de fureur & de barbarie contre les malheureux qui lui étaient dénoncés, que, comme au Conseil des Troubles, érigé par le Duc d'Albe, on lui donna le nom de Tribunal de Sang. Les tourmens les plus affreux arracherent à ces prétendus incendiaires les noms de quelques riches Paysans Catholiques, qu'ils accuférent de tous les crimes dont on voulait qu'ils les accusassent. C'était là où le cruel Sonoi les attendait. Les Délateurs, malgré leurs rétractations, malgré même les promesses faites' à quelques uns d'eux de leur accorder la vie s'ils chargeaient ces Payfans, expirèrent dans les plus affreux supplices. Mais les cruautés inouies, exercées contre quelques uns de ces infortunés Payfans faussement accusés, ne pourraient être crues, si elles n'étaient pleinement attestées par les procédures. Nous voudrions épargner ces horreurs à nos lecteurs, mais l'impartialité do l'histoire ne nous permet pas de cacher les excès dont un parti s'est rendu coupable, pour ne découvrir que ceux du parti ennemi. Les tourmens ordinaires de la question la plus cruelle ne furent que les moindres des maux que l'on fit souffrir à ces innocens. Leurs membres disloqués, leurs corps déchirés de verges, étaient ensuite enveloppés dans des linges trempés dans de

l'eau-de-vie; on y metrait le feu, & on les lais-Philippe sait dans cet état jusqu'à ce que leur peau noircie IIL & retirée découvrît les nerfs dans différentes parties de leurs corps. On employait le souffre, & souvent même jusqu'à une demie livre de chandelles pour leur bruler les aisselles & les plantes des piés. Ainsi martirisés, on les laissait quelques nuits couchés par terre sans couverture, & à force de coups on chassait le sommeil loin d'eux. Du Hareng pec & autres alimens salés étaient la nourriture qu'on leur donnait, pour allumer dans leurs entrailles tous les feux d'une soif dévorante, sans leur permettre l'usage d'un verre d'eau, quelques supplications qu'ils fissent pour en obtenir. On posait des Escarbots sur le nombril des patiens, & l'on en retirait l'aiguillon qu'ils y avaient fiché de la longueur de l'articulation d'un doigt. Sonoi lui-même avait envoyé à cet affreux Tribunal certain nombre de rats que l'on plaçait sur la poitrine & sur le ventre de ces infortunés, sous un instrument de pierre ou de bois fait exprès & recouvert d'une plaque de cuivre: le feu posé sur cette plaque forçait ces animaux à ronger les chairs & à se faire un passage jusqu'au cœur & aux entrailles. On brulait ces blessures avec des charbons ardents; l'on faisait couler du lard fondu fur ces corps ensanglantés. A l'un de ces malheureuses victimes de la fureur la plus fanatique, l'on frotta de crême cette partie que la pudeur défend de nommer, & on la fit sucer à un veau de lait. D'autres horreurs plus révoltantes encore furent exercées avec un fang-froid, dont à peine on pourrait trouver d'exemple chez les V 4

PHILIPPE III. Cannibales, mais la décence nous défend de pourfuivre. L'un de ces malheureux mourut dans les rourmens de la torture, ses juges fanatiques crurent couvrir l'atrocité de leur barbarie, en faifant courir le bruit ridicule que le diable lui avait rompu le coû Un autre * vaincu par les douleurs qu'on lui avait fait soussrir, & flatté de la promesse qu'il conserverait sa vie & ses biens, avoua enfin tout ce qu'on voulut; ses juges aussitôt prononcèrent la sentence au nom de Sonoi, & le condamnérent à avoir le cœur arraché & à être écartelé. On remarque que, quoiqu'on eut cu la cruelle précaution de l'enyvrer le jour de son exécution, qui se fit à Hoorn, malgré toutes les oppositions du Magistrat, il assigna le Ministre Réformé, qui l'accompagnait à la mort, à comparaitre dans trois jours devant le Tribunal du Souverain Juge. Le Ministre, qui avait été témoin de toutes les protestations que le patient avait faites de son innocence, se retira chez lui dans l'abbatement de la plus sombre tristesse, & mourut réellement au bout du terme, ou peu apres.

On voudrait envain chercher des motifs pour excuser les procédures de cette horrible Commission, elles ont imprimé une tâche éternelle au nom Hollandais, & quoique Sonoi, le principal auteur de ces sanglantes tragédies, su étranger, la Nation, qui n'osa s'y opposer ou l'en punir, ne se lavera jamais du reproche de barbarie, dont elle s'est gratuitement couverte aux

yeux

^{*} C'était celui à qui l'on avait donné le veau de lait pour un de ses bourreaux.

yeux de toute l'Europe. On prétend que tout Philippe ce qui se sit alors, ne sut qu'un moyen pour ôter III. pour toujours aux Catholiques le prétexte & l'envie de chercher à introduire du changement dans le Gouvernement. Moyen atroce, & qu'aucune raison d'Etat ne légitimera jamais, non plus que les cruautés inouies exercées contre des gens absolument innocents des crimes dont on les accusait, & dont on ne peut lire les affreux détails sans frémir d'horreur, & sentir des mouvemens d'indignation & de haine.

Mondradon cependant s'était emparé du Oudewa-Klundert, du Fynaard & de Ruigenkil, ce qui ter emporinterceptait la Navigation de la Zélande. Hier-té & déges de son côté après avoir ravagé toute la Westtruit.

Frise, & pris Buuren, vint mettre le siège devant Oudewater, qu'il prit d'assaut le 7. du mois d'Août. La ville sut livrée au pillage, & presqu'entièrement réduite en cendres, l'Eglise seule & le Cloitre échappèrent à la sureur des slammes; presque tous les Bourgeois surent passés au sil de l'épée sans distinction d'âge & de sèxe. Jan Janszoon, Ministre résormé Hollandais, quoiqu'il eut payé 500 florins pour sa rançon, stut inhumainement pendu *. Le Ministre de

V 5

L'histoire observe comme une chose digne de remarque, que ce Ministre, après avoir resté seize mois à la potence, avait le même embonpoint, la couleur aussi fraiche, le visage si peu changé & les yeux aussi sains, que s'il n'était mort que depuis quatre jours. C'est ce qu'un Bourguemaître de Gouda, témoin oculaire, comme plusieurs autres personnes, de ce sait merveilleux, rapporta à l'Assemblée des États de Hellande, qui ordonna de coucher ce rapport sur ses Régîtres.

PHILIPPE la Garnison Wallone sut plus heureux; il se sit. passer pour simple soldat, & au moyen de cent écus il échappa à la corde. Le Baillif & deux ou trois autres personnes se servirent d'une ruse innocente pour se sauver. Quelques Bourgeois, ne pouvant payer la rançon à laquelle ils avaient été taxés, furent massacrés de sang froid. On vendit des femmes & des filles pour trois ou quatre Rixdales la pièce. Enfin il n'y eut point d'excès que ne commit dans cette malheureuse ville la soldatesque effrénée. Le 24. du même mois, Schoonhoven, effrayée du fort d'Oudewater, se rendit par composition. Les Forts de Krimpen & de Papendregt tombèrent aussi au pouvoir de l'ennemi; ce qui le rendit maître des rivières de l'Issel, du Lek, & de la Merwede. Le Comte de Megen, frère d'Hierges, vint aussi mettre le siège devant Woerden; mais cette petite ville quoique bridée par sept Forts que le Général Espagnol avait fait construire, tint bon pendant onze mois, & força Megen à se retirer. Troisséme Les soins de la guerre n'empêchèrent pas le

Ш.

mariage du Prince d'Orange de penser à un troisiéme mariad'Orange, ge. Sa seconde femme, Anne de Saxe, vivait encore; mais la conduite peu régulière de cette Princesse, l'avait obligé à s'en séparer, & à la remettre à l'Electeur Auguste, son Oncle, qui la tenait renfermée dans son Palais à Dresde. Le Prince pour sa troisième Epouse choisit Charlotte de Bourbon, fille du Duc de Monspensier; elle avait été Abbesse de Jouarre, mais en 1572. elle s'était retirée en Allemagne, où elle avait publiquement embrassé la Réforme. A peine la cérémonie du mariage, qui s'était fait à la Brile, était

était achevée, que le Prince partit pour la Zé-Philippe lande, afin de mettre ordre aux affaires de cette III. Province, contre laquelle il était informé que Requesens formait une entreprise. En effet il en voulait à Ziericzée & à l'Isle de Schouwen, où il sit passer une partie de ses troupes. La marche qu'elles surent obligées de faire, est une des expéditions les plus remarquables de cette guerre, & mérite d'être au moins succintement rap-

portée.

QUELQUES Zélandais avaient fait observer Marcho à Don Louis combien il serait facile de passer de remarqua-Thoolen, encore toute Espagnolle, à Philipsland, pagnols au de là dans le Duiveland, & ensuite dans l'Isle de milieu des Schouzven. Requesens aussitôt fait équiper à An-eaux pour vers trente Galéres, & quelques barques; & ras-entrer dans semble dans le Pays de Thoolen trois mille fan-Duiveland tassins, quatre cens Cavaliers, & deux cens pion- & de niers. Ayant laissé les gens de cheval dans la Schouwen. ville, les autres se rendirent au village de Sainte Anneland, d'où quelques-uns s'embarquaient de jour pour passer à Philipsland, afin de sonder les gués. Il choisit alors quinze cens hommes & les pionniers pour passer le Zyp à gué jusqu'à Duiveland. Chacun de ces avanturiers avait pendu au coû un sac avec deux livres de poudre, une paire de gands, & du biscuit & du fromage pour trois jours. Le 28. de Septembre à minuit, ces troupes se mirent à l'eau deux à deuxtenant leurs armes élevées. La lune dans son déclin les éclairait dans cette marche périlleuse. Pour s'opposer à la descente des Espagnols, toute la flotte Zélandaise, s'était étendue des deux côtés des bancs, dont cette côte est parsemée;

III.

PRILIPPE quelques bâteaux plats, pour être plus à portée, s'étaient même avancés jusques sur les bancs, d'où, de même que de la flotte, l'on faisait un feu continuel sur les Espagnols. Cependant malgré tous les efforts des Zélandais, assez près de l'ennemi pour en assommer quelques - uns à coups de bâton, & pour en acrocher d'autres qu'ils tiraient ensuite à cux, le plus grand nombre passa. Le seul Gabriel de Peralta, qui avec sa Compagnie avait l'arrière garde, & qui s'était déjà avancé jusques sur les pas des Pionniers, fut surpris par la marée. Le désordre se met alors parmi ses gens, qui se poussent, se heurtent, se pressent, & cèdent à la violence des flots. Ceux qui peuvent tenir ferme, ont de l'eau jusqu'aux aisselles, quelques uns même jusqu'au menton; il en périt un grand nombre; dix pionniers seulement se sauvèrent. Peralta, avec le reste, sut obligé de reprendre la route de Philipsland, qu'il ne regagna qu'après bien des peines & des difficultés. Jean Osorio d'Ulloa cependant s'étant trouvé le matin avec les autres Compagnies sur la rive Orientale du Duiveland, s'avança, après une courte prière à la Vierge & à Monsieur Saint Jacques, la lance en arrêt vers une digue, derrière laquelle étaient retranchées dix Compagnies de Français, d'Anglais & d'Ecossais, commandés par Charles de Buisot. Il devait sembler facile de repousser des gens fatigués d'une marche aussi pénible que dangereuse; mais soit par malheur, soit de dessein prémédité. Boisot ayant été tué par un des siens, les troupes des États furent si effrayées de cet accident, qu'elles se mirent à fuir à toutes jam-

bes, ceux · ci vers les vaisseaux, ceux · là vers Philippe les différents Forts qui étaient dans l'Isle, mais III. qui tous furent bientôt emportés par les Espagnols. D'un autre côté la flotte ennemie, commandée par d'Avila, s'était aussi avancée jusqu'à Duiveland; la plus grande partie de l'Equipage entreprit alors de passer dans l'Isle de Schouwen, ce qu'ils exécuterent en traversant un ruisseau fangeux & embarrassé de roseaux, qui sépare cette Isle de celle de Duiveland. La simple vue des Espagnols épouvanta tellement cinq cens soldats des troupes d'Orange, que, comme leurs camarades de Duiveland, ils tournèrent le dos à l'ennemi, & se sauvèrent à Ziericzée. l'Isle fut alors ravagée par les E/pagnols, qui s'emparèrent de Brouwershaven, d'où la Garnison s'était retirée. Le siège de Ziericzée, qui avait été un des principaux objets de Requesens dans cette difficile entreprise, fut aussitôt formé, & confié à Mondragon, qui pourtant ne pût se rendre maître de cette ville que l'Eté suivant.

En Hollande cependant les affaires n'étaient guères en meilleur état, & la nécessité de se procurer des secours étrangers, engagea Orange & les Provinces de son parti, à s'adresser à dissérentes Cours, ou pour leur offrir la Souveraineté des Pays-Bas, ou pour obtenir au-moins leur protection. Le Prince, les Nobles, & les Députés de la Zud-Hollande, étaient d'avis que l'on commençat par se soustraire à l'autorité du Roi; tyran, disait-on, qui ne cherchait qu'à opprimer ses Peuples, & que l'on se mit sous la protection de quelqu'autre Puissance. Orange avait déjà

PHILIPPE III.

déjà proposé de traiter avec l'Empire; on jetta ensuite les yeux sur l'Angleterre & sur la France. Elizabeth, après bien des délais, répondit aux Ambassadeurs de Hollande & de Zélande, qui lui offraient de la part de leurs maîtres la souveraineté de ces Provinces, qu'avant de se déclarer fur la proposition qui lui était faite, elle voulait essayer s'il n'y aurait pas moyen de ménager une paix entre Philippe & ses sujets. C'était refuser assez clairement de se charger d'un fardeau, dont elle craignait de porter seule tout le poids. La France donnait des espérances; mais elles étaient si faibles & si éloignées, que le Prince d'Orange & les Etats se trouvèrent plus embarrassés que jamais. L'on prétend même que ce Proposition désefut alors, ou bien peu après, que ce Prince sit spérée du la proposition désespérée de bruler tous les moud'Orange, lins, de percer toutes les digues, & de mettre par ce moyen tout le pays hors d'état d'être d'aucun avantage à l'ennemi. Il voulait qu'on s'embarquât ensuite avec femmes, enfans & tous les meilleurs esfets que l'on pourrait transporter, & que l'on allat ailleurs chercher une demeure plus assurée & plus tranquille. L'on était encore dans cet état d'incertitude, lorsque Don Louis de Requesens mourut; une sièvre chaude l'ayant em-Mort de porté au bout de cinq jours de maladie, le s. du Requesens, mois de Mars de l'année 1576. Supérieur au Duc d'Albe par sa prudence, son habileté dans les affaires, sa modération & sa piété, il lui fut inférieur par le génie militaire. A la mort de Don Louis le Conseil d'Etat prit en main

l'administration des affaires, qui lui fut confir-

Prince

mée par lettres de Philippe, jusqu'à ce que ce Philippe. Prince eut nommé un nouveau Gouverneur *.

La mort inattendue de Requesens fit un peu reprendre courage au Prince d'Orange, de même qu'aux Hollandais & aux Zélandais. On donna une forme plus solide encore au nouveau Gouvernement. Le Prince fut revêtu de toute la souveraine puissance pendant que la guerre durerait; & il engagea les Etats à fournir de plus fortes contributions qu'ils n'avaient encore fait. Aussitôt après ces arrangemens, Orange forma différentes entreprises sur plusieurs villes, dont aucune cependant ne réussit. Les Espagnols de leur côté ne furent pas plus heureux dans celles qu'ils formèrent sur Gertrudenberg & sur Gouda; mais au mois d'Août de cette année 1576. Ziericzée se rendit enfin à eux par composition. Les Troupes Espagnolles, employées au siège de Mutinerie cette ville, n'ayant point été payées de vingt-des Troudeux mois, se mutinerent, & commirent les plus gnolles. grands excès. Mondragon, Mansfeld & autres Généraux n'ayant pû les appaiser, ils se jettèrent sur la Flandres & s'emparèrent d' Aalst, mettant à contribution plus de cent soixante-dix villages. Le Conseil d'Etat déclara les séditieux rebelles au Roi, & ennemis de la Patrie. Bientôt

^{*} Parmi les différents Edits publiés pendant la Régence de Requesens, il en est un du 16. Août 1575, par lequel ce Gouverneur ordonnait, que, dans tous les Pays-Bas, l'année commencerait désormais au premier de Janvier, & non à Paques, comme auparavant. Cet utile changement s'était déjà fait quelques années plutôt dans la Province de Hollande, comme il parait par les Regîtres des Résolutions des Etats.

PHILIPPE III.

tôt une nouvelle guerre fut déclarée entre le Conscil d'Etat & les troupes Espagnolles, ce qui pour un tems donna quelque relache au Prince d'Orange & aux Hollandais. Ce Prince ne négligea pas non plus de tirer avantage de ces divisions. Il écrivit aux Etats de Brabant, de Gueldres, de Flandres, d'Utrecht, & des autres Provinces, ,, pour les engager à se réunir contre , les E/pagnols, & à se procurer la liberté qui ,, se presentait d'elle-même, & qui leur était, , pour ainsi dire, offerte par leurs propres ty-, rans." Les Etats de Flandres prêtèrent l'oreille aux conteils du Prince, & lui demandèrent du secours, qu'il leur envoya, & pour lequel on lui évacua Nieuroport & le Sas de Gand, aulieu de l'Ecluse, que le Sieur d'Auchy, Député des Flamands, lui avait d'abord promis.

Pacification de Gaid. CEPENDANT les États de Brabant, de Flandres, de Hainaut, & Auchy lui-même, ne tardèrent pas à prier le Prince de rappeller ses troupes. Ils avaient dessein, disaient-ils, de reprendre les Négociations de Bréda, & de s'assembler à Gand pour cet effet. Orange, qui était bien-aise d'avoir un pié dans la Flandres, ne pensait à rien moins qu'à en faire sortir ses troupes; il ne voulut pourtant pas mettre obstacle à la paix, & ses Députés, de même que ceux de Hollande & de Zélande, se rendirent à Gand au mois d'Octobre.

Pendant que les Députés des différentes Provinces poussaient leurs Négociations avec assez de succès, les troupes Espagnolles persistaient dans leur révolte. Elles s'emparèrent de Mastricht, où elles passèrent au fil de l'épée une bonne par-

tie

tie de la Bourgeoisie, & commirent d'ailleurs Philippe tous les plus grands excès. Anvers essuya un III. fort plus affreux encore; plus de cinq cens maisons y furent reduites en cendres avec l'Hôtel de ville : quinze cens tant bourgeois que soldats des Etats y furent massacrés; un pareil nombre périt dans les eaux. Ni âge ni sexe ne fur épargné. Fatigués du carnage, les Espagnols se mirent à piller, maisons, églises, cloitres. A force de tourmens ils forçaient les malheureux habitans à leur découvrir où leur argent était caché; vieillards, femmens enceintes, enfans même étaient mis à la torture. Enfin il n'est point d'horreurs, dont les Espagnols ne se rendirent coupables dans le sac d'Anvers. Roda cependant, un des membres du Conseil-d'Etat, dans le rapport qu'il en fit au Roi par écrit, dépeignit cette furie Espagnolle * comme une action digne d'éloges & de récompense.

CE qui venait de se passer à Anvers ne contribua pas peu à avancer les Négociations de Gand. En effet les Etats croyant s'appercevoir que les séditieux étaient excités & soutenus par les Seigneurs Espagnols, conclurent & signèrent le 8 de Novembre de l'année 1576. un Traité, 1576, fous le nom de Pacification de Gand; il contenait vingt - fix articles, portant en substance, que? Les Etats de Brabant, de Flandres, d'Artois, Principaux, de Hainaut, Valenciennes, Lille, Douai, Or. articles du Traité de , chies, Namur, Tournai, Utrecht, & Malines Pacifica-, d'une part, & le Prince d'Orange avec les tion.

* Ce fut le nom que l'on donna à la malheureuse affaire d'Anvers. X

Tome 1.

Etats

Philippe III.

, Etats de Hollande, de Zélande, & leurs Al-,, liés d'autre part, promettent d'entretenir une bonne & solide amitié ensemble, & de se sé-, courir mutuellement, sans épargner ni leur , sang ni leurs biens, pour chasser & tenir éloi-, gnés du Pays, les soldats étrangers, nommé-, ment les Espagnols. — Qu'ils convoqueront , ensuite l'Assemblée des Etats-Généraux, afin , de mettre ordre aux affaires des Provinces, & principalement à celles de la Religion en Hol-, lande, en Zélande, à Bommel &c. Que, Per-, sonne, hors de la Hollande, de la Zélande & des Lieux qui se sont joints à ces Provinces. , ne pourra rien entreprendre au desavantage de , la Religion Catholique - Romaine. Que l'exé-, cution des Edits rigoureux restera cependant , suspendue jusqu'à ce que les Etats - Généraux , soient assemblés. Orange sera Amiral & Stad-, houder de Hollande, Zélande, Bommel &c. l'on en excepte cependant les Lieux, qui ne ont pas actuellement fous fon administration. quoique situés en Hollande ou en Zélande. L'on rendra la liberté à tous les prisonniers, & nommément au Comte de Bossu. —— Le Prince & tous les autres Seigneurs sont rétablis dans leurs biens & honneur; nommément l'épouse du Rhyngrave, ci-devant veuve du Seigneur de Brédérode, & le Com-, te de Buuren. On abbattra les colonnes & , autres trophées, que le Duc d'Albe à fait éri-, ger pour deshonorer les dites personnes ou autres. Les Ecclésiastiques, possédant des , biens en Hollande & en Zélande seront rétablis dans l'administration des dits biens, en

nu entretien honnête aux Religieux sortis de III. leurs cloitres; le tout jusqu'à nouvel ordre des Etats-Généraux. Toute exhérédation, pour cause de religion ou des troubles, est annullée. On travaillera à remettre la monnoye sur un pié égal, en Hollande & en Zéniande, où elle est portée à une trop haute valeur. Ce sera aussi aux Etats-Généraux à décider, si les fraix des deux Campagnes du Prince doivent être portés par toutes les Provinces des Pays-Bas. Les pays & villes attachés au Parti contraire (du Roi d'Espagne)

,, ne jouiront pas des ayantages de cette allian-,, ce, jusqu'à ce qu'ils ayent accédé à ce traité;

ce qu'il leur sera toujours libre de faire quand

bon leur semblera."

La Pacification de Gand remplit d'une véritable joyé le plus grand nombre des habitans des Pays-Bas. Le jour même de la signature du traité, le Château de Gand se rendit aux troupes des Etats; & peu de jours auparavant le Comte de Hohenlo avait mis, pour le Prince d'Orange, garnison dans Ziericzée, évacuée par Mondragon & ses Espagnols. Le Comte de Bossu, qui venait d'être élargi, ne tarda pas à le ranger du parti des Etats; tandis que du côté d'Orange & des Etats on ne négligeait aucun moyen pour engager la Hollande, la Zélande, & l'Evêché d'Utrecht à se soumettre entiérement au Prince, qui pour cet effet écrivait ou faisait écrire lettres sur lettres aux villes de Harlem, d'Amsterdam & d'Utrecht. Alors les Provinces de Hollande & de Zélande commencerent à respirer X 2

un peu, après le départ des troupes. Espagnolles. Риплета Bichtot on s'y appereut des heureux changemens que la moit du Gouverneur, le soulèvement des soldats du Roi, & la Pacification de Gand, avaient opéré cette année pour les Pays-Eas en général. Dès que les principales Provinces le furent réunies contre les Espagnols, le feu des guerres civiles s'éloigna tout-à-fait des frontiéres de la Hollande & de la Zélande. range en eut alors plus de liberté, pour porter les autres Provinces à embrasser son parti, & pour faire avec elles un traité, qui le mit en quat de tenir tête au Roi d'Espagne. Aussi avant la fin de cette année, Muiden & Weefep se déclarerent pour Orange; Harlem & Utrecht, s'étent affranchis de leur garnison Espagnolle, en firent de même avant le printems de 1577, ainsi que Schoonhoven, Nieuwport, Tholen & Goes.

Don Jun. LES changemens survenus après la mort de d'Autricht Requesens, firent craindre à Philippe que, si le Confeil - d'Etat, tel qu'il était actuellement, ne r. Gé. continuait à avoir l'autorité en main, c'en était réral des fait de la puissance Espagnolle dans les Pays-Bas; Pays - Bas il crut donc nécessaire de donner un successeur à

111.

Requesens. Don Juan d'Autriche, frère naturel du Roi, fut nommé au Gouvernement - Général des Pays-Bas, & fit son entrée à Bruxelles le 1. Mai de l'année 1577. Un de ses premiers foins fut d'engager les Provinces à faire avec lui

un nouveau traité; toutes, y consentirent, à l'exception pourtant de la Hollande & de la Zélande. On y promettait de maintenir la Religion Catho-Lique-Romaine; d'entretenir la Pacification de Gand; & de rester soumis au Roi, qui de son

côté

pes Espagnolles. En conséquence de ce traité III.

Don Juan sit publier un Edit; contenant lès mêmes points, & qui sut nommé l'Edit perpétuel. Il sit même partir les troupes Espagnoiles.

Mais les efforts qu'il sit bientôt après pour retenir les Allemands, & la prise du château de Namur & de Charlemont, rendirent ses vues suspectes, aux Etats Généraux. Ils en écrivirent au Roi pour le prier d'ordonner au Gouverneur de s'en tenir aux articles de la Pacification de Gand; ils osèrent même quelque tems après demander le rappel de Don Juan; & que le Conseil-d'Etat sût revêtu de l'autorité suprême jusqu'à l'arrivée d'un autre Gouverneur.

PENDANT l'été de cette même année : le Voyage Prince d'Orange, accompagné de son épouse, du Princo parcourut les différentes villes de la Hollande & en Hollande la West-Frise, où il fut reçu avec les plus de & à U. grandes marques d'affection & de respect. Danstrecht. toute la West - Frise le peuple ne le nomma que le Père Guillaume; — le Père Guillaume est venu! s'y disait - on les uns aux autres, avec cet air de familiarité respectueuse, qui peint dans lés yeux le contentement du cœur: le Père Guillaume est venu! — Tous couraient en effet audevant du Prince, croyant voir en lui le seul & véritable Libérateur de la patrie après Dieu. Arrivé à Woerden, la Régence d'Utrecht invita le Prince à honorer cette ville de sa présence, en le priant cependant d'y venir sans être accompagné de gens de guerre. Malgré les conseils de son épouse, qui tâchait de l'en détourner, il se rendit à Utrecht le 18. du mois d'Août,

X 3

n'ayant

n'ayant à sa suite que les gens de sa cour. Au III. moment qu'il entrait par la Porte du Tolle-steeg, (de Tollesteege-poorte) un tampon échappé d'une des petites pièces d'artillerie, tirées à l'honneur du Prince, vint par halard tomber dans son carosse. La Princesse en fut si esfrayée que, sautant au coup de son époux, elle se mit à crier, nous sommes trabis! Mais le Prince, s'étant apperçu de ce que c'était, n'eut pas de peine à la tranquilifer. Le Prince s'arrêta à Utrecht jusques au 21., & à son départ il ne doutait plus que la Ville & tout le Diocèle n'embrassassent bientôt son parti, ce qui eut lieu en effet au mois d'Octobre de la même année. CEPENDANT les Etats-Généraux s'étaient

Les Etatss'affurent de diffé-CCS.

Généraux assurés d'Anvers, contre les entreprises de Don Juan, que l'on soupçonnait d'avoir des vues trèsrentes Pla-dangereuses. Peu de tems après ils s'assurèrent de même de Berg-op-Soom, de Steenbergen, de Tholen, & de Bois · le · Duc. Le Prince d'Orange de ton côté, avait su se rendre maître de Bréda par role; d'ailleurs il avait si bien gagné l'aff ction des Brahançons, que s'étant rendu dans leur Province, il fut reçu à Bruxelles & à Anvers avec beaucoup d'éclat; & que même le 22. d'Octobre il sut révêtu de la dignité de

Le Prince Ruwaard de Brabant. Dignité affez semblable d'Orange à celle de Dictateur chez les anciens Romains. élu Ru-Dans les tems difficiles on en revêtait dans ces wurd de la Provin-Provinces, & surtout dans le Brabant, quelce de Bra-qu'un des principaux Seigneurs du pays; aussi bans. l'Histoire fournit plus d'un exemple de Ruzvaards, devenus ensuite Ducs; & l'on prétend même, qu'en confiant cet important emploi au Prince

d'0-

d'Orange, l'on voulait lui frayer le chemin à la Philippe Souveraineté du Brabant. Mais cette nouvelle III. élévation du Prince lui fit des jaloux, & près de vingt Seigneurs cabalèrent si bien, qu'ils sirent nommer l'Archiduc Mathias, frère de l'Empereur, Gouverneur-Général des Pays-Bas. Mathias cependant était trop jeune & d'un esprit trop borné pour soutenir avec gloire un si pésant fardeau; aussi resserra-t-on dans de trèsétroites bornes l'autorité qui lui fut confiée; & Orange, Stadbouder du Brabant, fut encore nommé Lieutenant ou Vice-Gouverneur-général de l'Archiduc. Le crédit du Prince en augmenta au point, que dès-lors on le regarda comme revêtu du pouvoir abtolu dans la plus grande partie des Pays: Bas; ce qui fit dire aux partisans de Don Juan, que l'Archiduc n'était que le Greffier du Prince d'Orange, d'autant qu'il n'avait autre chose à faire, qu'à figner ce qui lui était présenté par le Prince.

CEPENDANT l'on faisait tous ses efforts en Hollande pour gagner Amsterdam au parti d'Orange; mais l'on aurait voulu s'en rendre maître sans être obligé de piller la ville & de violenter la Bourgeoisse. Cela n'empêcha pas que l'entreprise n'échouât, & que les Colonels Helling & Ruikhaver, à qui elle avait été confiée, ne perdissent la vie dans cette affaire. Peu de tems après cependant, ceux d'Utrecht ayant offert leur médiation, il y eut un traité de conclu par lequel la ville d'Amsterdam consentit à embrasser le parti des Etats. Bientôt les Amsterdamois traitèrent aussi avec le Prince, sous condition expresse cependant, que l'on ne porterait aucune atteinte ni $\mathbf{X}^{\prime}\mathbf{A}$

Printife à la Régence de la ville ni à ses privilèges, & que l'on n'y souffritait l'exercice d'aucune ReliCharge gion que de la seule Catholique - Romaine Toume is saits les ces précautions des Catholiques n'empêchèà sufferdes par les tent pourtant pas que les Protestans ne se relevasProtestant tent bien ôt de l'abbaissement où l'on avait voului les tenir dans cette ville. Le bannissement
de plusieurs Ecclésiatiques & de quelques or-

2-71

lu les tenir dans cette ville. Le bannissement de plufieurs Eccléfiattiques & de quelques ordres Religieux de certaines villes du Brabant, pour avoir refusé de prêter un nouveau serment que l'on exigenit d'eux, éleva le courage des Pretestans dans différents lieux, mais furtout à Amsterdam, où le 26. Mai de cette année 1578: ils se portèrent à des excès, qui ne penvent être excutés que par les malheurs des tems. Plusieurs bannis étant rentrés dans cette ville, & s'étant joints à eux, ils occuperent tous les passages qui conduisent au Dam, s'emparèrent de l'Hotel de ville, d'où ils tirèrent le Baillif, & les membres tant anciens que nouveaux de la Magistrature qui s'y trouvaient, prirent les autres dans leurs propres maisons, & les conduisirent tous à la maison du Poids. De-là on les sit passer, avec plusseurs Prêtres & tous les Cordéliers, entre deux files de soldats, pour les conduire à différentes barques, qui devaient les transporter hors du territoire de la ville. La populace cependant les accompagnait en tumulte, criant qu'il fallait les mener à la potence, où ils en avaient fait atfacher tant d'autres. Cependant il est remarquable, que dans toute cette affaire il n'y cut pas une scule personne de blessée; mais des que les Magistrats & leurs compagnons d'infortune eurent été remis à terre hors d'une des portes de

la ville, la populace se jetta sur le Cloitre des Philippe. Cordéliers, où elle brita & autels & images. III. Le 28. ils firent l'élection de nouveaux Magistrats; & quelques jours après, les Protestans commencèrent à prêcher publiquement dans deux des principales églises de la ville; les Luthériens & les Anabatistes y tinrent aussi des assemblées religieuses, avec connaissance & permission des Magistrats, qui tolérèrent même que les Catholiques s'assemblassent sécrétement. La soldatesque & une partie de la populace se souleva de même à Harlem, le jour de la Fête-Dieu. l'issue de la messe les séditieux entrent à main armée dans la Grande-Eglise, y commettent toutes sortes d'excès, blessent quelques bourgeois, & tuent un prêtre. Lorsqu'ils eurent tout brisé & pillé dans l'Eglise, le Baillif & un des Bourguemaîtres s'y prétentèrent, & dissipérent sans peine cette vîle populace, à qui l'on avait laissé tout le tems d'exercer son zèle séditieux; & qui de la Grande-Eglise alla se jetter sur les Couvents des Cordéliers & des Jacobins, qui furent également pillés. L'Eglise resta fermée jusqu'au mois de Septembre, que la Régence la fit r'ouvrir pour la céder aux Réformés, qui y firent le service divin, malgré toutes les oppositions des Catholiques, qui soutenaient, qu'on ne pouvait les en dépouiller, sans violer l'accord fait avec eux & la Pacification de Gand qu'ils avaient embrassée. Les Etats de ¡Hollande, pour témoigner combien ils desapprouvaient la conduite des troupes, qui avaient commencé le tumulte & commis les plus grands ex-Xι

PHILIPE III. cès, les mirent ailleurs en garnison, & firent

punir de mort le meurtrier du Prêtre.

C'ETAIT ainsi que les Résormés, à peine échappés à la persécution, devenaient eux-mêmes Persécuteurs: mais leur zèle ne se bornait pas à violenter les Catholiques; partout où ils étaient les plus forts, il se tournait contre les autres communions. A Middelbourg en Zélande les Réformés voulurent priver les Anabatistes du droit de bourgeoisie, parce qu'ils refusaient de prêter le serment d'usage. Le Prince s'étant interposé avec vigueur en faveur de ces derniers, on chercha un autre prétexte pour les inquiéter, & les forcer même à abandonner la ville. Le Magistrat prétendit les contraindre à monter la garde armés, ou, en cas de refus, à fermer leurs boutiques & leurs magazins. Ils eurent beau représenter, qu'ils étaient toujours disposés à payer toutes sortes d'impositions, & même à faire monter la garde par d'autres personnes qu'ils payeraient. Tout fut inutile. Mais s'étant de nouveau addressés au Prince d'Orange, il donna les ordres les plus précis au Magistrat, de laisser les Anabatistes tranquiles, sans en exiger ni serment ni port d'armes. Le Prince, en protégeant si ouvertement les personnes de cette Communion, leur témoignait, qu'il n'avait pas oublié les secours qu'il en avait reçus, lorsqu'en 1572. ils lui avaient compté une grande somme d'argent, pour l'aider dans ses entreprises.

CE n'était pas seulement en Hollande & en Zélande que les Réformés faisaient paraître qu'ils commençaient à sentir leurs forces. Dans les

Pays.

Pays Bas Catholiques ils prirent de plus gran-PHILIPPE des libertés qu'ils n'en avaient encore eues; à III. Anvers & à Gand ils établirent un culte presque public. Ils présent à l'Archiduc & au Conseil d'Etat une Requête, pour en obtenir le libre exercice de leur religion. L'Archiduc & le Conseil d'Etat, ayant pris leur Requête en considération, formèrent un plan pour concilier les deux partis. Cet écrit, connu sous le nom de Paix de Religion, contenait trente articles, Paix de dont les principaux étaient, que: ,, L'on regar-, derait comme non-arrivés les torts & les in-, jures faites de part & d'autre depuis la paci-, fication de Gand, & que chacun pourrait vi-,, vre librement dans sa Communion; Que la , Religion Catholique - Romaine serait rétablie en "Hollande & en Zélande, pourvû que le nom-, bre de ceux qui désireraient ce rétablissement , fut de cent familles, au-moins dans les gran-, des villes & les gros bourgs; & que dans les , petites villes & les moindres villages il fut , formé de la plus grande partie des habitans. ", Que les Non-Catholiques jourraient dans tous , les Pays-Bas, & sur le même pié, d'une é-, gale liberté dans l'exercice de leur Religion. " Que pour cet effet, les Magistrats indique-, raient aux deux Communions des endroits où ,, elles pussent vaquer avec liberté & décence , à l'exercice de leur culte. Là où il n'y au-, rait qu'une seule Religion d'établie, l'on ne , pourrait cependant rechercher ni inquiéter per-,, sonne sur sa foi. Celui qui entrerait dans une , église d'une Communion contraire à la sienne, serait obligé d'éviter d'y donner le moin-, dre

Pailitte III.

,, dre scandale, mais se conformerait aux usages ", de cette église. Les Non-Catholiques, ex-" cepté en Hollande & en Zélande, seraient dans , l'obligation de fermer leurs boutiques, & de ,, s'abstenir de tout travail les jours de Diman-, ches, de Noël, des fêtes des Apôtres, de , l'Annonciation de la Vierge, de l'Ascension, ,, de la Purification, & de la Fête-Dieu. Dans ,, le choix des personnes pour les charges & les ,, emplois, l'on n'aurait égard qu'au seul mérite, , sans distinction de Religion. Enfin dans cha-, que ville l'on nommerait tous les ans quatre " personnes d'honneur & de marque, qui, avec ,, le Magistrat, seraient chargées de veiller à ce , qu'il ne se commît rien contre le contenu de ,, cette Paix de Religion; & d'après leur rap-,, port, pourvû qu'il fut signé de trois d'entre ,, eux pour le moins, le Magistrat serait autho-,, risé à procéder sans délai contre les réfractai-,, res &c."

CETTE Paix de Religion, dès qu'elle fut connuë dans les différentes Provinces, ne plût ni
aux Catholiques ni aux Réformés. Dans le Hainaut, où il se trouvait peu de ces derniers, &
où un grand nombre d'Ecclésiastiques & de Religieux s'étaient réfugiés; on regarda la Paix de
Religion avec horreur, & comme un chef-d'œuvre d'impiéré. D'autres Provinces au contraire
la reçurent avec plus ou moins de dissiculté;
celles d'Utrecht & de Gueldres ne voulurent jamais s'y soumettre. Cette dernière Province
même s'opiniatrait à resuser la Résorme; & ce
ne sut qu'en usant de violence, que l'on vint à
bout de l'introduire dans les principales villes du
Du-

Duché. Ce fut par les mêmes moyens que la Philippe ville de Goes en Zélande se vit contrainte de cé-III. der à la supériorité des Protestans, qui s'emparèrent de force de la grande Eglise, qu'on leur resusait.

LE zèle des Réformés contre les Catholiques devint bientôt aussi ardent que l'avait été d'abord celui des Catholiques contre les Réformés. Dans toutes les Provinces la violence suppléa au bon droit. & ces mêmes Protestans qui s'étaient contentés au commencement de demander qu'on ne gênat pas leurs consciences, refusaient à leur tour cette tolérance si hautement préconisée de leur part. Pierre Dathenus *, ministre à Gand, porta l'audace de la prédication jusqu'à charger le Prince d'Orange d'Athéisme. C'était, s'écria-t-il plus d'une fois en chaire, un homme qui ne se souciait ni de Dieu ni de Religion. Et pourquoi Dathenus faisait-il un portrait si affreux d'un Prince, qui était un des plus fermes appuis de la Religion Réformée? parce que par un des articles de la Pacification de Gand on accordait liberté de Religion aux Catholiques, & qu'Orange voulait que cet article fut observé.

Au milieu de tous ces troubles l'on négociait toujours avec le Duc d'Aujou, qui enfin prit le tître de Protecteur de la liberté des Pays-Bas.

^{*} Ce Dathenus aussi connu chez les Hollandais par sa crapule que par sa maussade traduction Hollandaise des Pseaumes de Maret & de Béze, avait été Moine à Poperingen. De bonne-heure il embrassa la Resorme, & des 1566. il avait prêché en Zélande. Quelque sems après il sut nommé Ministre des Résormés à Gand, & décoré du tître de Conseiller du Duc Jean Casimir.

PHILIPPE III.

Bas, à des conditions qui ne lui laissaient qu'une autorité assez précaire. Revêtu du souverain pouvoir, conjointement avec les Etats, dans les affaires de la guerre, on lui ôtait la connaissance de toutes celles du Gouvernement civil, que l'on laissait toute entière aux Etats, à l'Archiduc Mathias, & au Conseil-d'Etat; cependant l'on promettait à Anjou que, si l'on venait à changer de maître, on le préférerait à tout autre pour la souveraineté des Pays-Bas.

Mort de d' Autrisbe.

PENDANT que tout se disposait ainsi à rom-Don Juan pre le lien qui unissait ençore ces Provinces à l'Espagne, don Juan mourut au village de Brage le 1. d'Octobre 1578. La peste qui regnait alors dans l'armée Espagnolle, fut regardée comme la cause de la mort de ce Prince, quoique l'on ne doutât presque pas, qu'il n'eut succombé au poison que l'on prétend lui avoir été donné par les ordres du Roi Philippe son frère, qui commençait à soupçonner sa fidélité. Alexandre Farnéze, Prince de Parme, fut nommé provisionnellement Généralissime de l'armée Espagnolle dans les Pays - Bas, & bientôt après revêtu de la dignité de Gouverneur - Général.

1579. Union d'Utrecht.

La Pacification de Gand avait bien réuni pour quelque tems les différentes Provinces contre l'ennemi commun, mais l'inobservation de plusieurs articles de ce traité avait sait conjecturer au Prince d'Orange, que la variété d'intérêts & la diversité de Religion ne permettraient pas aux Provinces de rester longtems unies. Le Prince d'Orange & son frère le Comte Jean de Nassau. travaillèrent alors sous main, à former un nœud plus ferme & plus solide entre quelques Provinccs.

ces. En effet le 23. Janvier de l'année 1579. Philippe fut conclue à Utrecht cette Union célèbre, que III. l'on peut à juste titre regarder comme la base de la République des Provinces - Unies. Ce traité contient 26 articles, portant en substance, que chaque Province conserverait la forme de son gouvernement, ses priviléges, & son culte; & que les Etats-Généraux des Provinces - Unies auraient l'administration générale de toutes les affaires de la guerre. Cinq Provinces signèrent d'abord l'Union, & furent bientôt suivies de quelques - autres. Orange, quoiqu'il pût être regardé comme le principal auteur de cette Confédération, fut, par des raisons de politique, quelque tems sans y accéder. La plupart des Provinces Catholiques s'accommodèrent alors avec le Duc de Parme, & se soumirent au Roi. L'Empereur cependant avait, dès le commencement de l'année, proposé des ouvertures pour une paix générale, & l'on s'était assemblé à Cologne pour y travailler sous sa médiation; mais les négociations ayant été poussées sans fruit jusques vers la fin de l'année, on se sépara sans avoir pu rien conclure. La guerre continuait toujours; cependant la campagne de 1579, ne fut guères remarquable que par la prise de Mastricht, qu'emporta Farnéze, qui projettait aussi de se rendre maître de Malines, Bruxelles, Bois-le-Duc, Anvers, & de quelques - autres villes. Cette année fournit encore l'exemple de plusieurs excès commis de part & d'autre par le zèle inconsidéré de la Religion. Le 9. & le 10. de Juin on chassa à Amersfoort & à Utrecht tous les Saints de leurs églises. A Anvers les choses furent encore

PILIFPE III.

core poussées plus loin; le 28. Mai la populace s'était soulevée, & avait forcé le Magistrat, à faire sortir de la ville environ 120 Eccléssastiques ou Religieux, qui devaient faire une procession publique. Ni l'autorité de l'Archiduc Mathias, ni celle du Prince d'Orange, qui voulut appaiser les mutins, ne purent servir à les ramener à leur devoir, & le Magistrat se vit forcé d'obéir. Si les Réformés agissaient en maîtres partout où ils se trouvaient les plus forts, & nommément à Anvers & à Gand, où Dathenus par ses séditieux sermons attisait toujours le feu de l'intolérance, les Catholiques de leur côté n'étaient pas plus raisonnables dans les Lieux où ils avaient la supériorité. A Bruges les Catholiques occasionnèrent une sorte de sédition. qui aurait pu avoir les suites les plus fâcheuses, si le Prince d'Orange n'était venu à tems remettre le calme dans les esprits. On le nomma de-puis à la dignité de Stadhouder de Flandres, mais il le refusa.

Lorsque l'Union d'Utrecht avait été conclue, le Comte de Rennenberg, Stadhouder de Groningue & de quelques autres Provinces, l'avait signée, quoiqu'après bien des dissicultés. Il ne
tut pas longtems à s'en repentir, & dès l'année
1580. il changea ouvertement de parti, en ramenant par rule & par force la ville de Groningue à l'obéissance du Roi d'Espagne. Le Prince d'Orange se hâta alors de mettre ordre aux
assaires de l'Overyssel, dont Rennenberg était aussi
Stadhouder; il se crut d'autant plus obligé de
s'assurer de cette Province, que les Résormés
cux-mêmes y mettaient tout en combustion.

Lls

Ils n'étaient pas plus tranquilles dans les autres Philippe Provinces; le 7. de Mars de cette année ils se III. jettèrent à Utrecht sur les églises des Catholiques, y brisèrent les images & les autels, & voulurent forcer le Magistrat à interdire dans leur ville l'exercice public de la Religion Catholique. on ne leur accorda pas tout - à - fait leurs demandes, on se vit au-moins obligé de souscrire à une bonne partie de leurs volontés, de leur céder quatre des principales églises, & de leur promettre, que dans la distribution des charges & des emplois, qu'ils fussent ecclésiattiques ou civils, la différence de religion ne pourrait point être considérée comme un obstacle à les obtenir. La mort de Fréderic Schenk de Tautenbourg, Archevêque d'Utrecht, arrivée le 25. Octobre suivant, fit voir encore combien le parti Protesant s'était fortifié dans cette ville; quelques uns de ceux qui suivaient le convoi funebre entonnèrent. en langue vulgaire, le Pseaume cent-trentième, &, malgré tous les efforts du Clergé Catholique, acheverent de le chanter. Aussi Tautenbourg peutil être regardé comme le dernier Archevêque d'Utrecht; tous ceux que le Pape a nommés depuis à ce fiége, n'ayant jamais eu la liberté de faire publiquement les fonctions pastorales, ni pû obtenir des Etats les revenus temporels de l'Archevêché.

L'on remarque, comme une chose peu ordinaire à ces Provinces, que le 6. d'Avril on sentit par tous les Pays - Bas deux secousses de tremblement de terre, qui ébranlèrent les murs de quelques églises & clochers, sans causer pourtant de grands dommages.

Tome I.I

Y

PEN.

111.

PHILIPPE PENDANT que les affaires de la Religion semblaient prendre un tour favorable en faveur des Protessans, celles de la guerre avaient des succès moins heureux. Du côté des Etats l'on avait affiégé Groningue, redevenue Espagnolle, mais la défaite des troupes de Hohenlo près de Hardenberg, obligea de lever le siége, dont la direction avait été confiée à Escheda, après la mort du brave Barthold Entes, tué d'un coup de feu dans un: attaque d'un des fauxbourgs. Hohenlo ayant encore été battu dans les plaines de Bourtanges, le Comte de Rennenberg profita du désordre où ces différentes défaites jettaient les troupes des Etats, pour remporter différents avantages. Koewerden & Oldenzeel furent obligées de lui ouvrir leurs portes; il assiégea ensuite Steenwyk, qu'il fit battre à boulets rouges, invention toute récente, & dont il n'y avait que cinq ans que l'on avait donné le premier exemple au siège de Dantzig. L'histoire a cru devoir remarquer ce qui arriva à deux foldats pendant le siège. L'ennemi, dès les premiers jours, avait mis le feu à la barrière de l'une des portes; Aart van Groningen, fils d'un Brasseur, & soldat de la Compagnie de Kornput, eut la hardiesse de braver une grêle de mousquetades, & d'aller & de revenir à plusieurs reprises puiser de l'eau, pour éteindre l'embrasement, ce qui lui réussit contre toute espérance. Le même soir un soldat ennemi s'était avancé jusques à une autre des portes de la ville, & vomissait avec fureur d'horribles blasphêmes contre Dieu, & des imprécations contre les Etats & Hobenlo. Une balle de mousquet, dirigée vers l'endroit d'où partait la voix.

voix, entra dans la bouche de ce furieux, ou PHILIPPE verte pour proférer de nouveaux blasphêmes, & III. le tua; particularité qui fut d'abord découverte, le cadavre de ce soldat ayant été aussitôt trainé dans la ville. Avec quelque vigueur cependant que Rennenberg poussat le siège de Steenwyk, il se vit obligé de le lever après quatre mois d'at-

taque.

Avant que tout ceci se passat, Philippe avait fait une démarche qui précipita le moment qui devait lui enlever les plus belles Provinces des Pays - Bas. Persuadé qu'Orange était le principal auteur des troubles, & se flattant qu'ils cesseraient dès qu'il ne serait plus, le Roi d'Espagne crut, que le plus sûr moyen d'être promptement débarrassé d'un ennemi aussi dangereux, était de mettre sa tête à prix. Le Prince de Parme eut, en conséquence, ordre de publier le ban de proscription contre le Prince d'Orange, ce qu'il fit faire à Mastricht au mois d'Août de l'année 1580. au nom du Roi son maître.

" PHILIPPE donc, avant amplement détaillé Ban de " dans le préambule de son Edit de proscription tion con-, les honneurs, les faveurs, & les bienfaits dont tre le Prins , l'Empereur Charle-Quint, son père, & lui-ce d'Oran-

,, Nassau, étranger dans les Pays-Bas, leur, vassal d'ailleurs & leur sujet, lui reproche , avec aigreur son ingratitude, sa déloyauté, ,, son hypocrisse, & les crimes les plus odieux. , Il le dépeint comme l'unique auteur & fauteur , des troubles des Pays - Bas; il l'accuse d'avoir

, fait la guerre à son Souverain; d'avoir rompu toutes les négociations entamées pour la paix; , foulé PHILIPPE

, foulé aux piés les priviléges, & les alliances ,, les plus sacrées; il le nomme calomniateur, , introducteur d'hérésie, apostat, infame adul-, tère, qui, du vivant de la premiére femme, a , épousé une Religieuse & Abesse bénite so-" lemnellement; pette de la Chrétienté, & ennemi de tout le genre-humain. Comme Cain ; & Judas il cherche sa sureté dans un défiance " perpétuelle, figne toujours certain d'une con-,, science bourrelée. Pour toutes ces causes le ,, Roi le déclare traitre & méchant, confisque , tous les Biens non encore confisqués, le proscrit , de tous les pays de sa domination, & le livre , à la merci de tous & un chacun. Défendant à tous ses sujets, de quelqu'état, con-, dition, & qualités qu'ils soient, de lui prêter , aucun secours, de hanter, vivre, converter, , parler, ni communiquer avec lui; leur ordon -, nant au contraire à tous, de le retrancher de , leur société, & de l'abandonner dans le terme , d'un mois, sous peine de la vie, & de con-, fiscation de biens, d'honneur & de noblesse, en faveur & au profit de ceux qui pourront s'en rendre maîtres en quelques lieux que ce Enfin, s'il se trouve quelqu'un, sujet ou étranger, si généreux de cœur & assez . 7 22 , affectionné au service du Roi & au bien pu-, blic, pour livrer le Prince vif ou mort, ou pour lui oter lui-même la vie, il promet sur sa parole royale, de lui faire donner ou à ses , héritiers, en fonds de terre ou déniers comp-, tants, à son choix, incontinent après la chose ,, effectuée, la somme de vingt-cinq mille-écus ,, d'or; promet de plus, de lui pardonner, & : 00 : 1

, lui pardonne d'avance, tous les crimes quelque PHILIPPE

" énormes qu'ils soient, qu'il aurait pû com-III. mettre; & si cette personne n'est pas noble,

le Roi l'annoblit, avec tous ceux qui lui prê-

, teront assistance, promettant en outre, de les favoriser & avancer, chacun selon son état &

" le dégré des services qu'il aura rendus &c.".

De's que cet Edit de proscription eut été rendu public, le Prince en fit passer une copie aux Etats de Hollande & de Zélande. Il aurait souhaité, qu'ils y répondissent en leur nom, mais les Etats jugèrent, que c'était au Prince seul à se justifier, l'Edit le regardant personnellement. Ils se réservèrent cependant de répondre dans leurs assemblées aux différents points qui pourraient 'concerner l'Etat en général. D'ailleurs, appréhendant avec raison, que les grandes promesses faites par le Ban, n'engageassent quelque scélérat à l'assassinat proposé, ils résolurent, sur la prière que leur en avait faite le Prince lui-même, d'augmenter de cent-cinquante chevaux sa garde-du-corps... Orange ne tarda pas à publier son Apologie; il en avait chargé son-Chapelain, Pierre de Villiers, qui s'en acquita d'une manière à ne rien laisser à désirer à celui qui employait sa plume. Le Prince, après l'avoir présentée aux Etats assemblés à Delft au mois de Décembre de l'année 1581. l'envoya ensuite à tous les Princes de l'Europe.

, Le Prince avouait dans son Apologie, qu'il Apologie, conservait une haute estime pour la mémoire d'Orange.

, de l'Empereur Charle. Quint; mais les bien-, faits qu'il en avait reçus, ne pouvaient, dit-il,

setre regardés comme une juste compensation

3 ,, de

Philippe III.

des services rendus par ses ancêtres & par luimême à la Maison d'Autriche; non plus que des grandes dépenses faites par lui pour tenir table ouverte, & en différentes ambassades? le tout pour faire honneur à l'Empereur. Quant à Philippe, il ne lui avait aucune obli-, gation; car, il ne regardait pas comme des , graces, les gouvernemens, les honneurs & les tîtres, qui exigeaient de sa part des dépenses , excessives, & dont on avait si honteusement , violé les droits en sa personne, de même qu'en celles des Comtes de Hoorn & d'Egmond, & , de plusieurs autres. Philippe cependant osait , le traiter de scélérat & de traitre, Philippe, , qui n'aurait pû mettre tant de fastueux tîtres , à la tête de sa Proscription, si les Nassau & les Orange ne les lui avaient acquis par leurs , gloricux faits-d'armes, avant même qu'il fut né. Et quant à lui-même il le flattoit, que jamais on ne pourrait lui reprocher d'avoir , deshonoré la Maison dont il était sorti. On , lui reprochait un mariage honnête & légitime: & qui donc lui faisait ce reproche? Phi-, lippe, qui avait contracté un mariage inces-, tucux avec la fille de sa propre sœur; Phi-, lippe, qui avait été le meurtrier de sa femme , Isabelle, pour en épouser une autre; qui avait , fait tuer son propre fils, parce que ce jeune , Prince avait paru touché des malheurs des , Pays - Bas: Philippe enfin, qui avait fait épou-, ser au Prince d'Ascoli, Dona Eufrasia, après , avoir vécu lui-même avec elle dans un commerce criminel. Au reste, ajoutait Guillaume, son divorce avec Anne de Saxe s'était fair , du

, du consentement des parens de cette Princesse. PHILIPPE Et quant à la fille du Duc de Montpensier, III. son épouse actuelle, elle n'avait jamais fait de vœux monastiques, ou ceux qu'elle avait faits, ne l'obligeaient en rien, puisqu'elle les avait faits dans son enfance. On objectait au Prince, qu'il était un étranger; 'si l'on entendait par là qu'il était né hors des Pays-Pas, le Roi était donc lui - même un étranger. Quant à lui, il était né en Allemagne, pays étroitement uni avec les Pays-Bas, & depuis plusieurs siécles sa Maison avait possédé des biens confidérables en Braband, dans le Luxembourg, en Flandres & en Hollande; ses ancêtres même avaient été: Comtes de Gueldres, lorsque ceux du Roi n'étaient encore que Comtes de Habsbourg, & demeuraient en Suisse. De plus, on regardait comme indigenes dans les Pays-Bas, tous les possesseurs de Comtés & de Seigneuries, qui tenaient pour le parti de ,, ces Provinces - Ce n'était pas sur son compte qu'il fallait mettre l'origine des troubles, mais sur celui du Conseil d'Espagne. , C'était la cruauté de ce Conseil qui l'avait , ému de compassion pour les Non-Catholiques. , lui qui dès sa tendre enfance avait été imbu , des principes de la véritable foi. Et si ses , Confrères, les Chevaliers de la Toison-d'or & , le Conseil-d'Etat, avaient voulu agir de con-, cert avec lui, il n'aurait épargné ni ses biens , ni sa vie, pour empêcher le Duc d'Albe de , mettre le pié dans les Pays-Bas. — Il se , faisait gloire, d'avoir engagé les Etats à insi-, ster sur le départ des Espagnols; & de ne s'être 32 point

Philippe. Ut. ,, point opposé à ce que les Nobles livrassent ", leur Requête à la Gouvernante; parce qu'il , jugeait l'un & l'autre avantageux au salut de , la Patrie. - Il était aussi peu offensé du , nom d'Hérétique qu'on lui donnait & à son frère, que l'avait été Jésus - Christ lui - même, , lorsqu'on l'appella Samaritain. - Il n'avait jamais confeillé les Prêches, publics, encore , moins avait - il conseillé la spoliation des égli-, ses. Cependant, dès qu'il fut parti pour l'Al-" lemagne, on l'avait inhumainement persécuté , en la personne de son fils, en ses biens, en-, ion honneur. On l'avait par là affranchi de ,, tout serment & de toute obligation, & forcé , pour sa propre défense à prendre les armes, , qu'on lui reprochait d'avoir portées contre son , Souverain. Mais les ancêtres du Roi avaient ,, eu un droit 'égal, ou bien moindre encore, , pour s'emparer des Royaumes de Castille & , de Léon. - De plus, lui, Prince d'Orange, , était un des principaux membres des Etats de , Brabant, appellé par les peuples pour les pro-, téger & les défendre. — Les Etats de , Hollande & de Zélande, poursuivait le Prince, , auraient d'abord permis l'exercice de la Reli-, gion Catholique, mais avertis des trahisons de , quelques Ecclésiastiques & autres personnes, , ils s'étaient vus obligés de l'interdire. , Il s'était constamment montré ennemi de la , persécution, c'était donc à tort qu'on le char-,, geait des mauvais traitemens & des supplices , exercés contre les Ecclésiastiques. -- Pour , décider si l'on a droit ou non de prendre les , armes contre les Espagnols, il s'en remet vo-, lon-

,, lontiers au jugement des Etais-Généraux. -- Philippe , C'était par Don Juan & par le Roi lui mê. III. me, non par lui, Prince d'Orange, que la Pacification de Gand avait été violec. La four-, berie des négociations de paix du Sieur de , Selles avait été découverte, non par lui, mais , par la sage pénétration des Etats-Généraux. , Le Congrès de Cologne n'avait eu pour objet , que de causer la perte des Pays Bas. on lui reprochait sa dissimulation. Etait ce , donc dissimulation, de les avoir averti, lorsqu'ils étaient encore amis, des malheurs qu'ils eprouvaient actuellement? De même, il n'y 2) avait point de dissimulation de sa part, en leur , failant à présent une guerre ouverte. En quoi donc pouvaient - ils l'accuser de dissimulation? , Mais supposé qu'il eut cherché sa sureté dans , la défiance; était - ce une raison pour le com-, parer à Cain & à Judas? Il y avait une , grande différence entre ne point mettre sa con-, fiance en Dieu, & se mésier d'hommes per-, vers & méchants, qui, par le bannissement ,, des Maures de Grenade, & le supplice des , Comtes d'Egmond & de Hourn, avaient fait , voir quel fonds l'on pouvait faire sur leur parole. Cet Edit de proscription même témoi-, gnait assez combien leur conscience était en-,, durcie comme celle de Judas, qu'ils avaient ,, le désespoir de Cain, & que, comme Saül, , ils étaient reprouvés de Dieu. - On l'ac-, cusait d'avoir refusé tous les avantages parti-, culiers, qu'on lui avait offeits pour consentir , à une réconciliation entre le Roi & les peuples; mais loin que ce refus pût lui être re-Yr pro-

III.

FHILIPPE, proché, il se faisait gloire d'un pareil désin-, téressement. D'ailleurs, on ne lui avait ja-, mais fait d'offres aussi brillantes qu'on le sup-, posait. — Il faisait peu de cas des menaces , qu'on lui faisait à la fin de l'Edit de proscrip-, tion, où on lui inter disait le seu & l'eau; & , il continuerait de vivre avec ses amis, tant , qu'il plairait à Dieu, lequel seul avait en ses , mains & sa vie & sa mort. - Si, avant la , publication de ce Ban, l'on n'avait point pu-, bliquement mis sa tête à prix, comme on le , faisait à présent, il n'ignorait pourtant pas , combien de fois l'on avait fait sécrétement , marché de sa vie. Au reste, les Espagnols , montraient à découvert toute l'infamie de leurs ,, ressources, puisqu'ils avaient l'impudence de , promettre d'annoblir le scélérat qui lui arra-, cherait la vie, en cas qu'il ne fut pas noble. , Comme si un Gentil-homme, qui saurait ce , que c'est que la noblesse, voudrait seulement , manger avec l'infame coquin, qui aurait tué un homme pour de l'argent. Que si les Es-, pagnols tenaient de telles gens pour nobles, , ce n'était pas sans raison qu'on les croyait , eux mêmes descendans des Maranes & des , Juifs, & pour être sortis du sang de ceux qui , achetèrent de Judas la vie du Sauveur pour , une somme d'argent. L'on osait même pro-, mettre au scélérat, le pardon de tous les cri-, mes qu'il aurait pû commettre, quelques , grands qu'ils fussent : c'était atsez montrer , par là à tout l'univers, de quels moyens & , de quelles gens ils voulvient se servir, pour im-, moler à leur rage le défenseur de la liberté ,, d'un

d'un peuple opprimé. — Et quoique dans Pailippe ,, ce Ban de proicription les Etats fussent indi-III. ,, rectement attaqués, ces menaces ne devaient , ni les étonner ni les inquiéter La calomnie , & les injures étaient les armes ordinaires & les derniéres ressources des femmes faibles & sans désense. Que, pourvû qu'ils restassent unis , & otassent tenir tête à l'Espagnol, ils le ver-,, raient bientôt changer de ton. - Ce n'était, ,, disaient ses ennemis, qu'à sa tête qu'on en , voulait. Eh bien! il supporterait avec joye , l'exil & la mort même, si l'un ou l'autre , pouvait ramener le calme dans la Patrie. donc les Etats jugeaient que son absence pou-, vait leur apporter quelqu'avantage, ils n'a-, vaient qu'à commander, il était prêt d'obéir, , dut-il se retirer jusqu'aux confins de la terre. , Ils pouvaient aussi à leur gré disposer de sa ,, tête, sur laquelle nul Prince, nul Monarque n'avait de puissance qu'eux seuls. Mais s'ils jugeaient que le peu d'expérience qu'il s'était , acquise, que les débris de sa fortune & sa vie , même pussent être utilement employés à leur , service, il espérait, avec l'aide de Dieu, main-, tenir & défendre avec la même fidélité, ce , qu'ils trouveraient à propos de resoudre pour , le bien public & l'avancement de la Religion."

Les Etats-Généraux assemblés à Delft, à Réponse qui le Prince avait présenté son Apologie, lui des États répondirent, qu'ils jugeaient qu'il avait été inju-gie du stement chargé des crimes à lui imputés par l'Edis Prince de proseription; ils ajoutaient, qu'il u'avait accepté d'Oranges le Stadhouderat général & le gouvernement par-

12-

PHILIPPE ticulier des Provinces qu'aux instantes priéres des Etats, qui le conjuraient de vouloir leur continuer HI. ses services; concluant enfin par l'offre d'entretenir une Compagnie de gens à cheval pour la garde & la sureté du Prince &c.

QUELQUE force que Guillaume eut mis dans son Apologie, avec quelque peu de ménagement qu'il cut traité le Roi d'Espagne & son ministè-Le Princere, jamais ce monarque n'y répondit ou n'y fit d'Orange répondre de sa part. Cette année même Orange est fait fut fait Stadbouder de Frise, à la place de Ren-Stadbouder nenberg, qui, comme on l'a vû, avait abandonde Frije. né le parti des Etats. En 1581. il se rendit dans 1581. son nouveau Gouvernement, avec le Comte de Hohenlo, pour y terminer quelques différends d'importance, concernant l'administration de cette Province.

AVANT que toutes ces choses se passassent, Rennenberg avait été forcé de lever le siège de Steenwyk. Stavoren & plusieurs autres places de la Frise tombèrent bientôt après entre les mains des Etats. Les troupes de Rennenberg furent même battues le 19. Juillet de cette année près de Groningue par Norrits & Sonoi. Ce même jour Mort du le Comte de Rennenberg, qui depuis quelque Comte de tems était attaqué d'une maladie de langueur, reçut les derniers Sacremens à Groningue, où il mourut le 23. Juillet. L'on prétend qu'à sa mort il fit paraitre quelque repentir d'avoir li. vré Groningue aux Espagnols, en changeant luimême de parti; quoi qu'il en soit il est sûr, qu'amis & ennemis, en considération de ses belles qualités, le plaignirent après sa mort, bien plus qu'ils ne l'accuserent. AM-

Rennellberg.

& quelques-autres villes abolirent entiérement III. cette année tout exercice public de la Religion Catholique. Il se tint aussi un Synode à Middel-bourg, dans lequel, entr'autres réglemens ecclé-siastiques, il sut arrêté, que l'élection des Ministres, pour être valide, devrait être confirmée par l'approbation du Souverain; le Synode cependant ne jugea pas à propos de soumettre à la même clause l'élection des Anciens & des Diacres.

cipline ecclésiastique, & que la faiblesse des trou- de Parme pes des Etats les empêchait d'entreprendre quel- fe rend maître de que chose de considérable, le Prince de Parme Bréda, pensait à surprendre Vlissingue & Bréda. La première de ces villes lui échappa, mais le château de Bréda ayant été pris par trahison, Haute-penne se rendit maître de la ville le 28. Juin, malgré la courageuse résistance des bourgeois.

Orange était Seigneur de Bréda, & l'on remarque, que ce Prince perdit la Capitale de sa Barronie le jour même qu'il acheta à l'encan le Marquisat de Veere pour la somme de 74500 sflorins, après avoir acheté la veille la Seigneurie de Vlessingue pour 600 florins de plus.

IL y avait déjà quelque tems que trois affai. Le Roi res importantes occupaient l'assemblée des Etats d'Espagne déclaré dés Généraux; l'acte par lequel le Roi d'Espagne déclaré dés devait être déclaré déchu de la souveraineté des Souverai. Pays Bas; celui qui appellait le Duc d'Anjou à neté des lui succéder; & celui par lequel on cédait au Pays-Bas. Prince d'Orange la souveraineté des Comtés de Hollande & de Zélande. Le 26. du mois de Juil-

let

PHILIPPE III.

let fut signé à la Haye. dans l'assemblée des Etats-Géneraux des Provinces - Unies, l'Edit qui dépouillait Philippe de tous ses droits de souverain fur les dites Provinces, & qui déliait les Peuples du serment de fidélité qu'ils avaient prêté à ce Prince. Il était dit dans le préambule que; , les Peuples ne sont pas faits pour le Prince, mais que c'est le Prince qui est fait pour les , Peuples; qu'un Souverain qui traite ses sujets , en Esclaves n'est qu'un tyran, que l'on a droit , de chasser, surtout lorsque cette expulsion se , fait par délibération légale des Etats du Pays, , à qui il ne rette d'autre ressource pour conter-, ver leur liberté. Que cette vérité devait par-, ticulièrement avoir lieu dans les Pays - Bas, où , le souverain était tenu de gouverner d'après , des conditions par lui jurées, à faute de quoi , il était déchu de tous les droits de Souve-2, rain." Après ce préambule suivait une longue enumération des fautes de Philippe pendant sa régence, & des cruautés que les Espagnols avaient commises par ses ordres. Les Etats poursuivaient par déclarer le Roi d'Espagne déchu ipso jure de touts droits & prétentions au Gouvernement des Pays - Bas unis; déliant tous vassaux, Officiers de justice & autres, de même que tous les habitans en général, du serment qu'ils lui avaient prêté. Ils ordonnèrent aussi de ne plus se servir dans les actes publics ni du nom ni du sceau du Roi. , En Hollande & en Zélande l'on , ferait usage du nom du Prince d'Orange & de , celui des Etats de ces deux Provinces; dans , les Provinces qui avaient traité avec le Duc a d'Anjou, l'on employerait le nom de ce Prince 22 80

, & celui du Conseil de chaque Province, ou PHILIFFZ, de celui des Etats-Généraux, tant que celli.

" Conseil ne serait point entré en fonction. " Dans les affaires générales l'on se servirait du " sceau des Etats. Générales & de celui de

" sceau des Etats-Généraux, & de celui de " chaque Province dans les affaires particulières.

" La monnoye ne serait plus au coin du Roi; " enfin tous Officiers & autres gens en charge " seraient obligés de jurer aux Etats particu-" liers, de qui ils dépendaient, ou à leurs dé-

, putés, qu'ils seraient fidèles aux Etats-Gé-, néraux contre le Roi d'Espagne & son parti."

L'Assemble des Etats-unis, où fut prise cette résolution importante, était composée alors des Députés du Brabant, de Gueldres & de Zutphen, de Flandres, de Hollande, de Zélande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel & de Malines. Cependant cet Edit ne fut pas publié partout; & plusieurs firent difficulté de prêter le nouveau serment. A Middelbourg on refusa l'un & l'autre pour quelques différends qui ne pouvaient être terminés alors. En Frise le Conseiller Fakko Ralda fut si affecté de cette révolution que, pendant qu'on lui lisait la formule du nouveau serment, il fut attaqué d'une apoplexie dont il mourut sur le champ. Michel Rudge, Ministre Luthérien à Woerden, prêcha & écrivit avec tant d'emportement contre l'Edit porté contre le Roi d'Espagne, que les Etats de Hollande se virent enfin forcés de le bannir de cette ville. Si la démarche des Etats-Géneraux contre leur souverain eut l'approbation du plus grand nombre dans les Provinces qui venaient d'en sécouer le joug, on en penía tout autrement chez l'étranger, où

Puille elle sut presque généralement condamnée. Orange même en devint odieux à plusieurs Princes,
qui se crurent moins affermis sur leurs trônes, si
les sujets avaient jamais le droit de les en faire
descendre. Mais ils ne comprenaient pas sansdoute, que ce droit ne peut avoir lieu contre des
Princes qui gouvernent comme ils le doivent, &
qu'il n'y a que les souverains qui rompent le
contract qu'ils ont sait avec leurs sujets, qui
doivent craindre qu'on ne s'en serve contre eux.
Quoiqu'il en soit, les Etats de Hollande crurent
devoir justisser leur conduite dans toute cette
affaire, de même que les suites qu'elle avait eues,
devant la Diete assemblée à Augsbourg; ce qu'ils
sirent par une Députation particulière.

Truité

avec le p

Duc d'ain.

avec le Duc J'Anjou.

De's que, par un acte si authentique, l'on le fut soustrait à l'obéissance de Philippe, dont les armoiries & les représentations furent partout biffées ou rompues, les Etats conclurent leur traité avec le Duc d'Anjou, frére du Roi de France, & lui déférèrent la souveraineté des Pays - Bas. Les conditions que l'on prescrivit à ce Prince, rencontrèrent sur plusieurs points de grandes difficultés de la part des Français, qui auraient voulu le voir revêtu d'un pouvoir bien plus abiolu, que ne lui accordaient les Etats. En effet l'expérience des tems passés ne permettait guères de lui en donner un plus étendu; aussi dans ce traité les Etats eurent bien soin de veiller à ce que les Droits, les Priviléges & les Franchises du Pays n'eussent aucune atteinte à fouffrir de la part de Duc d'Anjou, & que la succession sut fixée desorte que, à l'exclusion des filles, ses fils seuls seraient appellés à lui succéder. der, & qu'entre tous les enfants mâles qu'il pourrait laisser, les Etats seraient libres de choi-fir celui qu'ils jugeraient le plus propre à gouverner. L'Archiduc Mathias s'appercevant alors que sa faible autorité était entiérement anéantie, se hâta de retourner en Allemagne, quoique l'on assure qu'il eût préféré de s'arrêter plus longtems en Hollande, si les Etats avaient jugé à propos de consentir à un plus long séjour de sa part.

AN JOU ayant pris en main le gouvernement des Pays - Bus, fit marcher ses troupes au secours de Cambrai, assiégé depuis près d'un an par le Prince de Parme, & força ce Général à lever le siège. Après avoir fait son entrée dans cette ville, qui, quoiqu'impériale, lui prêta son serment & recut le sien, le Duc s'avança vers Château -Cambresis qu'il força à se rendre. Forcé luimême peu après de congédier ses troupes, il profita du tems que lui laissait cette inaction pour passer en Angleterre, afin d'y conclure son mariage avec le Reine Elisabeth. Cependant, soit que des intrigues de cour empêchassent cette alliance, soit que le Reine n'y eût jamais sérieusement pensé, elle n'eut point lieu, quoique sur des lettres écrites par St. Aldegonde, qui avait accompagné le Duc, les Etats de Hollande, à la recommandation du Prince d'Orange, eussent fixé le 13. du mois de Décembre pour célébrer le jour de ce mariage par des actions de grace & des réjouissances publiques. Après avoir séjourné quelque tems encore en Angleterre, Anjou revint dans les Pays - Bas, où il reçut en 1582. l'hommage des Peuples, comme Duc de Brabant, de Gueldres &c. Les Etats de Hollande, de Zé-Tome II lande

1582.

lande & d'Utrecht, qui avaient dessein d'offrir en peu au Prince d'Orange la souveraineté de ces Provinces, s'excusèrent sous des prétextes hon-

nêtes de prêter hommage au Duc.

PENDANT que l'on s'occupait ainsi de l'élévation de Guillaume, un scélérat s'apprêtait à l'immoler à la rage de ses ennemis. Jean Jauregui, excité par l'appas des récompenses promises par le Roi d'Espagne, choisit le dimanche 18. de Janvier, jour où le Prince d'Orange donnait à diner à plusieurs Seigneurs, pour exécuter son horrible dessein. S'étant mêlé parmi les Domettiques de ces Seigneurs, il s'approcha du Prince qui sortait de table, comme pour lui présenter une requête. Tandis que le Prince lisait la prétendue requête, le scélérat lui tira à la tête un coup de pistolet de poche, dont la balle passant par l'oreille droite & le palais, sortit au desfous de la machoire gauche. Jauregui aussitôt percé de coups, par ceux qui étaient accourus au bruit, expia son forfait par une mort trop douce; le cadavre du meurtrier fut cependant écartelé quelque tems après, & ses complices recurent de même la punition qu'ils avaient méritée. Le bruit de l'assaffinat du Prince se répandit bientôt dans Anvers, où le coup s'était fait, & qui pensa être funeste au Duc d'Anjou, que l'on soupçonna en être l'auteur. Aussitôt on court aux armes, on arrête tous les Français qui étaient dans la ville, le Duc lui-même est ménacé, & peut être lui eut on fait un mauvais parti, si le Prince d'Orange, averti de ce qui se passait, n'eut écrit de sa propre main un billet, par lequel il déchargeait les Français de la violence commise contre sa personne, assurant qu'il était convaincu par les papiers trouvés chez Jauregui, que la main du meurtrier avait été dirigée par les Espagnols. Ce papier lû publique.

ment dans les rues appaisa le tumulte.

LE Prince se rétablit enfin, quoique bien lentement, & le 2 du mois de Mai il se rendit à l'Eglise pour y rendre au Ciel des actions de graces de son heureux rétablissement. Mais à peine il était échappé à ce danger, qu'il eut la douleur de perdre sa fidelle & tendre Epouse, Charlotte de Bourbon. Cette Princesse mourut trois jours après la guérison de son mari, enlevée par une fiévre chaude qu'elle avait contractée en veillant & en servant son Epoux pendant tout le tems de sa maladie. Au mois de Juillet suivant le Prince d'Orange & le Duc d'Anjou étant à Bruges, l'on découvrit heureulement un second attentat contre la vie du Prince, & même contre celle du Duc; les traitres ayant été saisis recurent la punition due à leur crime.

En l'année 1583. les Brabançons offrirent au L'on offre Prince d'Orange la souveraineté de leur Duché; le Duché mais Guillaume s'excusa honnêtement de l'accep de Brabans au Prince ter, parce qu'il n'avait, dit il, point des forces d'Orange. suffisantes pour le désendre, & que d'ailleurs il ne voulait point donner au Koi d'Espagne raison de dire, qu'il cherchait à lui enlever toutes ses Provinces. Quelque tems auparavant le Duc d'Anjou, qui voyait son autorité trop bornée, avait voulu d'un seul coup essayer de se rendre maître absolu, en s'emparant par force ou par surprise de différentes Places de Flandres, du Brabant & de la ville d'Anvers; mais l'entreprise trop

Z 2 ms

mal concertée & plus mal dirigée encore ne reuilit point. Le courage & l'intrépidité de la Bourgeoine d'Anvers fauva cette, ville, contre laquelle les Français avaient déjà pointé le canon des remparts dont ils s'étaient d'abord saiss. Ce qui préferva vraisemblablement tous les Pays - Bas du malheur de n'être échappé à la tyrannie Espagnolle, que pour plier sous le joug du pouvoir arbitraire d'une Nation plus ambitieule encore, & peu faite pour gouverner un peuple naturellement jaloux de la liberté. Anjou après avoir vu périr une bonne partie de ses troupes, devant Auvers, le retira à la hate, & écrivit aux Etats & au Prince d'Orange, pour excuser du mieux qu'il pût un attentat que rien ne pouvait excufer. Les Etats, sans faire beaucoup d'attention à la justification forcée du Duc, le trouverent cependant fort embarrasses; mais sur les avis du Prince d'Orange, qui leur expola les dangers d'une réconciliation avec l'Espagne, & l'impossibilité de le soutenir par eux mêmes, ils résolurent de renouer avec le Duc d'Amon, & de lui proposer de nouvelles conditions, qui les missent eux-mêmes à couvert d'une nouvelle furie Francaise (c'était le nom que dans les Pays-Bas l'on donna à l'entreprise sur Anvers). Mais, tandis que l'on travaillait à cette réconciliation, Anjeu fut attaque d'une maladie violente, causée, diton, par ses débauches, & qui lui faisait rendre le sang par touts les conduits. Ce fut dans cette situation cruelle que le trouvèrent les Ambassa-Mort du deurs des Etats à Château-Tierry, où il mou-Duc d'As-rut quelque tems après dans la trente & uniéme

jum

40

année de son âge, ce qui fit soupçonner qu'il avait

été empoisonné.

A PEU PRE'S vers ce tems ou peu aupara-Soulèvevant, il y eut un violent soulèvement dans la villement à d'Utrecht, où la Bourgeoisse s'opposoit avec vigueur à la levée de quelques Compagnies de milice *, & prétendait faire abolir certains impôts. Cependant le Prince & les Etats y ayant envoyé leurs Commissaires, le calme sut bientôt rétabli dans cette ville.

LE Prince d'Oranga cependant avait quitté Anvers, où depuis l'entreprise du Duc d'Anjou il était vû d'assez mauvais ceil, parce que sur d'affez vains prétextes quelques - uns le foupconnaient de ne l'avoir pas ignorée. Mais ce qui augmenta la défiance que les ennemis de ce Prince voulaient inspirer contre lui, ce fut son quatriéme mariage avec Louise de Coligni, Fille de l'Amiral de ce nom, qui avec Teligni, premier Quatrième mari de cette Dame, avait été massacré à Paris mariage du la nuit de la Saint - Barthelemi. Ce mariage ce-d'Orange. lébré-le 12. Avril 1583. acheva de faire soup-conner Orange de pancher vers la France, au joug de laquelle, disait on, il voulait soumettre les Pays-Ras. Quoique Guillaume fut bien éloigné d'avoir un pareil dessein, il crut cependant devoir prévenir les Etats de Hollande, à

^{*} Il y a dans le Hollandais Waardgelders; c'est une sorte de milice ou de soldats, qui ne vont point en campagne, & uniquement levés pour la garde des villes, de qui seules ils dépendent & par qui ils sont soudoyés. L'on aura occasion d'en parler encore dans la suite, & de faire voir de combien de maux ils ont presque toujours été la cause.

qui il concevait que dans les conjonctures présentes son alliance avec une Française ne pouvait être fort agréable, qu'il avait traité de ce mariage long - tems avant l'attentat du Duc d' Anjou.

NaisTance Frederic -Henri.

1584.

L'on se prépare à faire le Prince d'Orange Comte de Holiande.

DE ce mariage naquit le 19 de Janvier de du Prinpe l'année 1584 le Prince Fréderic Henri, ainsi nommé du nom de ses pareins Fréderic, Roi de Danemarc, & Henri Roi de Navarre, depuis Roi de France La joye que ressentit le Prince de la naissance de ce fils, sut de courte durée, puisqu'il ne survécut pas un mois à la cérémonie de son batême. Mais avant de parler d'un évènement, qui remplit de deuil toutes les Provinces qui étaient affectionnées à Guillaume; il faut dire en peu de mots ce qui s'était passé à l'occasion de la souverameté de la Hollande & de la Zélande, que ces Provinces avaient résolu de transporter à ce Prince. Il y avait déjà quelque tems que cette affaire était sur le tapis, & depuis peu elle était poussée par quelques uns avec tant de vigueur, que les Députés de Hollande avaient offeit à Orange la souveraineté de cette Province avec le titre de Comte & de Seigneur. & que ce Prince l'avait acceptée par une lettre écrite de sa main. L'Acte en était déjà formé & scellé par les Nobles & toutes les Villes, & l'on n'attendait que l'arrivée du Prince en Hollante pour procéder à son inauguration Mais les lenteurs de quelques villes de Zélande, de Middelhourg entr'autres, de Veere & de Goes, arrêterent aussi pour quelque tems en Hollande les résolutions ultérieures de quelques villes, surtout d'Amsterdam & de Gouda. Cependant malgré toutes ces lenteurs, il y a apparence que Guillaume

laume aurait été installé solemnellement Comte de Hollande, si ce Prince, sur le point de recueillir le fruit de ses long travaux, n'avait été inhumainement assassiné, par un des émissaires de

la Cour d'Espagne.

DEPUIS l'assassinat commis sur la personne Mort de du Prince par Jauregui en 1582., plusieurs scé-Guillaume lérais avaient entrepris d'exécuter le coup que d'Orange. ce misérable avait manqué, mais presque tous avaient été découverts & punis. Toute l'horreur de cette action exécrable était rélervée à l'infame Balthazar Gérard, qui eut la malheureuse adresse de prévenir quatre autres scélérats comme lui, un Français, un Lorrain, un Anglais, & un Ecossais, qui se trouvaient en même tems à Delft, dans la même intention, sans qu'aucun d'eux se connussent ou fussent instruits du dessein qui les retenait dans cette ville. Gérard, pour mieux exécuter son horrible résolution, avait pris le nom de François Guyon, & s'était dit fils de Pierre Guyon, Franc Comtois, brulé vif à Bésançon pour avoir travaillé avec trop de zèle aux progrès de la Religion Protestante. Le faux Guyon afficha d'abord le zèle le plus ardent pour cette même Religion, ne manquait aucun prêche, & affectait louvent de porter la Bible ou un Pseautier sous le bras. Dès qu'il crut que son infernale hypocrisse avait suffisamment fasciné tous les yeux, il se fit pré-senter au Prince, sous prétexte de lui offrir des Blanc-signés du Comte de Mansfeld, Gouverneur de Luxembourg, dont il s'était saisis pendant qu'il était au service de ce Seigneur, & qu'il croiait, disait-il, que le Prince pourrait Z 4

employer utilement pour former quelqu'entreprise sur les places de ce Duché. Quoique Guil-Taume ne fit pas d'abord grand cas de ces blancsfignés, il les envoya cependant en France, au Maréchal de Biron, & chargea Gérard de les lui porter. De retour de sa commission le malheureux fut introduit dans le cabinet du Prince, qui était encore au lit, & qu'il aurait tué dèslors s'il avait eu des armes. Renvoyé avec quelque récompense en argent, il l'employa à acheter deux pistolets de poche, des balles & de la poudre. Le 10. Juillet il reçut ordre du Prince de venir le trouver à la sortie de table, pour faire signer un passeport pour un second voyage, qu'il voulait lui faire entreprendre. Balthasar ne voulut pas laisser échapper cette occasion; il charge ses deux pistolets de trois balles chacun; & comme le Prince sortait de la salle, il feint de lui présenter le passeport à signer, & lui décharge l'un de ses pistolets au travers du corps. Le Prince expira fans prononcer une seule parole, quoique quelques uns prétendent. qu'il eut encore le tems de s'écrier en tombant. Mon Dieu! mon Dieu! aye pitié de moi & de ton pauvre peuple. Quoiqu'il en soit, Balthasar, qui avait fait tenir un cheval prêt hors de la ville, s'était sauvé par l'écurie, où il laissa tomber un de ses pistolets, & était déjà arrivé aux remparts. Comme il ne savait pas nager, il s'était muni de deux vessies, pour traverser le fossé à la nage, & il était occupé à les enfler au moyen d'un chalumeau, lorsqu'il sut arrêté par deux des Domestiques du Prince, & conduit en prifon. Il avoua à la torture, qu'il avait été confirmé dans son infame projet par un Cordélier de Tournai, & par un Jésuite de Trèves. Il ajouta, que le Conseiller d'Assonville lui avait dit de prendre le faux nom de François Guyon, mais lui avait surtout recommandé de ne point faire mention du Prince de Parme, quoique celui-ci louât son projet, & s'engageât à lui faire recevoir la récompense promise par le Ban de proscription. D'ailleurs il persista à soutenir qu'il avait fait une bonne action, que loin de s'en repentir, il l'exécuterait encore si elle était à faire, dût-il lui en couter mille vies; & que, généreux défenseur de la Religion Catholique-Romaine, il avait mérité le ciel par le coup qu'il venait de faire.

PAR la sentence qui fut prononcée à ce désespéré, il fut condamné à avoir la main droite brulée entre deux fers chauds, la chair ténaillée en six différents endroits avec des fers rouges, à être écartelé vif, en commençant à le couper par en bas, à avoir le cœur arraché, pour lui en battre le visage; sa tête attachée à une perche fut élevée au haut d'une tour derrière l'hôtel du Prince, & ses membres furent exposés à quatre bastions de la ville. Balthafar souffrit ce supplice cruel avec une fermeté, qui lui valut les plus grands éloges de la part du Clergé Catholique; on éleva sa constance jusqu'au ciel, il sut presque regardé comme un martyr, on porta même l'oubli des bienséances au point, qu'à Bois - le - Duc on chanta le Te Deum, pour remercier Dieu de la mort du Prince d'Orange. Cependant quelques Espagnols témoignèrent une véritable horreur de ce meurtre, qui couvrait Zs

d'une éternelle infamie, autant le Roi qui l'avait conseillé, que le malheureux qui l'avait exécuté. Le Prince de Parme lui-même empêcha que l'on ne fit dans son armée des réjouissances pour une action qui déshonorait aux yeux de toute l'Europe, & sa Nation & son Maître. Il n'y a point d'expressions qui puissent rendre la douleur où furent plongées la ville de Deift & toute le Province. Le lendemain le corps du Prince fut embaumé, & placé sur un lit de parade où il resta exposé jusqu'au 3. d'Août, que les Etats de Hollande, de Zélande, de Frise & d'Utrecht lui firent faire à leurs frais des obséques magnifiques. Il fut enterré à Delft dans l'Eglise - neuve avec une pompe presque royale.

de Guil. laume I. Prince

Caractère Ainsi perdit malheureusement la vie, à l'âge d'un peu moins de 52 ans Guillaume, Prince d'Orange & Comte de Nassau. Guillaume était d'Orange. d'une taille au dessus de la moyenne, avait le teint & les yeux bruns, mais très vifs Beaucoup d'affabilité & de douceur faisait le fond de son caractère; cependant il n'en était pas moins prompt à se faire obéir lorsque l'occasion s'en présentait. Par ses manières douces & prévénantes il eut l'art de s'attacher les cœurs & de se faire nombre d'amis. Il aimait assez la raillerie & les bons mots, surtout à table, dont il faisait les honneurs avec beaucoup de somptuosité, & où il lui arrivait même quelquesois de boire à l'Allemande. Il n'aimait ni le jeu, ni la chasse, ni l'exercice du cheval. Du reste Guillaume parlait peu, ce qui lui fit donner le surnom de taciturne par ses ennemis. Cependant cette taciturnité, loin d'être un défaut que l'on dût

dût reprocher à ce Prince, fut la source de sa grandeur & peut être même le premier instrument de la liberté Belgique. Aussi Granvelle ayant appris qu'Egmond & Hoorn avaient été arrêtés, dit, que l'on n'avait rien fait si l'on ne s'était pas saist du taciturne. Il eut douze enfans légitimes de ses quatre femmes. D'Anne d'Egmond, sa première épouse, il eut Philippe, depuis prisonnier en Espagne, & Marie. D'Anne de Saxe, Maurice, Anne & Emilie. Charlotte de Bourbon, sa troissème femme, lui donna six filles, Louise Julienne, Elizabeth, Catherine Belgique, Flandrine Charlotte, Brabantine, & Emilie Seçonde. Six mois avant sa mort, sa quatrième & dernière Epouse, Louise de Coligni, accoucha du Prince Frédéric - Henri. Outre cette postérité nombreuse, & qui s'est alliée aux plus illustres maisons de l'Europe, Guillaume eut encore un fils naturel nommé Justin de Nassau. L'histoire au reste a parlé de ce Prince, comme de tous les grands hommes; & suivant la diversité des partis, Guillaume fut un Héros pour les uns, tandis que les autres ne voyaient en lui qu'un sujet criminel & rebelle. Nous n'entreprendrons pas, dit le Rédacteur Hollandais, de tracer un tableau exact & fini des vertus & des défauts de ce grand homme. Il nous suffira de dire, que de quelque manière que ses amis & ses ennemis en ayent parlé, sous quelques couleurs qu'ils l'ayent dépeint dans leurs écrits, personne cependant ne lui a refulé les louanges qu'il a si généralement & si justement méritées par son génie, sa modération, sa prudence, sa vigilance, & son affabilité. Les Espagnols, il est vrai, ont considéré

déré toutes ces belles qualités sous un autre point de vue, & Guillaume à leurs yeux n'a été qu'un traitre, un fourbe, un hypocrite, un ambitieux. Mais ses amis des Pays-Bas le regarderent, & le regardent encore, comme l'honneur & l'ornement des Princes, comme un modèle de constance, de magnanimité, de douceur, enfin des vertus les plus sublimes. Il n'est donc point surprenant, que les Etats - Généraux des Provinces-Unies, ayant un peu repris haleine, ayent fait, pendant la trève de douze ans, élever un magnifique monument à ce Prince, dans le chœur de l'Eglise-neuve à Delft. Dans l'inscription ils le dépeignent comme le Restaurateur de la Liberté & de la Religion, & lui donnent le plus beau tître, dont ait jamais été honoré aucun Prince, celui de PE'RE DE LA PATRIE.

CHAPITRE VIII.

Commençant en 1584. à l'admission du Prince Maurice à la tête du Conseil d'Etat, & sinissant en 1598. à la cession des Pays-Bas, faite par le Roi d'Espagne à l'Infante Isa-Belle Claire Eugenie.

Le Prince Maurice fait Chef du nou-

laume I. les Etats, Généraux, assemblés à Delst, établirent le 13. Novembre 1584., un Conteil d'Etat, dont ils désérèrent la Présiden-

ce à Maurice de Nassau, Prince d'Orange, second veau Confils de Guillaume I. Ce jeune Prince n'était alors seil d'Eâgé que d'environ dix-sept ans, & faisait ses tat. Etudes à l'Université de Leyde. Ce Conseil d'Etat cependant, à qui l'on avait confié l'administration des affaires de la guerre, ne subsista que peu de mois. Utrecht dont le Prince défunt avait été Stadhouder, élut pour le remplacer, Joos, ou Juste Zoete, Seigneur de Villers; le Comte Guillaume, Louis de Nassau, qui avait déjà été Stadhouder de Frise, y sut de nouveau revêtu de cette Dignité, que les Etats de Hollande & de Zélande ne transportèrent au Prince Maurice dans leurs Provinces que plus d'un an

après.

CEPENDANT dès que Maurice eut-été déclaré Chef du Conseil de Régence, les différentes Provinces de l'Union travaillèrent à mettre sur un pié solide les dépenses à porter pour les frais de la guerre, qu'ils s'apprêterent à pousser de nouveau sous la conduite du jeune Prince, du courage & de la valeur duquel ils se promettaient les plus grands avantages. Le Prince de Parme pourtant, qui avait mis le siège devant Anvers. resserrait de plus en plus cette ville. Il s'empara aussi presqu'à la fois de Dendermonde, Vilvoorden & Gand. Dathenus, après la prise de cette derniére ville, s'étant retiré en Hollande, eut l'audace dans ses séditieux sermons de précher contre les Négociations des Etats avec la France, à laquelle on voulait transporter la souveraineté des Pays - Bas, & de faire les éloges les plus fastueux du Prince de Parme. Cette conduite indiscréte. du fougueux ministre, lui attira l'indignation des Etats,

Etats, qui s'assurèrent de sa personne; mais avant été relaché quelque tems après il alla s'établir à Elbing, où il est mort. Nous avons observé plus haut qu'il avait traduit en Hollandais les Pleaumes de Maret & de Bèze. Quel. qu'infipide, quelqu'indécente même que fût cette traduction en plusieurs endroits, les Eglises Protestantes des Pays · Bas s'en sont servis jusqu'en l'année 1774., que le Souverain en a interdit l'usage, & ordonné d'en introduire une autre version, qui est beaucoup plus fidellement exécutée, & répond bien mieux à la sublimité des expressions de l'Auteur sacré. LE Prince de Parme s'étant emparé de toute

Négociations avec la France la cession veraineté des Pays-Bas.

la Flandres, & d'une partie du Brabant, les E-& l'Angle tats renouèrent les Négociations avec la France terre, pour au sujet de la Souverameté. La Reine-mère, Catherine de Médicis, à qui Henri III. son fils, de la Sou-plongé dans la mollesse & les plaisirs, laissait à son gré gouverner son Royaume, ne voyant point jour à défendre & à soutenir les Pays - Bas, & ne voulant pas leur donner des secours gratuits, refusa avec honnêteté pourtant l'offre que l'on faisait au Roi son fils. Tandis que l'on négociait en France, l'on travaillait aussi en Angleterre sur le même objet; & la prise de Bruxelles & d'Anvers par les Espagnols, qui vers le même tems s'étaient aussi rendus maîtres de Zutphen, de Nimégue, de Doesbourg, & d'autres villes de la Gueldres, jointe au refus des Français, engagea les Etats à pousser avec plus de vigueur les Négociations en Angleterre, & à faire à la Reine Elizabeth les mêmes offres qu'ils avaient faites à Henri III. Elizabeth refusa également & 12

la Souveraineté & la protection perpétuelle des Pays - Bas; mais elle promit d'envoyer un certain nombre de troupes, commandées par un habile Général; pour lequel secours les Etats lui engagèrent les villes de la Brille & de Vlis-

singue.

En effet la Reine envoya en 1585. Robert 1585. Dudlei, Comte de Leicester, dans les Pays - Bas, Le Comte avec environ cinq-mille hommes. Les Etats-de Leices-Généraux lui déférèrent aussi - tôt le Gouverne-ter vient ment général des Provinces. Celle de Hollande dans les cependant, qui venait d'élire Maurice pour son Pays-Bas, Stadhouder, stipula, que les différends qui surviendraient sur le fait des impôts, seraient décidés par ce Prince & par quelques personnes du Haut - Conseil, & du Conseil - Provincial. Tout cela n'empêcha pas que Leicester, qui s'était rendu agréable au peuple par ses feintes complaisances, & qui eut la politique de se concilier la faveur du Clergé Protestant, se vit bientôt revêtu dans toutes les Provinces d'une autorité absolue, & d'un pouvoir presqu'arbitraire en tout ce qui concernait la Police & l'administration de la Justice. Aussi ne tarda-t-il pas à montrer, qu'il se croyait le maître d'agir à son gré, réglant partout les affaires de la Régence comme il le jugeait à propos.

En l'année 1,86. les Etats de Hollande élu- 1,86. rent pour leur Conseiller-Pensionnaire, ou Avocat de la Province, Maître Jean van Oldenbarneveld. Ce grand homme, qui avait été trèsattaché au Prince d'Orange, & qui par ses conseils avait été cause que Maurice son fils, s'était vu, dans un âge si peu avancé, revêtu des premières

mières dignités de l'Etat, n'accepta qu'avec peisne un emploi toujours pénible, & souvent exposé à de grands dangers dans les tems difficiles. Avant de se charger d'un fardeau aussi pesant, il stipula qu'on lui accorderait sa démission, dès le moment que l'on penterait à traiter avec l'Espagne, pour rendre les Pays Bas à cette Couronne; démarche que les circonstances présentes lui faisaient craindre; il voulut de plus être asseuré que, contre sa volonté, on ne l'employerait dans aucune Ambassade étrangère. L'on aura dans le cours de cet Abregé si souvent occasion de parler de cet habile Politique, que nous avons cru devoir marquer le tems auquel il sut appellé au ministère de la République.

Grave livrée au Prince de Parme.

LA guerre cependant continuait toujours, & Grave, depuis quelques semaines assiégée par le Comte de Mansfeld, allait être livrée par trahison aux Espagnols, lorsque les traitres furent heureusement découverts & punis. Ce que la perfidie n'avait pu faire, la lacheté l'exécuta, & Lubbregt Turk, Seigneur de Hemert, jeune Gentil-homme Gueldrois, qui commandait dans cette ville, la rendit par composition au Prince de Parme, après avoir écrit à Leicester, qu'il se trouvait encore en étate de la défendre, & au moment pour ainsi dire que l'Anglais s'avançait pour sécourir la place & faire lever le siège. Par sentence du Conseil de guerre, confirmée par Leicester, Hemert, & deux autres Officiers, payèrent de leurs têtes la résolution trop précipitée, qui les avait porté si lachement à capituler. La sévérité de la discipline militaire suffisait pour justifier la rigueur du Comte, à qui même

même les Etats de Hollande avaient demandé, que l'on laissat contre le Seigneur de Hemert un libre cours à la justice. Mais quelque tems après, Weltz, Capitaine Anglais, qui avait vendu Aalst à l'ennemi, & l'avait servi depuis, ayant été fait prisonnier par Hobento, on remit ce traitre à Leicester. L'on s'attendait qu'il le punirait avec la même sévérité au moins que celle · qu'il avait montrée dans l'affaire du Seigneur de Hemert. Le Comte cependant donna la vie & la liberté au perfide Weltz; il récompensa même son crime en lui accordant du service dans les troupes de sa Garde - du - Corps. Cette conduite indiscrète, & le choix qu'il fit de son parent Sidnei, pour lui donner le Régiment de Hautain, causèrent de grands murmures parmi les gens de guerre, qui s'en plaignirent au Comte de Hohenlo dans un mémoire signé par vingt-deux des principaux officiers. Mais Leicester, à qui cet écrit fut remis, n'en tint aucun compte, & le rejetta avec indignation.

Forts aux environs de Zutphen, furent les principaux exploits de Leicester pendant la campagne de cette année. Dans une action, qui se passa près de Weinsfeld, son parent Philippe Sidnei requit une blessure à la cuisse, dont il mourut. Après avoir réglé les quartiers d'hyver, Leicester, qui voyait son autorité trop bornée en Hollande & en Zélande, par l'élévation du Prince Maurice au Stadhouderat de ces deux Provinces, sixa sa résidence à Utrecht. Le séjour de cette ville lui parut d'autant plus propre à ses vues ambitieuses, & à l'exécution des instructions secrèment.

tes que lui avoit donné la politique Elisabeth, que le Stadhouder de cette Province était entièrement dans ses intérêts, & que la Bourgeoisse d'Utrecht, pour des raisons de commerce, ctait alors très-irritée contre les Hollandais & nommément contre ceux d'Amsterdam. L'on ne fut pas

longtems à s'appercevoir des secrètes dispositions de l'Anglais. A peine il fut fixé à Utrecht, qu'il s'attacha avec une sorte d'affectation à certains esprits brouillons, dont les principaux étaient un Jacob Reingoud, Commis, chasse de son emploi pour ses malversations, un Gérard Prounink, & un Daniel de Burggraaf. Ces trois personnes avaient formé dans Utrecht une faction, composée des flatteurs de Leicester & d'autres gens, qui prétendaient avoir des railons de mécontentement contre les Etats, & que l'on nomma depuis la faction des Reingoudistes. La première chose qu'il fit, fut d'ériger un Hôtel des Monnoyes à Amsterdam, dont il donna la direction à Hans de Vlaming, ou Jean le Flamand, qui y fit battre des doubles Rosenobles au coin & aux armes d'Angleterre, & dont le cours sut porté à plus de quarante soûs au dessus de leur valeur. Les Etats en général, & la ville de Dordrecht surtout, qui prétendait avoir seule le droit de frapper monnoye en Hollande, furent très-mécontents d'une entreprise qui blessait si ouvertement un des premiers droits du Souverain. A cette innovation, qui cependant n'eut point de suites, succéda bientôt un Edit publié en son nom pour défendre l'importation des munitions de guerre & l'importas de bouche dans les pays de la domination d'Espagne. Il cherchait sans-doute par là à mettre

Elit de Leice ler. tion des VIVICS.

les Espagnols plus à l'étroit, mais il ne comprenait pas que c'était aussi chasser la navigation & le commerce des Provinces de Hollande & de Zélande, & que l'ennemi cependant pourrait, comme auparavant, tirer ses provisions d'ailleurs. Pour mieux réuffir dans ses vues, il traitait avec la dernière complaisance le Clergé Protestant, qui à son tour le flattait bassement, & employait tout le crédit qu'il avait sur le peuple, pour étayer les projets du Comte. Aussi, sans en 11 convodonner connoissance aux Etats, il convoqua de que un Syson autorité privée un Synode à la Haye, & con-node à la firma de même, sans en rien communiquer aux Etats, un Réglement eccléfiastique, arrêté dans ce Synode, & dont plusieurs articles furent trouvés blesser l'autorité du Souverain & le respect qui lui était dû.

CEPENDANT les Officiers de la Bourgeoisse Entreprise d'Utrecht, qui ne voyaient que par les yeux de des Offi-Leicester, faisaient tous leurs efforts pour faire milice céder pleinement & sans aucune condition, la Bourgeoise souveraineté de cette Province à la Reine d'An-d'Utrecht.

tée à cet effet, à laquelle le sénat de la ville souscrivit, autant que la chose dépendait de lui. Amerssoort & Reenen y consentirent de même; mais Wyk te Duursteede & Montsoort, arrêterent en quelque sorte ce pernicieux projet, en insessant sur la conservation de tous leurs priviléges, sans en excepter même ceux, qui pourraient être contraires à l'autorité de la Reine, exception que n'avaient même pas voulu faire les auteurs de la Requête. Pour saire paraître encore plus ouvertement combien ils favorisaient les intentions A a 2

du Comte, ces Officiers firent arrêter en son nom & conduire en prison Maître Paul Buis, Pensionaire des Etats de Hollande avant Barneveld, parce que cet ancien ministre ne s'était pas soumis en tout aux volontés de l'Anglais. Ils firent plus encore, ils forcerent à bannir de la ville plutieurs personnes de marque, ils changèrent la Régence avant le tems porté par les Loix, & élurent Prounink pour second Bourguemaître, que les Etats-Généraux refusèrent cependant d'admettre en cette qualité dans leur Assemblée.

Quelque tems après, Leicester, sous prétex-

Leicester sale un tout te que sa présence était nécessaire dans le Parleen Angia-Cerre.

ment, partit pour l'Angleterre où il fit reçu de la Reine avec les marques de la plus grande bienveillance. Avant son départ il remit au Conseil d'Etat l'administration des affaires civiles; & celle de la guerre par terre. Le Prince Maurice, comme Amiral, & les différents Colléges de l'Amirauté, eurent la direction des forces navales, le tout jusqu'au retour du Comte, ou jusqu'à nouvel ordre de la part des Etats-Géné-Au reste les entraves qu'il mit au pouvoir du Conseil d'Etat, ne laissait à ce corps qu'une autorité précaire & entiérement dépendante de la sienne. Les Etats-Généraux, résolus de faire de nouvelles offres à la Reine, pour engager cette Princesse à accepter, à des conditions raisonnaibles, la souveraincté de leurs Provinces. lui envoyèrent, au commencement de 1587. une Ambassade solemnelle. Elizabeth, peu satissaite des conditions qu'on lui proposait, répondit avec aigreur aux Ambassadeurs, à qui elle reprocha

l'a gratitude de leurs Maîtres. , Elle se plaignit

39 du

1587.

, du peu d'autorité que l'on laissait à Leicester, , & de ce que; sur les affaires de la Républi-, que, on ne lui avait pas fait toutes les ouver-, tures auxquelles il avait droit de s'attendre; , sur toute la terre, ajoutait la Reine irritée en , jurant par le Dieu vivant, il n'y avait pas , d'Etats ou de peuples plus mal-avisés que ceux , des Pays-Bas. Elle finissait par assurer les , Ambassadeurs, que si elle pouvait se resoudre , encore à faire quelque chose pour les Provin-, ces, elle prétendait en être traitée avec plus , d'égards & de respect, & être plus sidelle-, ment & plus amplement instruite de leurs af-, faires &c."

Les Ambassadeurs, surpris autant que pénétrés d'une réponse à laquelle ils n'avaient guères lieu de s'attendre, se préparèrent à défendre par écrit la conduite de leurs maîtres. Tandis qu'ils travaillaient à cette justification, ils reçurent des nouvelles affligeantes, mais qui les mirent en état de mettre dans un plus grand jour leurs moyens de défense. Un Français, nommé Marchand, à qui le Conseil d'Etat avait été obligé de confier la garde du Château de Wourv près de Bergen - op - Soom, avait vendu ce Château au Prince de Parme le 17. Janvier pour dix mille florins pour lui, & trois mois de solde pour ses soldats. Guillaume Stanley d'un autre côré qui commandait dans Deventer, & Rolland York dans le Fort de Zutphen, avaient livré par trahison ces deux places aux Espagnols à la fin du même mois. Ces trahisons, suite du choix que Leicester avait voulu que l'on fit de ces personnes, contribuèrent beaucoup à lui faire perdre de son A 2 3 cré-

crédit, lui enleverent une grande partie de ceux qui jusqu'alors s'étaient déclarés ses partisans, & firent hair généralement tous les Anglais employés dans ces Provinces. Cette haine augmenta bien plus encore, après que quelques troupes de Cavalerie Anglaise eurent souragé tout le plat-pays entre Utrecht, Amsterdam, Gouda, & les territoires de l'Alblas & de Crimpen, pour se payer des arrérages, qui leur étaient dûs par la Reine. Ces perfidies & ces excès engagèrent par la suite les Etats à se tenir mieux sur leurs gardes contre les projets de Leicester & de ses adhérans. Ils donnèrent plus d'autorité au Prince Maurice, & soudoyèrent un plus grand nombre de troupes; plusieurs villes de la Hollande prirent même des Waardgelders, pour se mettre à couvert de toutes les entreprises que l'on pourrait faire contre leur liberté.

Retour de Leicelier

LEICESTER cependant était revenu dans les Pays · Bas au mois de Juillet de cette année Pays. Bas. 1587. & avait tenté inutilement de faire lever le siège de l'Ecluse, assiégée par le Prince de Parme. Mais bientôt l'on eut tout lieu de se mésier plus que jamais de la bonne foi de l'Anglais, qui, peu après son retour, fit proposer à l'assemblée des Etats-Généraux, s'il ne serait pas de l'intérêt des Provinces de faire la paix avec le Roi d'Espagne. Cette proposition venant de sa part, la découverte que l'on fit peu après qu'Elizabeth elle - même avait parue portée à faire la paix avec Philippe, la connaissance que l'on cut de quelques articles des instructions secrètes données à Leicester, enfin le projet que ce Comte avait formé de s'assurer du Prince Maurice.

rice, du Comte de Hohenlo, du Pensionaire Barneveld & de quelques-autres personnes, frappèrent d'étonnement & d'effroi les véritables défenseurs de la Patrie, qui craignirent alors qu'il ne s'élevât de dangereuses séditions dans les grandes villes. La ville d'Amsterdam pour prévenir ou arrêter tout danger, eut la précaution de faire planter quelques piéces de canon de bronze devant l'Hôtel de ville. Leicester en esset s'y rendit, & par les intrigues de ses partisans il essaya de se rendre maître du mot du guet, ce qui devait faciliter le projet qu'il avait formé pour s'emparer de cette grande ville, dont il prétendait par un honteux supplice faire périr ceux des Magistrats, qui s'étaient opposés avec le plus de chaleur & de zèle à ses vues ambitieuses, & avaient osé soutenir hautement leurs droits & leurs priviléges. La fermeté du Bourguemaître Pierre Boom empêcha cependant la réussite de ce perfide dessein. Ce généreux Patriote eut le courage de déclarer, qu'il n'y avait que le Conseil de la ville seul, qui eut le droit de faire quelque changement dans la manière & l'usage de prendre le mot du guet. Cette déclaration soutenue des autres précautions prises par d'autres personnes bien intentionnées, ayant mis en défaut la perfide & cruelle politique de Leicester, il quitta la ville dès le lendemain pour se rendre à Utrecht. Il n'y fut pas plutôt qu'il en changea toute la Régence, malgré les oppositions du Comte de Nieuwenaar, qui soutenait que lui seul avait ce droit en sa qualité de Stadhouder de la Province. Prounink cependant, ce vil esclave des volontés du Comte, fut continué dans sa charge de Bourguemaître. Vers A 2 4

le milieu du mois d'Octobre Leicester partit pour la Nord-Hollande, où il fut très-bien reçu de ceux de Hoorn; mais le Magistrat d'Enckhuizen craignant qu'il ne format quelqu'attentat contre la ville, lui envoya des députés, qui l'ayant prévenu sur l'affront qu'il recevrait, s'il persistait dans son dessein, il n'osa passer plus loin. Il voulut ensuite se rendre en Frise, mais étant ençore à Medenblie dans la Nord-Hollande, il y reçut des lettres par lesquelles les Etats de cette Province le priaient de suspendre son voyage pour quelque tems. Leicester, traversé partout, commença enfin à s'appercevoir qu'il lui serait disficile de soutenir longrems son crédit chancelant.

Clerzé de de la l'eur Kince.

Les choses en étaient là, lorsque le Clergé de trances du Hollande prit la liberté de faire par écrit des remontrances aux Etats de cette Province, pour les engager à la concorde, & prévenir les suites d'une plus grande rupture entre eux & son Excellence. Pour travailler avec fruit à cette utile réconciliation, le Clergé prinit les Etats de ne point se laisser conduire par des vues particuhéres, par des passions, qui ne pouvaient qu'y mettre obstacle. On répondit d'abord avec douceur à messieurs les Ministres, que l'on examinerait leur Ecrit, mais peu après, on leur fit dire par le Peniionaire Oldenbarneveld, , qu'il n'y , avait rien dans leur mémoire que Messieurs les , Etats ne sussent aussi bien & beaucoup mieux , qu'eux que les dits Etats ne s'intéressaient , pas moins qu'eux au bien-être de la Patrie; ,, au reste que chacun' d'eux pouvait se retirer , chez soi, & laisser à Messieurs les Etats le soin 22 de conduire & de diriger cette affaire." BIEN

BIEN-LOIN de prêter l'oreille aux indiscrètes Les Etats remontrances des Ministres & autres Partisans de de Hollan-Leicester, les Etats de Hollande publièrent au trois mémois d'Octobre trois mémoires contre l'Anglais, moires servant à justifier la conduite des Etats, & a contre prouver combien Leicester avait outrepassé les Leicester. bornes de l'autorité que l'on avait bien voulu lui confier. Cependant ils firent peu d'effet, & le Comte n'en continua pas moins d'agir suivant les mesures qu'il avait déjà prises. Chaque jour, chaque démarche découvrait avec plus d'évidence quelles étaient ses vues. A Dordrecht son favori Prounink avait tâché, par le moyen d'un autre Brahançon, d'engager la Bourgeoisse à figner une Requête, addressée au Gouverneur-Général (Leicester), pour s'y plaindre de quelques membres de l'Assemblée des Etats de Hollande, qui prétendaient qu'il ne fallait pas se fier aux Anglais, parce que leur dessein était de livrer le Pays aux Espagnols; tandis qu'eux mêmes, ajoutait la Requête, ne pouvaient être autrement considérés que comme des traitres. Leyde il se forma vers le même tems une conspiration bien plus dangereuse encore. Il ne s'agissait de rien moins que de se rendre maître de cette ville, & d'y changer ensuite toute la Régence au gré de Leicester. Le Capitaine Cosmo Pescarengis, sécondé des soldats aux ordres du Capitaine Nicolas de Maulde, devait conduire l'affaire; mais ayant été soupçonné, arrêté & convaincu, Pescarenzis fut condamné à perdre la tête, de même que Maulde, & le nommé Volmar, l'un des anciens du Consissaire, qui avait trempé dans la même conspiration. Adrien Saravia, Profes-Aar

seur en Théologie, le Ministre Christien van de Wouvere, & Adolphe van Meetkerke avcc quelques - autres Complices, se dérobèrent par la fuite au supplice qu'ils avaient également mérité, & furent exclus du pardon général que le Prince Maurice fit publier quelque tems après, en faveur de ceux qui par ignorance ou simplicité avaient eu part à la trahison. A Gouda, où Leicester brassait quelque chose de semblable, on arrêta vers le même tems un Anglais, nommé Jacob Williams, qui y fut décapité pour crime de Lèze-Majesté. Leicester ne sut pas plus heureux dans le projet qu'il avait formé de s'assurer de la personne de messire Guillaume van Zuilen van Nyveld; car ce Seigneur, averti par quelques Paysans, eut le tems d'éviter par la fuite le piége qu'on lui tendait. Déconcerté dars tous ses projets, dont aucun n'avait pû réussir, traversé même en Frise & à Utrecht, où le nombre de ses partifans diminuait de jour en jour, Leicester comprit qu'il lui serait impossible de faire jamais plier ces Provinces sous le joug du pouvoir arbitraire qu'il prétendait usurper. On lit même dans des mémoires dignes de foi, qu'il fut si étourdi de la nouvelle, que le complot sur Leide avait manqué, qu'il lui échappa de dire, qu'il était tems actuellement qu'il mit sa tête à couvert.

Départ de Leicester pour l'Angleserre.

Aussi ne tarda-t-il pas à se retirer. La crainte qu'il cût qu'on ne pensat à l'arrêter, lui sit précipiter son départ de la Nord-Hollande, d'où il se rendit à Utrecht, de là à Dordrecht & ensuite à Vlissingue, où il ne s'arrêta que quinze jours. Le 6. du mois de Décembre il sit voile pour l'Angleterre, où ayant appris que les Am-

bassa-

bassadeurs des Etats se préparaient à l'accuser devant le Parlement, il conjura la Reme avec larmes d'interposer son autorité pour le soustraire à cette hente: Elizabeth lui ayant donné sa parole Royale, il se présenta le lendemain à la Chambre - Haute, y prit sa place parmi les Seigneurs, & au moment que le sécrétaire se mit à lire les chefs d'accusation portés contre lui, il l'interrompit & l'arrêta tout court, en protestant qu'il n'avait agi que d'après les Instructions secrètes qu'il avait reçues de la Reine, à laquelle il en appellait. L'aveu du Comte & la conduite d'Elizabeth en cette occation, prouvent clairement, que cette Princesse avait des vues cachées sur la souveraineté des Provinces, & que a elle avait refusé hautement de l'accepter lorsqu'on la lui offrit, c'est qu'elle avait voulu paraître ménager la Cour d'Espagne; & que d'ailleurs elle se flattait que Leicester trouverait bien les moyens de la lui acquérir d'une manière, qui ne mettrait pas à son autorité des bornes aussi étroites, que celles qu'avaient voulu lui préscrire les Etats. Mais lorsqu'Elizabeth eut compris que le Comte s'était mis, par son inconduite, hors d'état de répondre à ses vues secrètes, elle lui ordonna de se démettre du Gouvernement des Pays-Bas, & d'en remettre les rênes aux Etats-Généraux. Ainsi se termina la Régence de Leicester. Après son départ la constitution des Provinces prit peu à peu une forme plus solide, & fut dès lors portée presque sur le même pié qu'elle a toujours conservé depuis sous l'administration des Stadhouders.

La démission de Leicester, quoiqu'assez géné-

ralement désirée, ne laissa pas de causer quelques troubles dans les Provinces. Les troupes se mutinèrent dans différents lieux; les ministres de sa Religion, toujours portés pour les Anglais, augmentaient l'embarras par leurs intrigues; & le Prince de Parme, qui venait de se rendre maître de Gertrudenberg par surprise, aurait pû tirer de plus grands avantages du desordre qui regnait partout, mais nommément dans les Provinces de Hollande, de Zélande & d'Utrecht, s'il ne s'était vû arrêté au milieu de ses progrès, par les nouveaux desseins de Philippe son maître. C'était à l'Angleterre que le Roi d'E/pagne en voulait actuellement; le Pape Sixte V. venait d'excommunier Elizabeth; il avait mis son Royaume à l'interdit, & c'était pour la chasser du trône, dont l'avait déclarée indigne la Bulle du Fontife, que La Flotte le Monarque Espagnol se préparait depuis quelque tems à faire une descente en Angleterre. l'année 1588. il équipa une flotte d'environ 140 gros vaisseaux, outre un bon nombre de navires de moindre port. Vingt mille hommes montaient cette Flotte, qui portait le fastueux nom d'Invincible. & dont le commandement avait été confié à Alphonse Perez de Gusman, Duc de Medira Sidonia. Le Prince de Parme de son côté avait levé en Flandres une armée de 30,000 hommes, qui devaient s'embarquer sur vingt - huit vaisseaux qui étaient dans les ports de Dunkerque. Elizabeth, qui pendant longtems n'avait pû croire que cette flotte formidable dût être destinée à l'attaquer, se réveilla enfin de cette espèce de léthargie, & demanda aux Etats un seçours de vingt vaisseaux de guerre, qui lui furent accor-

Espagnolle nommée l'Invincible.

1588.

cordés. Bientôt l'Invincible parut à la vue de l'Angleterre, où elle aurait pû sans peine débarquer les troupes, après avoir enlevé ou dispersé la flotille, qui gardait les côtes, si Philippe ne lui avait ordonné de ne rien entreprendre que lorsqu'elle se serait réunie à la flotte de Parme, que l'Amiral Henry Seymours, avec une partie des vaisseaux Hollandais & Zélandais tenait heureusement bloquée dans les ports de Dunkerque. Enfin le 31. de Juillet les flottes Espagnolle & Anglaise en vinrent aux mains devant Plymouth. Le lendemain l'Amiral Drake prit un Gallion d'Espagne, que le canon des Anglais avait fort maltraité. Un peu plus tard le feu prit au vaisseau du Vice-Amiral, Michel d'Oquendo. Le 2. du mois d'Août les deux flottes ayant recommencé le combat, les Espagnols perdirent plusieurs vaisseaux & beaucoup de monde. Le 6. la flotte Espagnolle jetta l'ancre devant Calais. Les Anglais y envoyèrent 8 Brulots, qui achevèrent de mettre toute la flotte en desordre, & la forcèrent de prendre le large avec perte de plusieurs. vaisseaux. Messire Pierre van der Does, Vice-Amiral de Hollande, s'empara alors du Gallion monté par Don Diégo de Piémontel, & en apendit le pavillon dans l'Eglise de Leyde. L'Invincible réduite à 75 vaisseaux, & ne voyant aucun moyen-de se joindre à la flotte du Prince de Parme, n'osa plus s'exposer à tenir tête à celle d'Angleterre. Il fut donc résolu de regagner l'Espagne, en faisant cours vers le Nord, pour passer derriére l'Irlande. Surprise d'une furieuse tempête dans une mer peu fréquentée & peu connue des Espagnols, la flotte de Philippe vit briser ou échouer

Dispersion chouer sur les côtes d'Irlande plusieurs de ses de la Hot-vaisseaux, de sorte qu'à peine il en retourna 50 te Espag- dans les ports d'Espagne. Plus de la moitié des troupes & de l'Equipage avait péri dans cette

troupes & de l'Equipage avait péri dans cette malheureuse expédition; le nombre des morts se trouva même si excessif parmi les principales sa-milles d'Espagne, que le Roi crut devoir défendre d'en porter le deuil. Il craignait que le grand nombre de personnes, qui seraient obligées de le porter, ne servit à exagérer aux yeux du peuple la grandeur de la perte que venait de souffrir le Royaume. Il est remarquable que, quoique le canon de l'Ennemi eut extraordinairement mal - traité la flotte Anglaise, elle ne perdit pourtant pas un seul de ses vaisseaux. Au reste en Angleterre & en Hollande la victoire remportée fur les Espagnels, & la destruction ou dispersion du rette de l'orgueilleuse & redourable Invincible, furent regardés comme les effets d'une faveur particulière de la Providence, que les deux Nations célébrèrent par de folemnelles actions de graces: Un autre sujet de joye pour les Hollandais sut la mort de Leicester, arrivée peu de jours après le départ des Espagnols. Fier d'avoir réduit ses ac-cusateurs à se taire, & de s'être vû, pour prix des services rendus à sa souveraine, revêtu par elle de la charge de Généralissime de toutes ses troupes de terre en Angleterre, il n'avait pas manqué une seule occasion de fomenter & auprès d'Elizabeth & dans ces Provinces par ses lettres, le mécontentement qu'il y avait inspiré contre les Etats, qui se virent enfin heureusement délivrés

d'un ennemi d'autant plus dangereux, que dans son Pays il jouissait de toute la faveur de sa maî-

treffe,

Mort du Comte de Leicester.

tresse, & qu'en Hollande, il se servait du crédit du Clergé, toujours maître de diriger à son gré les mouvemens du peuple, pour y attiser le seu des

discordes que lui - même y avait allumé.

PARME cependant, chagrin du mauvais succès Le Prince de l'entreprise formée contre l'Angleterre, sem-de Parme bla ne se résoudre qu'avec peine à faire le siège de affiége Bergen. Bergen - op - Zoom. Il crut avant tout devoir ep. Zoom. s'emparer de l'Isle de Tholen en Zélande; mais ce projet ayant manqué, il assiégea cette premiére ville, dont il croyait se rendre maître par trahison. En effet un Enseigne, nommé Grimston, & un Vivandier, s'étant offert d'introduire ses troupes dans deux Forts, qui couvraient la ville du côté de l'Escaut, il accepta la proposition, à condition cependant que les deux guides, enchainés & menés par deux soldats armés, conduiraient aux forts une troupe de trois mille hommes. Les prétendus traitres, qui n'agissaient, que par les ordres de Thomas Morgan, Gouverneur de Bergen · op - Zoom, se soumirent à la condition. Arrivé devant l'un des Forts l'on trouva effectivement la porte ouverte. Les guides y entrèrent, suivis de la première Division de cinquante hommes; mais le second guichet ayant aussitôt été fermé, les Espagnols qui se virent pris, n'o-sèrent se jetter sur leurs faux guides pour se venger d'en avoir été trompés. Quoique le reste du Détachement, qui était encore en dehors, s'apperçut alors de la trahison, il voulut cependant tenter par la force ce qu'il n'avait pû exécuter par surprise. Ces troupes aussitôt se jettent dans le fossé, qui était guéable, & s'efforcent en grimpant de gagner le haut du parapet; mais

mais elles furent repoussées avec tant de vigueur, que les Espagnols furent enfin obligés de reculer avec perte de huit-cens hommes. Parme, après cet échec, désespérant d'emporter la ville, leva le siège & se retira, avec le gros de son armée.

mens à Utrecht.

DEPUIS le départ de Leicester des Pays-Bas la ville d'Utrecht était restée divisée en deux factions, dont l'une tenait pour les Etats, l'au-Mouve tre favorisait toujours le parti de l'Anglais. Les Etats, voulant mettre fin aux troubles, qui naisfaient de cette division, donnerent ordre au Comte de Nieuwenaar de faire dans la Régence les changemens nécessaires, quoique hors du tenis porté par les loix. Trille sut démis de la charge de Baillif, que l'on rendit à Messire Nicolas van Zuilen de Drakenbourg. Prounink, ce Bourguemaître de la main de Leicester, après une longue détention, n'échappa qu'avec peine au dernier supplice. A la recommandation d'Elizabeth on lui accorda la vie, mais pour satisfaire la haine presque générale qu'il s'était attirée, il fut banni de la ville & de la Province d'Uirecht, & déclaré pour toujours inhabile à tous emplois.

1189.

Au mois d'Août de l'année 1589. Martin Schenk, Officier de fortune, mais d'un courage éprouvé, entreprit de surprendre Nimégue. Il choisit une nuit des plus sombres pour cette expédition, & vint avec vingt vaisseaux & cinq grands bateaux plats chargés de gens armés le présenter devant la ville. Déjà une des portes était abbatue, & une partie des troupes de Schenk avait pénétré dans une maison, où malheureusement pour lui l'on sétait une nôce.

L'allarme fut bientôt générale; la Bourgeoisse & la garnison s'étant armées à la hâte, la maison fut reprise, & les Hollandais obligés de céder au nombre & à la force, se retirèrent avec précipitation & en desordre vers leurs vaisseaux. Schenk, pesamment armé, voulant sauter dans une des barques déjà trop surchargée, elle se déroba sous lui, & ce brave Officier, tombé dans l'eau, v périt malheureusement. Deux mois plus tard le Comte de Nieuwenaar périt d'une manière aussi funeste. Il était à Utrecht occupé à examiner des munitions de guerres, destinées pour Rynberk, assiégée par les Espagnols depuis environ deux ans, lorsqu'une étincelle tombant dans la poudre, fit partir deux armes à feu d'une nouvelle invention. Le Comte fut si dangereusement blessé, que dix jours après il en mourut. Les Stadhouderats de Gueldres, d'Utrecht & d'Overyssel, vacants par sa mort, ne furent remplis que les deux années suivantes, que l'on en disposa en faveur du Prince Maurice.

Vers le commencement de l'année 1590. les affaires des Pays - Bas semblèrent prendre un tour plus favorable qu'auparavant. L'Espagnol, affaibli par les pertes qu'il avait faites dans sa malheureuse entreprise sur l'Angleterre, & par les troupes qu'il venait de faire rentrer en France au secours de la Ligue, se trouvait hors d'état de pousser la guerre avec vigueur dans les Pays-Ras. Le Prince Maurice au contraire, qui venait d'être revêtu des trois Stadhouderats, vacants par la mort du Comte de Nieuwenaar, & Eloge du à qui les Etats avaient confié le Généralat de Prince toutes leurs troupes, s'était dès-lors appliqué à Maurice. Bb

Tome II

l'art militaire avec tant de succès, que de jour en jour l'on s'appercevait avec surprise des progres étonnants qu'il faisait dans cette science. Habile à prévoir les desseins de l'ennemi, il était aussi prompt à le prévenir, & plus d'une fois sa célérité fit échouer les projets les mieux concertés. Rien n'échappait à sa prévoyance, il entrait dans tous les détails, les choses même de la plus petite conséquence attiraient son attention. Il avait soin que toutes les Places sussent toujours en état de défense, & que l'on y fit une garde exacte. D'un coup d'œil admirable, il montra dans toutes les occasions la plus grande habileté dans le choix de ses campemens. Dans les siéges il tenait toujours prêt tout ce qui pouvait être nécessaire à un assaut. Le soldat peu formé jusqu'alors à l'attaque des Places, & à se battre en bataille rangée, apprit sous ce Prince une méthode toute nouvelle & qu'il s'était faite à lui - même, de mieux manier un cheval, de garder ses rangs, de porter lui-même en campagne ses propres vivres, & de travailler aux retranchemens & autres fortifications. Aussi l'armée de Maurice devint bientôt une Ecole militaire, surtout lorsqu'il eut éprouvé le bonheur des armes, où la jeune Noblesse étrangère venait s'instruire dans l'art de la guerre. En un mot ce fut à ce jeune Prince, que la nouvelle République des Provinces - Unies dût ce dégré de force, de sureté & de consistance, dont son Père n'avait fait que poser les premiers fondemens.

Bréli pris La prise de Bréda pendant le printems de cetpar surpuise. La prise de Bréda pendant le printems de cette année, sut la première des heureuses entreprises de Maurice. Héraugières, à qui la conduite

de

de cette affaire avait été confiée, se servit pour surprendre la ville du nommé Adrien Janszoon van Bergen, qui accoutumé de livrer des tourbes à la garnison du Château, passait & repassait continuellement avec un fauf-conduit des deux partis. Vers le milieu de Février Héraugières choisit environ soixante-dix soldats de diverses compagnies, & s'embarqua de nuit avec eux à Zevenbergen, dans le bateau du Tourbier, sans être apperçu de personne. Afin de loger cette troupe d'avanturiers, le bateau était partagé dans sa longueur par un plancher, recouvert d'une charge de tourbes. Après bien des difficultés. & de grandes incommodités que souffrirent les foldats dans la traversée, le bateau parvint heureusement devant le Château, où il fut visité par un Caporal, mais avec si peu d'exactitude, que n'ayant rien découvert, on se mit à décharger les -tourbes *. Les soldats découvraient déjà la lumiére du jour par les ouvertures de l'entre-sol, · lorsque le batelier, sous prétexte que lui & ses gens étaient fatigués, remit au lendemain à décharger le reste de sa provision. A minuit Hérangières, favorisé de la faible clarté de la lune, fait débarquer ses soldats, tandis que, pour dérober

Il est surprenant que parmi tant de personnes, qui avec l'incommodité d'une posture genante, avaient pendant plusieurs jours lutté contre le froid & la faim, aucun inconvénient ne les décélat, quoique plusieurs d'entr'eux eussent été fort incommodés de la toux pendant la traversée. L'on rapporte à cette occasion, qu'un des soldats ne pouvant retenir celle qui l'étoussait, offrit généreusement sa vie à ses camarades, en les conjurant de l'immoler à leur propre surteté.

ber à la sentinelle le bruit qu'ils ne pouvaient manquer de faire en sortant du bateau, le batelier faisait pomper sans relâche. La garde surprise sut bientôt égorgée, & le reste de la garnison repoussé jusques dans l'intérieur du Château. Paulo Antonio Landsavechia, jeune homme sans expérience, qui y commandait en l'absence de son père, tenta une sortie avec trentesix hommes, qui presque tous furent massacrés. La Bourgeoisse, voulant se jetter sur le château pour en chasser l'ennemi, en fut elle-même chasfée par le feu continuel qu'il fit sur elle. Le Prince Maurice & le Comte de Hohenlo, instruits de l'heureuse réussite de leur stratagéme, s'avancèrent vers la ville, qui se racheta du pillage pour deux mois de solde en faveur de ceux qui avaient aidé à la surprendre. Maurice après avoir fait son entrée dans Bréda, & pris le serment de fidélité des habitans, en donna le Gouvernement à Héraugières. Le Batelier & ses deux garçons reçuren't des Etats une gratification en argent comptant, & une pension honnête pour le reste de leurs jours. Chaque soldat, qui avait été dans le bateau du tourbier, eut, outre deux mois de paye, une médaille d'or de la valeur de vingt-cinq florins. Le Pensionnaire Oldenbarneveld, qui avait beaucoup contribué à la réussite de l'entreprise, fut gratifié d'une magnifique tasse de vermeil, sur laquelle toute l'histoire de la surprise de Bréda était artistement gravée.

PARME cependant, informé de ce qui venait de se pusser, donna ordre à Mansseld de reprendre Bréda. Il l'investit en esset avant la fin de Mars, & prit même Zevenbergen. Mais désespé-

rant

rant d'emporter Bréda, que Maurice avait eu soin de pourvoir de tout ce qui était nécessaire à une longue défense, Mansfeld abandonna l'entreprise pour suivre le Prince, qui s'était exprès jetté dans le Béturve comme s'il avait eu quelque dessein sur Nimegue. Cette diversion sauva Bréda; & Maurice, qui n'avait point eu d'autre vuë, se tint dans le Bétuwe avec son armée, dont il posta une partie le long des bords du Waal, faisant d'ailleurs occuper ce fleuve par ses vaisseaux', jusqu'à l'endroit où la Meuse s'y décharge. fit construire aussi vis-à-vis de Nimégue le Fort de Knodsenbourg, ce qui l'occupa le reste de l'Eté. Dans le courant des mois de Septembre & d'Octobre il prit les Châteaux de Hemert & de Heel, & les forts de Telshout, Crevecoeur & ter Heide. Steenberg & le fort de Roozendaal lui tombèrent aussi entre les mains.

LE 30. Mai 1591 Maurice prit Zutphen par composition. La garnison eut la liberté de se retirer, & la ville obtint la conservation de ses priviléges; il n'y eut que sur le fait de la Religion qu'elle fut obligée de se régler sur le même pié que les autres villes; ce que l'on remarque exprès ici, parce que dans la suite toutes les places qui tombaient au pouvoir des Etats, étaient d'ordinaire contraintes de se soumettre aux mêmes conditions. Le Prince attaqua ensuite Déventer, qui fut vaillamment défendue par le Comte Herman van den Berg; mais se voyant ménacé d'un second assaut, il rendit la ville par capitulation le 10. de Juin. Groningue fut assiégée ensuite, mais au bout de six jours Maurice, informé que Parme s'avançait contre lui, leva le siége, se conten-Bb 3

1591.

tant d'emporter quelques Forts circonvoisins, de même que la Forteresse de Delfzyl qu'il fit mettie en meilleur état de défense. Parme en effet s'était mis en marche pour secourir Groningue, mais rebuté de la difficulté des chemins, il alla assiéger le Fort de Knodzenbourg vis à - vis de Nimégue. Maurice à son tour se hâta de venir au secours de cette place, & en estet ayant atriré dans une embuscade & battu un détachement de Cavallerie envoyé pour le reconnaître, Parme n'osant l'attendre, leva le siège & sit entrer les troupes dans leurs quartiers d'hyver. Maurice, toujours actif, n'eut pas plutôt délivré Knodzenbourg, qu'il fait embarquer une partie de ses troupes sur 300 barques, passe dans le Pays de Waas, se rend d'abord maître de toutes les fortifications de ce territoire, & au bout de cinq jours emporte la ville de Hulst le 25. Septembre. La Garnison de Bréda s'était aussi emparée des Châ-

Le Prince teaux de Turnbout & de Westerlo. Lorsque l'on Maurice s'y attendait le moins, Maurice vint au mois d'Octobre mettre le siège devant Nimégue. Le peu d'espoir d'être sécourue par les Espagnols, & le seu vis & continuel des assiégeans, qui met-

tait la ville dans le plus grand danger, l'obligèrent enfin à capituler; la populace s'étant rendue en troupes à l'Hôtel de ville pour y forcer, par ses représentations, les Magistrats à ouvrir les portes à Maurice. Ce Prince y ayant changé la Régence, & mis ses troupes dans les Quartiers

Son retour d'hyver, reprit la route de la Hollande. Il y fut en Hollan-reçu partout avec des marques inexprimables de

dait comme le Protecteur de la Patrie; mais

com.

comme le Héros qui en avait reculé les limites. Compatriotes, Etrangers, tous admiraient avec étonnement sa conduite, sa valeur, son expérience dans un âge si peu avancé. Un si grand nombre de Placas fortes qu'il venait de prendre cette année, rendaient aussi les Etats maîtres de presque tous les sleuves, & assuraient une partie considérable du Commerce & de la Navi-

gation des habitans.

L'Absence du Prince de Parme, qui, avec des troupes nombreuses, était entré en France pour tâcher de forcer Henri IV. à lever le siége de Rouen, mit le Prince Maurice en état d'entreprendre encore cette année 1592. quelqu'action d'éclat. Il ouvrit la Campagne par le siège de Steenwyk, dont la garnison se défendit avec courage pendant plus d'un mois contre une armée de 8 à 9000 hommes. Le feu fut même quelquefois si vif de la part des assiégés, que Maurice y fut blessé d'un coup de mousquet à la joue gauche, & que le Colonel Guillaume van Dorp en reçut un en même tems à la cuisse, dont il mourut le lendemain. Le Prince cependant, bientôt guéri de sa blessure, poussa le siège avec plus de vigueur, & força enfin le s. de Juillet la garnison à capituler. Elle sortit l'épée au côté, mais fut obligée de jurer que de six mois elle ne porterait les armes à l'Est du Rhin Etats, inquiets pour les jours du Prince, de qui seul semblait désormais dépendre tout le succès de la guerre, lui conseillèrent alors de s'en tenir pour cette fois à la prise de Steenwyk, & de prendre quelque repos, surtout la canicule approchant, saison toujours dangereuse pour les blessures. B b 4 Maus

1592.

Maurice n'était pas homme à s'arrêter si facile. ment; aussi avant la fin du mois il assiégea Koeverden, avec l'agrément des Etats, & s'en rendit maître par capitulation le 12. de Septembre, à la vue même de l'armée du Prince de Parme, commandée alors par Verdugo.

More du Prince de Paring.

PARME cependant, qui était repassé dans les Pays - Bas, avait reçu de nouveaux ordres de Philippe de rentrer en France. Il partit de Bru-xelles vers la fin d'Octobre, mais pendant que son armée avançait il s'arrêta à Arras, où il mourut le 3. de Décembre. Cet habile Général avait pendant quatorze ans gouverné les Pays-Bas pour le Roi son maître. Le sort des armes, qui l'avait favorisé pendant les neuf premières années de son gouvernement, ayant continué pendant les cinq autres années à lui être contraire, contribua peut-être autant que tout le reste à la maladie de langueur qui l'emporta, quoique l'on aît cru aussi qu'il avait eu le même fort que Don Juan, & que, comme de Prince, il avait été empoisonné. Après sa mort le gouve:nement général fut confié provisionnellement au vieux Comte Pierre Ernest de Mansfeld, quoique deux Espagnols, Don Pedro Henriquez d'Azevedo, Comte de Fuentes, & Don Estevan d'Ibarra, cussent de fait toute la puissance en main.

1593. Miririco B of hills trudenberg.

LE 27. Mars de l'année 1593. Maurice ouvrit la campagne par le siège de Gertrudenberg, qui lui fut livrée le 24. Juin, à la vue de l'armée enprend Ger-nemie aux ordres du Comte de Mansfeld, qui ne pût empêcher la reddition de cette Place. Lo Gouvernement de la ville fut donné au jeune Prince Fréderic Heuri, à qui les Etats avaient

accordé depuis peu un Régiment d'Infanterie de 20 Compagnies. Vers la fin de l'année les troupes Espagnolles se mutinerent, & commirent les plus grands excès dans différentes Provinces; mais tandis que l'ennemi s'affaibliffait ainsi luimême, le commerce & la navigation des Hollandais & des Zélandais eurent beaucoup à souffrir par la violence d'une furieuse tempête, qui s'éleva le 24. d'Octobre. Plus de 20 Vaisscaux furent brisés dans les Ports du Texel, du Vlie & ailleurs, grand nombre de matelots y perdirent la vie; & le dommage que d'autres personnes en souffrirent, fut si considérable, que plusieurs riches Négocians se trouvèrent hors d'état de faire honneur à leurs affaires, ce qui causa une grande. décadence dans différentes branches du Commerce.

L'ARCHIDUC Ernest d'Autriche, Frère de l'Empereur, venait d'être nommé par Philippe au gouvernement général des Pays-Bas, dont Mansfeld n'avait été revêtu que provisionnellement. Le changement de Gouverneur n'en apporta point à la conduite des Espagnols, comme l'on s'en était d'abord flatté; aussi le prépara-ton de la part des Etats-unis à pousser la guerre avec vigueur. Au mois de Février de l'année 1594. le Prince Maurice tenta de s'emparer de Bois - le - Duc par surprise, mais son projet ayant manqué, il essaya de surprendre Mastricht, en quoi cependant il ne fut pas plus heureux. Les Espagnols de leur côté voulurent de même se rendre maîtres par trabison des villes de Tholen & de Bergen - op - Zoom, mais de même ils virent aussi échouer cette double entreprise. Le siège de Bbr

1594.

Siége & prife de Gronin-gue.

Groningue fut donc l'action la plus importante de Maurice pendant cette campagne. Il y courut risque de la vie, ayant été atteint d'une balle, pendant qu'il visitait les travailleurs qui minaient le Ravelin; heureusement la balle ne porta que sur la rondache * du Prince, qui pensa en être renversé par terre. Après une vigoureuse résistance, la ville cependant sut obligée de se rendre aut bout de deux mois de siége. La prise de Groningue, qui par un des Articles de la Capitulation, avait promis d'accéder au traité d'Union fait à Utrecht en 1579., fit dès lors avec les Ommelandes la Septiéme des Provinces-Unies, qui jusqu'alors n'avaient été qu'au nombre de fix. Les Etats, obligés d'y mettre une forte garnison, jugèrent leur armée trop asfaiblie pour entreprendre quelque nouveau siège du reste de l'année.

Vers le Printems de cette année l'Archiduc Ernest écrivit aux Etats des Provinces - Unies pour les porter à faire la paix avec le Roi d'Espagne, & à se remettre sous son obéissance, à des conditions raisonnables. Mais elles le parurent si peu aux Etats, qui d'ailleurs avaient tout lieu de se mésier de la bonne soi de Philippe, que les négociations ne surent même pas commencées. Autreste les Provinces de l'Union voyaient leurs armes prospérer si heureusement sous la conduite de Maurice, qu'elles en étaient moins portées à la paix. Pour en détourner même le peuple, l'on assectait de répandre partout, que l'opinion de plusieurs

^{*} Espèce de Bouclier rond & fort, dont l'usage n'était pas encore entiérement passé.

sieurs d'entre les Catholiques était, que l'on n'était point obligé de garder aux Hérétiques la foi qu'on leur avait promise. Il n'en fallait pas davantage pour faire rejetter partout les propositions de l'Archiduc. Mais ce qui acheva d'éloigner les esprits de toute ouverture de la part de l'Espagne, fut la découverte d'un complot for-

mé contre la vie du Prince.

CERTAIN Michel Renichon, prêtre dans le Pays Attentats de Namur, avait été arrêté comme Espion, & contre les conduit à la Haye, où lui - même avait tâché d'a-prince débreger ses jours par la corde. Dans les interroga-couverts & toires qu'on lui fit subir, il avoua avoir été ga-punis,

gné par le Comte de Barlaimont, de l'aveu de l'Archiduc lui-même, pour assassiner le Prince Maurice. Que dans cette vue, lui & plusieurs autres s'étaient rendus en Hollande; que l'un d'eux, qu'il nomma, avait aussi formé un attentat contre la vie du jeune Prince Fréderic - Henri, qui étudiait alors à Leyde; enfin, que Barneveld, Aldegonde, & autres personnes de marque, couraient le même danger. Par sentence d'une Commission particulière, nommée par les Etats-Généraux, Renichon fut décapité & ensuite écartelé à la Haye le 3. de Juin. Au mois de Novembre suivant l'on exécuta aussi à Bergenop · Zoom certain soldat, nommé Pierre du Four, qui avait de même avoué, que la Motte, d'Assonville & l'Archiduc l'avaient engagé à assassiner le Prince Maurice. La découverte de ces infames attentats acheva de rendre odieux les Espagnols & tout ce qui venait de leur part.

L'Archiduc, qui était attaqué d'une forte de consomption, & qui se trouvait hors d'état de

1505.

remédier au délabrement où se trouvaient les affaires de son maître, fit assembler au commencement de 1595. le Clergé & la Noblesse des Pays · Bas Catholiques, pour délibérer avec eux des moyens de parvenir à la paix, que le peuple demandait, & que le Roi, ajoutait il, désirait lui-même. Le Duc d'Aarschot ayant déclaré dans cette assemblée, qu'il n'y avait point de paix à espérer tant que l'on ne retirerait pas les troupes étrangères, & qu'on laisserait aux Espagnols la principale administration de toutes les affaires, la liberté du Duc plut aux Etats autant qu'elle les surprit; mais l'Archiduc ayant répondu qu'il ne pouvait rien conclure que de l'aveu du Roi, à qui il ferait part de tout, en lui conseillant trèssérieusement de penser à la paix, l'assemblée se sépara sans avoir pû prendre aucune résolution.

He'raugie'res cependant, Gouverneur de Bréda pour le Prince, surprit Hui dans le Pays de Liége, le 6. du mois de Février. Mais il n'en sur sur sur pour l'Evêque de Liége, qui, s'étant plaint inutilement aux Etats de l'Union de la prétendue violation de son territoire, s'était adressé à l'Archiduc pour en obtenir du secours. Mais avant que ses troupes eussent repris Hui sur les Etats, ce Prince mourut le 20. de Février des suites d'une hémorrhagie. Le Comte de Fuentes, à qui, avant sa mort, il avait remis, par provision, le Gouvernement des Pays-Bas, y

fut confirmé par Philippe.

La campagne ne fut pas heureuse cette année pour les armes de l'Union. Dans le Luxembourg l'on ne s'occupa que de la prite de quelque forts,

après quoi Philippe de Nassau, qui y commandait, fit embarquer son Infanterie pour la Hollande, où il ramena lui-même la Cavalerie, en prenant sa marche bien avant par l'Allemagne. Le Prince Maurice assiégea Grol, mais Mondragon l'obligea d'en lever le siège. Il y eut encore quelques propositions de paix de faites de la part du Marquis d'Havrech; mais elles furent aussi infructueuses que toutes les précédentes. Au reste cette année fut remarquable par la mort de plusieurs grands hommes. Mansfeld mourut en Hongrie, où le Roi d'Espagne l'avait envoyé servir l'Empereur dans la guerre contre le Turc. François Verdugo, après avoir pris plusieurs places, sut attaqué d'une maladie, qui l'emporta le 2. Septembre au milieu de ses conquêtes. Christophe de Mondragon mourut à la fin de la compagne agé de 92. ans. Le Comte Philippe de Nassau fut emporté des suites d'une blessure reçue dans une action près de la Lippe. Don Antoine, Roi détroné de Portugal, mourut aussi à Paris le 24. du mois d'Août; & l'on soupçonna fort les Espagnols d'avoir abregé par le poison les jours de ce monarque sugitif. Le Duc d'Aarschot, le même qui avait parlé avec tant de liberté dans l'assemblée convoquée par l'Archiduc Ernest, s'était retiré à Venise, où, disait-il, il lui serait du moins permis de mourir libre. En effet ce Seigneur, qui par sa naissance & ses biens tenait lepremier rang parmi la Noblesse des Pays-Bas, mourut dans sa retraite le 11. du mois de Décembre de la même année. Charles de Croi Prince de Chimai, son fils, hérita de tous ses Biens.

Cherts
c: Two
cr Hoilande.

LA disette des grains fut si grande cette annie dans toute la Hollande, que dans plusieurs lieux le seigle fut porté de cinquante, à cent cinquanțe florius d'or *. A Amsterdam les magazins publics furent trouvés si peu fournis, que les Magiltrats, qui en avaient pris l'inspection, s'engagerent entre eux par serment à tenir la chose secrète; aussi n'en donnèrent - ils connaissance cu'au seul Barneveld. La raison de cette précaution était d'un côté la crainte d'un soulèvement de la part du peuple; de l'autre l'on appréhendait, que l'on ne défendit l'exportation des grains, si l'on venait à savoir combien cette grande ville en était peu aprovisionnée. Cette cherté excessive diminua pourtant bientôt par le retour de nombre de vaisseaux Hollandais, revenus de Dintzig avec d'abondantes cargailons. PHILIPPE II. voulant donner un nouveau

Gouverneur-Général à ses Provinces des Pays-Bas, nomma à cet Emploi le Cardinal-Archiduc Albert d'Autriche, sière puiné de l'Archiduc Ernest. Ce Prince, après avoir fait une irruption en France, & s'y être emparé de quelques places, commença ses expéditions militaires dans les Pays-Bas par le siège de Hulst, qui se rendit par capitulation le 18. d'Août 1596. Après la prise de cette Place, les Espagnols n'ayant pas reçu d'Espagne les secours qu'ils en attendaient, & les Etats-unis voyant leur armée extraordinairement affaiblie, n'entreprirent plus rien de cette année, se contentant, chacun de son côté, de se pré-

1790.

^{*} Le florin d'or en Hollande est évalué à vingt-huit sous monnoie du pays.

préparer pour la campagne suivante. Sur mer cependant les forces combinées de Hollande & d'Angleterre, avaient battu devant Cadix & dispersé une flotte considérable de l'ennemi. La ville fut ensuite prise & pillée; & les Espagnols eux-mêmes mirent le feu à tous les vaisseaux marchands qu'ils avaient dans le port. L'on prétend que les flammes consumèrent dans cette occasion pour plus de dix-millions d'effets. Avant de passer aux évènemens de l'année 1597. nous croyons devoir ajouter ici, que les Etats-Généraux ayant conclu une alliance avec la France *: Henri IV., pour leur témoigner combien il était reconnaissant des secours qu'il en avait reçu, déclara que les témoignages Académiques donnés par les Professeurs de l'Université de Leyde, seraient désormais admissibles en France, & que les tîtres de leurs Gradués y seraient de même reconnus.

L'AL-

^{*} Cette alliance peut être régardée comme la premiére. que les Etats de l'Union ayent fait avec une Tête couronnée, comme de Souverain à Souverain. La Reine d'Angleterre, qui voyait avec quelque chagrin qu'Henri IV. traitait d'égal à égal avec une Nation qui venait à peine de se foustraire à la domination de ses Maîtres, aurait voulu que ce Prince n'eut traité avec les Etats que comme avec des Peuples qui étaient encore sous la protection de l'Angleterre. Mais Henri, qui aimait les Hollandais, & qui en avait reçu de grands services, passa outre, & se plut à faire voir 2 l'Espagne elle-même & à toute l'Europe, qu'il considérait les Etats-Généraux comme, jouissant par eux-mêmes de tous les droits de Souveraineté. Aussi les Etats se sentirentils si honorés de cette marque de considération de la part d'un si grand Roi, qu'ils voulurent que cette alliance sut célébrée dans toutes les Provinces par des réjonissances publiques.

L'ALLIANCE nouvellement conclue avec la France, mit les Provinces - Unies en état d'entre-

portant. Aussi dès le 23. * de Janvier le Prince Maurice attaqua près de Turnhout l'armée Espagnolle, commandée par le Comte de Varax. Près de 2000 hommes des Ennemis, & le Général·luimême périrent dans cette action; où Maurice sit 500 prisonniers, enleva trente huit Drapeaux, & l'étandart du Régiment de Mondragon, qui furent tous transportés à la Haye & appendus à la voûte de la grande salle de la Cour. Maurice, qui n'avait perdu que dix hommes dans cette bataille, se rendit d'abord à la Haye, où il sut reçu avec les plus grands applaudissemens, récompense bien méritée du premier essai de son habi-leté en bataille rangée. Les deux armées ayant

geule

passé tout le printems & une pattie de l'Eté dans une sorte d'inaction, les Espagnols essayèrent enfin de surprendre Schenken-Kans (le Fort de Schenk), mais cette entreprise échoua, ainsi que celle qu'ils avaient soimée contre Steenwyk, qu'ils avaient même déjà escaladé en dissérents endroits, lorsqu'ils furent repoussés avec perte par la bravoure de la garnison. Maurice de son côté ne sur pas plus heureux dans le projet de se rendre maître de Venlo, au moyen des intelligences qu'il avait dans cette ville; un des deux vaisseaux sur lesquels il avait fait embarquer son monde n'ayant pû avancer faute de vent, & la coura-

Monsieur Wagenaar met le 23. & de ses deux Rédacteurs l'un place ce combat au 3. l'autre au 13, de Janvier.

geule résistance des habitans l'ayant forcé à se retirer avec le reste; il eut même le chagrin de perdre dans cette affaire un de ses plus braves Officiers, nommé Mathieu Held. Ce Prince fut Progrès plus heureux le reste de la Campagne. Au mois Maurice. d'Août il prit à composition Rynberk, ville forte, après un siège de dix-huit jours. Louis de Nassau fut blessé d'un coup de feu à la cuisse. pendant que l'on travaillait à la tranchée. Maurice lui-même courut grand danger de la vie, un boulet ayant percé sa tente. Meurs capitula le 12. de Septembre, & Grol le 27. du même mois. Brevoort fut emporté d'assaut le 9 d'Octobre. Enschede & Ootmarsum se rendirent à la première sommation. Oldenzeel ne se rendic qu'après avoir été vivement canonné. Maurice termina cette glorieuse campagne par le siége de Lingen, qui se rendit le 12. de Novembre.

PLUSIEURS Souverains cependant s'efforçaient de ménager une paix entre Philippe II. & tes anciens sujets, mais il n'était guères possible d'y réussir, tant que l'Espagne refuserait la liberté de conscience; & un exemple tout récent faisait trop voir, que sur cet objet il n'y avoit point d'adoucissement à en espérer. Une servante, nommée Anneke van den Hove venait d'être enterrée vive à Bruxelles, pour sa constance à professer la Religion Reformée. Cette exécution barbare s'était faite du sû & de l'aveu du Cardinal-Archiduc, qui avait dit, à ce que l'on prétend, qu'il fallait la traiter selon toute la rigueur des Edits. Le supplice de cette semme mérite d'autant plus d'être remarqué, qu'il ne parait pas qu'après elle personne aît été con-. Tome II damné

damné à mort dans les Pays-Bas Espagnels pour cause de Religion. Cependant les Etats des Provinces-Unies se servirent de cet exemple pour justifier devant toute l'Europe, de même qu'aux yeux de leurs peuples, leur éloignement pour la paix proposée avec l'Espagne.

Paix do Vervins.

1598.

La guerre qui depuis plusieurs années durait entre l'Espagne & la France, fut enfin terminée par la paix signée à Vervins le 2. de Mai 1598. Calais & autres villes furent rendues à la France, & l'Espagnol sut remis dans la possession du Comté de Charolois, à condition qu'il le tiendrait en fief de la Couronne de France. Peu après cette paix, que les Etats - Généraux auraient voulu empêcher, l'on publia les Lettres - patentes par lesquelles Philippe II. cédait à sa fille Isabelle - Claire · Eugénie, qui devait épouser l'Archiduc Albert, la souveraineté des Pays-Bas. Cette Princesse envoya quelque tems après une procuration à l'Archiduc, pour prendre, en son nom, la souveraine puissance en main. Albert, qui venait de quitter le Chapeau de Cardinal, & qui s'était fait séculariser par le Pape, reçut dans le Palais de Bruxelles le serment des Peuples, au nom de sa future Epouse, & sut installé avec de grandes marques extérieures de satisfaction & de joye, de la part des Pays - Bas Espagnols.

CHAPITRE IX.

Commençant à l'année 1598. E finissant en l'année 1609. à la conclusion de la Trêve de douze ans.

Vers le Printems de cette année 1508. Phi- Arrivée lippe fit partir pour les Pays-Bas quatre. de 4000 Espagnols, qui débarquèrent à Calais. L'ar-dans les rivée de ces nouvelles troupes fut vue générale- Pays Bas. ment d'assez mauvais œil, d'autant que l'on prévit par là que les Provinces, comme sous le gouvernement précédent, continueraient d'être administrées par les Espagnols. Cependant l'Archiduc Albert fit faire de nouvelles propositions de paix aux Etats de l'Union. Mais l'on y était si peu disposé à risquer, pour une paix douteuse, de retomber sous la domination d'un nouveau. maître, que l'on ne délibéra même pas sur la réponse qu'il y avait à faire. D'ailleurs par d s lettres du Roi, que l'on avait interceptées, l'on était instruit combien peu l'on pouvait compter sur tout ce qui venait de la part de l'Espagne. Mais ce qui augmentait la méfiance des Etats, & leur éloignement pour la paix, que leur faisait proposer l'ennemi, ce fut la découverte d'un nouvel attentat contre les jours du Prince Maurice. nommé Pierre Panne, natif d'Ipres, mais habitué à Leyde, où il exerçait alors le métier de tonnelier, y fut arrêté sur quelques soupçons. , Il avoua avoir été excité par les Jésuites de Dou-, ai à assassiner le Prince; que ces bons Pères, Cc 2 , pour

, pour le fortifier contre tous les scrupules, lui avaient promis le ciel pour sa récompense, après quoi il en avait reçu la communion & de l'argent pour son voyage; & qu'il s'était ren, du à Leyde dans le dessein d'y tuer le Prince, d'un couteau empoisonné, & garni par le haut de trois crochets recourbés." Par sentence des Echevins de Leyde ce fanatique sut condamné à avoir la tête tranchée & à être ensuite écartelé, & sur en conséquence exécuté à Leyde le 22. de Juin.

L'Archiduc Albert fait un voyage en Espagne.

La guerre se faisant avec assez peu de vigueur, l'Archiduc Albert partit pour l'Espagne le 14. de Septembre, après avoir remis le gouvernement des Pays - Bas, pendant son absence, au Cardinal André d' Autriche, son Oncle. Philippe - Guillaume de Nassau, frère ainé du Prince Maurice, accompagna Albert dans ce voyage; ce qui surprit d'autant plus, que l'on croyait que ce Prince ne devait guères être porté pour un Pays où il avait été si longtems détenu. Philippe - Guillaume avait ses vues, & cherchait à se faire remettre en possession de sa Principauté d'Orange, par les bons offices du Roi d'Espagne, qui venait de faire la paix avec Henri IV. En effet cette principauté lui fut rendue, non sans causer quelque déplaisir au Prince Maurice, son frère, qui quelque tems auparavant avait inutilement employé Aidegonde, pour essayer s'il pourrait se rendre maître d'Orange par négociations ou par quelqu'autre moyen.

Mort de Philipse

ALBERT n'était point encore arrivé en Espagne, qu'il apprit en chemin que Philippe II. son Beau-Père, y était mort au Palais de l'Escurial

lc.

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 405

le 13. Septembre, ainsi la veille même de son départ de Bruxelles. Depuis quelque tems ce Monarque avait été extrêmement tourmenté de la goûte; transporté à l'Escurial pour y changer d'air, il y fut pris de la fiévre, & attaqué d'un retirement de nerss extraordinaire. A ces maux se joignirent plusieurs abcès, jusqu'alors cachés, aux genoux, en diverses autres parties du corps, mais principalement à la poitrine. Les remedes qu'on y appliqua en ayant fait sortir quantité de matiére fétide, il s'y engendra bientôt un si grand nombre de poux, que ceux qui prenaient soin de lui pendant sa maladie, ne purent parvenir à détruire cette vermine. ,, Il se , joignit à cela, dit un auteur Français, un sa-, tyriasme perpétuel qui faisait écouler ses forces ,, & son sang avec un prurit effroyable. , puanteur insupportable, qui sortait de ces ul-, cères, & cette vilaine vermine qui le man-, geait jusqu'aux os, faisaient faillir le cœur à tous ceux qui l'approchaient." * Cependant malgré les cruelles douleurs que devait souffrir ce Prince, qui sentait ronger ses entrailles, l'on assure qu'il supporta tous ces maux avec une fermeté & une patience dont il y a peu d'exemples, & qu'il vit approcher sa fin avec la plus grande résignation. Philippe, quand il mourut, était dans la soixante - douzième année de son âge, & la quarante · troisième de son Regne. Plusieurs l'ont extrêmement loué pour sa modération, son activité, sa prudence, sa sage politique, & sa piété

^{*} Mézerai, ou plutôt son Continuateur, Abregé Chronoglogique, tom. 6. p. 194.

extérieure *. Mais les habitans des Pays-Bas n'ont que trop éprouvé combien son ambition était démésurée, & sa haine implacable. D'ailleurs vindicatif, soupçonneux, rusé & sourbe, Philippe n'a pû éviter le reproche d'avoir été cruel & fanguinaire. Aussi ses ennemis regardèrent · ils sa dernière maladie comme une punition visible du Ciel, qui se vengeait du double meurtre de son fils & de sa femme. Ils le comparaient à Antiochus Epiphane, à Hérodes & autres monstres de l'antiquité, sans faire attention que des hommes très-célèbres & très-recommandables par leur probité & leurs vertus, ont été expotés à des maladies aussi révoltantes. L'idée qu'il s'était formée dès sa jeunesse, que ses sujets des Pays · Bas devaient être dans une dépendance absolue de leurs souverains, l'opinion qu'il s'était faite que ce qu'il appellait Héréfie était un crime horrible & irrémissible, lui firent juger sans-doute qu'il n'avait rien à ménager visa-vis de ses sujets rebelles, & qu'il ne pouvait les traiter trop sévérement. Il en devint l'ennemi irréconciliable de ces peuples, dont une partie se yir enfin forcée de se soustraire à son obéissance. Plu-

Mémoires de la Houssaye, Tom. 1.

Philippe s'était fait une idée assez singulière de la véritable piété, & des moyens d'obtenir le ciel. Peu avant sa mort, il sit, dit-on, écrire cette protestation à son Consesseur: Père Confesseur, comme vous êtes en la place de Dieu, je protesse devant vous, que je ferai ce que vous me direz qu'il est nécessaire que je fasse pour me sauver, sa qu'ainsi ce que je ne ferai pas restera sur votre compte, d'autant que je suis prêt à m'acquiter de tout ce qui me sera denné.

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 407

Plusieurs d'entre les habitans des Provinces - Unies ne se crurent réellement déliés, qu'à la mort de Philippe, du serment de fidélité qu'ils lui avaient juré. Dans leur simplicité ils croyaient qu'il n'est jamais permis de prendre les armes contre son souverain, quelque injustice qu'il commette. Mais ils ne pensaient pas sans - doute, que résister aux tyrans n'est pas se revolter contre ses maitres. Philippe III. Prince d'un jugement assez faible, succéda à tous les Etats de son Père Philippe III. à la reserve pourtant des Pays - Bas & de la Franche - Comté, qu'il avait donnés en dot à sa fille Isabelle - Claire - Eugénie *.

Le reste de cette année sut encore remarquable par la mort de quelques autres grands Personnages. Le 9. de Septembre mourut Florent de Pallant, Comte de Culembourg, qui avait joué un grand rôle dans les premiers troubles, mais

* Voici le portrait en miniature de Philippe II. en quatre petits vers Espagnols, faits, dit-on, une heure après la mort de ce Monarque:

", Siendo moço, luxuriofo; ", Siendo hombre, fue cruel; ", Siendo viejo, codiciofo;

", Que se puedo esperar del?"

c'est · à · dire:

Il fut poillard en sa jeunesse; Homme fait, il devint cruel; Il fut avare en sa vieillesse; Jugez s'il a gagné le cicl?

ou, comme dit l'Espagnol: que peut-on espérer de lui! (de son salut.)

Mémoires de la Houssaye, Tom. 1.

Cc4

mais qui vivait retiré depuis plusieurs années. Le 15. de Décembre mourut aussi à Leyde le célèbre Philippe de Marnix, Seigneur de St. Aldegonde; depuis quelques années il s'occupait à travailler à une nouvelle version de la Bible. Le lendemain de la mort de ce grand homme, le Chancelier Elbert Legninus décéda aussi à Arnhem. Avant la Pacification de Gand il avait suivi le parti de l'Espagne, mais ayant ensuite embrassé celui des Etats-Unis, il fut employé, jusqu'à la mort, dans

les affaires les plus importantes.

MENDOZE, Amirante d'Arragon, avait pendant cette année pris pour les Espagnols, Rynberk & Deutichem, & mis garnison Espagnolle dans Wezel, Rees & Emmerik. Le Prince Maurice de fon côté, à qui la faiblesse de son armée ne permettnit pas d'entreprendre grand' chose, s'était coutenté de s'assurer de Zevengar, Heussen & Lobeth, places du Duché de Cleves. * Les mêmes raisons, qui avaient empêché Maurice de faire une campagne plus glorieule, en 1999. l'année 1598. subsistant encore en 1599., il ne put que forcer l'Amirante à lever le siège de Bommel, & à se retirer du Tielerwaard. Le Comte Guillaume de Nassau reprit aussi Deutichem sur l'onnemi.

Рні-

^{*.} L'Historien de la Hollande a remarqué, comme une des particularités de cette année, qu'entre Katsvyk & Scheveningen, fut pris le 3. de Février, une espèce de Baleine, que la marée y avait apportée, & qu'elle y avait presque laissée à sec. Cet animal était male, & avait 52 piés 'de long. Les Etats de Hollande, comme représentant le Souverain, s'en saistirent, & le firent vendre à l'encan; L' fut porté à 126 florins.

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 409

PHILIPPE III. moins bon politique que son père, qui avait toléré, que les Hollandais navigessent & commerçassent dans tous les ports de les Royaumes, publia un Edit pour leur inter. Edits pudire le commerce & la navigation dans tous ses bliés de Etats. L'Infante Isabelle en publia un pareil, part & d'autre qui interdisait aux habitans des Provinces - Unies pour déle commerce dans la Franche - Comté & les Pays-fendre le Bas. Les Etats-Généraux répondirent à ces commerce deux Edits par un Edit semblable, par lequel & la naviils défendaient l'exportation de toutes sortes de les Etats vivres & de marchandises dans les Etats du Roirespectifs. d'Espagne; défense qu'ils ne bornaient pas aux seuls habitans des Provinces - Unies, mais qu'ils étendaient à toutes les nations commerçantes; menaçant qu'ils saissiraient partout, & déclareraient de bonne prise, tous effets, vaisseaux & autres voitures qu'ils rencontreraient chargés pour l'Espagne. Ils ne s'en tinrent pas aux simples désenses; ils équipèrent une flotte de plus de soixante-dix vaisseaux, aux ordres de l'Amiral Pierre van der Does, qui sortit des ports de la Meuse le 25. de Mai. Sa commission portait, qu'il devait se rendre à la Corogne pour y atta- Expédiquer & détruire la flotte Espagnolle qu'on y équi-tions mapait; de piller les vaisseaux des Indes Occidenta-ridmes. les, & de ravager toutes les côtes d'Espagne. L'Amiral arriva heureusement à la Corogne, mais les vaisseaux Espagnols s'étant retirés sous le canon du château, l'on fit un feu si violent sur les Hollandais, qu'ils furent obligés de se retirer. Van der Does ayant dirigé son cours vers les Isles Canaries, fit cannonner le château de la plus grande de ces Isles, & s'en rendit maître. Al-Ccr

legona & Gomera furent réduites en cendres. L'Amiral voulait se rendre ensuite au Brésil, mais il fut arrêté dans l'Isle de S. Thomé par une maladie qui l'emporta en peu de jours. La flotte cependant continua sa route vers le Brésil, d'où elle ne remporta pas grand' chose. Elle revint en Hollande diminuée par le perte de deux vaisseaux, & fort affaibile par la mort d'une grande partie de l'équipage, qui avait succombé aux maladies causées par les trop grandes chaleurs. Desorte que cette expédition sut très-desavantageuse à la Hollande. D'un autre côté cependant les vaisseaux des Etats prirent einq Corsaires Dunkerquois, dont tout l'équipage sut condamné à être pendu. Six vaisseaux de guerre cannonnèrent avec tant de succès, à la vue de Vlissique, les galères de Fréderic Spinola, qui infestaient continuellement les côtes de la Zélande, qu'elles furent mises hors d'état de servir de longtems. Ces avantages compensèrent au moins en quelque sorte les pertes que l'on venait de faire d'un autre côté.

L'Archiduc Albert cependant qui avait épousé à Valence l'Infante Isabelle, était revenu dans les Pays-Bas avec son Epouse. Bientôt l'on se prépara de part & d'autre à pousser la guerre avec plus de vigueur que jamais. Les Etats, surtout, aidés du secours de la France, firent des préparatifs considérables; aussi la campagne de 1600 sut-elle pour eux plus heureuse que les précédentes. Dès le mois de Janvier le Comte Louis de Nassau surprit Wagtendonk, place forte du haut quartier de Gueldres. Vers la fin de Mars Maurice emporta le Fort de Crevecoeur après trois jours

1600.

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 411

jours d'attaque; & s'étant ensuite rendu maître du Château de Batenbourg & du Fort Saint-André, il passa en Flandres, prit Philippine & quelques-autres forts, & alla mettre le siège devant Nieuwport. L'Archiduc Albert, ayant rassemblé une armée de dix-mille hommes d'Infanterie & de seize-cens chevaux, s'avance en diligence vers Nieuwport; attaque, chemin faisant, Ernest de Nassau, envoyé le matin par Maurice pour lui disputer le passage d'un pont, & le chasse devant lui avec perte de 800 hommes. Presque sûr de la victoire Albert vient se poster dans les dunes à la vuë de l'armée Hollandaise, qui fut si effrayée de se voir l'ennemi sur les bras, qu'elle pensait à chercher son salut dans la fuite. Mais Maurice y avait mis bon ordre, en faisant retirer en pleine mer tous les vaisseaux, qui étaient à la rade; desorte que les Hollandais qui avaient l'armée des E/pagnols devant eux, & la mer à dos, furent obligés de tenir ferme. Depuis longtems les affaires de la nouvelle République ne s'étaient vues dans un plus grand danger. Maurice cependant à qui le courage ni les Bataille ressources, ne manquaient jamais, avait rangé ses de Nieuwtroupes en si bon ordre, s'était si bien servi de port gagnée l'avantage du vent & du Soleil pour choisir son rice. terrein, & avait si bien pris toutes ses mesures, qu'après un combat des plus opiniâtres, il força l'ennemi à abandonner le champ de bataille, & à lui céder une victoire aussi complette & aussi glorieuse qu'elle avait été long-tems & courageusement disputée. Albert qui courait de rang en rang le visage découvert, reçue une blessure à l'oreille, & ne quitta le combat que lorsqu'il

A12 ABREGE' DE L'HISTOFRE

n'y eut plus d'espérance de vaincre. Cette mémorable bataille, qui avait duré depuis le matin du 2. Juillet jusqu'à 7, heures du toir, fut une des plus sanglantes qui se fussent données pendant cette guerre. Les Espagnols y perdirent trois mille hommes, fans compter un grand nombre de prisonniers, entre lesquels se trouva l'Amirante lui-même. Du côté des Etats la perte fut d'environ mille hommes, outre les 800 qu'Ernest de Nassau avait perdus le matin. L'on rapporte que Philippe - Guillaume, Prince d'Orange & Frère de Maurice, fit tenir pendant l'action tous seschevaux sellés, & posta plusieurs domestiques en différents endroits pour venir lui annoncer le fuccès d'une bataille, dont il croyait que dépendait sa sureté. Albert, à la suite duquel se trouvait ce Prince, avait assuré, dit-on, que s'il remportait la victoire, il enverrait prisonniers en Espagne, le Prince Maurice & le Comte Fréderic-Henri son frère. En ce cas la liberté de Philippe-Guillaume courait elle-même un grand danger. Aussi, résolu de prendre la fuite si l'Espagnol était vainqueur, il passa en priéres tout le tems que dura le combat, demandant au Ciel qu'il lui plût d'accorder la victoire à ses frères. La journée de Nieuroport, qui augmentait la réputation de Maurice, & le couvrait d'une gloire bien méritée, le rendit cependant suspect à quelques - uns. L'on prétend même que ce fut dès lors, que le grand Pensionaire Barneveld commença à craindre que ce Prince ne cherchat à se rendre souverain des Provinces, qu'il savait si bien défendre, ou du moins à se faire revêtire d'une autorité plus étendue & moins précaire,

que celle qu'il avait eue jusqu'alors. Cependant l'on ne trouve nulle part sur quel motif pouvait être fondée la crainte, que l'on attribue à cet habile ministre.

PENDANT que les armes des Etats triomphaient de leurs ennemis, l'esprit de discorde & de sédition éclatait dans quelques Provinces de l'Union. La ville de Groningue refusait opiniàtrément de payer les arrérages qu'elle devait pour les impositions ordinaires. Les troubles causés par ce refus dans cette Province engagerent enfin les Etats - Généraux à charger le Comte Guillaume-Louis de porter Groningue à obéir par force. Les Groninguois furent bientôt mis à la raison; un Château que l'on fit construire dans leur ville, ne contribua pas peu, avec les troupes du Comte, à leur faire payer quatre-tonnes d'or. La Régence ayant ensuite été changée, & composée de Magistrats ou plus paisibles, ou plus complaisants, la tranquillité fut partout rétablie, & depuis les impôts y ont été portés & perçus sur le même pie qu'en Hollande. Les taxes sur les bêtes à cornes, & les prairies (paturages) occasionnèrent aussi cette année de grands troubles dans la Frise. Les villes de la Province qui n'étaient que faiblement taxées, consentaient sans peine à l'imposition; mais Oostergo & Westergo, qui se trouvaient trop chargés, refusaient de s'y soumettre. Ces différends furent poussés si loin, que les Etats de la Province se partagèrent, & tinrent des assemblées séparées à Francker & à Leeuwarden. Le Comte Guillaume, ayant tâché envain d'appaiser les esprits par l'autorité de la Cour de Frise, eut encore recours aux armes;

ce remède, secondé des esforts des autres Provinces, fut efficace, les différends furent tout-àfait éteints, & la concorde fut rétablie.

Rynberk afficge & pris par Maurice. 1601.

fiende par

albert.

MAURICE ouvrit la campagne de 1601. par. le siège de Rynberk, qu'il prit par composition le 30. Juillet après six semaines d'attaque. Le 7. du mois d'Août il s'assura de Meurs; après quoi il alla assiéger Bois - le - Duc, mais il eut le déplaisir de se voir forcé d'abandonner la place avant la fin de Novembre; les gelées subitement survenues lui ayant fait craindre que l'ennemi n'en profitat pour se jetter sur la Hollande & saire le dégat dans cette Province. Cependant Siège d'O-l'Archiduc avait mis le siège devant Ostende, avant même que celui de Bois-le-Duc eut été l'Archiduc formé. Siége mémorable, qui dura plus de trois ans, qui fut l'école de la plus brillante noblesse étrangère, qui accourait de toutes parts pour s'instruire, & se couvrir de gloire; siège enfin où fut employé avec une habileté, une bravoure & une constance égales, tout ce que peut l'art de l'attaque & de la défense des Pla-Nous verrons par la suite quel en sut le succès.

1602. ment de terre.

LE 2. du mois de Janvier de l'année 1602. Tremble. vers le midi, l'on sentit par toute la Hollande un tremblement de terre, qui cependant n'y causa aucun dommage. Au Printems Maurice passa la Meuse, entra dans le pays de Liége, & vint se loger à S. Truin, non loin de l'armée ennemie, qui s'était postée à Tienen afin de lui disputer l'entrée du Brabant. Mendoze Amirante d'Arragon, qui avait été fait prisonnier à la journée de Nieuroport, & qui venait d'être échangé, lui

seul contre tous les prisonniers faits sur les Etats de l'Union, dans les Indes, en Espagne, en Portugal, & aux Pays - Bas, avait reçu d'Albert le commandement de cette armée. Plus faible que celle de Maurice, elle se tint toujours si bien retranchée, que ce Prince ne put jamais l'engager à risquer une bataille. Maurice donc recule vers la Meuse, & pour que l'on ne pût dire qu'il avait terminé la campagne sans rien exécuter, il s'assure en chemin du Château de Helmont, & vient le 18. de Juillet mettre le siège devant Gra- Siège de ve. Mendoze décampe alors de Tienen, suit l'ar-Grave. mée de Maurice, & se campe au dessous de la ville, dans le dessein de se servir de l'avantage d'une nuit fort sombre pour y jetter quelque secours d'hommes; dessein que l'activité de Maurice fit échouer. L'Amirante s'étant ensuite retiré vers Venlo, le siège fut poussé avec vigueur de la part des Hollandais, mais la ville fut aussi défendue avec tant de bravoure, qu'elle ne se rendit que le 19. de Septembre à des conditions honorables. Maurice s'étant fait reconnaître & installer solemnellement Seigneur de Grave, qui faisait une partie des domaines qu'avait possédés son père, congédia sa Cavalerie Allemande, & mit le reste de ses troupes dans leurs quartiers d'hyver. Le Comte Louis de Nassau s'était à l'approche de l'hyver jetté dans le Luxembourg, qu'il avait mis à contribution, & où après s'être emparé de S. Vit, il avait employé tout un mois à piller & à bruler une grande quantité de villages. Sur mer les Hollan-dais avaient eu cette année d'assez grands avan- Avantages tages sur l'ennemi. De 8 Galéres que Fréderic remportés Spi- fur mer.

Spinola avait ramenées d'Espagne, les Anglais en avaient détruit deux dans le Portugal. Deux autres avaient été entiérement britées près de Gravelines par les vaisseaux de guerre des Etats. L'inexpérience des pilotes en sit périr une près de Calais. Deux qui étaient fort endommagées gagnèrent Nieuwport, & la dernière, que Spinola lui-même montait, ne parvint, qu'après bien des peines & avoir couru les plus grands dangers, à entrer dans le port de Dunkerquer

Compagnie des Indes - Ovientales.

PHILIPPE III. ne voyait qu'avec peine les progrès du commerce des Hollandais & des Zélandais dans les Indes. Les richesses qu'ils en rapportaient en augmentant leur puissance, les mettaient en état de soutenir avec moins de peines une guerre longue & coûteuse. Occupé des moyens de détruire ou de resserrer aumoins ce commerce si préjudiciable à ses intérêts, il donna ordre à ses amiraux dans les mers des Indes d'empêcher que les sujets des Etats n'y commerçassent, & même de traiter en ennemis les Princes Indiens, qui favoriseraient le commerce des Hollandais. Jusqu'alors celui des Indes ne s'était fait que par des sociétés particulières, dont les facultés & la puissance n'étaient point assez étendues pour qu'elles pussent tenir tête à un ennemi ausli puissant que l'Espagnol. D'ailleurs l'intérêt même du commerce souffrait de cette multiplicité d'associations. Les Etats-Généraux, informés des ordres de Philippe, jugèrent que l'occasion se présentait d'elle-même de réunir toutes ces sociétés différentes en un seul corps. En effet cette résolution, dont devait naître tant d'avan-

tages pour la République naissante, fut exécutée. L'Octroi accordé à cette célèbre Compagnie, est du 20. Avril de cette année 1602. Il était concédé pour 21 ans confécutifs, & permettait aux seuls vaisseaux de la Compagnie de naviguer pendant ce terme à l'Ett du Cap de Bonne-Espérance, & par le Détroit de Magellan. Dès l'année même de son érection la Compagnie mit en mer une flotte de quatorze vaisseaux, commandée par l'Amiral Wybrand de Warwick. Vers la fin de l'année 1603. elle ajouta à cette 1603. flotte treize autres vaisseaux aux ordres d'Etienne. van der Hagen. L'on fait monter à plus de deux tonnes d'or l'équipement de ces deux flottes. Nous aurons occasion dans la suite de parler des expéditions faites par la Compagnie dans les Indes, & de faire voir peut - être par quels - moyens elle y a fait de si grands progrès *.

LE commencement de l'année 1603. fut re- 1603. marquable par la mort d'Elizabeth, Reine d'An-Mort d'Egleterre; cette grande Princesse étant morte le 3. lizabeth. d'Avril d'une espèce de maladie de langueur d'Angle. Avant sa mort elle avait nommé pour lui succé-terre. der à la Couronne, Jacques VI. Roi d'Ecosse. Un an plus tard ce Prince prit le nom de Jacques I. Roi de la Grande - Bretagne, son dessein étant de ne faire qu'un seul & même Royaume

L'on fait monter communément les premiers fonds, ou le Capital de la Compagnie des Indes, à 66 tonnes d'or (6600000 florins). Ces fonds n'ont pas toujours augmenté, & l'Auteur assure que l'on prétendait que 90 ans après son Etablissement ce Capital avait soussert une saible diminution, n'étant évalué alors qu'à 6440200 florins.

Tome II

Dd

de l'Angleterre & de l'Ecosse; dessein pourtant qu'il n'eut pas la gloire de voir réussir. Les Etats jugeant que l'avenement de Jacques Stuard au trone d'Angleterre ne manquerait pas d'influer fur les affaires de leur République, lui envoyèrent une Ambassade solemnelle pour le complimenter, & en même tems le prier de soutenir la cause des Provinces-Unies. Les Ambassadeurs demandèrent aussi la liberté de faire sortir des ports d'Angleterre, onze vaisseaux, que la Reine Elizabeth leur avait permis de charger de munitions de guerre & de bouche, & destinés à faire lever le siège d'Ostende. Jacques répondit amicalement, mais en termes vagues; s'exculant d'ailleurs sur le peu de tems qu'il était parvenu à la

Couronne.

Les hostilités cependant continuaient toujours entre les Espagnels & les Provinces de l'Union. Dès le 5. du mois de Mars, le Comte Henri de Bergues avait surpris le Château de Wagtendonk, au moyen de quelques troupes cachées dans une barque chargée de paille. Mais la garnison de la ville ayant été renforcée de quelque Cavalerie, reprit le Château pour les Etats au bout de fix jours. Quelques semaines plus tard Grobbendonk surprit cinq Cornettes de Cavalerie des Etats, qu'il obligea de prendre la fuite après avoir perdu soixante dix des leurs. Ce petit desavantage ne tarda pas à être abondamment compenté par la perte que les Zélandais causèrent à Fréderie Spinola. Il méditait une descente dans l'Isle de Waleberen, & étant sorti le 26. Mai du port de l'Ecluse avec huit Galères, il profita de l'avantage du vent & du Soleil pour attaquer, dans le Wielingen, troix vaisseaux de guerre des Etats & deux Galères, aux ordres du Vice-A-miral de Zélande, Juste de Moor. Mais l'équipage de de Moor, qui n'avait qu'un très-petit nombre de troupes sur ses vaisseaux, s'acquitta si bien de son devoir, & combattit avec tant de courage, que les Galères de Spinola, qui en étaient d'abord venues à l'abordage, surent obligées de se retirer à l'Ecluse, avec perte de plus de cent hommes, entre lesquels se trouva Spinola lui-même.

MAURICE, ayant encore assiégé Bois-le-Duc cette année sans pouvoir s'en rendre maitre, remporta cependant quelques - autres avantages sur l'ennemi. Ensuite il se jetta sur le pays de Cadfand où il emporta plusieurs forts. De là il passa à l'Ecluse, qu'il assiégea, & qui capitula le 20. du mois d'Août de l'année 1604. La perse de l'Ecluse fut sensible à l'ennemi, mais elle sut en quelque sorte réparée par la prise d'Ostende, qu' Ambroise Spinola, eut la gloire d'obliger à capituler, après un siège des plus meurtriers & qui avait duré plus de trois ans. Cette ville, qui ne présentait plus qu'un amas de décombres, se rendit le 2. du mois de Septembre de l'année 1604. Des deux côtés la perte fut égale, les Espagnols & les Etats ayant perdu chacun plus de 50,000 hommes. It inconcevable les sommes jugge coûta ce siège à l'ennemi, les frais pour la défense se montant du côté des Etats à cent mille florins par mois. Lorsqu'Albert & Isabelle y firent leur entrée après la reddition de la place, Ostende n'offrit plus à leurs yeux qu'un vaste terrein presque aud; ici s'élevaient des mon-Dd 2 ceaux

1604.

ceaux de terre & de sables; là le terrein creusé en fosses profondes & tortucuses faisait douter s'il y avait jamais eu d'édifices en cet endroit. Tous les ouvrages avaient été si totalement détruits, les ruines en étaient si confusément éparles, que l'on ne pouvait plus distinguer ceux qui avaient servi à la défense ou à l'attaque. Les murs des maisons de la vieille ville étaient seuls restés sur pié. Enfin, comme le dit du Maurier dans ses mémoires de Hollande; , Les Espagnols ne se virent , maîtres que d'un morceau de terre, qui pas-,, sait plûtôt pour un Cimetière que pour une ,, ville *." Les foldats de la garnison, reduits à trois mille hommes, qui s'étaient retirés à l'Ecluse avec leurs armes & quatre pièces de canon, y furent reçus par le Prince Maurice plutôt en vainqueurs qu'en hommes, qui avaient été obligés de se laisser vaincre. Les habitans se rendirent aussi à l'Ecluse, & il se passa un tems assez considérable, avant que personne vint s'établir à Ostende.

LE Roi d'Angleterre fit la paix cette année avec l'Espagne; quelques articles du traité se trouvèrent si opposés aux intérêts des Provinces-Unies, qui perdaient par là un allié puissant, que les Etats, pour en témoigner au Roi combien ils s'en trouvaient offentés, fermèrent à ses sujets la Navigation de l'Escaut. Cependant quelque tems après ils jugèrent à propos de dissimuler leur méconientement, & renvoyèrent même en Angleterre leur Agent ordinaire Noël de Caron, avec le tître d'Ambassadeur; tître sous lequel ce ministre

[•] Mémoires de du Maurier pag. 250. El-

DE LA HOLLANDE CHAP. IX. 421

nistre fut reçu & reconnu par le Roi, malgré toutes les oppositions de l'Ambassadeur d'Es-

pagne.

LE Prince Maurice avait formé le dessein d'ouvrir la campagne de cette année 1605, par 1605. le siège d'Anvers, alors encore la plus riche ville des Pays - Bas, quoiqu'elle eut déjà beaucoup perdu de sa splendeur, depuis qu'une grande partie de son commerce & de ses manufactures eut passé à Amsterdam & ailleurs. Mais le bruit des grands préparatifs que faisait le Prince pour cette entreprile, s'étant répandu trop tôt, Anvers, dont Spinola renforça auffitôt la garnison, se tint sur ses gardes, & Maurice sut obligé pour cette fois d'abandonner la partie. Un autre projet pour surprendre la villé de Gueldre échoua de même; & Spinola qui avait pris Oldenzeel & Lingen, eut encore la gloire d'obliger. Maurice à faire une retraite qu'il fit en bon ordre, il est vrai, mais qui dérangea aussi toutes ses mesures pour le reste de la campagne. A peu près vers le même tems Bucquoi s'empara aussi de Wagtendonk & du château de Krakou pour les Espagnols. Sur mer les Etats avaient eu quelqu'avantage; le Lieutenant Amiral Hautain ayant attaqué près des côtes de l'Angleterre une Escadre qui conduisait aux Pays - Bas douze - cens soldats de vieilles troupes Espagnolles, il s'empara de la plus grande partie des vaisseaux, dont plus de la moitié des troupes périt dans le combat avec l'officier qui les commandait.

L'AMIRAL de la Compagnie des Indes, Etien-Avantages remportés ne van der Hagen, après s'être emparé sur les par la Com-Portugais du château d'Amboine, & pris d'as-pagnie des faur Indes. Dd 3

saut celui de Tidor dans les Isles Malucques, s'assura de tout le commerce du girosse, & conclut
dissérents traités avec les Rois de Tidor & de
Tornate, & le Samorin de la côte de Malabar.
Les avantages qui en revinrent à la Compagnie
lui parurent si considérables, qu'elle sit partir
cette année une nouvelle flotte de onze vaisseaux
pour les Indes, dont elle donna la commandement
à Corneille Maatelief de Jonge (ou le jeune),
l'un de ses Directeurs.

ISOS.

SPINOLA prit en 1606. Lochem, Gral, & -Rynberk. Maurice, quoiqu'à la tête d'une armée suffisante, ne jugea cependant pas à propos de faire aucun mouvement pour faire lever le siège de cette dernière ville. Il craignait avec raison que, s'il dégarnissait les bords de l'Affel où il s'était porté, l'ennemi ne retournat de ce côté, pour essayer de passer les fleuves. Il aima donc mieux camper près de Wezel, où, pour tenir cependant le soldat en action, il prit à composition tous les forts que l'ennemi avait commencé à élever vers le confluent de la Lippe & du Rhin. La perte de Rynberk fut d'autant plus sensible aux Etats de l'Union, qu'ils s'appercevaient combien peu d'avantage l'on retirait des Places fortes, lorsqu'on les attaquait avec quelque vigueur. D'ailleurs l'on s'était généralement attendu à quelque chose de plus important de la part d'une armée aussi forte que celle que l'on avait-mis cette année sur pié. D'un autre côté Fréderic - Henri avait été repoussé, de devant Ven-10, qu'il avait voulu surprendre; il avait encore échoué dans une autre entreprise, formée pour emporter quelques villes de Flandres au moyen d'un nomnombre de Nageurs & de quelques navires Zélandais. Maurice ne fut pas plus heureux devant Grol, qu'il assiégea avant la fin de cette année, mais qu'il abandonna bientôt après, pour ne pas risquer une bataille contre Spinola, dont l'armée pourtant était fort inférieure à celle du Prince.

Si l'armée de terre ne remporta pas de grands avantages cette année, les forces navales furent peut être moins heureuses encore. Le Lieutenant - Amiral Guillaume Hautain envoyé par les Etats avec une flotte de vingt - quatre vaisseaux, pour se vanger de la prise de quelques navires marchands dont les Espagnols avaient noyé, pendu, & brulé l'équipage, prit d'abord plusieurs vaisseaux de l'ennemi, & retint même si longtems la flotte Portugaise enfermée, que désespérant de pouvoir sortir des ports, elle sut obligée de desappareiller. Hautain avait ordre aussi d'attaquer les vaisseaux Espagnols destinés pour les Indes Occidentales. Il fut moins heureux dans cette expédition; un des vaisseaux Espagnols en ayant accroché un des siens, le seu s'y mit & les consuma tous deux. La tempête en fit périr trois autres de l'ennemi, qui avec quatre qui lui restaient regagna la Havane, pour y attendre une meilleure occasion de mettre en mer. Ainsi Hautain, à qui les vivres commençaient à manquer, revint au commencement de l'Eté, bien plurôt qu'il n'était attendu, & sans avoir pû remplie toute la commission dont il était chargé. mois de Septembre suivant il fit voile pour la seconde fois avec vingt-quatre autres vaisseaux, dont six furent d'abord dispersés & écartés de Dd4

la flotte par une tempête. Aux environs du Cap S. Vincent, Don Louis de Fasciardo, qui commandait dans ces parages les forces navales d'Espagne, se jetta à la faveur du vent si inopinément sur la flotte Hollandaise avec huit gros Gallions, qu'avant que l'on se fut apperçu, que l'ennemi était si près, le Vice-Amiral de Zélande, Reinier Klaaszoon, se trouva engagé dans un rude combat avec l'un de ces Gallions. vue de ce combat & la grandeur énorme des Gallions effrayèrent tellement les Hollandais, qu'ils se tinrent hors de la portée du canon, & que vers la nuit ils prirent le large. Le brave Klaas. zoon, quoiqu'abandonné des siens, soutint deux jours entiers avec une intrépidité sans exemple Résolution tout le seu de l'ennemi. Enfin ayant perdu presdésespérée que tout son monde, son vaisseau étant tout-àfait dématé & faisant eau de toutes parts, Klaaszoon, dans l'impossibilité d'échapper à l'ennemi, propose & fait approuver au reste de son équipage le dessein désespéré qu'il venait de former, & qui dans l'extrêmité à laquelle il se voyait reduit, ne pouvait, selon lui, qu'être avantageux à sa patrie. Il se jette aussitôt à genoux avec tout son monde; demande à Dieu le pardon de l'action qu'ils allaient commettre, & mettant d'abord le seu aux poudres, il se fait sauter en l'air avec son vaisseau & soixante hommes. Deux de ces malheureux furent retirés de l'eau à demi brulés; les Espagnols admirèrent avec une sorte d'effroi la férocité & l'opiniatreté qui se peignaient encore dans les yeux & les expressions de ces hommes déjà expirants.

du Vice .

A miral

Kigas -

Reon.

Au mois de Mars de cette année mourut à Is-Mort da Courte de . Sel-

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 425

la jeunesse de Maurice, les Etats lui avaient con-du Cointe sié le commandement de leurs forces. Guerrier Nasjau. plein de courage, on lui reproche d'avoir manqué quelquesois de conduite. Jean de Nassau, surnommé l'Ancien, frère de Guillaume l. Prince d'Orange, mourut aussi au mois de Décembre, dans un âge fort avancé. Dès le commencement des troubles il avait rendu de grands services à son frère & aux Etats-Unis & par ses conseils & par sa bourse. Il avait été sait Stadhouder de la Province de Gueldres, & avait été l'un des principaux Auteurs de l'Union d'Utrecht.

PHILIPPE-GUILLAUME, Prince d'O- Mariage range, épousa aussi cette année la fille du Prince de Philip- de Condé. Ce mariage avec une fille de la mai-pe-Guilson de Bourbon, l'ailliait au Roi Henri IV. ce Prince qui par la suite lui assura la paisible jouissance de d'Orange.

la ville & de la principauté d'Orange.

DE's le commencement du printems de l'année 1607. il se sit comme à l'ordinaire plusieurs entreprises de part & d'autre; qui toutes pourtant furent d'assez peu d'importance. L'ennemi prit & brula un fort près du Bommelerwaart; Fréderic-Henri de son côté s'empara d'Erkelens par surprise. Le Comte Henri de Bergues y ayant été fait prisonnier, son frère, le Comte Fréderic, résolut pour s'en venger, de surprendre Aardenbourg au moyen des intelligences qu'il y entretenait. Mais le complot sut découvert à tems, & les traitres surent punis.

Vers le même tems les Etats-Généraux con-Le Châsentirent, aux instantes prières du Magistrat de teau de Groningue, à faire démolir le Château que l'on démoli.

Dds

y avait fait construire en 1600. Depuis que le repos était rétabli dans cette ville, gouvernée d'ailleurs par des personnes à l'abri de tout soupçon, cette sorteresse était devenue inutile; desorte que les Etats-Généraux jugèrent qu'il ne
convenait pas de laisser subsister plus longtems
ce monument de leur supériorité sur un peuple,
qui jouissait de la même liberté que le reste des
Provinces de l'Union.

1607. En l'année 1607. Jacques van Heemskerk, qui Heemskerk avait déjà fait le dangereux voyage de la Noubat la flotte velle-Zemble, fut mis à la tête d'une flotte de Lipagnolle, vingt-six vaisseaux de guerre, envoyée par les

Etats contre les Espagnols. Don Juan Alvarez d'Avila était à l'ancre avec neuf Gallions & douze vaisseaux de guerre dans la Baye de Gilbraltar. Lorsqu'il vit les vaisseaux Hollandais, de beaucoup plus petits que les siens, s'avancer vers lui, il demanda à un prisonnier qu'il avait sur son bord, ce qu'il pensait du dessein qu'ils pouvaient avoir. Mais lorsque l'autre lui eut répondu qu'il devait s'attendre à en être attaqué dans l'instant, d'Avila, qui estimait son vaisseau Amiral seul plus fort que toute la flotte Hollandaise, éclata de rire, ne pouvant s'imaginer que son prisonnier parlât sérieusement. Le combat pourtant sut bientôt engagé; à la seconde bordée que lacha d'Avila contre le vaisseau de Heèmskerk, celui-ci eut la jambe gauche emportée, dont il mourut quelques momens après. Avant d'expirer il exhorta les siens à continuer le combat avec vigueur, & à chercher dans la défaite de l'ennemi à se consoler de la perte qu'ils allaient faire de leur Amiral. En effet les Hollandais se battirent

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 427

avec tant de bravoure, que bientôt ils eurent remporté une victoire complette, qui les couvrit de
gloire, mais qui ne leur procura pas de grands
avantages. Le corps du brave Heemskerk rapporté dans sa Patrie, sut enterré aux dépens de l'Etat * dans la vieille Eglise d'Amsterdam, où quelque tems après, pour perpétuer la mémoire de
ce grand homme, on lui éleva un superbe monument.

CEPENDANT les Archiducs, de l'aveu & avec Négocia? la permission du Roi d'Espagne, étaient entrés en tions, pour négociations avec les Etats, comme avec un Peu-parvenir à ple libre sur lequel l'on ne formait plus de pré-la paix ou tentions. Les Espagnols désiraient ardemment la une Trêpaix, ou du moins une trêve de quelques années. Ve. Le Père Jean Nyen, Provincial des Cordéliers, fut employé par les Archiducs pour traiter avec les Députés des Etats. Bientôt il y eut une suspension d'armes de conclue pour huit mois, mais avec des restrictions, qui laissaient aux Hollandais la liberté de continuer les hostilités sur mer, où ils étaient plus forts que les Espagnols; & même sur terre avec leur cavalerie, très-supérieure aussi à celle de l'ennemi. Pendant l'Armistice le Père Nyen tenta la fidélité de plusieurs personnes, soit par son éloquence, soit par ses promesses. Celui pourtant qu'il s'appliqua le plus à gagner, fur le sieur Corneille Aarsens, Greffier des Etats-Généraux. Il lui promit de la part de Spinola cinquante-mille écus s'il avançait par ses conseils

la

L'on remarque que personne en Hollande avant Heemskerk n'avait en la gloire d'être enterré aux dépens du Public.

la conclusion de la paix, ou d'une trêve de neuf Il lui remit en même tems une obligation de la dite somme, dont il offrit de lui faire payer sur le champ quinze mille écus, & lui présenta un diamant de prix pour sa femme. Aarsens hésita quelque tems; mais après plusieurs refus il accepta le diamant & l'obligation; avec la précaution cependant d'en donner connaissance au Prince Maurice & au Pensionaire Barnevelt, & même quelque tems après aux Etats-Généraux, qui remirent l'un & l'autre présent à leur Trésorier George de Bie, homme d'une fidélité à toute épreuve. Le diamant & l'obligation furent ensuite remis par ordre des Etats - Généraux à Louis Verreiken, qui leur apportait la ratification de la suspension d'armes de la part des Archiducs. Verreiken, feignant d'être surpris que l'on reprochât à ses maîtres d'avoir voulu corrompre la fidélité de quelques membres des Etats ou celle de leurs Ministres, assura que les Archiducs n'avaient eu aucune part à quelqu'action de cette nature que ce fut, ajoutant qu'il ne fallait pas s'étonner que des Moines, gens naturellement avares, jugeassent des autres par eux-mêmes. Aarsens cependant ne put éviter le reproche d'avoir prêté l'oreille à la corruption, ce qui l'obligea à publier une espèce d'apologie de sa conduite, qui comme tous les écrits de cette espèce, fut diversement interprêtée.

Vues différentes de Roi d'Espagne, ceux qui voulaient la continuaMaurice & tion de la guerre, & ceux qui avaient désiré
que la paix pût se conclure, faisaient tous leurs
efforts pour gagner des partisans de leurs diffé-

ren-

rentes opinions. Le Prince Maurice, & le Pensionnaire Barneveld, pouvaient être considérés comme les chefs de ces deux factions opposées. Le Prince, qui aimait la gloire que donnent les armes, & qui prévoyait d'ailleurs que la paix ne pouvait que diminuer la grande autorité qu'il avait en main, mettait tout en œuvre pour engager la Frise & Groningue à se déclarer avec la Zélande, contre les négociations. Les Ministres de la Religion, presque tous dévoués à Maurice, sécondaient ses vues avec zèle, & prêchaient publiquement qu'il ne fallait point traiter avec l'Espagnol; parler de paix, être porté pour la paix, était, selon eux & ceux de leur parti, avoir des intelligences secrètes & criminelles avec l'ennemi. La Magistrature de la plûpart des villes défirait cependant la fin de la guerre; l'éloquence persuasive du Pensionnaire les ayant presque tous gagné à son opinion. Le Prince, qui ne pouvait souffrir patiemment que cet habile politique le traversat ainsi dans ses vues, témoignait assez ouvertement qu'il suspectait sa fidélité. D'un autre côté, quoique Barneveld ne parlât jamais du Prince qu'avec le plus grand respect, il faisait pourtant paraître quelquefois qu'il craignait que Maurice ne cherchat à se rendre trop puissant dans l'Etat, & que ce ne fut là l'unique motif qui portât ce Prince à insister si vivement pour la continuation de la guerre. Il n'était guères possible de tarir si bien la source de cette mesintelligence entre ces deux grands hommes, qu'elle ne se r'ouvrît de tems à autre. L'on raconte même que la colère de Maurice s'échauffa un jour au point, qu'il donna

AND ABREGE' DE L'HISTOIRE

un démenti public à Barneveld, en levant en même tems la main pour le frapper. Au reste, comme l'on n'a d'autre preuve d'une violence, si peu digne d'un aussi grand Prince, que ce qu'en dit Aubery du Maurier * dans ses Mémoires, l'on n'oscrait assurer que Maurice se soit oublié à ce point.

Le Beem ster deiléche.

L'Esperance d'une paix prochaine, jointe à l'activité naturelle des Hollandais, qui ne leur permettait pas de jouir de l'augmentation de leurs richesses, sans en faire un usage utile, engagerent vers ce tems quelques particuliers à demander permission aux Etats de dessécher le Beemster, Lac de la Nord-Hollande, profond de six piés & de sept lieues de circuit. La permission sur accordée, & l'ouvrage commencé en 1608. ne fut achevé qu'en 1612. Le desséchement de ce Lac a par la suite beauconp contribué à l'accroissement de la petite ville de Purmerende.

d'Espagne.

Au commencement du mois de février de l'an-Négocia. née 1608. les Ambassadeurs d'Espagne se renditions avec rent en Hollande pour y'entamer les négociales Ambas-tions de paix. Le Marquis Ambrosio Spinola, sadeurs le même qui avait sorcé Ossende à capituler, était à la tête de l'Ambassade, composée de quatre autres personnes, Jean Richardot, membre du Conseil d'Etat des Archidues, & Président du Conseil privé; Don Juan de Mancicidor Sécrétaire du Roi d'Espagne; le Père Neyen & Ver-reiken. Le Prince Maurice, accompagné & suivi d'un cortége nombreux; alla au devant des

A' la page 293.

Ambassadeurs jusqu'à une demie-lieue de la Haye. Les deux plus grands Généraux que l'Europe eut alors, se saluèrent avec cette estime sentie & véritable que les grands hommes conservent toujours pour leurs semblables, dans quelque parti qu'ils se trouvent engagés. Spinola entra ensuite dans le Carosse de Maurice, où ces deux Héros se donnèrent sur leur bravoure réciproque de ces louanges justement méritées que l'envie ne déguise point, & que n'exagère pas la flatterie. Dès que les Ambasfadeurs Espagnols eurent reçu leur première audience des Etats Généraux, ils entrèrent en négociation avec les Plénipotentiaires de leurs Hautes - Puissances, qui avaient choisi la Haye pour le lieu des conférences. Avant d'entamer aucune négociation les Etats se firent reconnaître par les Espagnols pour une Puissance libre & indépendante; ce que ceux-ci firent si pleinement, que Richardot dit même à cette occasion, que quand même les Provinces de l'Union voudraient se faire ériger en royaume, eux Espagnols ne s'y opposeraient pas. L'article de la Navigation des Indes rencontra, au contraire, de trèsgrandes difficultés de la part des Espagnols. Comme l'on prévoyait aussi qu'il ne serait guères plus facile de s'accorder sur l'article de la Religion. on le recula jusqu'à la fin des négociations. Il s'éleva encore de grandes contestations au sujet du commerce respectif, les Etats s'obstinant à refuser de r'ouvrir aux Espagnols la navigation libre d'Anvers, sur laquelle ceux - ci insistaient. Les Négociations trainant ainsi en longueur, on prolongea l'armistice jusqu'à la sin

de l'année; mais les Espagnols ne voulant point accorder aux Hollandais la liberté de naviguer aux Indes, & prétendant que les Catholiques-Romains eussent le libre exercice de leur Religion dans les Provinces - Unies, les Etats - Gé-

treté des Espagnols sur deux points, dont les Etats ne pouvaient se relacher avec honneur. & par la fermeté de ceux-ci à ne point vouloir

néraux rompirent les Négociations. La paix était devenue impossible par l'opinia-

céder des droits & des avantages, auxquels étaient si étroitement liés l'intérêt de leur conscience, & celui de la prospérité de leur République naissante. Les Ambassadeurs de Franbassadeurs ce & d'Angleterre proposèrent alors, & conseil-

seillent la trêve.

de France lèrent de la part de leurs Maîtres, de travail-& d'Angle-ler au moins à conclure une trêve de plusieurs années. Suivant un traité fait avec la France; Henri IV. en cas que la guerre se prolongeat, se serait trouvé obligé de soumir des secours, dont il ne voulait pas porter seul tous les frais, & Jacques I. Roi d'Angleterre refusait d'y contribuer pour sa part; d'ailleurs Henri n'ignorait pas que, dès le commencement des Négocintions, les Espagnols avaient paru portés pour une trêve. Un autre motif, à ce que l'on prétend, engageait ce Monarque à déconseiller la continuation de la guerre: il cherchait, dit-on, à se rendre maître des Provinces Unies, par le secours du Prince Maurice, du Comte Guillaume de Nassau, du Pensionaire Barneveld, & de quelques - autres. Le Président Jeannin, Ambassadeur de France, offrit vers ce tems un présent de 20,000 florins au Pensionnaire, que celui - ci lui-ci accepta après quelques refus. Barneveld cependant déclara toujours que ce don ne lui avait été remis de la part du Roi que comme une gratification de services antérieurs rendus à Sa Majesté, & en conséquence d'une promesse, qui lui en avait été saite en 1598; ajoutant que jamais il n'avait traité avec personne, pour céder au Roi de France la souveraineté des Provinces-Unies*.

Les Etats, à l'exception de ceux de Zélande ce-

* *

* Il se peut que Barneveld ait accusé vrai; l'on doit même croire, que ce fage Ministre, qui avait rendu & qui rendit encore de si grands services à sa patrie, n'était pas homine à se laisser corrompre pour la remettre sous le joug d'une Puissance étrangère. Cependant, quand l'on considère le tems auquel il reçut les 20,000 florins dont on vient de parler, & que l'on fait attention à un article des instructions sécrètes du Président Jeannin, il est assez difficile de ne pas former quelque soupçon sur le motif qui sit offrir & accepter un présent aussi considérable. Dans une de ses lettres Henri IV. Jeannin demandait à ce Prince, " si Sa Ma-" jesté ne trouverait pas à propos, que l'on offrit des pen-" sions au Prince Maurice & au Comte Guillaume, & qu'on " leur déclarat ce qu'Elle voulait faire pour eux, en cas que par leur secours le Roi pût se rendre maître des Provin-,, ces-Unies? Et ce que, en pareil cas, Sa Majesté vou-, drait faire pour Monsieur Barneveld?" Le Roi répondit: " En cas de paix ou d'une trêve de plusieurs années, , l'on donnera au Prince Maurice une pension de dix-mille , florins, & une de quatre-mille à chacun des deux autres. 5, Sa Majesté permet au Sieur Jeannin de promettre aux dits ,, Messieurs, & à tous autres, pour la fin ci-dessus men-; tionnée, tels présens & telles pensions qu'il jugera nél'ont ern ses ennemis, il est toujours sûr, que dans les circonstances où il se trouvait, sa conduite a été très-strégus lière, & peut-être justement suspectée.

Tome II

cependant, résolurent unanimément d'écouter les propositions de la trêve. Mais avant tout ils exigerent que l'on y reconnaitrait & confirmerait leur liberté & leur indépendance, non conditionnellement & pour un certain tems, mais purement & simplement & d'une manière irrévocable. Le Prince Maurice, à qui une trêve, de même que la paix, ne pouvait être que désavantageuse, & par la diminution de sa puissance, & par celle de ses revenus, mettait tout en œuvre pour faire échouer le dessein de la trêve. Il est vrai que ce Prince ne se servait pas hautement des motifs de son propre intérêt pour la déconfeiller; mais il écrivit aux différentes villes de la Hollande une lettre, dans laquelle il leur représentait, que si les Provinces ne pouvaient s'assurer d'une paix solide & durable, elles resteraient surchargées de tout le fardeau de la guerre: que le commerce en souffrirait, celui surtout dont les profits dépendaient de la continuation de la guerre, & qui faisait subsister plus d'un tiers des habitans; ce qui serait cause qu'aussitôt après l'expiration de la trêve, peut-être même avant ce terme, l'on se verrait obligé de faire un traité honteux avec l'ennemi, & de se soumettre lâchement au joug qu'il voudrait leur impoler de nouveau. Au reste en donnant son avis le Prince affurait qu'il n'avait en vue que le bienêtre des Provinces. Un nommé Lambert, que le Prince avait envoyé en France, eut l'imprudence d'y faire courir le bruit, que ,, la plupart des , villes de Hollande, & toute la Zélande étaient , d'accord avec Maurice, qui aimerait mieux , mourir que de contentir à la trêve proposée:

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 435

, que bon gré, malgré, les autres Provinces se-, raient forcées de suivre l'exemple de la Hol-, lande & de la Zélande, & d'en recevoir la loi: , qu'Oldenharneveld commençait à s'appercevoir , de sa faute, & à rechercher la saveur de Mau-, rice: que lui & les deux Aarsens avaient trahi , l'Etat: que le Pensionnaire & le Gressier Aar-, sens couraient grand risque de la vie, ou du , moins de perdre leurs emplois." Il est vrai que Maurice lui-même déclara quelque tems après, qu'il n'avait jamais donné ordre de répan-

dre ces bruits.

L'AMBASSADEUR de France cependant prévoyant que cette mesintelligence allait replonger l'Etat dans une guerre, qui ne pouvait probablement que hâter sa chûte, parla avec force dans l'assemblée des Etats-Généraux, pour les engager à commencer & à pousser sans délai les négociations de la trêve. Il livra en même tems un Mémoire, dans lequel il répondait article par article à toutes les raisons employés par le Prince dans sa lettre aux villes de la Hollande. Maurice de son côté écrivit une seconde lettre pour faire voir la solidité des raisons qu'il avait alléguées pour rejetter la trêve. appuyait principalement sur le grand danger que la trêve ne fomentât la division dans les Provinces; qu'elle ne facilitat à l'ennemi les moyens de corrompre certaines personnes; danger qu'aucune autorité ou puissance ne pourrait alors prévenir ou empêcher. Maurice ne s'en tint pas là; il fit un tour dans la plupart des villes de la Hollande, où il ne négligea aucun des motifs qu'il crut les plus propres à convaincre les Magi-Ee & itrais.

strats, qu'il ne fallait point penser à conclure de trève, par laquelle l'indépendance & la liber-, té du pays ne seraient point confirmées pour toujours, en termes clairs & précis, & d'une manière irrévocable.

Les lettres du Prince & plusieurs autres écrits de moindre importance qui parurent alors, causèrent une violente fermentation dans les Esprits. Dans ces libelles l'on faisait du Pensionnaire & des deux Aarsens le portrait le plus affreux. Trois lettres anonymes, que l'on remit aux Etats, qui les firent lire dans leur Assemblée, parlaient de la trêve comme d'une ruse inventée par l'ennemi & par Barneveld, qui, disoit on, employait les intrigues & des machinations criminelles pour forcer les Etats à la conclure, &c venir à bout de ses pernicieux desseins; conduite pour laquelle on le jugeait digne d'être puni du supplice des traitres. Cette lecture excita l'indignation de toute l'assemblée contre l'auteur des Birneveld lettres; Maurice lui-même déclara qu'il fallait

fe de met en faire des perquisitions & tâcher de s'assurer de tous ses de sa personne. Barneveld, se voyant exposé à tous les coups d'une haine si surieuse, se démit

au moment même de tous ses emplois, après avoir assuré les Etats; que, ,, le mécontente,, ment & la haine des grands n'avaient pour lui rien de nouveaus que, quoiqu'il s'y sur vit

,, rien de nouveau; que, quoiqu'il s'y fut vû, exposé, aucune crainte, aucun danger n'a-

,, vaient pû le détourner de rendre service à sa ,, patrie, parce que contre tous les cris de la

,, calomnie, contre tous les accidens imprévus ,, il s'était toujours armé de l'idée consolante

,, que sa conscience était pure. Mais aujour-

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX: 437

, d'hui, ajoute-t-il, que l'affaire de la trêve, , désagréable par elle-même, devient odieuse , par la haine que l'on en portait à sa person-, ne, il priait les Etats de nommer à sa place , un ministre moins hai, pour travailler au bien-Pensionnaire s'étant levé, se retira. Les Etats cependant, qui eussent difficillement trouvé un ministre plus habile & plus intègre, lui députèrent quelques personnes d'entre eux, pour le prier de ne point abandonner l'Etat dans des tems aussi difficiles, lui qui l'avait si longtems & si sidellement servi par ses conseils. Barne- Il se laiste veld aimait trop sa patrie, & connaissait trop ses persuader devoirs envers elle pour s'opiniâtrer à lui refu-prendre, ses ses services. Il lui fit encore le sacrifice de fon repos, & reprit l'emploi pénible & dange-reux de Pentionnaire. Toute l'Assemblée témoigna la plus grande satisfaction du retour de cet habile ministre; les ennemis même qu'il y eavait, n'osèrent dans cette occasion faire paraître leur mécontentement.

BIENTÔT la plus grande partie des membres La plupart de l'Assemblée des Etats de Hollande consentit des Proà la trêve; cinq autres Provinces y accédèrent fentent à aussi peu après; de sorte qu'il n'y eut que la accepter la Zélande & le Prince Maurice, qui continuèrent trève, à y apporter les plus fortes oppositions. Mais dès que Jeannin & Spencer Ambassadeurs de France & d'Angleterre, eurent représenté aux Zélandais, que la République n'avait aucuns secours à attendre de leurs maîtres, si l'on s'obstinait à rejetter la trêve; les Deputés de Zélande se rapprochèrent un peu de la pluralité. Maurice le leurs mâtres prochèrent un peu de la pluralité. Maurice le mê-

même, que Jeannin était parvenu à réconcilier avec Barneveld, changea de sentiment, & confentit enfin à donner la voix; surtout après que le Pensionnaire eut accordé à ce Prince, que pendant la durée de la trêve, il était nécessaire d'avoir sur pié une armée de trente mille hommes.

La trêve fignée & publice.

DELFT & Amsterdam étaient les seules villes de la Hollande qui persistaient à refuser leurs fuffrages; elles se joignirent enfin aux autres villes de la Province; & la Zélande ayant, avant la fin du mois de Novembre, envoyé ses Députés à la Huye avec ordre d'accéder à la majorité, il fut résolu de pousser les Négociations. Quoique l'on eut encore de part & d'autre quelques obstacles à surmonter, principalement au sujet de la navigation & du Commerce des Indes, l'on pavint enfin à signer à Rergen- op . Zoom, le 9 Avril 1609, une Trêve de douze ans, qui tut solemnellement publiée à la Haye le 21. du même mois. Le Roi d'Espagne & les Archiducs, par la traité conclu sous la garantie des Rois de France & d'Angleterre, y reconnaissaient & déclaraient les Etats-Généraux des Provinces- Unies, pour Pays, Provinces & Etats libres & indépendants, sur lesquels Sa Majesté & les Archiducs n'avaient aucun droit ni aucunes prétentions à former. Pour indemniser le Prince Maurice, les Etats lui conservèrent toutes ses Pensions, montant à quatre-vingt mille florins par an. Ils lui accorderent une somme pareille, pour le dédommager de la perte des contributions & confiscations qu'il pouvait espérer en tems de guerre. S'il venait à se marier, les Etats

1609.

Etats lui promettaient encore une pension annuelle de vingt-cinq mille florins; & quoique le Prince ne se soit jamais marié, Jeannin sit si bien auprès des Etats, qu'il les engagea à assurer dès lors même cette pension au Prince. Les appointemens du Comte Fréderic-Henri, strère de Maurice, surent portés à trente-mille slorins; & ceux du Comte Guillaume-Louis à environ cin-

quante-mille florins par an.

HENRI IV. qui procurait tous ces avantages à la maison de Nassau, mais principalement à Maurice, qu'il cherchait à s'attacher de plus en plus, ne s'en tint pas là. Il voulut que l'on accordat au Prince plus d'autorité dans l'administration de la République, pourvû cependant que Barneveld fût continué dans le ministère. 11 fallait pour cela faire quelques changemens dans la forme actuelle du gouvernement, qui depuis quelques années était sur un tout autre pié qu'au commencement de la guerre. L'Assemblée des Etats-Généraux jouissait de la plus haute considération; les fréquentes Ambassades qu'elle avait reçues des plus puissants Princes de l'Europe pendant les Négociations de la trêve, n'avaient pas peu contribué à augmenter l'éclat & la gloire de cet auguste Corps. Barneveld quoique simple Ministre des Etats de Hollande, jouissait luimême d'une grande partie de cette considération, en ce que Député ordinaire de sa Province à l'Assemblée des Etats-Généraux, il avait l'art d'y faire valoir toutes les délibérations de ses maîtres, & de donner du poids à leur suffrage. D'ailleurs le grand crédit, où ses longs services l'avaient mis auprès des Etats de Hollande, fai-Ec 4 fair

sait qu'il était maître d'y diriger les voix à sa volonté. Et comme la plûpart des autres Provinces se rangeaient d'ordinaire du côté de celle de Hollande comme la plus puissante, il ne faut point s'étonner que maître de presque toutes les voix, le grand Pensionnaire, par son habileté, fe fut acquis tant de considération & d'autorité dans l'Assemblée des Etats-Généraux. Ce n'était donc qu'en Zélande que le crédit du Prince Maurice l'emportait, & ce fut aussi par la résiilance de cette seule Province, qu'il arrêta fi longtems les résolutions de l'Assemblée pour la paix ou pour une trêve, que Barneveld jugeait indispensables.

biir un Con cie d'Eget.

L'on piot Telle était alors la forme du gouvernement. pose d'étai L'on jugea que, s'il s'élevait quelque différend entre les Provinces, ou entre les villes de chaque Province, l'on manquait d'un moyen fixe & assuré de décider la querelle. Pour prévenir cet inconvénient, faire cesser la longueur des délibérations des États-Généraux, & termine: avec plus de célérité toutes les affaires, qui en exi-genient, l'on proposa d'établir un Conseil-d'Etat, dont le Prince Maurice serait le Chef. Le Roi de France lui - même ordonna à son Ambas--sadeur de travailler avec prudence à saire réussir ce projet. Mais Jeannin n'ignorait pas qu'il serait ties-difficile de porter Barneveld à y confentir *. Le Pensionnaire ne prévoyait que trop, que

[•] Le Conseiller Franken, qui, à ce que rapporte le Rédicteur Hollandais, avait plus d'une fois été trouvé menteur par Ulterboguerd, avait raconté à ce Ministre, que "le ,, l'enfionnaire lui avait dit, avant que la trêve sut con-, clue,

DE LA HOLLANDE. CHAP. IX. 446

que si l'on mettait le Prince à la tête d'un Conseil de régence, son autorité, à lui, en souffrirait
une diminution considérable; d'ailleurs il appréhendait les suites les plus facheuses, si l'on
accordait au Prince un pouvoir si étendu. Ensin, dit le célèbre Grotius, ceux qui avaient intérêt que les choses restassent telles qu'elles
étaient alors, n'eurent point de peine à faire reculer, jusqu'après la conclusion de la trêve, &
ensuite jusqu'après la conclusion de la trêve, &
ensuite jusqu'à la fin de l'année, les changemens
proposés dans la forme du Gouvernement; desorte que, de délais en délais, l'affaire ne sut
plus remise sur le tapis.

La Trêve de douze ans ayant enfin été heu- Les Erass reusement conclue, les Etats, de même que les congéd ent Archiducs, ne tardèrent pas à congédier une par-une partie de leurs troupes. Toutes les compagnies su troupes, rent reduites à soixante-dix hommes chacune, desorte qu'à la grande satisfaction des Officiers, il n'y eut pas une seule Compagnie d'entièrement congédiée. Par cette réduction le total des troupes de la République, qui avait été, à la dernière revue, de quarante-deux-mille Fan-

tas-

[&]quot; clue, qu'il fallait traiter avec le Prince aux mêmes con" ditions qu'on l'avait fait avec Guillaume I. son Père; mais
" que depuis ce tems le Pensionnaire n'avait plus parlé de
" cette affaire." Au reste, ajoute encore le Rédacteur,
ceci ne prouve nullement, que le Pensionnaire ait réellement jamais eu cette opinion; & Franken, qui n'était ni
l'ami de Barneveld ni celui d'Uitenbogaard, a très-bien pû
faire ce récit controuvé, pour faire savoir à d'autres ce que
lui-même déstrait; peut-être aussi pour saire continuer,
ou même rendre encore plus grande, la mesintelligence qui
était alors entre le Prince Maurice & Barneveld.

tassins, & de quatre-mille Cavaliers, fut porté à trente mille hommes d'Infanterie & trois mille chevaux.

Le 7. du mois de Juillet fut remise aux Etats la ratification de la trêve par le Roi d'Espagne. Ce Prince la confirmait en toutes ses parties, pour tout ce qui le concernait, & promettait de l'entretenir inviolablement de son côté. Cette ratification ayant mis la dernière main à la trêve de douze ans, les Provinces - Unies se virent rendues à un état de tranquillité que la plupart de leurs habitans n'avaient point connue, & à laquelle même plusieurs eurent de la peine à s'accoutumer. Les Nations étrangères admiraient comme une chose au dessus de toute croyance, que l'on eut pû forcer un monarque aussi puissant que celui d'Espagne à reconnaître la liberté & l'indépendance des Provinces - Unies, & à leur céder une grande partie du Commerce des Indes. C'était la meilleure & la plus forte preuve que l'on put apporter en faveur des forces & de la puissance d'une République libre, & de la sagesse de son gouvernement. Aussi plusieurs Princes & Etats se firent-ils depuis une gloire de rechercher l'Alliance des Provinces - Unies.

CHAPITRE X.

Commençant en 1609. à la conclusion de la trêve, & finissant en 1625. à la mort de MAURICE, Prince d'Orange.

A Trêve qui venait de se conclure rendait, pour un tems au moins, aux Provinces de l'Union un repos, dont elles avaient bien besoin pour achever d'élever l'édifice de leur liberté & de leur indépendance. Elles ne craignaient pas, il est vrai, que l'Espagnol cherchat à le détruire; mais les fondemens en étaient encore trop fraichement posés, pour que l'on se rassurât inconsidérément sur toutes les secousses, qui pouvaient contribuer à l'ébranler, & peut-être à le renverser ensuite tout-à-fait. Pour ne laisser aucun doute sur les droits de souveraineté qu'ils s'étaient si chérement acquis, les Etats-Généraux commencèrent dès lors à agir en tout en Souverains libres & indépendants. Ils envoyèrent dans toutes les Cours étrangères des Ministres revêtus du tître d'Ambassadeurs; ils reçurent de tous les Princes des Ambassades solemnelles; ils conclurent enfin, comme peuple libre & souverain, divers traités avec plusieurs Puissances, & entr'autres un d'alliance & de commerce cette année même 1609. avec Muley Zaiden, Roi de Maroc.

TANDISQUE la nouvelle République, respectée

pectée au dehors, y jouissait de la gloire de s'être si courageusement affranchie; tandis que, pendant le filence des armes, elle s'occupait au dedans des moyens d'affurer la puissance & de gouverner ses peuples avec sagesse & douceur; des troubles intestins, d'autant plus dangereux que la source en était moins connue, déchiraient son sein & la mirent à deux doigts de sa chûte.

glifes Reformées des Provinces-Unies.

Divisions JACQUES Arminius & François Gomarus, tous dans les E-deux Professeurs en Théologie à l'Université de Leyde, soutinrent, sur les Décrets de Dieu, la Confession de foi, & le Cathéchisme, des opinions si diamétralement opposées, & se chargerent l'un l'autre d'inculpations si odieuses, que dès le mois de Décembre de 1608. ils avaient été cités à comparaître devant le Haut-Confeil, qui imposa silence aux deux Prosesseurs, leur ordonnant de se supporter en concorde, & d'attendre en paix que cette dispute sut décidée & terminée dans un Synode National où Provincial; le silence cependant sut mal observé, & les opinions des deux Professeurs percèrent de plus en plus. Les Ministres pour la plupart suivaient le sentiment de Gomarus, qui soutenaient que, "Dieu, par un Décret éternel & absolu, , avait arrêté quels hommes seraient sauvés, & , quels seraient damnés. Que, suivant ce Dé-,, cret quelques uns étaient attirés à la foi & à , la piété, tandis que Dieu laissait les autres , ensevelis dans leur misère & leur impiété." La Magistrature au contraire était assez généralement pour l'opinion plus modérée d'Arminius, qui disait que, , Dieu de toute éternité , avait avait fait cette distinction entre les Pécheurs; que ceux qui se repentiraient de leurs fautes & mettraient leur confiance en Jesus-Christ, , recevraient le pardon de leurs péchés & la vie , éternelle; mais que les impénitens seraient , punis. Que Dieu désirait que tous les hont-, mes se convertissent, & persévérassent dans , la connaissance de la verité, mais qu'il ne , contraignait personne." Au milieu de toutes ces disputes Arminius vint à mourir d'une maladie de langueur. Avant sa mort il déclara n'avoir rien enseigné que ce que, d'après l'examen le plus sevère, il avait jugé conforme à la Sainte- Ecriture, & le plus propre à réunir les Protestans. On nomma pour le remplacer dans le Professorat Conrad Vorstius, qui dans l'esprit de plusieurs personnes passait pour être encore plus éloigné qu'Arminius de la Doctrine ordinaire des Réformés.

CEPENDANT la division avait jetté partout Troubles de profondes racines; & bientôt l'on en vit les à Alkmaar, funestes effets. A Alkmaar, où l'on avait sus- & ailleurs. pendu de ses fonctions le Ministre Adolphe Venator, pour avoir refusé de signer le Cathéchisme & la Confession de foi, il s'éleva des troubles qui furent portés si loin, que l'on se vit obligé d'y changer la Régence hors de tems. La tédition pensa avoir des suites plus funestes encore à Leeuwarden en Frise, où les mécontens en vinrent aux voies de fait. Le premier jour de l'année 1610. la populace s'attroupa devant l'Hôtel 1610. de ville, en cassa les vîtres, força la porte de la chambre où le Conseil était assemblé, en chassa tous les membres, & aidée ensuite des Corps

Corps de métier, qui avaient fait mettre la Bourgeoise sous les armes, forma à sa fantaisse un nouveau corps de régence. A Utrecht les choses furent poussées si loin par l'esprit remuant d'un Thiery Kanter, & de sa cabale, que le Conte Fréderic-Henri eut ordre de faire le siège de cette ville, qui après avoir paru vouloir faire quelque résistance, ouvrit enfin ses portes au bout de six jours. La tranquilité paraissait rétablie, mais Kanter & quelques-autres ayant remué encore, & formé une conspiration contre la régence, qui se trouva alors toute composée de personnes attachées aux sentimens d'Arminius, on s'assura de leurs personnes; leur procès leur. fut fait, & ils furent condamnés à perdre la tête. Cependant ou commua la peine de mort en un bannissement perpétuel, & confiscation de leurs biens.

Les Arminiens pré-Etats de Hollande un Mémoire, connu de puis sous le nom de Remon-Gratices.

CEPENDANT les Ministres de l'Ecole d'Arminius, qui formaient le plus petit nombre en sentent aux Hollande, prévoyant qu'ils auraient de la peine à se soutenir contre la puissance de leurs adversaires, présentèrent aux Etats de Hollande un mémoire, où ils se justifiaient du reproche qu'on leur faisait de vouloir introduire du changement dans la Religion, & exciter les peuples à se soulever. Ils y expliquaient ensuite leurs sentimens, qu'ils réduisaient à cinq articles principaux *. Ils

[·] Comme il se pourrait que plus d'un Lecteur étranger ignorat ce que contenaient ces cinq articles, devenus si fameux par le schisme qu'ils ont causé dans les Eglises Protestantes des Pays-Bas, nous avons cru devoir les placer en note. Les Arminiens soutenaient donc: 1°. Que Dieu avait

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 447

finissaient par prier les Etats de la Province, dont ils avouaient reconnoître la jurisdiction souveraine dans le Spirituel comme dans le temporel, de faire que leurs raisons sussent entendues dans un Synode libre & légitimement assemblé; ou, si la chose ne pouvait avoir lieu, d'interposer leur autorité pour que les deux partis se supportassent comme frères, promettant & assurant que de leur côté, ils étaient prêts à tout contribuer pour le bien de la paix. Sur cette Rémontrance, dont ceux du parti d'Arminius ont été appellés Rémontrans, les Etats de Hollande résolurent d'ordonner aux Classes * de la Province, que

résolu de toute éternité d'élire & d'appeller à la vie éternelle, ceux qui par sa grace croiraient en Jesus-Christ, & qui persévéreraient jusqu'à la fin dans la foi & l'obéissance; & de reprouver & rejetter à la damnation éternelle les incrédules & impénitens. 2°. Que Christ était mort pour tous, de façon cependant, qu'il n'y avait que les croyans qui fussent, de fait, réconciliés par sa mort. 3. Que l'homme n'avait point la grace santifiante par lui-même, ni par son libre arbitre, mais que pour l'obtenir il avait besoin de la grace de Dieu, en Jesus-Christ. 4. Que cette grace était le commencement, le progrès & l'achèvement du salut des hommes; que c'était à elle qu'il fallait attribuer toutes les bonnes œuvres; que cependant elle n'opérait pas irrésistiblement. 5'. Que la grace de Dieu donnait au vrai fidèle des forces suffisantes pour surmonter le mal; mais s'il ne pouvait pas la perdre cette grace, c'était là un point qu'ils croyaient devoir examiner de plus près, avant d'oser l'enseigner avec une entière confiance. Quelque tems après cependant ils se déclarèrent moins équivoquement sur ce cinquiéme article, en disant, qu'un vrai fidèle pouvait par sa propre faute s'éloigner toutà-fait de Dieu, & perdre la grace.

* Le Gouvernement ecclésiastique des Eglises Protestantes des Pays Bas, est divisé en Consisteire, en Classe, en Synode.

que jusqu'à nouvel ordre ils n'exigeassent de qui que ce sut, de confesser autre chose que ce qui était contenu dans les cinq articles; leur enjoignant de travailler cependant à conserver la concorde & la paix. Cet ordre du Souverain sut si peu respecté; que quelques Classes, entr'autres celle de Leyde, déclarèrent ne pouvoir s'y soumettre.

Au

Le Consissoire est l'affemblée des Ministres, Anciens, & Diacres d'une seule Eglise. La Classe est l'assemblée de tous les Ministres de plusieurs villes & villages, réunis pour connaître de toutes les affaires éccléfiastiques, dans toute l'étendue de la jurisdiction spirituelle; de sorte que chaque Province peut avoir & a effectivement plusieurs Ciasses, tous tes indépendantes les unes des autres. Les Classes sont subordonnées au Synode, qui est ou Provincial ou National. Il n'y a eu de Synode National dans ces Provinces que celui qui se tint à Dordrecht en 1618 & 1619. Il était formé des Députés de toutes les Eglises Protestantes des Pays-Bas, les Etrangers qui s'y trouvèrent n'y ayant comparu qu'en qualité d'invités. Le Synode Provincial est formé des Députés de toutes les Eglises d'une même Province; il connait de toutes les affaires eccléfiastiques, sait dans la doctrine & la discipline les changemens ou corrections qu'il juge nécessaires : confirme, reforme, ou casse même les décissons des Classes. Mais le Clergé Protestant, toujours bridé par la présence des Députés des Etats, connus en Hollande sous le nom de Commissaires Politiques, ne peut saire aucun changement, exécuter aucune résolution, que le tout n'ait recu l'approbation des dits Commissaires. Sage prévoyance, qui fait qu'une Puissance ne peut impunément chercher à empiéter sur l'autre; ou plutôt qui fait, que dans toute l'étendue de la République il n'y a point réellement de puissance spirituelle. Il en nait moins de troubles dans l'Etat, quoique cependant il ne soit pas possible de les prévenir tous.

NB. Les Eglises Wallonnes & Françaises des Pays - Bas

ont leur Synode à part.

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 449

Au Printems de l'année 1611. il se tint à la 1611. Haye, en présence des Etats de Hollande, une Conféren-Conférence entre six Ministres des deux partis ce de la Cette Conférence, devenue célèbre dans ces Pro-Haye. vinces sous le nom de Conférence de la Haye, roulait sur les cinq Articles proposés par les Arminiens, connus depuis sous le nom de Rémontrans. Les Etats n'attribuèrent la victoire à aucun des deux partis, se contentant, comme à l'ordinaire, de leur ordonner d'entretenir entre eux la concorde & la paix; ordre que les uns & les autres, qui se donnaient encore le nom de Frères, reçurent alors sans y faire d'opposition. Avant l'ouverture de la Conférence les Gomaristes Hollandais avaient aussi présenté un mémoire aux Etats contre les sentimens des Arminiens, ce qui leur fit donner par la suite le nom de Contre-Rémontrans. Ils y expliquaient en sept articles leurs opinions sur la grace & la prédestination absolue, qu'ils admettaient purement & simplement dans toute la rigidité du systême de Calvin. Ils proposèrent aussi, comme un moyen assuré de faire cesser toutes les disputes. la tenue d'un Synode National, ou d'envoyer les points controversés aux universités étrangères à la décision desquelles ils promettaient de se soumettre. La suite de cette histoire fera voir duquel de ces deux moyens l'on jugea à propos de se servir; mais il est tems de reprendre le fil des autres événemens de l'année 1610.

CETTE année, si fatale à la France par le coup seneste qui lui enleva Henri IV. le meilleur & le plus grand de ses Rois, sit perdre aux Provinces Unies un ami & un Allié, dont ils avaient Tome II F f

Merc.

8611.

reçu les plus grands services, & à qui ils étaient, en grande partie, redevables de l'établissement 1.a Reine-de leur République. Marie de Médicis, qui gouvernait pendant la minorité de Louis XIII. ion fils, renouvella cependant avec les Etats-Généraux, l'alliance qu'ils avaient déjà conclue avec Henri IV. & envoya même à leurs priéres quelques troupes sous le Maréchal de la Châtre, qui devait aider celles des Etats à s'emparer de Le Duc de Cléves & de Juliers était mort l'année précédente, & sa succession, sur laquelle plusieurs Princes formaient des prétentions, avait engagé la République dans une nouvelle guerre. Les Etars s'étant déclarés en faveur des Princes de Brandebourg & de Nieurobourg, envoyèrent le Prince Maurice avec une armée de 14,000 hommes d'Infanterie & de 3,000 Chevaux faire le siège de Juliers. La ville sur investie le 29. de Juillet, & ayant capitulé le 2. de Septembre suivant, elle fut remite entre les mains des deux Princes que l'ont vient de nommer.

Inventions C'est à peu près vers ce tems que furent indes Luncte ventées à Middelbourg les Lunettes d'approche, tes d'appar un Lunettier nommé Zacharie Jansen 11 est proche. cependant plus vraisemblable que cette invention, qui depuis a été si perfectionnée, doit datter de plus haut, puisque des l'année 1608 les Etats en avaient ordonné deux à l'inventeur. pour en faire présent au Roi de France.

MALGRE' tous les soins que se donnaient les Etats pour entretenir la paix dans l'Eglise, les troubles, loin de s'appailer, devenaient plus viss de jour en jour. Vorsius, à qui l'on avait

don-

donné une chaire de Professeur en Théologie à l'Université de Leyde, fut cette année 1611. suspendu de ses fonctions avant d'être entré en exercice, quoique les Curateurs le laissassent jouir des honoraires attachés au Professorat. Quelque tems auparavant Gomarus avait lui-même demandé sa démission, & s'était retiré ailleurs. Pour remplir les deux chaires vacantes on nomma Jean Polyander & Simon Episcopius. Le premier était attaché à l'opinion des Gomaristes ou Contre - Rémontrans; l'autre avait défendu dans la Conférence de la Haye le sentiment d'Arminius ou des Rémontrans. Par le choix de ces deux personnes les Curateurs de l'Université semblaient, de même que les Etats, accorder un droit égal aux deux partis, & vouloir de cette façon entretenir la paix. Barneveld, qui désirait ardemment que la concorde pût se rétablir entre les Ecclésiastiques, remit sur le tapis le projet d'une ordonnance de Discipline de 1591. qui accordait au Souverain un pouvoir très-étendu dans le spirituel; rélativement surtout au-choix des Ministres. Dès le mois de Février 1612. cette Ordonnance sut renouvellée du 1612. moins en partie; mais les Contre - Rémontrans refusèrent de s'y soumettre, parce que, selon eux, l'on y donnait trop d'autorité au Souverain sur plusieurs, points qu'ils soutenaient n'être point de sa compétence. Dans plusieurs villes cependant l'on tenait la main à l'exécution des édits publiés pour le maintien de l'union & de la paix dans l'Eglise. Le Magistrat de Rotterdam déposa Corneille Geselius, parce qu'il jugea que ce Ministre prêchait avec trop d'emportement con-

tre les Rémontrans. Le zèle un peu outré de Geselius lui ayant fait tenir des assemblées clandestines, & nommer l'Eglise persécutée * le petit troupeau qui formait ces conventicules, le Magistrat lui ordonna de quitter la ville, & sur fon refus d'obéir l'en fit chasser par le Baillis & ses archers. Cela ne l'empêcha pas de continuer ses prêches à Schiedam & à Delfsbaven, presqu'aux portes de Rotterdam, & même d'être appelle ensuite à Edam. Aureste si à Rotterdam l'on empêchait les Contre-Rémontrans de passer dans leurs sermons les bornes sagement prescrites par les Ordonnances, les Rémontrans n'étaient pas mieux traités ailleurs : dans quelques lieux même on s'opposait à ce qu'ils montassent en chaire; on barricadait même les portes des Eglises pour les empêcher d'y entrer. Si la discorde regnait en Hollande parmi les Pasteurs Spirituels, l'union n'en était pas mieux affermie dans les autres Provinces, où les Gomaristes & les Arminiens se faisaient une guerre déclarée.

reur.

C'est ce que le Hollandais nomme Kruiskerk (Eglise sous la croix). Dénomination qui semble empruntée des Protestans Français; qui, dans le tems que l'on y mettait à exécution les édits rigoureux contre les Calvinistes, s'assemblèrent sécrétement dans les campagnes & autres lieux écartés, pour y saire le service divin, ce qu'ils appellaient, & appellent encore, prêcher sous la croix; parce que l'on pendait sans remission & sans autre sorme de procès, tont Prédicant ou Ministre, surpris saisant les sonctions de son ministère, & que l'on envoyait aux galètes les autres Protestans dont on pouvait se saisse.

Pays-Bas, & qui depuis avait été Roi de Honggrie, fut revêtu cette année de la pourpe impériale, à la place de l'Empereur Rodolphe II. son frère, mort à Prague le 10. de Janvier.

Jusqu'ici le Prince Maurice ne s'était guè

re mêlé des affaires de l'Eglise, quoique les Contre - Rémontrans jugeassent qu'il serait plus porté pour eux que pour les Rémontrans, qui s'adressaient trop souvent à Barneveld, parce que ce sage Politique conseillait la concorde & la paix, qu'eux-mêmes semblaient désirer fincérement. Le Comte Guillaume était de même peu porté pour les Rémontrans, & l'on prétend qu'il avait conseillé à Maurice de s'opposer à eux ou aux Magistrats qui les favorisaient. Quoiqu'il en soit, Guillaume lui-même proposa en 1613. une Conférence, semblable à celle qui 1613. s'était tenué à la Haye en 1610. Trois Mini- Conférent stres de chaeun des deux partis se rendirent à ce de Delft qui avait été choisse pour le lieu de la Delft, Conférence, & se retirèrent aussi peu avancés qu'auparavant, parce que les Contre - Rémontrans, qui en appellaient toujours à un Synode National, ne voulurent jamais avouer que les cinq articles des Rémontrans fussent supportables.

PENDANT que l'on travaillait envain en Hol- Le Roj lande à pacifier les esprits, Jacques I. Roi d'Andre d'Angle-gleterre, qui prétendait être instruit à sonds de mêle dans toutes les disputes théologiques, écrivit aux E-la dispute, tats-Généraux & à ceux de Hollande en particulier, qu'il tenait pour très-supportable la doctrine contestée de part & autre. Ce jugement surprit d'autant plus les Contre-Rémontrans, que quelque tens auparavant Jacques s'était ouverte-

g mei

. ment déclaré contre Vorsius, dans certaines lettres, où il traitait tous les Rémontrans d'Hérétiques & de Schismatiques. Aussitôt les Gomarises accuserent le celèbre Hugo Grotius, alors Avocat-Fiscal des Etats de Hollande, d'avoir fabriqué la minute de ces dernières lettres, & d'avoir surpris la Religion du Roi par un faux exposé de la question. Grotius, qui était alors en Angleterre, pour les affaires de la Compagnie des Indes-Orientales, y publia vers ce tems son excellent ouvrage intitulé Pietas Ordinum Hollandice & Westfrisse La Piété des Etats de Hollande & de West Frise.) Il y expliquait & justifiait la conduite des Etats, qui avaient recommandé & ordonné la tolérance aux deux partis. Cet ouvrage, écrit avec autant de retenue que d'impartialité & de jugement, plut tellement aux Etats de Hollande, qu'un Professeur de Franeker, y ayant répondu, ils défendirent la publication de son livre, qu'ils traitaient de libelle diffamatoire.

Les Etats de Hollande, s'appercevant enfin que tous ces Ecrits de part & d'autre ne tendaient qu'à élargir & envenimer la bléssure faite à la paix de l'Eglise, formèrent à la pluralité des suffrages une Résolution ou Ordonnance, qui aurait dû rétablir l'union & la paix entre les ministres, si une fâcheuse expérience n'avait appris de tout tems, que les querelles des gens d'Eglise ne se terminent que par l'oppression de l'un des partis. Cette Résolution, qui après bien des difficultés sut ensin approuvée au mois de Janvier de l'année suivante, portait tous les caractètes de modération, de piété, & de viaie soi. Il

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 455

y était dit en substance que; , les Etats, se Résolution ,, servant de la puissance qui leur appartenait, des Etats de Hollan-,, comme Souverain légitime, ordonnaient que, de, pour dans l'explication de l'Ecriture - Sainte, on rétablir la eut soin de bien inculquer à leurs bons & fi-paix dans dèles sujets, que le commencement, les moyens, l'Eglise. & la fin du salut de l'homme, & nommément la foi, ne devaient être attribués ni à ses forces naturelles, ni à ses œuvres, mais uniquement à la grace de Dieu en Jésus-Christ: que Dieu n'avait créé personne pour la perdition; qu'il ne forçait personne au péché; qu'il n'invitait aussi personne au salut, à qui il n'avait pas décrété de le donner. *. Qu'il serait permis aux Professeurs & aux savans de disputer amiablement dans les écoles,

* Il y a dans le Hollandais: terwyl by beflooten hadt, bun die niet te geeven (tandis qu'il avait résolu de ne pas le leur donner.) Grotius dans un long discours, qu'il prononça devant le Conseil d'Amsterdam, pour justifier la résolution des Etats de Hollande, explique ce passage, qui avait paru équivoque à quelques-uns, par les mots: wien by ze niet geeven wilde (à qui il ne voulait pas le donner;) & ajoute, que ,, la proposition contraire n'était pas, que " Dieu avait résolu de sauver tous ceux qu'il invitait (au ", falut), mais qu'il n'y invitait personne que ceux de qui " en quelque sorte il souhaitait le salut; ou à qui il avait en " quelque sorte résolu de le donner. Ce qui," ajoutait ce grand homme, ,, étais très-conforme à ce que les Contres " Rémontrans eux mêmes avaient soutenu dans la Confé-,, rence de la Haye, & aux sentimens de tous les Docteurs " de l'Eglise tant anciens que modernes." Il ne nous convient pas de jugers du dégré d'intelligibilité que Grotius a donné à cette proposition, c'est au Lecteur instruit à décider jusqu'à quel point cette explication lève l'équivoque qui semble être dans le texte.

, & même d'être d'un sentiment contraire, sun , le dogme de la Prédestination; mais qu'ils n'entendaient pas, que ces disputes fussent portées en chaire, ou enseignées aux peuples de quelque manière que ce fut : qu'ils ne voulaient pas non plus, que l'on inquiétât ou for-, cât à prêcher & enleigner une Doctrine plus , relevée, ceux qui se contentaient d'enseigner , & de croire simplement, que Dieu de toute ,, éternité avait élu, en Jésus-Christ, pour le falut éternel, ceux qui par sa grace croiraient en Christ, & persévéreraient dans cette foi; & ,, qu'aucontraire il réprouvait & condamnait à , la perdition éternelle ceux qui ne croiraient , pas & s'opiniâtreraient dans leur incrédulité; parce que les Etats jugeaient cette Doctrino ,, suffisante au salut, & propre à l'édification, Chrétienne. Enfin, ils ordonnaient à tous les , Ministres de s'en tenir, sur tous les autres , points de Doctrine, à la Parole de Dieu, & à , ce qui était reçu dans les Eglises Reformées, , & enseigné dans celles de ces Provinces; & , de se supporter les uns les autres en charité, , en concorde & en bon exemple, conformé-, ment à ce qui avait été arrêté par les précé-, dentes Réfolutions des Etats." La pluralité des membres des Etats de Hollande crut, par ce juste tempéramment, avoir trouvé le moyen de rétablir la paix dans l'Eglife; mais si les Rémontrans se soumirent avec joye à ce qui leur était ordonné, si même plusieurs des Contre-Rémontrans promirent d'éviter tout ce que désapprouvaient les Etats, quelques-uns cependant s'y refuscient encore, sous le prétexte que l'on voulait leur interdire de prêcher la vérité. Mais il est tems de reprendre le fil des évènemens his-

toriques de l'année 1613.

PENDANT le cours de cette année les Etats-Généraux avaient conclu différents traités d'alliance & de commerce, avec la ville de Lubek, & le Roi de Suéde, pour assurer contre le Roi de Danemark, la Navigation de la Baltique & de l'Océan Germanique; & avec quelque Princes d'Allemagne, rélativement surtout à l'affaire de Cléves & de Juliers. Les différentes expéditions que l'on avait faites à plusieurs reprises à la Nouvelle Zemble & au Détroit de Waaigats, pour chercher par le Nord un passage à la Chine, avaient découvert aux Navigateurs, qu'il se tenait dans ces mers, un grand nombre de Baleines, de Narwals, de Chiens-marins & autres animaux semblables, dont le lard, la peau & les dents pouvaient faire un objet considérable de commerce. Cette découverte sut l'origine de la Pêche du Groenland ou de la Baleine. Bientôt se forma en Hollande la Compagnie du Nord, qui d'abord rapporta de grands profits, mais les avantages que l'on retirait de cette Pêche, ayant peu-à-peu considérablement diminué, la Compagnie du Nord, dont le dernier Octroi expira en 1642. se fondit d'elle-même, & depuis cette Pêche est restée entre les mains & pour le compte des particuliers.

Les Princes possesseurs de la succession de Clé-Affaires ves & de Juliers, s'étant bientôt divisés d'inté-de Juliers, rêts, l'Archiduc Albert, s'imaginant que les E-tats, qui soutenaient Brandebourg, contre Nieuw-bourg devenu son ennemi, cherchaient sous ce prétexte à s'emparer eux-mêmes de Juliers, sit

Ff 5 mar-

marcher ses troupes sous Spinola, qui, après s'être rendu Maître d'Aix - la - Chapelle, s'empara bientôt de Duuren, d'Orsoi, de Duisberg, de Wezel & d'autres lieux. Maurice de son côté entra en campagne, & s'empara d'Emmerik, de Rees, de Goch, de Kraanenbourg & de Gennip, mettant partout garnison Brandebourgevise ou Hollandaise. Ces hostilités cependant ne rompaient pas la trêve - & n'empêchaient pas les officiers & les soldats des deux partis de se traiter amicalement lorsqu'ils se rencontraient; les deux armées n'agissant, disait-elles, que pour avancer ou rétablir la tranquillité dans des pays neutres. L'on en vint enfin à des négociations, qui semblaient devoir réconcilier & satisfaire les Princes de Brandebourg & de Nieuwbourg; mais le Roi d'Espagne n'ayant pas voulu souscrire au traité déjà arrêté, les troupes des Etats & celles de l'Archiduc continuèrent à occuper les Places dont elles s'étaient emparées.

Université Jusqu'Alors il n'y avait eu que deux Ude Gronin- niversités dans toute l'étendue de la République;
gue. celle de Leyde en Hollande, & celle de Franc1614- ker en Frise. Les Etats de Groningue & des Ommelandes, résolurent, d'après les avis & les in-

stances de leur Stadhouder, le Comte Guiliaume-Louis, d'en ériger une troisième dans la ville de Groningue même. La dédicace solemnelle s'en sit le 23. du mois d'Août de l'année 1614.

Suite des Les avantages que les Etats de Hollande s'éaffaires de taient promis de leur dernière ordonnance pour
la paix de l'Eglise, ne répondirent guères à leur
attente & à leurs vues pacifiques. La Classe de
Heorn condamna trois Ministres Rémontrans,

male

malgré les défenses qui lui en avaient été faites par le Collége des Conseillers - Commissaires; & depuis elle tint ses Assemblées à part. A Rosterdam, où tous les Pasteurs étaient pour la paix, c'est-à-dire, qu'ils étaient Rémontrans, il se trouvait des gens qui, par leurs insultes, leurs pasquins, & leur desobéissance aux ordres du Ma-gistrat, cherchaient à semer la discorde parmile peuple. Certain Courtier osa dire, qu'il aimerait mieux recevoir la bénédiction nuptiale d'un cochon; que d'aucun des Ministres de la ville. méritait punition; le Magistrat lui ota pour un an son droit de bourgeoisse, & l'interdit pour toujours de ses fonctions de Courtier. Un autre Artisan fut banni de la ville pour s'être formellement opposé aux ordres de la Régence dans les affaires de l'Eglise. Quelque juste, quelque modérée même que dût paraître la sévérité du Magistrat de cette ville, elle sembla cependant si outrée à plusieurs, qu'un Imprimeur de Schiedam, ayant pris à Enckhuisen quelques billets de lotterie, y sit mettre pour devise deux méchants vers * qui faisaient un paralléle odieux de ce qu'il

* Zeg my, trekker frisch, ter eere van Oranje, Wat onderscheid daar is, tusschen Rosterdams Inquisitie en Spanje?

Ces deux vers, qu'il ne serait guères possible de rendre en Français d'une manière un peu passable, signifiaient:

Dis moi, gentil-tireur, à l'honneur d'Orange.
Où est la différence entre l'Inquisition de Rotterdam & celle d'Espagne?

Au reste, ajoute l'Historien, la prétendue devise de l'Imprimeur montrait, pour lequel des deux partis quelques-uns jugcaient que penchait le Prince Maurice-

Bruits
desavantageux qui
fe répandent contre Barneyeld.

qu'il appellait l'Inquisition de Rotterdam avec celle d'Espagne. Les Conseillers - Commissaires de Hollande, pour punir le Rimeur de son insolence, déclarerent ses billets confisqués, & le condamnèrent pour quinze jours au pain à l'eau; sentence qui pourtant ne sut guères rigoureusement exécutée. Barneveld lui-même ne fut pas ménagé; ses ennemis répandaient de tous côtés, que son dessein était de faire rentrer les Provinces sous le joug de l'Espagne, & que c'était dans cette vue qu'il cherchait à introduire du changement dans la Religion de l'Etat. Lui & le Ministre Uitenbogaard, disait on, étaient pensionnaires de l'Espagne, & distribuaient à leurs créatures l'argent des Espagnols, pour accélérer la ruine du pays. Vers ce même tems, François Aarsens, qui avait été Ambassadeur des Etats en France, & qui en voulait au Grand-Pensionnaire, qu'il croyait avoir causé son rappel de cette honorable & lucrative Ambassade *, laissa, dit-on, échapper ces mots; ,, que le , crédit de certaines personnes n'était pas si soli-, dement établi, qu'il ne put facilement être , renversé." Paroles qui par la suite ne pavu-

Aubery dans ses mémoires, sait de ce François Aarsens un portrait qui n'est guères avantageux; il sut, dit-il entr'autres, l'auteur de tous les conseils violents & le principal exécuteur des possions du Prince. Au reste, Aubery, qui devait être assez bien instruit de la chose, attribue le rappel d'Aarsens de son Ambassade de France, non au Pensionaire Barneveld, mais aux solsicitations de la Cour de France elle-même, indignée de ce que, pour en extorquer un présent, il avait sait accroire à leurs Majestés, qu'il se retirait tout-à-sait, pour vivre tranquille en Hollande.

Voyez Aubery pag. 420, &c.

rent que trop avoir annoncé le malheur que l'on

préparait au Pensionnaire.

Les Contre - Rémontrans d'Amsterdam qui se sentaient fortement soutenus par la Régence de cette grande ville, y eurent le crédit en 1615. 1615. de faire suspendre de ses fonctions Simon Goulart, Pasteur de l'Eglise Wallone, parce qu'il avait prêché en faveur de la grace (universelle), & refuté en chaire la réprobation des petits Enfans. Dès lors l'on commença à Amsterdam & dans quelques - autres villes à se séparer des Rémontrans. A Leeuwarden, où de nouveaux troubles avaient forcé de faire du changement dans les membres de la Régence, on distinguait les deux partis par les noms de Gueux de Genéve & de Gueux Politiques.

TANDISQUE la division regnait dans l'E-Les villes glise, & que Barneveld, pour ses longs services, de Flessin-était l'objet de la haine ou de l'envie, ce grand mekens & homme rendit à sa patrie le plus grand servicela Brille qu'elle put en attendre. Les malheurs des tems rachetées & le besoin de secours avaient forcé les Etats à par les

engager à Elizabeth, Reine d'Angleterre, Flessingue, le Château de Rammekens & la Brille, pour sureté des sommes considérables que leur avait avancées cette Princesse. Jacques 1. qui par ses prodigalités se trouvait sans cesse avoir besoin d'argent, ne pouvant obtenir de nouveaux subsides du Parlement, demanda aux Etats le payement des arrérages qui lui étaient dûs pour la solde des troupes Anglaises en garnison dans les trois places de sureté. Barneveld crut l'occasion favorable de retirer ces Places des mains de l'Anglais. Mais il fallait user de ménagement

dans une affaire de cette importance, & savoir mettre à profit l'embarras où se trouvait le Monarque. Si les Etats propolaient d'eux-mêmes le rachat des villes, il leur en coutait huit mil-L'habile & fage Ministre sut si bien conduire cette affaire, que Jacques; pour avoir de l'argent, proposa de lui même de rendre les trois places de surcté, pour la somme, une sois payée; de deux-millions-sept-cens-vingt-huit mille florins; que les Etats lui firent remettre au terme stipulé, pour tous les arrérages que ce Prince pouvait prétendre d'eux. Si dans ces Provinces l'on donna à Barneveld tout l'honneur d'une négociation si délicate, ce Ministre, pour avoir trop bien servi ses maîtres, se fit un ennemi de plus en la personne de Jacques I. La restitution des trois places de sureté affranchissait; il est vrai, les Provinces - Unies du seul reste de la dépendance où elles avaient été des puissances étrangères; & otait aux Anglais jusqu'à l'ombre de cette autorité prétendue qu'ils s'attribuaient dans la République, & qu'ils faifaient sonner fort haut chez l'étranger. Mais le Roi d'Angleterre, venant enfin à s'appercevoir qu'il avait fait un méchant marché, & qu'il était dupe de gens plus habiles que lui, , en ,, conserva toute sa vie, dit Aubery, une gran-,, de animosité contre Monsseur de Barne-,, veld."

Nouvelle Résolution des Etats de Hollande, pour la paix de l'Eglise.

1616.

Les Etats de Hollande, pour arrêter le schisme qui commençait à se former dans plusieurs lieux de la Province, & rendre enfin la paix à l'Eglise, s'il était possible, arrêtèrent le 182 Mars une nouvelle Résolution ou ordonnance;

qui

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 463

qui confirmait les précédentes, recommandait l'union & la paix, & ménaçait de traiter & puair comme perturbateurs du repos public ceux qui fomenteraient les troubles par leurs divisions & leur opiniatreté à tenir des assemblées séparées. La nouvelle Résolution avait encore été formée à la pluralité, mais tant que la ville d'Amsterdam refulerait d'y souscrire, il n'était guères possible qu'elle produisit tous les avantages que l'on s'en promettait. Cette considération engagea les Etats de Hollande à envoyer aux Magistrats de cette riche & puissante ville une députation solemnelle, pour la porter à s'unir à la majorité. Messire Adrien de Mathenesse, Seigneur de Rivière, Chef de la Députation, se rendit à Amsterdam avec les autres Députés, Hugo Muis van Holy, Baillif de Dordrecht, Gérard Janszoon van der Eik, Bourguemaitre de Delft, Maitre Huge Grotius, Conseiller Pensionnaire de Rotterdam, & Guillaume Pieterszoon Hases, Bourguemaitre de Hoorn. La Députation avant été admise le 23. d'Avril à l'audience du Conseil, Grotius, au nom de tous, porta la parole, & prononça ce long mais éloquent discours, dont nous avons parlé plus haut. Toutes les raisons cependant qu'il put apporter pour justifier la conduite des autres membres de la Province, & pour engager Amsterdam à se joindre à eux pour le bien & le repos de l'Eglise & de l'Etat, ne firent aucune impression sur le Conseil, qui persista à demander la convocation d'un Synode légalement assemblé; ajourant, qu'il ne souffrirait jamais qu'aucun Ministre Contre Rémontrant fut suspendu ou déposé, pour n'avoir

pû entretenir l'Union Ecclésiastique avec les Rés montrans. Cela n'empêcha pas la pluralité des membres des Etats de Hollande de persister dans les Résolutions qu'ils avaient cru devoir prendre. Cette diversité de sentimens & de Résolutions ne servit qu'à augmenter la division & la discorde. Dans plusieurs villes on suspendit de leurs fonctions les Ministres Contre-Rémontrans; qui refusaient de se trouver avec les Rémontrans dans une même Classe. Les Baillifs & Drossarts eurent ordre de tenir la main à l'exécution des Edits, & de faire ensorte que la paix fut rétablie. Mais il était assez difficile d'y réussir; les Rémontrans étant soutenus d'un côté, tandis que de l'autre c'étoit les Contre-Rémontrans que l'on favorisait.

1617.

En l'année 1617. les Contre-Rémontrans à Amsterdam & à la Haye résolurent de s'unir plus étroitement, & de ne plus entretenir l'unité ecclésiastique avec les Rémontrans. Ceux-ci de leur côté suivirent l'exemple qu'on leur donnait, de forte qu'il n'y eut plus moyen d'empêcher ou de prévenir le schisme. Le Prince Maurice proposa alors aux Etats de permettre aux Ministres Contre - Rémontrans de prêcher librement, de rétablir à certaines conditions ceux qui avaient été suspendus ou déposés, ou, si cela ne se pouvait, de les remplacer par d'autres Pasteurs qui auraient les mêmes opinions. Les Rémontrans d'Amsterdam, qui s'étaient entiérement séparés du corps des autres Pasteurs, louèrent un grand Magazin pour y tenir leurs assemblées & y prêcher. Excitée par les sermons séditieux des Contre-Rémontrans, la populace s'attroupa le douze

de Février devant ce Magazin, s'y jetta en tumulte, força par ses menaces & ses cris furieux, le Ministre à interrompre son discours; & bientôt fut brisé & détruit tout ce qui tomba sous la main de ces désespérés. Le Pasteur eut toutes les peines du monde à échapper à leur fureur; son petit troupeau, cherchant à se sauver les uns d'un côté les autres de l'autre, fut insulté, bafoué; les maisons de deux fréres du fameux Episcopius furent pillées, les meubles brisés ou détruits. Ni les uns ni les autres ne purent cependant obtenir le moindre dédommagement, aucun même des séditieux ne fut puni, ou ne le fut que légèrement. L'esprit de discorde fut presque partout le même; tous les moyens, les plus violents même, étaient employés de part & d'autre pour parvenir à ses fins. A la Haye les Contre-Rémontrans, qui se sentaient appuyés du Prince Maurice, s'emparèrent malgré le Magistrat, d'une Eglise *, où le Prince commença dès-lors; & continua par la suite, à assister au Quoiqu'une grande partie des fervice divin. principaux Seigneurs affectaffent de suivre son exemple, on remarque cependant que la Princesse Douairière d'Orange & son fils le Comte Fréderic - Henri, de même que Barneveld, plusieurs Grands, & le Magistrat de la Haye, restèrent toujours attachés à la grande Eglise, où l'on permettait encore aux Rémontrans de prêcher. L'animosité enfin sut poussée si loin,

Tome II

^{*} Celle dite du Cloitre (de Klooster-kerk) qui depuis sut nommée l'Eglise du Prince.

qu'il semblait que tout se préparât à une guerre de religion *. Bientôt même l'on vit paraître une liste imprimée des villes &t des Forts, qui étaient contre les Arminiens; & l'on prétend que leurs antagonistes les Contre-Rémontrans, ne portaient à ce point l'audace de leurs entreprises, que parce, qu'ils s'y sentaient encouragés par une lettre du Roi d'Angleterre, qui parut au jour au printems de cette année. Elle était bien distérente de celle qu'il avait écrite quelque tems auparavant aux Etats; dans celle-ci ce Prince ne conseillait plus de déclarer tolérables les questions controversées; il voulait qu'on les décidât par l'autorité d'un Synode National.

CE schisme occasiona dans la Régence des changemens extraordinaires. Pour les saire ré-ussir cependant les Gontre-Rémontrans usèrent d'intrigues & de précautions: ils éprouvèrent d'abord leurs forces dans les moindres villes, qui n'avaient point de voix à l'assemblée des Etats de Hollande, résolus d'essayer ensuite ce qu'ils pourraient saire dans les grandes villes. Barneveld & plusieurs membres de l'assemblée s'apperçurent bientôt de ce que l'on cherchait. Ouel-

Liever met Oranje te leggen in 't veld, Dan langer met de Arminianen te zyn gekweld.

^{*} Parmi les différentes marques de haine d'un parti contre l'autre, & que l'on pouvait regarder comme le tocsin de la discorde & de la sédition, l'on observe que quelques Bateliers avaient sait peindre dans leurs Pavillons les armes du Prince avec ces mots Hollandais.

⁽Plutôt périr dans les combats avec Orange, que d'être plus long-tems tourmenté par les Arminiens.

Quelques personnes commencèrent même à croire, que la Religion n'était qu'un prétexte dont l'on se servait pour parvenir avec plus de sureté à ces sortes de changemens; l'on soupçonna même le Prince d'y prêter la main, ou d'y employer ses créatures, pour se procurer par ce moyen plus d'autorité qu'il n'en avait encore. Ceux qui entraient dans ses vues lui répétaient sans cesse, que Barneveld & autres personnes mettaient tout en œuvre pour diminuer son crédit & sa puissance, tandis que les Contre-Rémontrans, ces vrais & anciens Résormés, qut, comme il le disait lui-même, avaient procuré l'élévation de Guillaume I. son père, n'avaient rien tant à cœur que de coopérer à l'accroissement de son pouvoir.

Dans des circonstances aussi épineuses, il était Quelques raisonnable de songer aux moyens de conserver villes le vent des la paix dans les différentes villes. Le plus con-Waardgel. venable & le moins dangereux parut aux Etats ders, de Hollande la levée de cette sorte de milice, que l'on nomme Waardgelders. Par un arrêté, que l'on nomma depuis Résolution rigoureuse, il fut permis aux villes, qui croiraient en avoir besoin, de soudoyer certain nombre de ces soldats; Harlem , Leide , Gouda , Rotterdam , Schoonhoven , Hoorn, & peut-être encore une ville ou deux, prirent donc des Waardgelders, dont le nombre cependant ne monta pas dans toute la Hollande à 1800 hommes. Utrecht, sur les remontrances & par les conseils de Ledenberg, Sécrétaire des Etats de la Province, suivit cet exemple, pendant le tems que, pour son malheur, Bar-neveld était arrêté dans cette ville par une indisposition. L'on observe qu' Amsterdam & Gg 2 quel-

quelques - autres villes protestèrent contre la Résolution, qui avait été prise à la pluralité des
voix, mais à laquelle le Prince Maurice s'était
vivement opposé. Aussi fit-il bien voir combien il était éloigné de goûter aucun des moyens
proposés à l'assemblée des Etats, pour le maintien de la tranquillité, lorsqu'il y déclara, qu'il
entendait ne rien entreprendre contre ceux de la
Religion Résormée; termes par lesquels il désignait les seuls Contre-Rémontrans, de la part de
qui cependant le gouvernement actuel craignait

les plus grands désordres.

Les délibérations pour la tenue d'un Synode National, que quelques Provinces jugeaient indispensable, furent enfin entamées, mais trouvérent les plus grandes oppositions de la part d'autres Provinces, & nommément de la Hollande, qui se fondant sur l'arricle XIII. de l'Union d'Utrecht de 1579., soutenaient que chaque Province s'était réservé le pouvoir de régler chez elle tout ce qui concernait la Religion. L'opiniâtreté avec laquelle chaque membre des Etats-Généraux foutenait son opinion, rendit les assemblées si tumultueuses, & la forme de donner & de prendre les suffrages si irrégulière, que tout s'y passa dans la plus grande confusion. Enfin le 11. du mois de Novembre le Synode National fut arrêté dans l'assemblée des Etats-Généraux, à la pluralité, non des Provinces, fuivant la coûtume & la régle établie dès la naissance de la République, mais du nombre des Députés de chaque Province. La ville de Dordrecht fut nommée pour le siège du Synode. Mais lorsque l'on vint à lire les lettres, que les Etats -

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 469

Etats · Généraux voulaient faire écrire à quelques Puissances Etrangéres pour les prier d'envoyer à Dordrecht quelques Députés de leurs Eglises, de même que les lettres de convocation pour les différentes Provinces de l'Union, tous les Députés de Hollande, à l'exception de celui d'Amsterdam, ceux d'Utrecht & d'Overyssel, & deux Députés extraordinaires de la Gueldres * se retirerent de l'Assemblée. Ceux de Hollande & d'Utrecht & d'Overyssel protestèrent dès le lendemain, & firent enregitrer qu'ils tenaient pour nul & de nulle valeur tout ce qui s'était fait la veille sur l'Article de la Religion; les Députés du Weluwe affurerent auffi, qu'ils persistaient dans leur première opinion. Cette diversité d'opinions non-seulement entre les sept Provinces, mais entre les différents membres de chaque Province, donnait une forme si étrange & si monstrueuse même au gouvernement actuel, que l'on craignit que le schisme de l'Eglise ne passat aux Provinces, & ne mit la discorde & la division entre les différents membres de chacune d'entre elles. Les plus clairvoyants d'entre les Rémontrans ne se promettaient de la tenue du Synode que la ruine entière de leur parti; aussi eussent-ils souhaité que de leur côté, l'on y eut consenti tout simplement, afin de prévenir par là les changemens que l'on allait sans doute faire dans la Régence, & qui ne pouvaient que tourner à leur désavan-

Gg 3

^{*} Ils avaient été envoyés par le quartier du Welawe pour déclarer aux États-Généraux qu'ils n'avaient point-ordre de pousser la tenue d'un Synode ou d'y consentir, si la Province de Hellande s'y opposait.

tage. Le Ministre Uitenbogaard avait même tâché d'emmener les siens & Barneveld lui-même, à se soumettre à la nécessité, mais celui-ci lui avait, dit-on, répondu, voulez-vous céder la justice & les droits du pays? ce n'est pas mon dessein à moi.

Le Prince QUELQUE-TEMS après le Prince sit un cherche à tour dans quelques villes de la Province, écriengageries villes de la vit à d'autres pour les porter à consentir à la Hellande à convocation d'un Synode, & à congédier les consentir à Waardgelders. Les peines qu'il se donna pour la tenue d'un Synode arriver à ses sins, ne furent pas sans-doute inde Natio. fructueuses, puisque dans l'Assemblée des Etats de Hollande l'on s'apperçut bientôt, que plusieurs de ces villes commençaient à pencher pour la

de Hollande l'on s'apperçut bientôt, que plusieurs de ces villes commençaient à pencher pour la convocation d'un Synode National. Harlem cependant dans un mémoire plein de force, se déclara hautement pour la confirmation des Résolutions déjà prises, de même que pour la désense des droits & de l'autorité des Etats de Hollande; pour le maintien de la Religion, d'où il fallait bannir toute recherche fur la foi, & toute contrainte; pour la confervation des priviléges des villes contre les prétentions des Cours de lustice, en cas de procédures en matière criminelle &c. Leide, Gouda, Rotterdam, Schoon. boven, la Brille, Alkmaar & Hoorn accéderent de même à la déclaration faite par la ville de Harlem.

Au Printems de l'année 1618. le Prince se rendit en Gueldres, où il changea hors de tems toute la Régence de Nimégue, malgré les oppositions & protestations du Magistrat. S'étant rendu au mois de Mai suivant dans l'Overyssel, il

par-

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 471

parvint à gagner cette Province pour la convocation d'un Synode. Les Waardgelders commençaient cependant à être fort à charge à la Province d'Utrecht. Certains membres des Etats proposaient de ne les conserver qu'au cas que la Hollande voulût les payer; d'autres voulaient au contraire, qu'on les licentiat tout-à-fait, & que l'on demandât au Prince quelques Compagnies pour le maintien de la tranquillité publique. D'un autre côté l'exemple tout récent de Nimégue faisait craindre à Utrecht, que Maurice n'y vint faire dans la Régence les mêmes changemens qu'il avait faits dans cette ville de la Gueldres. Il est vrai que la résolution en était prise, mais avant tout il fallait voir de congédier les Waardgelders. Aussi les Etats-Généraux envoyèrent pour cet effet à Utrecht quelques personnes de leur Assemblée avec le Prince Maurice. Les Etats de Hollande de leur côté, voulant prévenir ce coup d'autorité, y avaient envoyé aussi quelques députés. Ceux-ci étant allés saluer le Prince à son arrivée, & la conversation étant tombée sur l'objet de leurs commissions respectives, Maurice leur dit, que les mésiances & la division qui regnaient dans le Gouvernement actuel étaient l'ouvrage du Grand-Pensionaire; que l'on avait cherché à lui faire perdre son autorité & son crédit, à lui Prince d'Orange, & à le chasser du Pays; qu'il savait très-bien ce qu'il faisait; que cing Provinces étaient pour lui, & qu'il attendait des députés des six villes de Hollande *, qui

^{*} Ces six villes étaient Dordrecht, Amsterdam, Enckbuyzen, Edam, Purmerende, & Schiedam qui se joignit aux Gg 4

qui le soutiendraient; qu'enfin les Waardgelders étaient pires que les titadelles des Espagnols, & qu'ainsi il fallait s'en défaire. A ces reproches & à ces acculations, Grotius, qui était l'un des députés, répondit , qu'il ne connaissait personne , qui cut jamais formé le moindre dessein au désavantage de son Excellence; que, quand même ,, le Pensionnaire ne seroit plus, eux tous se croi-,, raient obligés de désendre & de protéger les ,, droits & les priviléges de la Province. Qu'il ,, semblait que l'on méprisat actuellement la Hol-, lande, & que l'on voulût l'assujettir aux autres , Provinces." Le Prince repartit là dessus, que le Pensionnaire semblait au contraire des seuls Etats de Hollande vouloir faire les Etats · Généraux. Cet entretien fit juger aux députés de cette Province, qu'il n'y avait guères d'apparence qu'ils pussent réussir dans la Commission dont les avaient chargés leurs Maîtres. Quant à ce qu'avait fait entendre le Prince, que l'on cherchait à le dépouiller de ses dignités, il parait par le témoignage d'autres personnes, qu'il n'y avait pas le moindre fondement à ce reproche. Il semble cependant que l'on avait inspiré ce soupçon au Prince, puisqu'il est sûr que l'on rechercha par la suite dans Utrecht, ou parmi les personnes de la Régence de cette ville, si l'on n'y avait jamais fait quelque proposition pour ôter le Stadhouderat à Maurice & en revêtir le Comte de Kuilenbourg. On soupçonna même que quelques personnes pouvaient avoir jetté les yeux sur le Comte Fréderic - Henri.

LES

cinq premières, pour presser la convocation d'un Synode National.

Les Députés de Hollande, s'appercevant enfin que les Officiers des Waardgelders, non plus que ceux de la garnison ordinaire, n'étaient pas portés à obéir aux Etats d'Utrecht, & qu'ainsi ils ne pouvaient espérer de leur Commission le succès qu'ils s'en étaient promis d'abord, jugèrent à propos de se retirer. Ils crurent d'autant plus devoir hâter leur départ, que la plupart des Magistrats & le Sécrétaire Ledenberg, avaient déjà abandonné la ville, dans la crainte qu'on ne leur y fit un mauvais parti. Au moment de leur départ ils virent arriver & descendre de leurs voitures les autres députés de Dordrecht, d'Amsterdam, de Schiedam, d'Enckhuizen, d'Edam & de Purmerende; & furent informés après, que s'ils s'étaient arrêtés à Utrecht une demie heure de plus, ils y auraient été arrêtés comme prisonniers d'Etat. Dès le même jour le Prince licentia les Waardgelders, & fit ensuite des changemens dans la Régence, qui prit alors une forme toute nouvelle. L'on a cru devoir faire observer ici, que Nicolas Berk fut fait alors Bourguemaître, & que Corneille van de Poll, qui l'était déjà, fut continué dans cette charge *. Dès que les Contre-Rémontrans se sentirent assurés de la faveur

L'on verra plus bas, lorsque l'on parlera du procès fait à Barneveld, pourquoi le Rédacteur à fait mention du Bourguemaître Berk. Quant à van de Poll, c'est lui, diton, que Grotius avait en vue lorsque dans son Apologie il parle d'une certaine personne, qui dès lors, dit-il, avait, résolu de faire annuller les Résolutions auxquelles luimême avait eu part, & d'abandonner la cause des Etats, d'Utrecht, asin de trouver son propre avantage dans le changement de la Régence."

des nouveaux Magistrats, ils demandèrent & obtinrent sans peine une des Eglises publiques; mais s'y trouvant bientôt trop resserrés, il fut ordonné aux Rémontrans de leur céder la Cathédrale, & de se contenter pour eux - mêmes de l'autre Eglise *. Les changemens faits à Utrecht frayèrent le chemin à ceux qui se firent peu après en Hollande, & à la tenue du Synode National. En effet les Waardgelders furent bientôt licentiés par toute la Hollande, sur les promesses, dit Grotius, que l'on fit, que, par ce moyen, la tranquillité serait entiérement rétablie & conservée. L'affaire du Synode fut reprile alors avec plus de vigueur que jamais, aussi toutes les villes de Hollande, à l'exception de Gouda, y consentirent le 25. d'Août, avec certaines restrictions cependant, qui portaient en substance, " qu'il fau-, drait y traiter les affaires de façon à accommo-, der, non à décider les différends; & que les , actes du Synode n'auraient de force que lors-, qu'ils auraient été approuvés par les États as-,, semblés." Avant que les villes de Hollande se vissent forcées, par le licentiement des Waardgelders, de donner leur consentement à la tenue d'un Synode, les Etats de cette Province avaient fait quelques démarches, qui prouvaient combien ils étaient éloignés de se désister de leurs premières oppositions. Les Lettres de convocation avaient été envoyées aux différentes Provinces de l'Union, aux Rois de France & d'An-

^{*} Cette dernière église, nommée Buurkerk en Hollandais, est très-petite, en comparaison du Domkerk ou de la Cathe-drale d'Utrecht, qui est d'une vaste étendue.

gleterre, aux Eglises Reformées de France, & à différents Princes & Etats, qui protégeaient ou toléraient le Religion Protestante. On y priait ces Souverains de vouloir bien envoyer quelques Théologiens au Synode qui devait se tenir à Dordrecht. Les Etats de Hollande, de leur côté, jugeant que, par la convocation d'une Assemblée ecclésiastique, faite sans leur consentement, dans une ville de leur Province, les Etats-Généraux s'attribuaient une autorité qui ne leur appartenait pas, renvoyèrent jusqu'à deux reprises les lettres de convocation, sans les avoir-ouvertes. Ils écrivirent aussi aux Rois de France & d'Angleterre, de même qu'aux autres Puissances auxquelles les Etats-Généraux avaient écrit sur la tenue de leur Synode. Dans ces lettres les Etats de Hollande priaient ces Souverains, de ne point permettre qu'aucun de leurs Théologiens vint appuyer un projet qui portait préjudice à l'autorité Souveraine & à la paix de l'Eglise *. Toutes ces précautions avaient été inutiles, & la Hollande, qui voyait de jour en jour avilir & abbaisser son autorité, se vit enfin obligée de souscrire forcément à des résolutions qu'elle ne pouvait plus empêcher. L'on en était encore aux délibérations sur cette affaire, lorsque le 29. Août † l'on apprit

Le Roi de France qui avait des sujets particuliers de mécontentement contre les Etats-Généraux, désendit en effet aux Eglises Résormées de son Royaume d'envoyer des Députés au Synode de Dordrecht.

† Du Maurier dans ses mémoires place au 22. d'Août la prise de Barneveld; & il parait assez difficile de concilier la date de notre auteur avec ce qu'il dit plus haut, que ,, tous les villes de Hollande, excepté Gouda, consentirent.

Barneveld, apprit que Barneveld avait été arrêté, ce qui Grotius, pour quelque-tems fit cesser tout-à-fait celles Hogerbeets des Etats de Hollande.

& Ledenberg font arrêtés.

La mesintelligence qui regnait depuis longtems entre le Prince Maurice & le Pensionaire, avait fait prévoir à plusieurs la disgrace de celui-ci; aussi en fut-on moins surpris d'apprendre qu'il avait été arrêté. Il était même plusieurs fois échappé au Prince des expressions, qui ne témoignaient que trop combien il soupçonnait Barneveld de lui être contraire, & qu'il saurait trouver un jour l'occasion de s'en venger. Outre l'accusation vague de trahison, l'on donnait quatre raisons principales du mécontentement contre le Pensionnaire & ceux de son parti. On l'accusait premièrement d'avoir trop savorisé les Rémontrans; en second lieu d'avoir conseillé la

" le 25. à la tenue du Synode." Et il ajoute tout de suite que,, la nouvelle de la prise de Barneveld sit tout-à fait " cesser pour un tems les délibérations des Etats de Hol-" lande sur cette affaire (c'est à dire la tenue du Synode)". Si les Etats de Hollande délibéraient encore sur le parti qu'ils prendraient, ils n'avaient donc pas encore consenti lors de la prise de Barneveld; & s'ils avaient déjà consenti, cette prise ne pouvait plus arrêter leurs délibérations. D'ailleurs Mr. Wagenaar dit lui même un peu plus haut, que ,, l'on ", avait délibéré sur cette affaire jusqu'au 29. & que les sen-" timens avaient été alors portés si près de l'unanimité " que, comme le Pensionnaire l'a lui même déclaré après. " l'on aurait dans l'espace de trois heures pleinement con-" fenti au synode; lorsqu'un événement extraordinaire ar-" rêta tout-à-fait pour un tems les délibérations de la Hol-" lande. Je veux parler, continue Mr. Wagenaar, de la , prise de Barneveld &c." Il n'est guères possible, comme l'on voit, de ne pas trouver de l'erreur dans l'une des deux dates posées par notre auteur.

levée des Waardgelders; troissèmement d'avoir exigé un nouveau serment des garnisons ordinaires; & enfin d'avoir été cause que les Etats de Hollande avaient envoyé leurs députés à Utrecht, pour y empêcher, s'il était possible, que l'on n'y

licentiat les Waardgelders.

La veille du jour fixé pour s'assurer de sa personne, le Conseiller Berkhout & une autre personne étaient venus l'avertir, que surement il serait arrêté. Barneveld se contenta de remercier ces Messieurs de leur avis, mais ne jugea pas à propos de se retirer. Le Dimanche 29. d'Août, le Ministre Uitenbogaard se rendit dès les sept heures chez Barneveld pour le prier de livrer encore un mémoire en faveur des Rémontrans. Il trouva le Pensionnaire plus triste que de coutume; ce qui l'engagea à le consoler par l'exemple de plusieurs grands hommes, qui tous avaient été indignement récompensés pour avoir rendu les plus grands services à leur patrie. Une demie heure après que le Ministre se fut retiré, Barneveld monta en carosse pour se rendre à la Cour. A peine il y était arrivé, qu'un des Gentils - hommes de la chambre vint lui dire, que le Prince désirait de lui parler Il passa pour cet effet dans l'appartement où Maurice donnait d'ordinaire ses audiences particulières, d'où ayant d'abord été conduit dans un autre, il y fut arrêté, au nom des Etats-Généraux par Nythof Lieutenant des Gardes du Corps du Prince. Il demanda à parler à son Excellence *, mais on

On ne donnait encore que ce titre au Prince Maurice; son frère Fréderic - Henri ayant été le premier de cette mai-

le lui refusa. Grotius, étant peu après entré à l'Assemblée des Conseillers-Commissaires, fut prié de même de passer chez le Prince, où, lui dit-on, le Pensionnaire était aussi. Il était à peine monté, que Pierre van der Meulen, Capitaine des armes, l'arrêta au nom des Etats-Généraux. Hogerbeets fut traité de la même ma-Ils furent d'abord placés dans autant d'appartemens particuliers, sans qu'aucun d'eux put être instruit de l'emprisonnement des autres. tin du même jour l'on avait envoyé quelqu'un à Utrecht pour s'y saisir de Ledenberg, qui depuis quelques semaines était arrêté dans sa propre maison. On le conduisit à la Haye sous une forte escorte, &, comme les autres, il fut enfermé dans un appartement séparé de la Cour.

Que lo ues-uns ont crû que Barneveld, Grotius & Hogerbeets n'avaient été arrêté que par les ordres de peu de personnes du Corps des Etats-Généraux qui s'étaient concertées avec le Prince, sans en donner connaissance aux Etats de Hollande. Mais Hogerbeets, dans un mémoire qui se trouve dans l'Historien Brandt, a observé lui-même, que cette affaire avait été résolue & arrêtée par les mêmes que les Etats-Généraux avaient députés à Utrecht, qu'ils avaient chargé le Prince de l'exécution, & qu'ensuite ils l'avaient fait approuver dans l'Assemblée des Etats-Généraux, où la chose n'avait jamais été proposée auparavant; ce qui est assez conforme à ce qui se trouve marqué, sous ce jour, dans

son qui sut honoré de celui d'Altesse en 1637, par Louis XIII. Roi de France,

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 479

le Regître des Résolutions des Etats de Hol-lande.

Le même jour les Etats-Généraux députerent quelques personnes à ceux de Hollande pour Les Etats leur dire, que ce n'était que pour le bien de l'Etat de Hollanque l'on s'était assuré de ces trois Messieurs. Le nent de la corps des Nobles & la plupart des villes répon-violation dirent, qu'ils étaient très-fachés de ce qui venait de leurs de se passer, & qu'ils ne pouvaient considérer droits. cette démarche, que comme une violation de la liberté & des droits de la Province, qu'ainsi ils désiraient que l'on relachât d'abord les prisonniers. Mais les députés des six villes, Dordrecht, Amsterdam, Schiedam, Enckhuizen, Edam & Purmerende, dirent simplement, qu'ils feraient leur rapport, & qu'ils désiraient que les choses restassent cependant dans l'état où elles étaient. Les Nobles & la plupart des villes s'adressèrent le même jour au Prince, lui représentant sans détour, que la Majesté, la Liberté & les Droits de la Province de Hollande ayant été ouvertement violés par cette démarche, ils priaient son Excellence, en sa qualité de Stadhouder, de remédier à tout ce qui s'était fait. Les six villes, toujours opposées à ce que proposait la majorité des Etats, livrèrent une Déclaration au contraire, par laquelle elles desapprouvaient les plaintes & la prière des autres membres. Le Réponse Prince répondit, que ce qui venait de se passer, de Mauri-n'avait pas été fait par ses ordres, mais par ceux tats de des Etats-Généraux, que l'on devait croire n'a-Hollandoi voir point agi sans de justes motifs; qu'il ne voulait pas disputer à la Hollaude les droits qu'elle prétendait, & que les Etats de Hollande trou-

VC:

veraient bien le moyen d'arranger ce différend avec les Etats-Généraux. Sur cette réponse il fut résolu d'attendre, à désendre & à maintetenir les droits de la Province, jusqu'au retour de quelques membres qui étaient allés faire leur rapport à leurs villes, & de veiller cependant à ce que les Prisonniers fussent bien traités de la part des Etats - Généraux.

Mouve. L'EMPRISONNEMENT de Mr. de Barnemens de veld plongea toute sa famille dans la douleur & la famille duPension-l'abbattement. Messieurs van der Myle & l'eennaire pour buizen ses Gendres, & Monsieur de Groeneveld le faire re-son fils-ainé, se rendirent l'après midi chez le lacher. Prince, pour le conjurer d'avoir égard au grand âge de leur Père, & de lui donner sa maison pour prison. C'est l'affaire des Etats-Généraux, leur répondit Maurice; il ne sera point fait de tort à votre père, pas plus qu'à moi. Monsieur Veenhuizen cependant, voulant excuser la conduite de son Beau-Père, pour avoir été contre l'Eglise

> mot d'Eglise de Cloitre, qu'il s'écria en colère, 941-

du Cloitre *, à peine le Prince eut entendu le

Le Lecteur se rappellera que des que les Contre - Rémontrans fe furent emparés du Kloofter-Kerk (l'Eglise du Cloitre) le Prince Maurice assecta de n'assister au service divin que dans cette Eglise, tandis que Barneveld resta attaché à la grande Eglise, où l'on tolérait encore les sermons des Rémontrans. La menace rensermée dans l'expression proverbiale dont se servit le Prince, en répondant à Veenbuizen, était assez claire, & ne faisait que trop prévoir quelle serait la destinée d'un homme à qui, venoit on d'affurer, il ne serait point fait de tort. Au reste ces particularités, dit notre auteur, sont tirées d'un Journal du Ministre Uitenbogaard, qui assure les tenir de la bouche de van der Myle lui-même.

quiconque veut s'opposer à l'Eglise du Cloitre, sis piés ne l'emporteront point d'ici. Peu rassurés sur le sort de leur malheureux père, le fils & les deux gendres s'adresserent aux Etats - Généraux, qui ne firent point de réponse à leur requête. Vers le même tems les Seigneurs de Schagen & d'Asperen, tous deux membres du Corps des Nobles, entreprirent de délivrer Barneveld de sa prison. Ayant pénétré jusqu'à l'appartement où il était renfermé, ils demandèrent qu'on le relachât aussitôt; mais le Prince accourant au bruit, ordonna de desarmer ces deux Seigneurs, & de s'assurer de leurs personnes. jusqu'à ce que l'on sût ce qu'il plairait aux Etats-Généraux d'en ordonner. Mais le moment d'après il déclara qu'il suffirait, à son avis, de leur faire une réprimande, & de les relâcher sous caution; ce qui sut d'abord exécuté. Le jour même de l'emprisonnement de son ami, Vitenbogaard quitta la Haye; plusieurs autres suivirent son exemple, & van der Myle lui - même, averti que l'on épiait toutes ses démarches, ne tarda pas à se retirer en France, d'où il revint cependant l'année suivante.

Une Déclaration, sortie le même jour de la Moyens presse de l'Imprimeur des Etats, mais sans signa-employés ture, instruisit bientôt le Public de cet évène-pour noirment. L'on vit aussitôt revivre les odieuses actions de trahison, de persidie, & d'intellidans l'Esgence avec l'Espagne. Dans des libelles de tout prit du genre, auxquels on laissait actuellement un libre peuple cours, l'on faisait des prisonsiers le portrait le plus affreux. Plusieurs précendaient être convaincus, que l'on avait découvert à Utrecht des Tome II

ne naissait cependant que de l'interprétation odieute & forcée, que l'on faisait de quelques expressions vagues de la déclaration ci-dessus mentionnée *. Il parait même que quelques-uns des députés des Etats-Généraux soupçonnaient le Pensionnaire de trahison, quoique l'on ne pût guères l'établir sur ce que l'on prétendait avoir dégouvert à Utrecht, rélativement à cette incul-

pation.

LES quatre autres chefs d'accusation, dont nous avons dit un mot en passant +, suffisaient seuls pour rendre raison du mécontentement pris contre Barneveld & ses compagnons d'infortune. Dans l'explication que l'on donnait de ces quatre prétendus crimes, on mettait la conduite du Pensionnaire dans le jour le plus odieux. 1º. Il avait, disait-on, favorisé les Rémontrans, qui attribuaient au Souverain une grande autorité dans les assaires de l'Eglise; c'était aussi par lui, ou à sa recommandation, que l'on avait donné des Professeurs Rémontrans pour Successeurs à Arminius, ce qui devait nécessairement contribuer à augmenter le nombre des Ministres attachés aux mêmes opinions. 2°. Il avait fait prendre & exécuter la résolution de soudoyer les Waardgelders, qui prétaient un serment particulier aux Magistrats des villes. 3°. C'était lui qui dans plusieurs endroits avait fait exiger un serment pareil des garnisons ordinaires; ce qui aux yeux du Prin-

^{*} Il y était dit que, l'on avait découvert des choses, que l'on avait dejà soupponnes auparavant.

A' la page 476.

Prince était une violation des droits attachés à sa charge de Capitaine - Général, & une démarche par laquelle on avait cherché à diminuer son crédit & son autorité. 4°. Ce qui s'était passé à Utrecht tendait à la même fin : car il était affez clair, que tout s'y était fait par les intrigues de Barneveld. Il savait que le Prince travaillait à y faire licentier les Waardgelders, & cependant il n'en avait pas moins fait nommer une députation, qui s'était rendue à Utrecht, pour prévenir ce licentiement, ou pour employer la force de ces mêmes Waardgelders, afin d'y mettre la Magistrature, autant qu'il se pourrait, à couvert de toute entreprise de la part du Prince. gerbeets & Grotius, ajoutait-on, étaient de tous ces députés ceux qui avaient le plus de mérite & de capacité. Raison qui devait suffire pour leur faire partager la disgrace que le Pensionnaire s'était attirée par cette Députation. D'ailleurs ils avaient conseillé de s'assurer des portes de la ville, de doubler les gardes, & avaient sérieusement condamné le refus des Waardgelders de prendre la défense des Etats & de la Régence. Actions que le Prince regardait comme une résistance violente & criminelle faite à lui-même & aux Députés des Etats-Généraux. Tels étaient les chefs d'accusation portés contre le Pensionnaire, Hogerbeets & Grotius; c'était pour leur faire rendre compte de ces crimes, que l'on avait cru devoir s'assurer de leurs personnes.

It était tout naturel de s'attendre que l'on en- Le Prince tamerait d'abord les procédures, & que l'on ne fait hors de différerait pas de faire subir les interrogatoires aux grands prétendus criminels. Bien des gens en esset trou-change.

Hh a

do pla ficure til-Imile; & par quel Biotif.

mens dans verent étrange que plusieurs semaines se passasla Régencesent sans que l'on tît des recherches ultérieures sur cette grande affaire. Mais l'on ne tarda pas les de Hol. à être instruit, ou à se douter du moins, des motifs de ces délais. Les membres des Etats de Hollande, qui voulaient être présents aux interrogatoires, s'étaient séparés pour se rassembler quelques jours après, & avaient exigé qu'en attendant l'on ne passat pas outre. Rotterdam, d'un autre côté, avait instamment demandé au Prince l'élargissement de Grotius, devenu Pensionnaire de cette ville, ou du moins qu'on lui donnat sa maison pour prison. Les Magistrats de Leyde voulaient que l'on ne procédat contre Hogerbeets, leur Pensionnaire, que conformément aux priviléges de leur ville. L'une & l'autre prétendaient que c'était au Prince, comme Stadhouder, à maintenir les Priviléges, mais Maurice pour toute réponse, les renvoya aux Etats-Généraux. D'autres villes, disait - on, devaient à l'assemblée prochaine des Etats de la Province, insister sur l'élargissement des Prisonniers, & décharer ,, que l'on recevrait ensuite les accusations , que l'on voudrait porter contre eux; que, si , elles concernaient les affaires intérieures de la , Province, ce serait aux Etats de Hollande à , en juger. Que l'on prierait le Prince de main-, tenir les Priviléges, mais que si l'on ne pou-, vait obtenir d'abord ni l'un ni l'autre, l'on ,, ne permettrait d'interroger les Prisonniers qu'en , présence des Ambassadeurs de France, d'An-" gleterre & de Suéde, & des Députés de tous ,, les membres, de Hollande & de West - Frise; 2, & que l'on ne pourrait procéder sur aucun , point

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 485

point d'importance, sans leur en avoir donné , connaissance & obtenu leur consentement. , Mais si les Prisonniers, ou quelqu'un d'eux, , avaient eu des intelligences secrettes avec les. , Espagnols, les Archiducs, ou leurs partisans, , au désavantage des Provinces - Unies, & que , ces accusations pussent être clairement & suf-, fisamment prouvées, on en ferait un exemple , pour les autres, en les traitant sans miséricor-, de, comme méritent d'être traités les scélérats & les traitres." Il eut été difficile, sansdoute, de faire des propositions plus justes & plus raisonnables; mais les six villes, si souvent mentionnées, & dans toute cette affaire toujours en opposition avec les autres, n'entendaient pas que l'on dût demander l'élargissement des prisonniers; & permettre qu'ils fussent mis en justice dans les villes particulières, ou qu'on ne leur donnât que des juges Hollandais; c'était, selon ces villes, leur faire une faveur qu'ils ne méritaient pas. Pour prévenir donc tous les nouveaux obstacles qui pouvaient naître de cette diversité de vues & de sentimens, le Prince résolut, de concert avec quelques membres des Etats de Hollande, de faire un changement extraordinaire, & hors de tems, dans la Régence de plusieurs villes de cette Province. Une démarche pareille, & à laquelle il semblait que l'on ne dût pas s'attendre, après le licentiement des Waardgelders, & le consentement donné pour la tenue d'un Synode, étonna plusieurs, & sut différemment interprétée. En général l'on ne s'en promettait rien de favorable à la cause des Pri-Hh 3 ion-

sonniers, qui en virent reculer de plus de deux

mois le commencement des procédures.

Le 7. de Septembre le Prince partit de la Haye pour aller remplir la Commission dont il s'était chargé. Il se rendit d'abord à Schounboven & delà à la Brille, & créa dans ces deux villes une Régence toute nouvelle, après avoir remercié tous les anciens membres de leurs services. Il sit ensuite dissérents changemens à Delst, Schiedam, Gorinchem, Oudewater, Woerden, Monnikendam, Medenblik, Alkmaar & Hoorn. Dans cette dernière ville cependant le Prince rencontra quelque difficulté. La Régence, prévoyant qu'il viendrait, l'avait fait prier de n'y point entrer avec une suite nombreuse. Mauris. ce avait répondu que ,, si Messieurs de Hoorn ne , voulaient pas qu'il entrât dans leur ville, il , était prêt de prendre une autre route, mais il , verrait après ce qu'il aurait à faire. Et quant , à son train il ne le diminuerait pas d'un seul 22 Page." Il fut donc résolu de lui ouvrir les portes, & on le recut avec de grandes marques de respect & de confiance. On le pria ensuite de ne point faire de changemens dans le corps de la Magistrature, ou de n'en faire que pour augmenter le nombre des Conseillers. Le Prince parut goûter cette proposition; mais le troisseme jour de son arrivée, quelques Compagnies de soldats, qu'il avait mandés de Frise & d'ailleurs, étant entrées dans le port, il se rendit à l'Hôtel de ville, accompagné d'un grand nombre de Gentils-hommes & de quelques centaines de soldats, & y ayant sait venir toute la Régence, il la délia de son serment & la remercia de ics

ses services. Il rendit cependant leurs places à huit des anciens membres, & en nomma douze nouveaux pour compléter le Conseil. De toutes les villes de la West Frise, Purmerende sur la seule où le Prince ne sit point de changement, quoiqu'il s'y sut rendu comme dans les autres.

DE retour à la Haye, Maurice fut complimenté & remercié par la plupart des membres des Etats de Hollande, de toutes les peines qu'il avait bien voulu prendre. Dans le rapport qu'il avait fait de sa Commission, & qu'il n'avait pu remplir, disait-il, sans coufir les plus grands dangers, le Prince n'avait pas manqué d'infinuer que le bien de l'Etat exigeait, que l'on fit de pareils changemens dans les autres villes de la Province. Les Etats de Hollande, convaincus du desintéressement de son Excellence dans toute cette affaire, la conjurèrent de continuer à veiller au rétablissement de la tranquillité publique, & de faire tous les changemens qu'elle jugerait nécessaires. En conséquence Maurice, toujours accompagné d'une forte escorte, se rendit à Leyde, à Harlem, à Rotterdam, à Gouda & à Amsterdam, où il en agit partout comme il avait déjà fat dans les autres villes de la Province. Dans rette dernière ville cependant, l'ancien Bourguanaître Corneille Pieterszoon Flooft, osa adreser la parole au Prince, & le prier de voular bien ménager cette bonne ville, & l'honorahe Corps de ses Magistrats. Hooft s'était un pu étendu sur la conduite que toute la Régenceavait tenue dans cette affaire; la réponse du Prince fut plus courte; Bon - homme, lui dit-il, pur cette fois il faut que la chose se fasse, la néclité & le bien Hh 4

de la Province l'exigent. Cependant il n'y eurque sept des membres du Conseil qui furent démis de leurs charges de Conseillers, sans l'être des autres emplois dont ils étaient revôtus. pe sit point de changement à Dordrecht, quoiqu'il y eut déjà une liste d'onze personnes, que l'on assurait devoir perdre leur place au Conseil. Mais Hugues Muis van Holy, Baillif de la ville, qui était bien avant dans les bonnes graces du Prince, prévint le coup en représentant à son Excellence, que ,, les Magistrats de Dordrecht , étaient étroitement unis les uns aux autres & ,, par le lang & par des alliances entre les dif-,, férentes familles; qu'ainsi ce serait saire ré-, tomber sur tous, le tort sait à quelques - uns.' Suivant la différente disposition des Esprits l'on parla différemment de ce que le Prince venait de faire; muis les Etats de Hollande approuverent tout, confirmerent tout.

Avant que tous ces changemens se sussente faits, & peu après l'emprisonnement de Barne-weld, l'Ambassadeur de France avait présenté un mémoire à l'Assemblée des Etats-Généraux, pur lequel il déclarait, être très-étonné de ce, qui venait de se passer; qu'il craignait que, son maître ne s'en tint offensé, & qu'il se, pourrait bien qu'il prit le Pensionnaire en sa, protésion." Les Etats qui n'avaient plus le même b soin de la France que sous le regne précédent, épondirent de manière à ne point choquer trop qu'ertement Louis XIII., mais de saçon aussi à qui laisser peu d'espérance de réussit dans son increession. Barneveld cependant & Grosius avaien été instruits de bonne-beure de

la

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 489

la Déclaration publiée contre eux, le jour même qu'ils avaient été arrêtés. L'un & l'autre en parurent également inquiets & très-offensés. Ils apprirent de même les changemens faits dans la Régence. Par un billet écrit en latin, & qui fut intercepté *, l'on mandait au Pensionnaire; , Ne vous reposez pas sur les Etats de Hollande; , car le Prince d'Orange a changé la Magistra-, ture dans plusieurs villes. Dudlei Karleton † , n'est point votre ami." Cette nouvelle ne causa pas peu d'inquiétude à l'honnête vieillard; il regarda la démarche du Prince comme un acte de Souveraineté, qui lui fit craindre plus que jamais, que Maurice ne cherchât réellement à se rendre maître de l'Etat; quoiqu'il n'eut jamais imaginé, dit-il, que le Prince s'y serait pris de cette manière #. Cependant l'on avait transféré le Pensionnaire dans l'appartement, où avait été détenu l'Amirante d'Arragon, & que l'on avait réconstruit pour en faire une prison plus forte & plus fure.

IL

^{*} Barneveld avait déjà reçu plusieurs billets roulés dans un tuyan de plume très mince, & inséré avec subtilité dans de très belles poires qu'on lui envoyait; un de ses gardes ayant pris une de ces poires, y trouva ce dernier billet, & découvrit ainsi le moyen dont on se servait pour saire savoir aux prisonniers ce qui se passait au dehors.

[†] L'Ambassadeur d'Angleterre.

[‡] Jean Franken, domestique très-attaché à Barneveld, qui sut toujours près de ce grand homme dans sa prison, & lui rendit les derniers services jusque sur l'échasaut, a écrit, dans une histoire qu'il a donnée de son bon maître, que ce surent là les propres expressions dont se servit le Pensionnaire, lorsqu'il apprit les changemens saits dans la Magistrature de presque toutes les villes de la Hollande.

Hogerbeets Il était tems de penser à la recherche des criinterrogé, mes imputés aux Prisonniers. L'on commença par Hogerbeets. Le 27. de Septembre il subit son premier interrogatoire, dans l'appartement même où il était arrêté. Les Etats de Hollande avaient, à la pluralité des voix, remis la connaissance de toute cette grande affaire aux Etats-Généraux & au Prince Maurice. Hogerbeets, avant de répondre, déclina la jurisdiction de ses Commissaires, déclarant que par ses réponses devant des Etrangers *, il ne prétendait pas porter la moindre atteinte à ses droits & priviléges, comme sujet indigéne de la Hollande & citoyen de Leyde. Pierre van Leeuwen, un des Fiscaux, lui demanda,, si Barneveld ne lui avait pas con-, seillé de prendre le Pensionnariat de Leyde?" il répondit que non; mais qu'ayant demandé le conseil de ce Ministre, il lui avait exposé les dangers & les difficultés du pour & du contre, & lui avait laissé la liberté du choix. Sur l'article de

Les deux Procureurs Fiscaux, nommés par les Etats-Généraux & le Prince pour cette Commission, étaient Laurent Sylla, pour la Province de Gueldre, & Pierre van Leeuwen pour celle d'Utrecht; on leur associa ensuite Antoine Duik pour la Hollande; peut-être, dit l'auteur, qu'on les choisit exprès de ces trois Provinces, parce qu'elles étaient les plus intéressées aux recherches que l'on allait saire. Cinq autres Commissaires accompagnés du Gressier Henri Pots, se rendurent dans la chambre de Hagerheets, Voogd, pour la Gueldre; Manmaker, pour la Zélande; Adrien Ploos pour Utrecht; Zavartszenbourg, pour la Frise; & Koenders, pour Groningue. L'on doit observer que de ces cinq personnes, trois avaient été députées pour se rendre avec le Prince à Utrecht, asin d'y licentier les Waardgelders & changer la Régence.

de la levée des Waardgelders à Leyde; il répondit que la chose s'était passée avant qu'il sut entré dans le minissére de cette ville, & qu'il n'avait pas conseillé leur licentiement, parce qu'il ne voyait pas que la ville en put retirer quelqu'avantage, ou que la tranquillité dût par ce moyen y être rétablie. Ce sut là à peu près, dit Hogerbeets lui-même dans ses mémoires, ce qui se passa

d'essentiel dans le premier interrogatoire.

LEDENBERG qui avait déjà été examiné à Utrecht, d'où il avait été depuis transféré dans les prisons de la Haye, y subit le même jour son premier interrogatoire. Ses réponses n'ayant pas satisfait les Commissaires, le Fiscal van Leeuwen le menaça, dit-on, de la torture, pour le lendemain, s'il persistait à ne vouloir rien confesser de plus que ce qu'il avait avoué jusqu'alors. Ledenberg, effrayé de ces menaces, résolut d'en prévenir les suites terribles. ' C'est du moins à ce motif, que quelques-uns ont cru devoir attribuer sa fin funeste, quoique d'autres ayent prétendu que, se sentant réellement coupable, il n'avait fait que se soustraire à un supplice ignominieux. Il est vrai que les Fiscaux van Leeuwen & Sylla ont déclaré eux - mêmes qu'ils n'avaient jamais employé ni dureté ni menace contre ce Prisonnier; mais il est vrai aussi, que Grotius assure avoir appris de Nythoff, le même qui l'avait arrêté, que Ledenberg avait déjà été menacé de la question à Utrecht, & que l'exécuteur avait même mis la main sur lui. Quoiqu'il en soit, dès que van Leeuwen & Syl- Ledenberg

la se furent retirés, Ledenberg passa quelque tems se tue luien prières. Il donna ensuite à l'un de ses fils, mème dans aux prison,

qui avait obtenu permission de lui tenir compagnie, un billet écrit en François, langue que le jeune homme n'entendait pas. Il lui recommanda en même tems de bien conserver ce billet, & de ne point se lever s'il entendait quelque bruit pendant la nuit, parce que peut-être lui-même serait obligé de se lever pour quelques besoins. Cette nuit & la suivante il ne se passa rien; mais dans la nuit du 28. au 29. Septembre, le fils entendit son père pousser une sorte de cri si peu ordinaire, qu'il se leva, & demanda de la lumière à la garde. L'on trouva le malheureux baigné dans son sang, & déjà expiré; il s'était donné dans le ventre deux coups d'un couteau de table, & s'était coupé la gorge. Le billet, que son fils remit alors, était conçu en ces termes: , Je scai que l'inclination est de statuer en ma per-, sonne l'exemple, me confronter avecq mes meil-, leurs amis, me torturer, apres me convaincre , de contrarietez & de faussetez, comme on dict, , & apres sur des pointes & des pointeilles fonder , une sentence ignominicuse, car ainsy faut il fai-, re, pour justifier la (le) saisissement & empri-, somement. Pour échapper tout cela, je me vay , rendre a Dicu par plus court chemin. Contre n l'homme mort ne tombe sentence de confiscation des biens. Actum XVII. Septembris 1718. Stil. , vet. *" Les parens du Désunt demandèrent aux Etats-Généraux, qu'il leur fut permis de l'enterrer; mais comme le Prince était alors ab-

Dans cette lettre, copiée de la grande histoire de Mr. Wagenzar, l'on a conservé l'ortographe & la ponétuation de l'original.

sent, l'on ne jugea pas à propos de rien statuer sur la requête. Le cadavre sut donc mis dans un cercueil, & conservé jusqu'à l'année

suivante, que l'on prononça sa sentence.

Avant de passer aux interrogatoires de Barneveld & de Grotius, l'on en fit subir un second à Hogerbeets, principalement sur l'affaire d'Utrecht, dans lequel n'ayant rien avoué, on le laisfa neuf semaines entières sans l'examiner de nouveau. Mais l'on jugea à propos de lui refuser la consolation de voir sa femme ou ses parens, quoiqu'il eut instamment sollicité cette grace. Le 3. de Novembre Grotius fut interrogé; &, de même que Hogerbeets, il en appella à son droit d'indigénat, qui devait l'affranchir de l'obligation de répondre juridiquement à des Commissaires étrangers. Pressé pourtant de s'expliquer, il justifia sa conduite dans tout ce qui s'était passé. Mais un des Commissaires s'étant le lendemain rendu seul dans sa chambre, il lui dit que , l'on avait des preuves des crimes imputés à Barneveld dans certains écrits publiés depuis peu; savoir qu'il avait tiré de l'argent des , Espagnols, pour faire conclure la trêve, &c. empêcher l'établissement de la Compagnie des , Indes - Occidentales." Il finit par avertir & conseiller le prisonnier, de déclarer ce qu'il savait de rélatif à ces accusations. Grotius fut d'abord assez crédule pour ajouter foi à ce qu'on lui disait, & soupçonna même quelque tems la probité du Pensionnaire, dont certaines démarches pouvaient recevoir une interprétation sinistre, s'il était vrai que l'on eut d'ailleurs des preuves qu'il eut manqué à son devoir. Depuis il sut

cependant persuadé que tout ce qu'on lui avait dit, au desavantage du Pensionnaire, n'avait été qu'une ruse des Commissaires, pour lui saire perdre courage à lui-même, & lui arracher l'aveu

des secrets, dont il pourrait être instruit.

LE 17. de Novembre l'on commença par examiner Barneveld. Il déclara d'abord que , ce , qu'il dirait ne servirait qu'à établir les Droits de ses Maîtres les Etats de Hollande; & que , les Etats-Généraux n'avaient point celui de l'arrêter & de le retenir prisonnier." Les interrogatoires du Pensionnaire furent continués pendant vingt jours, & souvent repris le matin & l'après midi du même jour! Il doit cependant paraître affez extraordinaire, que l'on ne trouve nulle part ni les demandes des Commissaires, ni les réponses de Barneveld, sur tant de différents articles, qui firent l'objet de séances si nombreuses & si longues. Tandis que l'on était occupé à lui faire subir son premier interrogatoire, on se saissit de tous ses papiers, dont on ne lui rendit après qu'une partie. L'on en fit autant à Hogerbeets, lorsque l'on eut découvert qu'il avait trouvé le moyen de se procurer des avis du dehors. Trois des Commissaires s'étant même rendus dans l'appartement où ce dernier était arrêté, lui demanderent; Quelles lettres il avait envoyées à Anvers au mois de Mai dernier, & à qui elles étaient écrites? Il répondit que , jamais il n'avait écrit ou envoyé de let-, tres à personne demeurant en pays ennemi, , foit à Anvers, foit ailleurs." A la question qu'on lui fit, quelle connaissance il avait avec le Père Tempel? il répondit ,, qu'il ne connaissait

2, point ce père, & qu'il ne savait même pas 3, l'avoir jamais vû." Ces Messieurs s'étant retirés sans avoir pris note de ce qui venait de se passer, les Commissaires revinrent à la charge le six & le sept de Décembre, & sirent subir un troissème interrogatoire à Hogerbeets, qui persista toujours dans les réponses qu'il avait déjà faites. Grotius, à qui l'on sit aussi subir plussieurs interrogatoires, qui semblaient tendre principalement à découvrir certain prétendu dessein extraordinaire, formé, disait-on, par le Pensionnaire, de concert avec huit villes, contre le Prince, s'expliqua toujours de manière à justisser la conduite de Barneveld, & à prouver son respect, & son attachement pour le Prince.

Que Loues jours avant la fin de toutes ces Les Ams procédures, qui durèrent jusqu'au vingt-un de bassadeurs de France. Décembre, Boisse & du Maurier, Ambassadeurs présentent de France, avaient présenté des mémoires aux un mémoi-Etats-Généraux en faveur des Prisonniers. Ils re aux Eleur représentaient que Barneveld surtout, pour tats-Généraux en ses longs services, méritait d'être traité savora-faveur des

blement; & qu'il serait très-difficile de soupçon-prisonner ce grand homme de trahison, si l'on prenait niers, ce terme dans sa signification propre. Ils insi-stèrent aussi beaucoup à demander qu'on ne donnât aux acusés que des Juges impartiaux; & conjurèrent les nouveaux Magistrats de gouverner les peuples en général avec justice & douceur; & d'user de modération envers les personnes que l'on avait cru devoir démettre de leurs emplois. Les Etats répondirent en termes assez vagues à la proposition des Ambassadeurs; justifièrent leur conduite par la nécessité de pré-

venir

venir des complots qui ne tendaient qu'à la ruine de l'Etat; promirent de prononcer en peu un jugement, dont l'équité serait approuvée du Roi de France lui-même; ajoutant, qu'ils useraient, comme il convenait, de toute la douceur & de toute la clémence, à laquelle ils é uent naturellement enclins. Ils finissaient par prier Sa Majesté de vouloir bien, sur les affaires de leur gouvernement, ajouter foi à leur rapport plutôt qu'à ce que d'autres lui en diraient.

Movens Ingénieux rius pour instruire les puitonqui se pas. sair.

CETTE réponse ne présageait rien de bien favorable aux trois Prisonniers. Le célèbre Pierde Sirive- re Scriverius, qui demeurait alors à Leyde, eut recours à un moyen aussi ingénieux qu'il paraissait sûr, pour les instruire & de cette réponse niers de ce & de quelques - autres objets rélatifs à leur état. Scriverius donnait alors une nouveile édition des Poësies Latines de Janus Secundus, Poëte de la Haye. Il imagina, pendant l'impression, de rejetter certains vers de quelques épreuves, & de remplir ce vuide par d'autres vers, qui contiendraient' ce qu'il voulait mander à ses amis. Les feuilles, qui renfermaient le mystère, avaient été exprès brochées de façon qu'en rognant le livre, elles avaient été conservées entières & fermées. L'ouvrage fut envoyé à Grotius & à Hogerbeets. Les vers ajoutés par Scriverius indiquaient aux prisonniers un moyen de se procurer des avis secrets; ils y apprenaient de plus, que , les interrogatoires du Pensionnaire n'avançaient , que lentement; que l'on espérait quelque cho-, se de bon du mécontentement du Roi de Fran-, ce, dont les Ambassadeurs prenaient fort à , cour l'affaire des prisonniers, & qui avaient , reçu " reçu pour réponse, que bientôt on leur ferait " justice, que les Etats de Hollande devaient " s'assembler le 15. du mois de Janvier; qu'alors " sans doute on procéderait à nommer des ju-" ges; que les Ministres étaient très - méprisés " où il était (à Leide), & qu'on y parlait beau-" coup de guerre, que le soulèvement arrivé de-

, puis peu à Rotterdam, pourrait leur être a-

yantageux." *

GROTIUS plus jeune & plus vif que Hogerheets, n'eut pas de peine à découvrir le my-stère que renfermait le présent de son ami; & se se servit des moyens qu'on lui indiquait de se procurer de nouveaux avis. Hogerheets mit le livse de côté; on lui sit demander plusieurs sois s'il l'avait déjà lû, & on lui en conseillait fortement la lecture, s'il ne l'avait pas saite encore. Cette curiosité, ces avis sirent naître quelque

Le Lecteur étranger sera sans doute bien aise de voir ces vers Latins, que nous n'avons rendus qu'en substance, d'après la traduction de Mr. Wagenaar lui-même, qui a en l'attention de les insérer dans son Histoire.

Nestoris examen tardum est, longumque gubernal;
Limen ad offensum substitit illa nape.

Seria Liligeri juvat indignatio Regis,
Et facit boc aliquid motus in urbe tua.

Spernitur interpres sacer bic, Gradivus amatur;
Et ver quinque duces, si numerentur, erunt.

Hæc retro quosdam sua vertere lumina cogunt.
Si qua sides dictis, jam citò sinis erit.

Talia legati Hectoridum responsa tulere
Quos pronos causæ scito savere tuæ.

Conventum patriæ mox nostra Batavia cernet;
Quindecimum dederis tu modo fane diem.
Tunc de Judicibus certum est disponere vestris.

Tome II

. 498 AEREGE DE L'HISTOIRE

que soupçon. L'on força Hogerbeets de remettre le livre aux Commusaires; l'ouvrage lû avec la plus grande attention, découvrit la rule ingénieuse de Scriverius, avant que l'infortuné Pensionnaire de Leyde pût en taire usage. L'histoire ne marque pas si le savant Scriverius fut inquiété par les Etats pour s'être servi de cette ruse inpocente en faveur de ses amis. fit, quelque tems après, des vers latins pour être mis au bas d'un portrait gravé de Hogerbeets. Après y avoir détaillé en peu de mots tout ce que ce généreux patriote avait fait de grand, il terminait son éloge par demander, mais de tant de versus quelle est la récompense? Seriverius, pour cet éloge, ou plutôt pour ce seul dernier vers, fut cité en justice, & condamné de même que son Imprimeur, à une amande de deux cens florins.

Erccion L'EMPRISONNEMENT de Barneveld peut de li Compagnie des être regardé comme une des principales causes
Indes Ocide l'établissement de la Compagnie des Indes Ocdentales. cidentales. Ce projet avait été mis plusieurs fois
sur le tapis, & récemment encore. Mais Barneveld, jugeant qu'il ne pouvait avoir lieu, sans
porter atteinte aux conditions de la trêve conclue avec les Espagnols, avait eu le crédit
d'en empêcher l'exécution. Les négocians n'ayant plus à craindre l'influence du pouvoir de

^{*} Il est à remarquer que ce savant, ne pouvant se persuader qu'il eut commis une saute qui méritat l'animadversion de la Justice, resusa constamment de payer l'amande, aumant mieux saisser exécuter une partie de ses meubles, que de s'avouer coupable par un acquit volontaire.

ce grand homme, présentèrent de nouveaux mémoires aux Etats généraux, qui au mois de Novembre de cette année (1618.) accordèrent leur consentement. L'Octroi en fut cependant envoyé aux différentes Provinces, ce qui fut cause qu'il se passa quelques années encore, avant que la Compagnie pût s'établir solidement.

PENDANT l'Été, les eaux étant basses, l'on Découverdécouvrit près de Goeréde les fondemens d'une te d'une Ville très ancienne, que l'on conjectura être les ville. restes d'une Ville autrefois célèbre par son commerce, à laquelle des écrivains du neuvième siècle donnent le nom de Witlam, & qu'ils placent fur la Meuse: L'on trouva dans ces ruines quelques monnoies Romaines & autres antiques, ce qui fit juger que cette Ville avait été dans un état florissant du tems de la domination des Romains dans ces Provinces.

L'APPARITION des Comètes était encore Apparition généralement regardée comme le présage d'évè-de deux Comètes, nemens malheureux. Il en parut deux cette année dans les Pays · Bas, l'une pendant l'été, & qui ne fut visible que huit jours; l'autre plus grande vers la fin du mois de Novembre, qui se fit voir plus longtems. Savants & ignorants se mêlèrent de faire l'application de leurs malignes influences; & ne manquèrent pas de les donner pour de tristes présages des malheurs de la patrie. Il faut cependant avouer, que dès lors même il se trouva des gens, quoiqu'en très - petit nombre, qui osaient croire que l'on ne pouvait rien prédire avec fondement, de l'apparition Mort du de ces phénoménes de la nature. Cette même Prince année était mort à Bruxelles Philippe Guillaume, Philippe-I i 2 Prin-Guillaume C.,

Prince d'Orange Comme il ne laissait point d'enfans, il institua son héritier universel Maurice, son frère, qui prit alors le titre de Prince

d'Orange.

Enfin le tems approchait où l'on espérait voir Ouverture du Synode rendre à l'église la paix dont elle était privée National, depuis si longrems; ou plutôt, le moment était arrivé qui devait pour toujours décider du sort des Rémontrans. En effet tout se disposait à leur saire sentir que le soible a toujours tort. Dans une assemblée, uniquement convoquée pour décider des questions qui n'avaient pû l'être encore, il semblait à quelques uns que les deux partis dussent jouir d'un droit égal. Aussi les Rémontrans demandèrent-ils à être admis au Synode comme membres d'un même corps, & non comme accusés, cités devant leurs juges. La demande aurait pû paraître juste, & le danger de l'accorder était d'autant moins à craindre, que les Rémontrans étaient en trop petit nombre, pour qu'ils pussent se flater d'avoir la prépondérance dans les délibérations sur les points controversés. Mais l'on peut dire que leur cause était décidée, avant même d'avoir été jugée; aussi de toutes les Provinces de l'union il n'y eut que celle d'Utrecht qui envoya deux Députés Rémontrans au Synode. Au commencement du Mois de Novembre l'on vit arriver à Dordrecht, outre les Députés nationnaux, (*) ceux des E-

^{*} Le fameux Synode de Dordrecht était composé de soixante quatre Députés nationnaux, dont cinq Professeurs trente six Ministres, Contre Rémontrans, vingt anciens, & les deux Ministres Rémontrans de la Province d'Utresht avec

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 501

glises d'Angleterre, du Palatinat, de la Hesse, de la Suisse, de Genève, du Brandebourg, de Nassau, de l'Oost-Frise & de Bréme. Le 13. se sit l'ouverture du Synode par deux sermons, l'un en Hollandais, l'autre en Français. Dès la troisième session on cita treize ministres Rémontrans à comparaître au Synode. A la vingt-troisième session, ils y comparurent en esset; & il

un Ancien, outre dix-huit Députés des Etats-Généraux, nommés d'ordinaire Commissaires - Politiques. Les Théologiens étrangers étaient au nombre de vingt-huit. L'on a vu plus haut, pourquoi il ne vint pas de Députés des Eglises de France; la Principauté d'Anhast n'en envoya pasnon plus, parce que les Etats ne les avaient pas invités. Les Cantons de Zurich, de Berne, de Bâle & de Schaff. bouze avaient d'abord refusé de se mêler dans les disputes ,, qui divisaient les Eglises des Pays - Bas, & qui, selon eux, ;; n'intéressaient nullement la Suisse. D'ailleurs, disaient-ils, des les premiers tems de l'Eglise l'on avait retiré peu d'avan-" tages des Conciles & des Synodes; & l'on aurait dû dans ,, les circonstances actuelles, s'en tenir au conseil, donné ;, il y avait quelques années par le Roi de la Grande - Bre-, tagne, de s'abstenir en chaire de parler des points con-" troversés." Les Suisses cependant changerent eux mêmes d'avis quelque tems après, sur les représentations de Pierre de Brédérode, envoyé vers eux par les Etats-Généraux; & ils consentirent à faire partir quelques Députés pour le Synode, sans que l'on ait pû savoir de quels motifs s'était servi ce Seigneur, pour déterminer les Cantons à cette démarche. Jean Bogerman, Ministre à Leeuwarden sut élu Président de l'Assemblée; on lui donna pour Assesseurs Jacques Rolandus & Herman Faukelius, Ministres à Amsterdam & à Middelbourg; la charge de sécrétaire ou de Scribe sut conférée à Sébastien Damman & à Festus Hommius, Ministres à Zutphen & à Leyde. Tous ces Ecclésiastiques étaient connus pour zélés Contre - Rémontrans; le seul Damman avait été autrefois dans l'opinion d'Arminius, & n'en était que plus ardent à la combattre.

Ii 3

il est bon d'observer que les deux Députés Remontrans de la Province d'Utrecht, qui jusqu'alors avaient été considérés comme membres du Synode, en furent exclus par le Président Bogerman, qui dans cette même session leur intima de se joindre à leurs confrères cités, à quoi ils se résolurent dès le lendemain. Episcopius (*), Professeur à Leide, ayant donc paru au Synode le 7. Décembre, jour de la Vingt-troisième séance, à la tête de ceux de son parti, y fit un discours éloquent, dans lequel il s'étendit principalement sur ces trois points. ,, 1. Que les 2. Rémontrans avaient toujours condamnés les , opinions trop peu modérées de quelques - uns sur la Prédestination. 2. Qu'ils avaient blamé le schisme causé par ces disputes, avant , que quelque Synode en eut décidé. 3. Qu'ils avaient proposé & conseillé de se supporter , mutuellement, & qu'ils avaient soutenu que , l'autorité suprême en matière ecclésiastique, ,, appartenait au Souverain." Il finissait son long discours par prier l'assemblée, de ne point faire attention à leur petit nombre, & de n'employer contre eux que l'autorité de l'Écriture Sainte. & la saine raison. Le savant Professeur ayant cessé de parler, le Président Bogerman, voulut qu'il donnât une copie de son Discours. Episcopius répondit qu'il n'en avait point qui fut affez au net; ou comme le rapportent d'autres, qu'il

^{*} Episcopius avait d'abord été invité avec Polyander comme devant être membre du Synode. Mais on refusait à présent de le reconnaître en cette qualité, quelque peine qu'il se donnat pour y être admis.

DE LA HOLLANDE: CHAP. X. 503

en copierait une plus au net. On voulut croire qu'il avait nié avoir aucune copie de son discours, ce qui fit que, lorsque l'on se fut ensuite apperçu du contraire, on lui reprocha avec aigreur sa mauvaise soi & sa dissimulation. Mais Daniel Heinstus, Sécrétaire des Commissaires-Politiques, exigea alors qu'il remit telle qu'elle était la Copie qu'il avait; à quoi Episcopius obéit après qu'elle eut été signée par tous les Rémontrans assignés.

Dans la session suivante les Rémontrans, Les Rédans un second mémoire qu'ils présentèrent, montrans foutinrent que le Synode ne pouvait être leur reconnaître juge compétant, & refuserent de le reconnaître le Synode en cette qualité. Quelques tems après ils don pour juge. nèrent par écrit leurs sentimens sur les cinq articles; &, après bien des difficultés de leur part, ils communiquèrent aussi à l'assemblée ce qu'ils pensaient sur la Confession de foi & le Cathéchisme. Il fut ensuite question de permettre aux Rémontrans de défendre la Doctrine des différents articles livrés par eux. Ils demandèrent qu'en leur accordant d'exposer leur sentiment, il tur fur permis de combattre ceux de leurs adversires. Le Synode avait ses raisons pour ne pointentrer dans une dispute réglée, & s'opiniatre à leur refuser une demande qui semblait raisnnable. Après bien des débats de part & d'aure, il fut résolu de les juger sur leurs propres érits. On leur offrit cependant encore de lev permettre de répondre de bouche ou par écit, suivant que le cas l'exigerait, à certaines juestions qui leur seraient proposées. Les Rémntrans voulutent se prêter à cet expédient, sais à certaines con-Ii 4

conditions qui leur furent refusées. Dans la cinquante-septième session ils livrèrent par écrit les motifs de leur résolution précédente, de répondre par écrit, & aux conditions par eux proposées. Cette sermeté, qui sut regardée par la plupart des membres comme une desobéissance opiniatre, déplut surtout au Président Bogerman, qui leur demanda s'ils persistaient dans ce qu'ils avaient exposé dans ce dernier écrit; tous répondirent qu'oui. On exigea qu'ils signassent Les Re-cet écrit, & tous l'ayant signé, Bogerman les renvoya, le 14. Janvier 1615. après leur avoir fait une forte réprimande, reproché leur opiniatreté, & les avoir ménacés des censures cecléfiastiques. Au nom des Seigneurs Commissaires, ajouta-t-il, & du Synode, je vous donne votre congé; l'on vous renvoye, sortez. Ils obéirent. mais les Commissaires leur firent intimer aussitôt de ne point partir de Dordrecht jusqu'à nouvel ordre.

1615.

montrans

font ren-

voyes.

IL parait d'abord que les raisons qui firent Chasser les Rémontrans du Synode, étaient de peu d'importance, puisque dans le fonds il ne s'agissait que de la manière dont ils détendraient leurs opinions & combattraient celle de leurs adversaires. \,, Mais, dit judicieulement l'Auteur de , la grande Hiltoire, si l'on considère que tous , les monbres du Synode ne pensaient pas éga-, lement sur la doctrine de la Prédestination, ,, & que celle de la Réprobation, sur laquelle , en particulier les Rémontrans voulaient s'étendre. , présentait egrandes dissicultés, l'on conçoit sa-", cilement purquoi le Synode voulait prescrire ", à ceux-ci a manière & la forme de la dé-

,, fense & de la dispute. Les Rémontrans comp-,, taient se prévaloir de la diversité d'opinions , des différents membres de l'assemblée sur l'ar-, ticle de la Réprobation, si on leur permet-, tait de traiter cette matière avec quelqu'é-, tenduc; & le Synode était bien éloigné de , leur accorder un si grand avantage sur lui. L'on passa ensuite à la lecture des écrits des Rémontrans, ce qui ne put se faire sans causer de tems en tems des débats très-vifs entre quelques membres du Synode. Ces écrits étaient d'ailleurs si étendus, que l'on ne put les lire tous; plusieurs même se plaignirent de leur longueur, ajourant que, s'il fallait examiner tout ce que les Rémontrans avaient écrit pour justifier leur doctrine; il faudrait continuer le Synode pendant plus de douze ans. Il fut ensuite question de lire les différents jugemens sur les cinq articles. Les Théologiens Anglais voulaient que cette lecture se fit publiquement; mais le Président Bogerman, ne jugeant pas à propos que chacun fut instruit des différents sentimens des membres de l'assemblée, infista & obtint que cette lectute se fit à huis clos. Il parut alors que tous les Théologiens étrangers & plusieurs d'entre les nationnaux étaient d'un sentiment contraire à celui de Gomarus sur le dogme de la Prédestination, Dans la même session l'on établit les Canons Synodaux, & l'on prononça la sentence de condamnation contre les Rémontrans, qui fut ensuite approuvée & confirmée par les Etats-Généraux. Après avoir été occupés pendant centcinquante deux séances de tous ces objets & de quelques - autres moins importants, les Théolo-

lis

gions

giens nationnaux, qui ne se soucioient pas que les étrangers sussement présents aux réglemens qui restaient à faire sur la discipline ecclésiastique, les remercierent solemnellement, le 9. de Mai, d'avoir honoré le Synode de leur présence, & de leur avoir communiqué leurs lumières. Le lendemain les Etats-Généraux firent remettre à chacun des Théologiens étrangers, une médaille d'or de la valeur de 150 fforins, pendue à une chaine de 50 florins. Après 26 autres sessions sur la discipline ecclésiastique, & quelques-autres objets, le Synode se sépara, le 25. Mai, avec les cérémonies d'usage dans ces sortes d'assemblées. L'on fait monter à un million de florins, d'autres à beaucoup plus, les fraix qu'il en couta à la République pour la tenue de ce Synode national, qui depuis a été regardé dans l'Eglise dominante des Pays-Bas comme l'unique règle, par laquelle il soit permis d'entendre & d'explipliquer l'Ecriture - Sainte.

Suite des Des que les affaires de l'Eglise eurent été procédures réglées, mais pourtant avant la cloture du Synocontre les de, l'on pensa à achever les procédures commers.

mers. mencées contre les trois Prisonniers d'Etat. Cependant avant de nommer les juges, qui devaient décider ce procès important, le Prince d'Orange crut devoir augmenter le Collége des Nobles * de deux nouveaux membres. L'un était

Da-

Le Collège ou le Corps des Nobles est ce qu'on nomme en Hollande, bet Lid der Ridderschap. Pour y être admis, il ne sussit pas d'être né gentilhomme; il faut de plus être indigéne, c'est-à-dire né dans la Province, & y possèder des biens jouissant de tous ses droits seignourieux. Autrefois

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 587

Daniel de Hartaing, Seigneur de Marquette, l'autre François Aursens, Seigneur de Sommelsayk, tous deux étrangers, & le dernier, ennemy personnel du Pensionnaire. Selon la constitution de l'Etat & les priviléges du corps de la noblesse, ces deux Messieurs, quoique naturalisés depuis peu, étaient inadmissibles; aussi la proposition rencontra de grands obstacles, surrout au sujet d' Aarsens; mais le crédit du Prince l'emporta, & à une très-petite pluralité Marquette & Aarsens furent déclarés membres du Corps. des Nobles, avec cette clause expresse cependant, que cette condescendance que l'on avait pour la recommandation du Prince, ne tirerait point à conséquence pour l'avenir, & ne préjudicierait en aucune façon aux droits & priviléges de cet illustre corps.

Le lendemain l'Assemblée des Etats-Génée raux établit la Commission qui devait juger dée finitivement le procès des trois illustres accusés.

Elle

fois les nobles des autres Provinces de l'Union n'étaient point admis dans le Collège du Ridderschap de Hollande, mais il s'est fait quelque changement depuis, & au moyen de lettres de naturalisation, ils peuvent actuellement se faire inscrire sur le catalogue des Nobles de cette Province. Cet illustre corps au reste n'est sormé que d'un petit nombre de personnes, qui tous ensemble ne sorment qu'un seul membre de l'Assemblée des Etats de Hollande, & n'ont par conséquent qu'une seule voix. Mais comme cette voix ne peut se former qu'à la pluralité des suffrages de chaque individu de ce Collège, l'on conçoit aisément qu'il était de l'intérêt de Maurice d'augmenter de quelques personnes de confiance le nombre des membres actuels du Corps des Nobles, dont plusieurs paraissaient assez opposés aux vues que l'on prétait à ce Prince.

Elle fut composée de vingt-quatre membres, dont douze furent choisis de la Province de Hollande, les douze autres, pris à nombre égal, de chacune des six autres Provinces. Les Etats-Géneraux, de qui ces juges délegués reçurent leur Commission, leur donnerent aussi des lettres scellées, par lesquelles ils leur promettaient de les protéger & de les défendre contre tous les torts que pourrait leur attirer quelque jour à eux ouà leurs familles, l'exécution des ordres dont ils était chargés. Eux-mêmes s'obligèrent entre eux par serment à ne rien découvrir de ce qui se passerait devant leur tribunal. En cas de maladie, de mort, ou de quelqu'autre obstacle qui pourrait diminuer le nombre des juges, on ne serait pas tenu de remplir ce vuide, mais les autres continueraient les procédures, & décideraient; à la pluralité.

CETTE nouvelle cour de Justice, composées en grande partie de personnes intéressées à porter contre les accusés un jugement désavorable*,

fit

^{*} C'est ce que Gratius sit bien sentir à ses juges en leur représentant que ,, quelques-uns d'entre eux étaient intéres-,, ses dans l'assaire qu'ils devaient juger, puisque contre l'a-, vis des Etats d'Utrecht, ils avaient été d'opinion que l'on ,, licentiat les Waardgelders. Que d'ailleurs il yen avait par-, mi eux qui l'avaient ménacé de la torture, sui & quelques , autres." On peut encore observer, que la Famille de Barneveld avait récusé Aarsens comme ennemi-de l'accusé, & Muis & Pauw comme ses accusateurs & ses parties. Lepremier, il est vrai, avait eu la générosité de sortir de l'Assemblée lorsqu'on y traitait l'assaire du Pensionnaire; mais Mais- & Pauw, se croiant soupçonnés à tort, avaient continué-d'assister à toutes les délibérations, & avaient même été choi-sis au nombre des vingt-quatre juges.

fit d'abord comparaître devant soi Hogerbeets & Grotius, que l'on interrogea encore sur les mêmes points, qui avaient tant de fois occupé les Commissaires. L'un & l'autre, après avoir récusé envain la jurisdiction de leurs juges, persistèrent dans leurs premiers aveux, ou ne confesserent rien qui pût les charger. Le 7. Mars on passa à l'examen du Pensionnaire. Pendant trois jours entiers il disputa à ses juges la compétance de leur jurisdiction. Enfin il répondit, sauf ses droits & les priviléges, aux différentes questions qu'on lui fit. Deux déclarations informes, l'une du Greffier Aarsens, l'autre de van Berk, Bourguemaître d'Utrecht, semblaient renfermer contre l'infortuné vieillard des accusations plus graves & mieux constatées que toutes celles dont on l'avait chargé jusqu'alors. Mais Barneveld fit voir par ses réponses, & la futilité de ces inculpations, & la nullité des pièces produites contre lui. Interrogé encore à plusieurs reprises Aveux de pendant le Mois d'Avril, il avoua, avoir reçu Barneveld du Roi de France un présent de 20,000 florins, devant ses en conséquence d'une promesse qui lui en a-, vait été faite en l'année 1598; qu'il avait aussi , reçu des présens de quelques autres personnes , pour des services qu'il leur avait rendus; qu'il ,, en avait refusé qui lui avaient été offerts par , d'autres; qu'il n'avait jamais rien reçu des ,, Espagnols, ni personne autre non plus; aucun , du moins dont il eut connaissance. Ce qu' Aar-,, sens & Berk avaient déclarés, de quelques pa-,, roles qu'il aurait dites, il y avait plus de dou-,, ze ans, inne croyait pas que l'on pût s'en , servir à sa charge. Et s'ils avaient eru que

le service & le bien - être de l'Etat y fussent , intéresses, ils n'auraient pas dû ni même pû , garder là dessus un silence de douze ans. Il , n'avait jamais traité ni avec le Duc de Sully; , ni avec Buzanval, ni avec qui que ce fût, , pour faire céder au Roi de France la souve-, raineté des Provinces. Il avait craint, il est y vrai, que son Excellence le Prince Maurice, , ne cherchat lui - même à se rendre souverain, , ou du moins à se faire revêtir d'une autorité , plus étendue, que celle dont il jouissait déja.... 11 avait de même appréhendé que l'on ne , voulût changer le gouvernement en y exci-, tant des troubles ... Il avait dit franchement ,, au Prince, qu'il courait un bruit, que les Con-, tre - Rémontrans ne seraient point satisfaits, que n'eut fait son Excellence Comte de Hol-, lande; & qu'on lui avait dit de bonne part, , que certain Bourguemaître * avait jugé que , c'était au Pensionnaire à proposer la chose; , quoique ce Bourguemaître, ayant été prié de , sa part de s'expliquer là-dessus, eut déclaré , ensuite que c'était un mal-entendu.... ses in-, tentions avaient été pures lorqu'il avait tra-, vaillé à faire prendre les Résolutions pour le , maintien de la paix & de la tolérance (dans , l'Eglise); les points controversés n'étaient pas, , selon lui, d'assez d'importance, pour que la , concorde en fût troublée & l'union rompue; 2, & que d'ailleurs lorsque l'on avait pris les ar-

L'on croit qu'il voulait parler de Reinier Pauw, Bourguemaitre d'Amsterdam.

, mes (contre l'Espagne) on avait non-seulement, accordé à tous liberté de conscience, mais, même l'exercice de différents cultes... Il, soutenait aussi, que les Provinces de Hollande, & d'Utrecht avaient droit de lever une milice, particulière (les Waardgelders) pour leur sure, té, & que l'on ne pouvait les licentier malgré elles & sans leur consentement... &c.

Jusqu'a Lors le Pensionnaire n'avait pas eu la moindre idée que l'on eut dessein de le fai-Mais pendant qu'on lui faisait subir re mourir. son dernier interrogatoire, les Etats-Généraux ordonnèrent un jour de prière pour le dix-sept d'Avril. Barneveld en ayant eu connaissance, jugea que c'était l'avertir de se préparer à la mort. On lisait entr'autres dans les lettres circulaires, que depuis quelques années certains ambitieux, pour l'avancement de leurs vues , particulières & ambitieuses, ayant jetté l'E-, glise & l'Etat dans le plus grand danger d'u-, ne ruine totale, l'on avait heureusement sauvé " l'un & l'autre par la convocation du Synode nationnal. Que l'on attendait aussi en peu , un jugement légal contre ceux qui avaient ,, troublé l'Etat; jugement par lequel on se , flattait que tout rentrerait dans l'ordre; que , l'on devait en rendre graces à Dieu, & le , prier entr'autres, qu'il lui plût de rompre les , projets des ennemis, & les complots qu'ils , avaient formés contre la Patrie." Barneveld ne fut pas le seul qui jugea que le contenu de ces lettres circulaires lui présageait un mauvais parti. Plusieurs Ministres mêmes firent difficulté de publier dans leurs Eglises les -10

ordres pour un pareil jour de prière. Dans les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, d'Overissel & ailleurs, on y sit de si grands changemens, que l'on en facilita la publication. D'autres Ministres cependant, en plus grand nombre, se sirent un devoir de prêcher d'après le texte, que leur fournissaient les premières Lettres circulaires; ils rendirent même des actions de graces à l'Eternel, de ce qu'il avait arrêté les desseins des ambitieux, & empêché le carnage qu'ils voulaient

faire.

Du Maurier, Ambassadeur de France, jugeant comme tous les autres, que l'affaire des prisonniers allait bientôt être décidée, demanda audience aux Etats-Généraux, & y fit en présence de Maurice un discours très-fort & trèsétendu en faveur des accusés. Il y représenta entr'autres au Prince, combien il serait généreux & digne de lui d'en user avec clémence envers ceux dont il croyait avoir été offensé. L'Eloquence de l'Ambassadeur fut infructueuse. Le Comte Guillaume de Nassau, & Duik, un des trois Fiscaux, s'intéressaient cependant auprès de Maurice pour qu'il sauvât la vie à Barneveld. Le Prince y consentait à condition que la famille du Pensionnaire demandât son pardon. La Princesse Douairière, Louise de Coligny, en parla aux Parens; ils se consultèrent; mais convaincus de l'innocence de l'accusé, & sachant que demander des lettres d'abolition, c'est avouer le crime, ils ne purent s'y résoudre. Ils eurent même la fermeté de déclarer à la Princesse, , qu'ils ne feraient point un pas dans cette vue, dût leur Parent y perdre la tête," Les Etats rérésolurent donc de passer outre, & de lui faire

annoncer qu'il était condamné à mourir.

CE fut le 12. de Mai que le Fiscal van Leeuwen, accompagné de Sylla son Collégue, vint. lui dire, au nom des Etats-Généraux, qu'il se. préparât à entendre le lendemain prononcer sa fentence de mort. Une sentence de mort! répondit ce respectable Vieillard, plus surpris qu'abbatu de cette nouvelle, une sentence de mort! ce n'est pas à quoi je m'étais attendu. Je pensais que l'on aurait voulu m'entendre encore. On lui permit d'écrire pour la dernière fois à son époufe. Pendant qu'il écrivait, on lui entendit dire, se je savais du moins pourquoi il faut que je meure! , Vous le savez bien, lui répondit un des Fiscaux, mais vous l'apprendrez bientôt plus particulièrement encore. " L'on avait fait venir exprès du Synode Antoine Walaus, Ministre & Professeur à Middelbeurg, pour préparer ce grand homme à la mort. Les discours consolants de cette Ecclésiastique prudent & modéré, satisfirent beaucoup le Pensionnaire. Il le pria de demander au Prince deux choses en son nom. Qu'il lui pardonnât s'il l'avait personnellement offensé en quelque chose; & qu'il voulût bien traiter favorablement ses enfans. Le Ministre lui demanda alors, si par pardonner il entendait que l'on révoquât la sentence de mort? Non, répondit Barneveld, après s'être recueilli quelques momens, ma prière ne s'étend pas jusques là. Lorsque Waleus eut fait à son Excellence la commission dont il était chargé, ce Prince lui répondit les larmes aux yeux, à ce que quelquesuns assurent; , Je suis fâché du malheur du Kk Tome II

" Pensionnaire; je l'ai toujours aimé, & l'ai sou-, vent averti d'en agir autrement. Mais com-, me depuis quelque tems il a cherché à intro-, duire une autre forme de gouvernement, qui allait ruiner l'Eglise & l'Etat, j'ai été forcé de m'opposer à les desseins. Cependant je lui ,, pardonne volontiers les offenses qu'il m'a faites perionnellement; quoiqu'il eut pû deman-, der ce pardon sans condition *; car il a tâ-, ché de faire rompre aux gens de guerre le , serment qu'ils me doivent comme étant leur Général. Deux choses m'ont fait de la pei-, ne; l'une, qu'il a dit que je cherchais à usur-,, per la souveraineté; l'autre, qu'il m'a mis à , Utrecht dans un si grand danger. Cependant ,, je laisse à votre prudence de lui dire ou de lui , taire ces choses; car je ne désire que le salut de cet homme. J'ai aussi prié les juges de ne , lui point faire un crime de ce qu'il peut avoir commis contre moi. Quant à ses enfans , je les traiterai favorablement, tant qu'ils fe-, ront bien. " Le Ministre se préparant à sortir, le Prince le rappella & Jui demanda, ne parle - t - il pas de pardon? (d'obtenir sa grace) furquoi Waleus répondit, qu'à parler sincérement, il ne lui avait rien dit de pareil. Lorsque le Pensionnaire eut appris la réponse de Maurice; ,, je ne désire rien de plus pour mes ensans, ditil.

fu

Te

Les termes dont s'était servi Barneveld pour demander que le Prince lui pardonnat, s'il l'avait offensé, saisaient assez sentir qu'il ne croyait pas l'avoir sait. C'était cette prière d'un pardon conditionnel que Maurice semblait regat-der comme une nouvelle offense.

, il, mais son Excellence se trompe sort si elle, croit que je demande grace pour moi.

DE's - LORS Barneveld ne s'occupa plus qu'à Barneveld se préparer à la mort: quoiqu'aucun des Ministres à la mort. qui étaient auprès de lui ne pussent lui faire avouer qu'il l'eût méritée. Il n'en oublia pas cependant ses Compagnons d'infortune; & inquiet fur leur fort, il demanda à ceux qui l'environnaient, , Hogerbeets & mon cher Grotius mour-, ront - ils aussi?" On lui répondit qu'on l'ignorait; " j'en serais fâché, reprit le respecta-,, ble Vieillard, ils sont encore jeunes, & peu-, vent rendre de grands services à la Patrie. N'ayant pû reposer de toute la nuit, il en passa une bonne partie à lire lui - même dans son Pseautier Français, ou à se faire lire quelque chose d'édifiant par l'un des Ministres. Il se leva à cinq heures, ordonna à Jean Franken, son fidèle domestique, de lui couper par devant le collet de sa chemise; ensuite il lui donna son bonnet de nuit, pour le lui rendre quand il le demanderait. Il ordonna tous ces préparatifs avec la plus grande tranquillité. Dès les quatre heures son épouse & ses enfans avaient présenté requête pour qu'il leur fut permis de lui parler pour la dernière fois. Les Juges lui firent demander s'il voulait voir sa femme, ses fils & ses petits-fils; mais ignorant que c'était sa famille elle même qui avait désiré & demandé cette entrevue, il crut devoir s'y refuser; ce que les juges ayant fait mettre sur la requête de cette famille désolée, elle se désista de sa poursuite. La Princesse Douairie. re, apprenant que le Pensionnaire était condamné à la mort, fit tous ses efforts pour parler à Mau-

Kk 2

rice, & lui demander la vie de ce Vieillard plus que septuagénaire; elle ne put parvenir à voir le Prince. Du Maurier fit demander des les cinq heures du matin, audience aux Etats-Généraux; elle lui fut refusée. Il leur écrivit aussitôt une lettre, par laquelle il les priait de commuer au moins la peine de mort en un bannissement *. Tout fut inutile. A fept heures Barneveld écrivit encore un billet à sa femme & à ses enfans, pour leur faire part de la prière qu'il avait faite au Prince, mais principalement pour leur recommander son domestique Jean Franken.

fentence.

On pro. LE 13. de Mai entre huit & neuf heures du nonce la matin le Pensionnaire sut conduit devant ses juges, qui se trouvèrent tous présents, de même que les trois Fiscaux. Le Greffier lui lut sa sentence; elle était fondée sur ce qu'il avait confessé & sur ce que les juges avaient découvert de plus, pour lesquels crimes il était condamné à perdre la tête, ses biens confisqués. Pendant la lecture il avait paru dans une sorte d'impatience, toujours prêt à interrompre le Greffier; cependant il cut la force de se retenir & d'attendre jusqu'à la fin. Alors il représenta à ses juges, qu'on mettait plus de choses à sa charge que l'on n'en pouvait tirer de ses aveux. Il trouvait aussi à redire que l'on déclarât ses biens confisqués. Mais un des Juges l'interrompit en lui disant, votre sen-

^{*,,} Il les exhortait entr'autres choses, dit le fils de cet ,, Ambassideur, à ne pas abréger les jours du plus ancien " Officier de leur Etat, qui s'écouleraient bientôt sans l'ai-,, de d'aucune violence. " Memoires d'Aubery du Maurier, pag. 404.

tence est luë, dépêchez, dépêchez. Le digne & respectable Vieillard, s'appuyant sur son bâton, fortit alors du lieu de l'audience, & s'avança vers le lieu du supplice, avec cette sérénité & cette sermeté de courage, qui n'abandonnent jamais l'homme vertueux. Arrivé sur l'échassaut il leva les yeux au ciel, en disant; ô Dieu! qu'est - ce que de l'homme! Il se mit ensuite à genoux sur le plancher, ne s'étant point trouvé de coussin à portée. Un des Ministres sit cependant une prière, qui dura près d'un quart d'heure; après quoi le patient parut plus tranquille qu'auparavant; il se deshabilla ensuite, aidé du fidèle Jean Franken; puis s'adressant aux Spectateurs, Amis, leur dit-il, ne crojez pas que je sois traitre à ma Patrie; je me suis toujours conduit avec intégrité & probité, comme un bon Patriote, & tel je mourrai. Il redemanda ensuite son bonnet de nuit, qu'il abbaissa sur ses yeux. En marchant vers le monceau de sable, il prononça quelques prières éjaculatoires. L'on ne saurait assurer s'il avait encore alors quelque espérance d'éviter le supplice, & s'il demanda pour cela à son domestique, s'il ne venait per- Il est désonne. Avant neuf heures & demie il se remit capité. à genoux en disant à l'exécuteur, fais vîte, fais vîte. En même tems il éleva les mains, en priant, si près du coû, que du même coup qui lui enleva la tête, quelques parties de ses doigts furent aussi emportées. Plusieurs personnes trempèrent leurs mouchoirs dans son sang; d'autres y mirent du sable ensanglanté, ou pour le conserver, ou pour le vendre; il v en eut qui, pour la même fin, coupèrent des morceaux des planches Kk 3 tein-

teintes de ce sang. Cependant des motifs bien dissérents animaient ceux qui en agissaient ainsi. Les uns étaient portés à cette espèce d'enthousiasme par amour & par vénération; les autres n'avaient en vue que de satisfaire encore leur haine ou leur vengeance. On assure, & quelques années plus tard Grotius l'a dit overtement dans quelques uns de ses écrits, que l'ennemi de Barneveld vit exécuter ce grand homme *. Son corps sut enterré la nuit suivante sans cérémonie. Il était âgé, quand il mourut, de soi-xante-onze ans sept mois & dix-huit jours.

Les Etats Généraux firent aussitôt imprimer la sentence qui avait condamné le Pensionnaire, & en envoyèrent copie aux différentes Provinces. Il est remarquable qu'ils leur écrivaient en même tems,, que les Juges avaient représenté que l'on avait produit à la charge de Barne-, veld, plusieurs chefs, non mentionnés dans la , sentence, & qui livraient de fortes présomp-, tions qu'il pourrait avoir eu quelque dessein , de se tourner du côté de l'ennemi (l'Espagne). , Mais qu'on n'aurait pû, selon le droit, prononcer une sentence sur ces faits, sans en ve-, nir à un examen plus rigoureux (à la tortu-, re) que l'on avait voulu lui épargner à cause , de son grand age & pour d'autres raisons. " Mais Grotius observe, que ces lettres n'avaient été écrites que par quelques - uns des Juges qui s'é-

^{*} Du Maurier, qui donne soixante-seize ans à Barneveld, dit que,, le Prince regarda cette exécution de ses,, senêtres, avec des lunettes de Hollande (d'approche); ,, dont, ajoute-t-il, il sut blamé de plusieurs &c."

taient donnés la qualité d'Etats-Généraux. Il ajoute, qu'il est persuadé que le grand âge du Pensionnaire n'aurait pas empêché ses Juges de lui faire souffrir la question, s'ils s'étaient crûs fondés à le soupçonner de trahison & d'infidélité. Les Etats-Généraux envoyèrent aussi la sentence au Roi de France. Dans la lettre qu'ils écrivaient à ce Prince, ils se plaignaient fort de la conduite de son Ambassadeur du Maurier; & priaient sa Majesté de lui ordonner qu'il eut à s'abstenir à l'avenir de fomenter & d'entretenir de pareilles factions dans l'Etat. Cette lettre, dans laquelle on accusait Barneveld de crimes irrémis. fibles, dont il n'était point fait mention dans la sentence, fut regardée en France comme l'ouvrage d'Aersens de Sommelsdyk, à qui même, dans certaine lettre écrite à du Maurier, l'on donnait le nom de Garnement., Je ne parlerai , des qualités personnelles du Grand Pension-, naire, dit l'auteur de la grande Histoire, que , comme en parlent les Résolutions des Etats , de Hollande, où, après avoir enrégîtré sa mort , au 13. de Mai, on ajoute ces mots. Il fut , homme de grande conduite, besogne, mémoire & , prudence, oui, singulier en tout. Que celui qui , est debout, prenne garde qu'il ne tombe, & que , Dieu soit miséricordieux à son ame. Amen. Nous ajouterons avec du Maurier. , lamais , homme ne fut si sage ni si vertueux que Mon-, sieur de Barneveld. Il avait une présence , majestueuse, & disait beaucoup en peu de , paroles, avec une éloquence grave & suc-, cinte. "

Kk 4

APRES

Sentences Apre's l'exécution de l'infortuné Barneveld; pronon- dont la nouvelle étonna autant qu'elle affligea ses cées contre deux amis Hogerbeets & Grotius, on laissa quelGretius, ques jours encore l'échassaut sur pié. L'on tâbec's & le chait cependant sous main d'engager la famille
cadavre de de ces deux derniers à les porter à demander
Ludenberg, grace. Trois des Juges se rendirent même dans

l'appartement de Hugerbeets, pour lui conseiller d'implorer lui - même sa grace, ou d'y employer ses parens. Il eut le courage de se resuser à l'un & à l'autre de ces deux moyens; sur quoi l'un des trois lui dit en colère, eh! bien, l'on vous traitera comme l'on a traité Barneveld, l'échaffaut est encore là. L'Epouse de Grotius sut aussi confeillée par quelqu'un du rang le plus distingué, de demander grace pour son mari. Je n'en ferai rien, répondit avec courage cette généreule Epoule, & s'il l'a mérité, qu'on lui coupe la tê-Elle parla cependant au Prince, qui pour toute réponse lui dit, qu'il fallait prendre la voye de la justice ou de la grace. Les Parens des deux acculés se consultèrent cependant encore sur le parti qu'ils avaient à prendre, mais après bien des débats ils résolurent de ne point s'abaisser à demander grace, & d'attendre la sentence qu'il plairait aux Juges de prononcer.

La Commission avait dès le quinze condamné le cadavre de Ledenberg à être trainé dans son cercueil sur une claye; & à être ainsi pendu à une demie-potence hors de la Haye. Il en sut détaché secrétement peu après & enterré dans la Chapelle du Château de Zuilen, près d'Utreebt, maison appartenante à son gendre Lokborst. Con-

tre son attente * tous ses biens furent confisqués. Grotius, qui de sa chambre avait entendu lire cette sentence, comme il avait entendu celle de Barneveld, & Hogerbeets qui en fut aussi instruit, ne douterent plus qu'ils ne fussent euxmêmes condamnés à la mort. Cependant quoique, outre quelques accusations particulières, on les chargeat des mêmes crimes qui avaient coûté la tête à Barneveld, ils ne furent condamnés tous les deux qu'à une prison perpétuelle, avec confiscation de tous leurs biens. Grotius ne répondit rien alors à sa sentence, mais quelques années plus tard il l'a victorieusement résutée dans un écrit public. Hogerbeets aucontraire, qui avait paru très-troublé pendant la lecture, dit après, que sa sentence ne s'accordait pas avec ce qu'il avait déclaré, & qu'il demandait qu'elle fut réformée. On lui imposa filence, sur quoi se frap-pant la poitrine de la main, il s'appliqua cette belle sentence d'Horace.

Hic murus aheneus esto, Nil conscire sibi, nulla pallescere culpa.

Sentant cependant après, que sa vivacité l'avait emporté trop loin, il en sit des excuses à ses juges. On lui permit de même qu'à Grotius, de recevoir la visite de ses Parens; & le 15. d'Août l'on sit partir ces deux prisonniers d'Etat pour Loevestein. Ce Château situé

^{*} Voyez le billet qu'il écrivit avant de se donner la mort; pag. 492.

au confluent de la Meuse & du Waal sur la pointe occidentale du Bommelerwaard, vis-à-vis de Woudrichem, est depuis devenu fameux dans les fastes de la Hollande, par le nombre d'autres illustres victimes de la raison d'Etat, auxquelles il a servi de prison. C'est de là qu'est venu le nom aush injurieux que souvent odieusement appliqué,

de Faction de Loevestein.

Telle fut l'issue de cette fameuse affaire qui Tugemens portés dans priva la République du plus habile Ministre, & les tems peut-être du plus honnête homme qu'elle eut posterieurs jamais eu; & qui sit perdre à la Hollande en tence pro particulier d'autres grands hommes qui, comme noncée par Barneveld, n'eurent d'autre crime à expier que les Juges leur fidélité aux ordres de leurs Maîtres légiti-Commis-faires con. mes, & leur généreuse fermeté à soutenir les tre les trois droits & les priviléges de leur Patrie. Si la prisonniers postérité a le droit de juger sans crainte & sans partialité les actions des hommes qui ne sont d'Eigt. plus, c'est sans contredit à l'histoire à publier avec le même courage & la même impartialité les jugemens qu'elle prononce *. , Nous ne pou-

^{*} L'un des deux Rédacteurs de la grande Histoire ne dit pas le mot de tout ce que l'Original a ofé publier d'après le célèbre Binkersbock. L'autre s'est contenté d'ajouter ces mots à la fin de sa rélation des procédures de la Commission qui condamna Barneveld & les autres. ,, Monsieur Wagenaar, " dit-il, à la fin de son XXXIX. Livre, raisonne sur la " justice ou l'injustice de la sentence des trois prisonniers, " mais nous n'avons pas envie de le copier. Nous laissons " la chose telle qu'elle est a ceux qui veulent lire l'original " peuvent juger cux-mêmes de la folidité ou de la fausseté de son raisonnement." Cette circonspection peut avoir son prix; mais de nos jours furtout, l'histoire demande à être traités d'une manière moins tèche; le lecteur veut être in-

, vons nous empêcher, ose dire Mr. Wagenaar, de remarquer que, dans des tems postérieurs, , grands & petits ont jugé injuste la sentence , portée contre les trois prisonniers. Un Jurisconsulte célèbre (le savant & judicieux Bin-kersboek) s'est étonné de quel front les Juges. du Pensionnaire & d'autres personnes ont pû leur faire un crime capital de l'opinion que chaque province a la droit de régler dans son ,, ressort tout ce qui concerne les affaires de la Religion; puisqu'en expliquant l'article XIII. ,, de l'Union d'Utrecht, il est dit en termes exprès, que l'intention n'est point qu'une Pra-,, vince ou Ville s'ingère dans les affaires d'une , autre (Ville ou Province) sur l'article de la , Religion." Longtems avant Binkershoek l'on avait pensé & parlé de même sur ce chef d'accusation, produit contre Barneveld, & ses co-accusés. , Monsieur Barneveld, dit du Maurier dans ses mémoires *, fut condamné , pour avoir maintenu les droits de son Pays, , & soutenu que c'était aux Etats particu-, liers de chaque Province à connaître des af-, faires de la Religion, & non aux Etats - Géné-, raux, qui convoquèrent un Synode Général, , qu'ils appellèrent National, comme si toutes , les Provinces n'eussent été qu'un seul corps

struit, & il n'a pas toujours assez de lumières par lui-même pour découvrir dans le simple narré des faits tous les éclair-cissemens qu'il désire. Nous avons donc cru pouvoir sans crainte imiter l'exemple de Mr. Wagenaar, & de tous les bons Historiens.

^{*} Pag. 405.

, & qu'une seule nation. Car un des principaux chess , de sa condamnation, fut pour avoir soutenu cette , exorbitante maxime, (ce sont les termes de l'Arrêt) , qu'il appartenait à chaque Province de pouvoir , disposer en son ressort du fait de la Religion, ,, sans que les autres en pussent connaître: c'est-à-, dire, qu'il fut condamné pour avoir maintenu les , priviléges de la Hollande." Le célèbre Binkersbock pole encore comme un fait incontestable, que , Hogerbeets, Grotius & Barneveld lui-mê-, me, n'ont guères pû être condamnés que pour , les conseils qu'ils avaient donnés aux Etats ou , Magistrats particuliers; ou pour avoir exécu-, té les ordres qu'ils en avaient reçus, le tout ,, sans mauvaise foi (de leur part): ce qui, a-, joute ce grand homme, a été cause que, plus , de quarante ans après, l'ona vu les Magistrats , de Leide & de Rotterdam, être condamnés ,, par le Conseil supérieur à payer, aux Héri-, tiers de Hogerbeets & de Grotius, les appoin-, temens que ces Villes devaient encore à ces , deux Pensionnaires. Les Héritiers de Barne-, veld ont reçu eux - mêmes quelque dédom-", magement." Enfin parlant du premier article de l'Union d'Utrecht, par lequel il est dit que, s'il s'élève des différends entre les Provinces particulières, les villes ou les membres (des différentes Provinces); les autres villes, membres, ou Provinces, ne s'en méleront que comme médiateurs; aussi long-tems que les parties se soumettent au droit (au juge ordinaire). Binkershoek fait voir clairement, que l'on a directement agi contre cet article en 1619. puisque, bien-loin que les trois Prisonniers refusassent d'être mis en justice devant

vant leur juge ordinaire; ils avaient demandé instamment, à n'être jugés que par lui; sur quoi Binkershoek ajoute; si vous voulez savoir de quel droit les juges-Commissaires des Etats-Généraux ont prouoncé sur cette affaire, adressez-vous à des gens plus instruits que moi; se ne suis pas en état de vous le dire.

Toute la question sur la justice ou l'injustice de cet arrêt dépend donc uniquement, continue l'Historien de la Hollande, de cette autre question; si la souveraine puissance appartient aux Etats-Généraux sur les Provinces-Unies, ou si les Etats de chaque Province ont, dans chaque Province, la puissance souveraine sur tout ce qui n'a pasété cédé à l'Union. Cette dernière opinion était celle de Barneveld & de tous ceux de son parti; c'est de nos jours une opinion généralement reçue. Le Prince Maurice & quelques autres étaient pour le sentiment contraire. Dès l'année 1590. les deux opinions avaient été vivement débatues, & quoique toutes deux trouvassent des partisans, celle qui attribuait l'autorité suprême à chaque Province dans l'étendue de son ressort, était la plus généralement suivie; & a toujours été regardée, dit notre

Le célèbre Président de Binkershoek s'exprime encore en ces termes sur ce sameux jugement. Ex bis facile efficies, quacunque in Hollandia annis 1618. É 1619. contra Barneveldium, Hogerbeetssum & Grotium alta & judicata sunt, non alio jure niti, quam quod Prator reddere dicitur, etiam cum inique decernit. Ainsi selon ce grand homme, toutes les procédures saites contre Barneveld, Hogerbeets & Grotius, & la sentence qui s'ensuivit, n'étaient appuyées sur d'autre droit que sur celui que le Préteur (le Juge) est censé rendre, lors même qu'il prononce un agrêt injuste.

notre Historien après Binkershoek, comme la plus raisonnable & la mieux fondée, par les Publicistes les plus censés, & par tous ceux à qui était bien connue la constitution de cette République. Il ne faut donc pas s'étonner si dans le siècle que nous traitons, l'on vit revivre la mê. me diversité de sentimens sur cette matière. Mais delà devait suivre aussi un jugement différent sur la conduite des accusés. Si la Souveraine puissance appartenait aux Etats - Généraux, Barneveld & les autres étaient sans-doute coupables, parce qu'ils s'étaient souvent opposés aux résolutions prises par les Etats-Généraux. Mais si c'était aux Etats des Provinces particulières qu'appartenait la puissance Souveraine, leurs Ministres n'étaient point coupables, puisqu'ils n'avaient rien fait que par les ordres de ces Etats, & sans sortir des bornes de leur ressort. Et il ne servirait de rien d'objecter, que ces Ministres eux mêmes avaient conseillé de donner de pareils ordres; puisqu'on ne leur avait confié les charges dont ils étaient revêtus, que pour qu'ils servissent leurs Maîtres de leurs conseils, & qu'il ne parait point de mauvaise foi dans tous ceux qu'ils ont donnés. * Le Pensionnaire n'avait donc

Les Etats de Hollande se croyaient si peu sondés à faire le moindre reproche de mauvaise soi à leur Pensionnaire Barneveld, que même en l'année 1618, ils le prirent sous leur protection & garde particulière pour les longs & sidèles services qu'il leur avait rendus. Cette Résolution qui sut publiée dans presque toutes les Villes, est du mois de Juin 1618, ainsi deux mois seulement avant que ce grand homme ait été arrêté. Mais le Prince n'avait pas encore changé la Régence des Villes de cette Province; changement qui en

donc pas tort lorsque la veille de son supplice il dit à un des Ecclésiastiques qui étaient dans sa chambre: Je ne veux point accuser les Juges, mais je viens dans un tems, où l'on suit d'autres principes de gouvernement que ceux adoptés jusqu'ici. Ce qui ayant été rapporté après au Prince, le Pensionnaire, dit-il, n'a point trouvé ces Principes dans l'Etat, mais il a cherché à les y introduire., Que le Lecteur impartial, ajoute Mr., Wagenaar, juge lui-même laquelle de ces, deux opinions approche le plus de la vérité."

Quoiqu'il EN soit, peu après la condamnation de Barneveld & de ses prétendus compli-changeces, l'on s'attacha à purger l'Etat & l'Eglise, mens saits du levain de l'Arminianisme. Plusieurs Ministres procédures Rémontrans furent poursuivis & bannis. On contre les donna de nouveaux Curateurs & Professeurs à Prisonniers l'Université de Leide, à la place de ceux que d'Etat. l'on soupçonnait être attachés aux opinions condamnées; on en chassa même les Étudians en Théologie, qui parurent suspects d'avoir sucé un venin qui paraissait si dangereux. Veenbuizen & van der Myle, gendres du Pensionnaire, ne furent plus convoqués comme Membres du Ridder schap, ou du Corps des Nobles de Hollande; & ses deux fils, malgré la parole du Prince, de les traiter favorablement, tant qu'ils se conduiraient bien, furent démis de leurs emplois. Plusieurs Officiers de justice ou de police perdirent aussi leurs charges, ou parce qu'eux-mêmes ils é-

causa de très-grands dans l'assemblée des Etats de Hollande; presque toute composée de nouveaux membres.

taient

taient Rémontrans, ou parce qu'ils ne poursuivaient pas avec assez de vigueur les personnes attachées à cette Scéte.

gnie des In des Orientales.

Progrès de TANDIS QUE dans les Provinces-Unies l'on la Compa-s'occupait de tous ces objets devenus importants, la puissance de la République prenait de nouvelles forces dans les Indes par les progrès qu'y avait fait la Compagnie. La jalousie des Anglais, qui craignaient que le commerce des Hollandais dans cette partie du monde n'engloutit tout - à - fait le leur, excita contre ces derniers la méfiance de quelques Princes Indiens, & peutêtre les faibles établissemens de la Compagnie dans les Indes allaient être ruinés sans ressource. lorsque la bravoure & la fage conduite du gouverneur Jean Pieterszoon Koen, fit bientôt changer de face aux affaires. Les Hollandais, victorieux de la ruse & de la force de leurs ennemis, fondèrent cette fameuse Capitale des Indes Hollandaises, Batavia, qui par le nombre & la beauté de ses Edifices est devenue & est encore l'une des plus célèbres villes commerçantes de l'Univers. Elle est le siège du Gouverneur Général & du Conseil des Indes; elle est l'entrepôt d'où la Compagnie fournit de toutes sortes de denrées & de marchandises, & les Indes elles-mêmes, & la République, & plusieurs autres parties du Monde.

1620.

Les troubles qui s'étaient élevés en Allemagne, au sujet de l'Election de Frédéric, Comte Palatin, au Royaume de Bohême, embarquerent en 1620. la République dans une nouvelle guerre, où cependant il ne se passa rien de fort considérable de la part des Etats, la mesintelligence s'étant mise entre les Chefs, & la rigueur de la sai-

saison ayant obligé les Etats de rappeller leur Cavalérie. Le Prince Maurice cependant, pour Le Fort de arrêter Spinola, qui voulait se retirer à Rees en Papennuts longeant le Rhin, sit construire, entre Bonn & construit. Cologne, un Fort auquel l'on donna à cause de sa forme quarrée, le nom de Paapennuts (Bonnet de Prêtre).

CETTE même année Guillaume Louis de Nas- Mort du sau mourut d'apoplexie à Leeuwaarde le 10. de Comte Juin. Il était Stadhouder de Frise, de Groningue Guillaume-Louis, de & de Drente, & avait rendu de grands services Nassau & à l'Etat. Le Prince Maurice lui succéda dans de la Prinles deux derniers Stadhouderats, celui de Frise sur celle Doudonné au frère du défunt, Ernest-Casmir de range.

Nassau. Louise de Coligny, Princesse Douairie. re d'Orange, qui était repassée en France, mourut à Fontainebleau le 9. d'Octobre de la même année. Le Prince Frédéric-Henri, son fils unique, était alors en Allemagne occupé à la guerre de Bohême. Inquiette fur le sort de son fils, ses craintes redoublèrent pendant sa maladie; & comme l'affaire des Rémontrans avait fait plus'd'un ennemi à ce Prince, qui aurait voulu qu'on les eut traités avec plus de douceur & de modération, cette tendre mère crut que l'on n'avait envoyé son fils dans le Palatinat, que pour le sacrifier aux vues secrètes de la faction opposée. Peut-être cette sollicitude avança-telle la fin de cette respectable Princesse. Quoiqu'il en soit, pendant qu'elle avait été en Hoblande, elle avait constamment favorisé les Rémon. trans, & nommément le Ministre Uitenbogaard. Elle n'en fut cependant pas moins estimée des personnes raisonnables de l'autre parti, qui sur Tome II

cet article s'accordaient avec leurs adversaires pour avouer que Louise de Coligny était une Princesse aussi pieuse que populaire & astable. L'on aura peine à croire après cela, que cette Princesse aît pû être exposée aux insultes grossiéres de la plus vile populace. Cependant quelques zélateurs du parti Contre-Rémontrant en avaient fait un portrait si affreux, que passant un jour en carosse par la ville de Delst on dui jetta de la bouë, en lui donnant les épithètes les plus offençantes *. Son corps ayant été rapporté en Hollande, sut enterré dans cette dernière ville, où cette Princesse repose dans le même tombeau que seu son Epoux Guillaume I. Prince d'Orange.

Apre's la mort de Barneveld, la charge importante, dont il avait été revêtu, fut provisionnellement occupée par Maître André de With, Pensionnaire de Dordrecht. Celui-ci ayant été fait ensuite Sécrétaire des Etats de Hollande, l'on choisit en 1621. le Conseiller Antoine Duik pour lui consier un emploi aussi dangereux qu'honorable. Mais les Etats jugèrent à propos de donner à leur nouveau Ministre le nom de Conseiller-Pensionnaire au-lieu du titre d'Avocat (Général) de vollande qu'avaient

eu Barneveld + & ses prédécesseurs.

QUEL-

Le Hollandais dit tout cruëment que l'on traita Louise

de Coligny de P ... Arminienne.

† Nous avons donné dans tout le cours de cet Abregé le nom de Pensionnaire, ou de Grand-Pensionnaire indistinctement à Barneveld, parce que ce Ministre des Etats de Hollande est plus connu des Etrangers sous ce titre que sous celui d'Avocat Général, qui semble même présenter une autre idée à l'esprit que celle que

Quel Que tems auparavant la veuve de Bar-Barnevel, neveld & les épouses de Hogerbeets & de Gro-beets & tius, avaient demandé que, suivant les Privilé-Grotius ges de la Province, il leur fut permis de ra-sont jugés cheter la confiscation des Biens des sententiés, s'être renpour une certaine somme. Cette requête fut dus coupacaule que ceux, qui avaient été Juges-Com-me de Lè. missaires dans la cause de ces illustres accusés ze-Majedéclarèrent qu'en formant leur arrêt ils avaientsté. été d'opinion que toutes les personnes condamnées, à l'exception de Daniel Tresel *, s'étaient rendues coupables du crime de Lèze-Majesté. Sur cette Déclaration, que Grotius dit quelque part avoir été faite après coup, & seulement par quelques uns de ces juges, les Etats jugèrent que la confiscation ne pouvait être rachetée. En 1621. les Parens de ces trois Ministres revinient à la charge, & furent alors fortement appuyés par la recommandation du Marquis de Puysieux Sécrétaire d'Etat du Roi de France. Cependant bien - loin de se prêter aux instan-

fait nattre le nom de Conseiller - Pensionnaire. Mr. Wagenaar éroit que l'on donna ce dernier titre au nouveau Ministre, parce que le nom d'Avocat était devenu odieux au
peuple, ou parce que cet emploi ayant en quelque sorte changé de nature par les nouvelles Instructions données à Duik,
l'on avait jugé qu'il conviendrait de donner aussi un nouveau
nom à la charge qu'on lui consiait.

* Ce Daniel Trezel, premier Clerc des Etats. Généraux, avait prêté sa maison aux Députés particuliers des Provinces de Hollande & d'Utrecht, qui s'y étaient consultés sur les moyens d'empêcher le licentiement des Waardgelders, & les autres changemens que l'on prévoyait devoir se faire. Il sut condamné par contumace à deux ans de bannissement

& à une amande de deux-mille florins.

ces de ce Seigneur, & de répondre favorablement à la Requête présentée par les trois famil. les, les Etats-Généraux arrêtèrent de ne recevoir de fix ans ni recommandation ni requête; en faveur des personnes condamnées & bannies. Les Etats de Hollande eux - mêmes suivirent cet exemple, & déclarerent que pendant le même terme de six ans on n'admettrait aucune requête contre les ordonnances ou Edits rendus par les juges, les Etats-Généraux ou les Etats particuliers de chaque Province contre les personnes condamnées, bannies, ou détenues dans les prisons. Cette décission obligea, pour quelque tems au moins, les Parens des trois infortunés Ministres à ne plus faire d'instances inutiles.

montrans.

L'on pour MALGRE les défenses rigoureuses des Etats sut les Ré-les Rémontrans s'assemblaient soit dans les villes mêmes, soit hors de leurs murs. L'on pensa donc lérieusement aux moyens d'empêcher ces assemblées devenues illicites. Dans plusieurs lieux disférentes personnes furent bannies ou condamnées à de fortes amandes. Ce fut aux Ministres que l'on s'attacha surtout; plusieurs furent traités avec la dernière indignité. Samuel Prince & Jean Grevius, tous deux Ministres, furent condamnés par les Etats-Généraux à être renfermés dans le Rasphuis * d' Amsterdam & à y être traités de la même manière que les les autres scélérats. Vezekius, autre Ministre, fut

^{*} Sorte de Maison de force ou de correction, où les malheureux qui y sont condamnés, passent leurs triftes jours à scier du bois de Bresil ou à d'autres ouvrages aussi pénibles. D'ailleurs ils sont traités en vrais sorçats.

fut jetté dans un affreux cachot, où pendant huit ou neuf jours il fut exposé aux horreurs d'une puanteur presqu'insupportable, ensuite renfermé dans une maison de force à Harlem.

Des traitemens aussi rigoureux & qu'il serait difficile de concilier avec l'esprit de modération & de tolérance, ce principe fondamental des premiers Réformateurs, durent paraitre d'autant plus extraordinaires aux Esprits sensés, que dans le système Protestant l'Hérésie n'est pas un crime; & qu'on y recommande même la tolérance civile. Plusieurs de ces Arminiens persécutés eurent cependant le bonheur de se dérober par la fuite aux maux qu'on leur préparait; d'autres déjà renfermés, surent tromper la vigilance de leurs gardes, & mettre tous les moyens en usage pour recouvrer leur liberté. Vezekius, Grevius & Prince furent assez heureux pour devoir ainsi la leur ou à leur propre industrie ou aux secours de leurs amis. Le Ministre Sapma, qui procura ensuite celle de ces deux derniers, avait lui-même reçu la sienne des mains de son Epouse. Cette semme généreuse, ayant eu la permission de le voir dans sa prison, lui sit prendre ses habits, & ainsi déguilé il sortit sans que les gardes s'apperçussent de la supercherie qu'on leur faisait. L'évasion de tant de Ministres prisonniers fut cause, que les Etats ordonnèrent de renfermer desormais dans la Forteresse de Leevestein tous les autres dont on pourrait se saisir. Bientôt elle en fut remplie. Mais quels obstacles que l'invention de l'homme ne trouve le moyen de franchir, lorsqu'elle est aiguillonnée par l'ardent désir de la liberté! L'on venait d'en Llz

voir une preuve bien forte dans la manière done Grotius, quelques mois auparavant, s'était sauvé de cette même prison, que l'on avait crue si fure.

Grotius Se prison.

QUAND ce grand homme, & Huger, beets fon sauve de sa compagnon d'intortune, surent transférés à Loevestein, l'on permit à leurs Epouses de s'y renfermer avec eux. A certains jours il leur était accordé de se rendre à une des villes voisines pour y acheter les denrées nécessaires pour la table de leurs maris qu'elles apprêtaient elles mêmes. Elles avaient contracté une sorte d'amitié avec le nommé Abrabam Datselaar, marchand à Gorinchem, qui leur avait accordé un libre accès dans sa maison toutes les sois qu'elles venaient dans cette ville. Quoique l'Epouse de Hogerbeets fut morte au chateau de Loevestein dès le mois d'Cctobre 1620, celle de Grotius n'en continua pas moins d'entretenir une bonne amitié avec Datselaar & sa semme, sour de Thomas Erpenius, Professeur en Langues Orientales à Leyde, & ami intime de Grotius. Tout ce que celui-ci recevait de Hollande ou y renvoyait, était adressé à Datselaar, qui avait soin de le faire parvenir à sa destination ultérieure. Par ce moyen, Grotius qui dans sa prison s'occupait à composer des ouvrages savants, avait plusieurs fois reçu & renvoyé un coffre rempli de livres, que lui prêtaient Erpenius, Vossius & d'autres. Prounink, Commandant de la Forteresse, & fils de ce Bourguemaître d'Utrecht, ce partisan si zélé de Leycester, avait eu d'abord grand soin de faire ouvrir & d'examiner ce coffre; mais n'y trouvant toujours que des livres, il se lassa enfin

fin d'une exactitude si scrupuleuse, & laissa ensuite passer & repasser le cossre sans y faire grande attention. Marie Reigersbergen, épouse de Grotius, s'étant apperçue de cette négligence du Commandant, fut la première à qui l'idée vint de la mettre à profit, pour tirer son mari de sa prison. Elle lui proposa de se mettre luimême dans le coffre. Grotius ayant approuvé cette innocente supercherie, on essaya s'il pourrait y tenir, & combien il lui serait possible d'y rester renfermé sans courir de danger. Prounink étant parti pour Heusden le 22. de Mars, l'on demanda à sa femme la permission de renvoyer un coffre, plein de livres Arminiens; elle l'accorda sans peine. A lapointe du jour Grotius, après avoir fait d'ardentes prières au ciel, se mit dans le coffre, où il ne recevait d'air que par la serrure, obligé d'ailleurs de s'y tenir dans la posture la plus génante, le coffre n'ayant que quatre piés moins deux pouces de long. Lorsque l'on descendit cette caisse, dont les vuides étaient remplis de livres & de quelques paquets de fil, les Soldats, qui la portaient, la trouvant d'une pésanteur extraordinaire, se demandèrent l'un à l'autre si ce n'était pas l'Arminien lui-même qui y était renfermé? sur quoi la semme de Grotius répondit, ce sont des Livres Arminiens. Le coffre fut heureusement transporté au navire, & de là à Gorinchem chez Datzelaar. La femme de celuici, avertie par la servante de Grotius, à laquelle le secret avait été confié, & qui avait accompagné son Maître, la suivit dans le plus grand étonnement. Retiré de la caisse, Grotius se remit bientôt d'une sorte de faiblesse, causée 114

par le manque de respiration libre, & par la gêne où il avait été pendant plus de deux heures. Il demanda d'abord à parler à Datzeluar; mais colui-ci craignant de se compromettre, refula de voir l'illustre fugitif, & laissa à sa semme seule le soin de conduire toute cette affaire. Grossius était hors de sa prison, mais il n'était pas encore fauvé. Travelti en manœuvre, par les soins de van der Veen, Beau-frère de la femme de Datzelaar, & accompagné de Jean Lambertzoon, Maitre maçon, il passa en pleine foire par la grande place, une règle de maçon à la main, sans que personne le reconnût ou soupçonnât qu'il fut autre que ce qu'il paraissait être. Ayant avec le même bonheur passé la rivière, Grotius se rendit à pied à Waakvyk, toujours accompagné de l'honnête maçon. D'ici une voiture le transporta à Anvers, où il fut requ & herbergé par Grevinkhoven & Episcopius. Avant de se rendre à Paris, qu'il avait choisse pour le lieu de sa retraite, il écrivit d'Anvers au Prince Maurice & aux Etats - Généraux pour justifier son évasion. , Le désir de la liberté. , leur disait il, est naturel à l'homme; j'ai re-, couvré la mienne, sans fracture & sans avoir corrompu la fidélité de qui que ce soit." Prounink de retour de Heusden, s'appereut bientôt que son prisonnier s'était sauve; il sit toutes les perquifitions possibles. On avait été obligé de lui avouer la ruse qui avait rendu la liberté à Grotius. C'était donc à se saisir du coffre qu'abboutissaient toutes ses recherches; il sut trouvé ce bienheureux coffre dans la Barque marchande de Delft, mais il ne contenait plus que du fil

fil & du linge. Prounink voulut se venger sur la semme de Grotius du tour qu'elle lui avait joué; il la retint prisonnière, mais il eut ensint ordre de la relacher. Cette Epouse généreuse, qui mérite à plus d'un tître d'être comptée parmi le petit nombre des semmes fortes, se rendit d'abord à Paris auprès de son illustre époux qui, entr'autres bannis, y avait retrouvé son ami, le Ministre Uitenbogaard.

CEPENDANT la trêve de douze ans étant Fin de la fur le point d'expirer, les Etats des Provinces-trêve de doute ans

Unies se préparèrent à soutenir une guerre pure-douze aus. ment défensive. Les Compagnies furent augmentées; & l'on fit croiser quelques Vaisseaux de guerre dans la Méditerranée & à la hauteur de Dunkerque. L'ennemi de son côté faisait des préparatifs, & cherchait à faire réussir quelqu'entreprise avant l'expiration de la trêve. Les Archiducs tentèrent aussi d'attirer à leur parti les, Rémontrans qui s'étaient retirés dans le Braband, en leur faisant sentir que l'on serait assez porté à leur permettre l'exercice de leur Religion dans les Lieux que les Espaznols prendraient sur les Etats, que même ils pourraient y prétendre aux charges de Magistrature. Quelque maltraités qu'eussent été les Rémoutrans par les Etats, ils furent assez généreux pour rejetter toutes ces offres. Spinola, l'Ambassadeur d'Espagne, le Pensionnaire d'Anvers, avaient de même fait les offres les plus féduisantes à Uitenbogaard, qui ne s'était point encore retiré à Paris. L'on rapporte à cette occasion, que dans un des entretiens que ce général Espagnot entravec cet Ecclésiastique, il lui demanda, si le Comte Ffenri était des LIG Gens?

siens?, Je l'ignore, repartit Uitenbogaard, mais, je pense que ce Prince serait assez porté à, faire du bien aux Rémontrans, s'il en avait le, pouvoir."

Nouvelles propositions de paix.

PENDANT que d'un côté les Archidues traitaient si favorablement les Rémontrans, ils faisaient de l'autre faire des propositions de paix à la République. Ils se flattaient que les mauvais succès de la guerre de Bohême porteraient les Etats à se prêter à des conditions qu'ils avaient si fouvent resulées. , Il leur serait avantageux, , leur faisait - on représenter, que tous les Pays-, Bas fussent réunis sous un même Chef. S'ils , voulaient y consentir, ils pouvaient s'attendre , aux conditions les plus raisonnables, qui leur , seraient confirmées non-seulement par les Ar-, chiducs, mais par le Roi d'Espagne lui-mê-, me. " Il n'était guères probable que les Etats acceptassent de telles propositions; aussi sirent - ils voir par leur réponse, qu'ils n'étaient nullement disposés à perdre le fruit de tant de travaux & de sang, en cédant de nouveau à d'autres la souveraineté & la majesté des Provinces - Unies. qu'ils avaient si long-tems maintenues par la force de leurs armes, & qui avaient été solemnellement reconnues par tant de Puissances, & même par les Archiducs & l'Espagne.

Toute espérance de paix s'étant ainsi évanouie, & la trêve expirant le 10. du mois d'Avril, l'on se prépara du côté des Etats à repousser les hostilités, que l'on prévoyait devoir commencer par les Espagnols. Il ne se passa cependant rien de fort important pendant le printems de cette année. Ce qui contribua encore beau-

coup

goup à faire trainer en longueur les opérations Mort de militaires; ce fut la nouvelle que l'on regut dans Philippe militaires; ce fut la nouvelle que l'on reçui dans III. Roi ces Provinces de la mort de Philippe III. Roi d'Espagne, d'Espagne, arrivée le 31. du mois de Mai. Son & de l'Arfils lui succéda sous le nom de Philippe IV. & chiduc Alil était assez naturel de penser que cet évenement bert. pourrait faire changer de face aux affaires des Pays - Bas. Cette mort d'ailleurs fut bientôt suivie de celle de l'Archiduc Albert, décédé à

Bruxelles le 13. de Juillet.

Avec quelque peu de vigueur cependant que Erection l'on poussait la guerre que l'on venzit de repren. de la Comdre, les Négocians Hollandais profitèrent des cir pagnie des constances pour engager les Etats à consentir à cidentales, l'érection d'une Compagnie des Indes - Occidentales. L'Octroi, daté du 3. d'Août, & accordé pour vingt-quatre ans, était en grande partie assez conforme à celui de la Compagnie des Indes-Orientales. Du reste la nouvelle Compagnie était divisée en cinq Chambres ou Colléges. Vingt Directeurs étaient à la tête de la Chambre d'Amsterdam, qui formait les quatre neuviémes de la Société. La Chambre de Zélande administrait deux neuviémes par douze Directeurs; & quatorze Directeurs étaient chargés de l'administration des Chambres de la Meuse, de la Nord - Hollande, & de la Frise avec Groningue & les Ommelandes, chacune pour un neuvieme. Pour les affaires d'une grande importance l'on convoquerait une assemblée de dix-neuf Personnes, huit de la Chambre d'Amsterdam, quatre de celle de Zélande, & deux de chacune des trois autres; les Etats-Généraux nommeraient la dix - neuviéme personne. Chaque Directeur

& principal Intéressé devait, pour la Chambre d'Amsterdam, avoir dans les fonds de la Compagnie un Capital de six mille Florins, & de quatre mille storins pour chacune des autres Chambres. La Compagnie était affranchie pour huit ans de tous droits d'entrée & de sortie. Les Etats protégeraient sa navigation & son commerce par seize Vaisseaux de guerre & quatres Jachts, auxquels elle ajouterait un pareil nombre de Jachts & de Vaisseaux de guerre. Un an plus tard on lui accorda le privilége exclusif de la traite du Sel à Punto del Rey; mais Hoorn, Enkhuizen & Medenblik s'opposerent avec tant d'instance & de fermeré à cette exclusion, qu'on se vit obligé de leur permettre la traite libre de cette denrée; faveur dont cependant ils retirèrent peu d'avantages, par les obstacles qu'ils rencontrèrent du côté des Espagnols. Nous aurons peut-être occasion de parler par la suite des Expéditions de cette Compagnie, qui, malgré tous les encouragemens qu'elle venait de recevoir, ne fut cependant en état de mettre une flotte en mer qu'en l'année 1623.

1622.

La Campagne de 1622, ne sut ouverte par les Etats, qu'au mois de Mai, encore ne se sit-il rien de sort considérable. Spinula de son côté assiégea Bergen-op-Zoom, mais sans succès, le Prince Maurice l'ayant soré à lever le siège, qui avait déjà duré près de trois mois. Cependant le Prince lui-même ne sut pas plus heureux dans dissérentes entreprises qu'il avait formées sur Bois-le-Duc, Hulst & Anvers.

Grotius GROTIUS cependant, qui s'était retiré en publie son France, y avait travaillé a son Apologie. Cet Apologie.

ouvrage, dans lequel il justifiait pleinement sa conduite & celle des autres personnes qui, de son tems, avaient eu part à l'administration publique, fut envoyé avec les plus grandes précautions à Amsterdam pour y être imprimé secrétement. Des lettres de l'auteur ayant été interceptées découvrirent le mystère. L'impresfion arrêtée à Amsterdam fut reprise & achevée à Haorn. Cette fameuse Apologie parut au mois de Novembre de cette année. Aussitôt fut publié un Edit qui interdisait sous les peines les plus sevères le débit & la lecture du livre; cette désense n'empêcha pas qu'il ne sut lû & gouté; & il s'en fit même un débit si considérable, que l'on se vit obligé d'en réitérer plusieurs fois l'impression. Ce même Edit avait déclaré l'auteur punissable en son corps & en ses biens : une rigueur aussi excessive engagea Grotius à implorer la protection de Louis XIII. qui se fit un vrai plaisir d'en assurer ce grand homme. Jean de Haan, qui avait été Pensionnaire de Harlem, & qui, ayant heureusement dérobé sa tête au coup qui la ménaçait, était devenu Conseiller du Duc de Holstein, pensait que Grotius dans son Apologie ne s'était point affez clairement expliqué sur les véritables causes des changemens faits dans le Gouvernement de la République. "L'auteur, , aurait dû, disait-il, montrer hautement quel , était celui qui depuis longtems couvait ce pro-, jet en lui-même, pour parvenir à une auto-,, rité plus étendue ou même arbitraire, par , l'anéantissement des droits & des priviléges du ,, Pays, & en sacrifiant à son ambition les Pa-, triotes que l'âge, le mérite & la fidélité di-,, stin-

, stinguaient le plus. "* On voit au moint par là combien certaines personnes, affectionnées à l'ancien gouvernement, en voulaient à celui qu'elles regardaient comme le principal auteur des changemens de l'année 1618. Animosité cependant qui se montra avec des signes bien plus évidents encore, lorsqu'au mois de Février de l'année 1623. on eut découvert une conspiration contre la vie du Prince Maurice, & que l'on eut reconnu parmi les complices des personnes qui avaient été dépouillées de leurs emplois lors de ces changemens, & d'autres généralement avouées pour être du parti Rémontrant.

Attentat contre les jours de Maurice.

de Stoutenboarg, le plus jeune des fils du Penfionnaire; était le chef & l'ame de ce détestable
complot. Quoiqu'avec bien des peines, cet esprit
inquiet & violent avait su faire entrer dans ses
vues de vengeance son frère à ainé Reinier van Oldenharnéveld, Seigneur de Groeneveld. Tous
deux, après la funeste mort de leur père, avaient été privés de leurs emplois, malgré la promesse de Maurice de les protéger tant qu'ils se
conduiraient bien. Dépouillés de leur fortune
par la confiscation des biens de leur père, fuis

^{*,} Grotius au contraire, dit notre Auteur, pensait que l'Etat actuel des affaires en France ne lui permettait, pas, d'écrire avec plus de liberté ou moins de circonspection. C'est que la guerre civile était allumée alors entre le Roi & les Protestans de son Royaume, qui demandaient des seçours aux Etats-Généraux; & l'on ne sent que trop que, pour se conserver la protection de la France, Grotius était obligé de ménager ses anciens maîtres, ceux du moins que l'étaient alors de la République.

de tous ceux qui prétendaient aux faveurs & aux graces de la Cour, les deux frères résolurent de le venger d'un seul coup & du supplice de leur malheureux père, & des maux qu'ils en souffraient eux-mêmes. Stoutenbourg, plus impétueux que son frère, qui n'était pour ainsi dire que passif dans toute cette affaire, ne tarda pas à trouver nombre de complices, auxquels il présenta le spécieux prétexte du bien public, & la facilité de faire dans la Régence de nouveaux changemens. Parmi les principaux Conspirateurs l'on compte Adrien van Dyk, qui avait été Sé- Noms des crétaire de Bleiswyk; David Korenwinder qui a principaux Complices vait occupé le même poste à Berkel, Seigneu-de la conrie appartenant à la Dame de Barneveld.; Adrienjuration. van der Dussen, marié à la fille de feu Elie van Oldenbarneveld, frère du Grand - Pensionnaire, & lui-même Pensionnaire de Rotterdam; Kors Janszoon van Alfen, gros Marchand de Hareng à Rotterdam; Henri Slatius, qui avait été Ministre à Bleiswyk, & son beau-frère Corneille Gerritszoon van Woerden, Menuisier à Rotterdam, Jean & Abraham Blansaart, Guillaume Parthy, & quelques autres se trouverent avoir

In serait trop long de donner un détail circonstancié de cette conjuration qui, de l'aveu de du Maurier, suit une des plus grandes qui, se suit faite de long-tems. Le dessein avait été sormé d'assassiment le Prince à Ryswyk, lorsqu'il monterait dans son carosse ou qu'il en descendrait. Les deux Blansaart & Parthy, aidés de trois matelots gagés par les conjurés, devaient saire le coup. Si l'on s'en sut tenu au nombre des

eu connaissance du complot.

des complices que l'on avait déjà, il est assez probable que l'assassinat projetté n'eut que trop malheureulement réussi; mais l'on engagea quatre autres matelots à prêter la main a cet attentat, sans leur en découvrir pourtant les circonstances, ni contre qui il était formé. Effrayés du danger auquel ils allaient s'exposer, ceux-ci

convert. & laplupart des conspirapunis,

Le com-résolurent de découvrir au Prince ce qu'ils saplot est dé vaient du complot. L'on donna aussitôt les ordres nécessaires pour s'assurer des Conjurés. Corneille Gerritszoon & les trois premiers matelots, dont on a parlé, furent découverts & arrêtés dans teurs sont une auberge, où ils s'étaient rendus pour s'abboucher avec les quatre autres matelots. Ils avouerent toutes les circonstances du complot qui leur étaient connues, & reçurent ensuite la punition qu'ils n'avaient que trop méritée. Stoutenkourg & van der Dussen, les moins à plaindre de tous les conjurés, parce qu'ils étaient les plus coupables, eurent l'adresse, quoiqu'avec bien des peines, d'échapper à toutes les recherches de la justice. Ils se retirerent dans le Brabant, où l'Archiduchesse Isabelle leur accorda sa protection. Stoutenbourg se rendit Catholique, & porta ensuite les armes contre sa patrie en faveur des Espagnols. Monsieur de Groeneveld, l'ainé des fils du Pensionnaire, sut arrêté dans l'Isle de Vlieland, déguilé en pêcheur, & conduit à la Haye fous forte escorte. Il avoua d'abord tout ce qu'il savait de la conspiration, de sorte qu'il ne sut point appliqué à la question. Il fut condamné à perdre la tête *. Il marcha courageusement

I.'on affure que la Mère de Mobilieur de Groenedild, 26-

à la mort; & s'adressant au peuple, Le désir de la vengeance, dit-il, & de mauvais conseils m'ont amené où je fuis. Si j'ai offensé quelqu'un, je le prie au nom de mon Sauveur de vouloir bien me pardonner. Un moment avant l'exécution . & tandis qu'il abaissait son bonnet sur ses yeux, on l'entendit prononcer ces mots, à Dieu, quel homme j'ai été, & que suis-je maintenant! Patience! ajouta - t - il encore en joignant les mains; mais

accompagnée de son épouse & de son fils, alla se jetter aux piés du Prince pour lui demander la grace de cet infortuné Seigneur. Maurice leur parla avec bonté, mais se crut obligé de laisser à la justice à disposer du sort de tous les coupables. L'on ajoute que s'adressant à Madaine de Barsteveld il lui temoigna sa surprise de ce qu'elle faisait pour son fils une démarche qu'elle avait resusé de faire pour son mari. Cette femme généreuse ne répondit que par ce peu de mots; mon mari n'était point conpable. L'on pourrait même croire que Groeneveld ne l'était guères lui-même & que tout son crime consistait à n'avoir point été le délateur de son frère; c'est là du moins ce qu'en ont pensé bien des gens, & du Maurier entr'autres. Il est sûr au reste, qu'il ne fut point traité comme l'on traite d'ordinaire les criminels. ,, Il fut conduit à l'échaffaut, dit Mr. Wagenaar, sans " être lié; le chapeau sur la tête, & l'épée au côté. " L'on observe aussi que, s'étant mis à genoux pour saire sa prière, il se plaça non du côté ordinaire, mais le visage tourné vers la maison de son Père. Quelques uns dans cette particularité crurent appercevoir une marque de sa piété filiale, & un aveu de son innocence & du sacrifice qu'il faifoit volontairement de sa vie à la mémoire de ce grand homme. Monsieur de Groeneveld était Grand-Maître des Eaux & Forêts de Hollande, & Chevalier de l'Ordre de S. Michel, que le Roi de France lui avait conféré en considération des services que lui avait rendus Monsieur de Barneveld. Il fut exécuté le 29. de Mars. Son Corps couvert d'un drap noir & porté chez lui par quatre meisagers d'Etat, sut enterré la nuit suivante dans le tombeau du Pensionnaire son Père.

Tome II Mm à peine il avait eu le tems de prononcer ce dernier mot, que l'exécuteur d'un seul coup lui abbatit la tête. Van Dyk & Korenavinder surent
de même décapités; mais leurs cadavres surent
ensuite écartelés, & leurs têtes exposées au
bout d'une perche. De tous ceux, qui avaient
attenté à la vie du Prince, le seul Groeneveld mérita d'être plaint & regreté, tant parce qu'il était moins coupable que les autres, que parce
qu'il s'était sait généralement aimer par son affabilité & sa douceur.

Statius, déguisé en paysan & couvert d'une grosse bure, sou on le prit d'abord pour un espion *; mais ayant été transféré en Hollande il y sut bientôt reconnu. Son portrait gravé en cuivre & le représentant dans son habit de Paysan, ne tarda pas à paraître & à être vendu publiquement. Dans la prison lui & Jean Blansaart écrivirent avec aigreur contre les Rémontrans; ils croyaient par ce moyen obtenir leur grace; mais ils

Il s'était arrêté dans un cabaret du Village de Rolde près de Korverden, pour y boire un pot de bierre. La vue de quelques soldats, cui y étaient pour attendre un convoi d'argent venant de Groningue, estraya tellement ce malheureux, qu'il paya sa bierre sans la boire, & se sauva à travers champ. L'officier étant rentré & apprenant de quelle manière le prétendu paysan s'était retiré; le soupçonna d'être cspion, & le sit poursuivre. Si le pauvre Slatius, qui témoigna par la suite tant d'assurance & d'audace, avait en celle de boire tranqu'illement sa bierre, il est probable qu'il aurait conservé sa tête. Au reste cette avanture, a donné lieu à un proverbe entre les Biberons Hollandais, qui, pour prolonger le plaisir de bien boire, disent, je veux point ressembler à Slatius & abandonner mon écot.

ils se trouverent trompés, & le ç. de Mai Slatius, les deux Blansaart & Parthy eurent la tête tranchée. Le corps de Slatius fut exposé sur la roue; & sa tête au haut d'une perche. Quinze personnes périrent par la main du bourreau, pour avoir été complices de la conjuration, ou en avoir eu seulement connaissance. Le dernier du mois de Mai on célébra dans toutes les Provinces de l'Union un jour solemnel d'actions de graces, pour remercier le Ciel de l'heureuse découverte de cette Conspiration abominable & barbare. Les Rémontrans n'ont pû desavouer que quelques - uns de leurs frères ont eu part à cet attentat infame; mais d'un autre côté l'on apporte pour leur justification, qu'il fut aussi découvert par d'autres personnes de leur société; les quatre matelots qui en avertirent le Prince étant eux - mêmes Rémontrans. Les Etats - Généraux, pour les en récompenser, donnèrent à chacun d'eux une gratification de six cent florins; outre une solde de quinze florins par mois. Ils les recommanderent de plus aux Colléges de l'Amirauté, qui eurent ordre de les avancer, préférablement à tout autre, aux postes de marine qu'ils seraient jugés capables de remplir. A tous ces dons, le Prince ajouta une médaille d'or pour chacun des quatres matelots, de la valeur de quatrevingt florins, sur laquelle étaient son buste & ses armes; & leur donna de plus une épée argentée.

Le reste de l'année 1623. la guerre sut assez faiblement poussée de part & d'autre; l'ennemi ne forma même d'entreprise un peu importante que celle de reduire Amsterdam en cendres, en y saisant mettre le seu à dissérents quartiers à

Mm 2

la fois, & principalement aux Vaisseaux qui se trouvaient dans le port. Par bonheur cette entreprise aussi hardie que peu glorieuse, sut découverte à tems, & ne laisse aux Espagnols que la

L'HYVER avait été cette année extrêmement

rigourcux, & au mois de Janvier de l'année sui-

honte de l'avoir projettée.

1624.

vante 1624. la digue du Lek (Lekdyk) se rompit à un demi mile au dessus du Vaart, ce qui causa une inondation, qui couvrit dans les Provinces d'Utrecht & de Hollande toutes les terres qui s'étendaient au Nord & au Nord - Quest jusques à Amsterdam. L'ennemi profita des fortes glaces pour faire une descente dans le Veluque, où cependant il n'exécuta pas grand' chose, le froid excessif lui ayant même causé de grandes incommodités. Au mois d'Août Spinola vint mettre le siège devant Bréda. Maurice, qui venait de prendre Cléves & Gennep, fit avancer son armée en automne pour forcer Spinola à lever le siège; mais il arriva trop tard pour se saisir d'un poste avantageux près d'Oosterhout; l'Espagnol l'ayant prévenu en faisant oc-

cuper ce poste par une partie de son armée. Maurice cependant qui avait son camp assez près de celui de l'ennemi, ne pouvant ou n'osant l'attaquer, voulut surprendre Anvers. Il sit partir pour ce dessein mille santassins & deux cens Cavaliers, qui pour mieux tromper les paysans, s'étaient habillés à l'Espagnole. Ils escaladèrent la ville de nuit, mais ils surent bientôt découverts & repoussés. Très-mécontent d'avoir manqué cette entreprise, & de n'avoir pu sorcer Spi-

nola à lever le siège de Bréda, le Prince parta-

DE LA HOLLANDE. CHAP. X. 549

gea son armée en deux corps, qu'il confia à Frédéric-Henri, & à Ernest-Casimir, & revint à la Haye au mois de Novembre, attaqué de la Mort du maladie dont il mourut quelque tems après * Prince Maurice. Son frère Frédéric-Henri, qu'il avait institué son héritier, succéda à ses dignités comme à ses 1625. biens. Peu avant sa mort il avait engagé & presque forcé ce Prince à épouser Amélie, fille de Jean Albert, Comte de Solms. Frédéric-Henri était, dit-on, si peu porté à cette alliance, que pour l'y engager, Maurice, à ce que quelques uns prétendent, le menaça d'épouser lui-même une jeune Demoiselle, dont il avait quelques ensans naturels, qui déclarés alors légitimes, auraient privé ce Prince de la riche succession de son frère.

Le Prince Maurice, qui n'avait jamais été marié, laissa de N. de Malines, d'une famille noble du Brabant, plusieurs enfans naturels. Les deux ainés, Guillaume & Louis, se sont rendus célèbres. Il les avantagea aussi plus que tous les autres; outre plusieurs Seigneuries qu'il leur laissa par son testament, il sit à chacun d'eux une

Mm 3

Les uns attribuèrent au poison la mort de ce Prince, arrivée le 23. d'Avril 1625. Les autres au chagrin de n'avoir pu surprendre Anvers ni faire lever le siège de Bréda. D'autres ensin au déplaisir d'avoir vû échouer ses projets de souveraineté. Son corps ayant été ouvert immédiatement après qu'il su expiré, l'on n'y découvrit aucune trace de poison; mais l'on trouva dans le soye une tumeur très-dure, ce qui sit juger qu'une obstruction dans ce viscère était la cause prochaine de la mort de ce Prince. Il était alors dans la cinquante huitième année de son âge, & avait gouverné la République pendant quarante & un an.

rente annuelle de cinq mille florins, réversible à leurs héritiers. A cinq de les Batards, comme ce Prince les nomme lui-même dans un Codicille séparé, il légua des pensions annuelles de quatre, de trois, & de deux mille florins. corps de son Excellence fut, comme il l'avait défiré, dépolé à Delft dans le tombeau de son Père. Le même jour, 16. Septembre, l'on prononça à Leyde son oraison funèbre, mais l'historien remarque que les Etats ne portèrent point les frais de la cérémonie.

Cractère , TELLE fut la fin de Maurice, Prince d'Odu Prince, range, & le premier Stadhouder sous le Goules vertus , vernement des Etats: car, ajoute M. Wage-& ses de. ,, naar, son Père avait été revêtu d'une dignité , plus éminente dès le commencement de la guer-, re, & après que par un Edit public l'on se , fut entièrement souttrait à l'obéissance du Roi , d'Espagne. Aussi Guillaume I. n'avait jamais ,, reçu des Etats, comme son fils, la Commis-, sion de Stadhouder. Maurice sut généralement , regardé comme un des plus grands Capitai-, nes de son siécle. Rarement il manqua de prudence & de courage. Il porta l'art de la , guerre à un plus haut dégré de perfection, ,, que ne l'avait pû faire personne avant lui. , Avant la trêve surtout, il contribua beau-, coup à affermir l'Etat. Après l'expiration de , la trêve, le mauvais état des finances de la , République, ne permit pas de faire tête à , l'ennemi avec autant de vigueur qu'aupara-, vant, ce qui empêcha Maurice de se livrer , à toute son ardeur martiale, qui peut-êtro , s'éteignait aussi avec l'âge. D'ailleurs l'on n'était

DE LA HOLLANDE CHAP. X. 551

, n'était plus si étroitement allié avec la France , & l'Angleterre. A tous ces obstacles l'on , pourrait, peut-être, ajouter encore, que ceux , qui, par la conduite du Prince, avaient pris , le timon des affaires après les changemens de 1 l'année 1618. craignaient eux mêmes le trop grand accroissement de son pouvoir, & que , cette crainte les rendait moins ardents à pous-, ser la guerre; ce qui ne pouvait être que , très - desagréable à Maurice. Il conçut un , violent dépit du mauvais succès des affaires de , la Bohême & du Palatinat, de même que du , siége de Breda, qu'il n'avait pû & qu'il déses-, pérait de faire lever. Tous ces motifs le , rendirent, vers la fin de sa vie, fâcheux & , d'un commerce difficile; ce qui occasiona les , bruits qui coururent qu'il était mort de cha-, grin. Dans la force de l'âge Maurice était , robuste & infatigable. Il paraissait plus pe-, tit qu'il ne l'était réellement, à cause qu'il , était fort gros & fort replet. Il avait le vi-, fage vermeil, & la barbe blonde, qu'il por-, tait assez grande & quarrée. Le jeu des Echecs était l'un de ses amusemens favoris; il s'y divertissait souvent quand il n'était point , en campagne, & surtout pendant la trêve. , Plus franc & plus ouvert que son Père, il , était aussi plus violent & plus emporté que , ce grand homme. Des personnes qui l'ont , particulièrement connu, témoignent qu'il avair , l'art d'allier une prudente économie à l'éclar , d'une cour toujours magnifiquement entrete-,, nue. Il aimait la raillerie, & honorait d'une , estime particulière les mathématiciens & les - Mm 4

, savants Ingénieurs. Il disposait ordinairement ,, en faveur de ses domestiques des Emplois qui ,, venaient à vaquer dans ses domaines; loin do vouloir se faire des amis & des créatures. , parmi les Magistrats des villes, en leur confiant , ces emplois, comme l'ont fait quelques uns , de ses successeurs. Quelques - uns représentent , ce Prince comme naturellement foupconneux , Mais il parait que ce reproche n'a été fondé , que sur ce qui lui échappa quelquesois contre , Barneveld, qu'il semblait soupçonner d'entre-, tenir des intelligences criminelles avec l'E-, spagne. On lui reproche encore de n'avoir pas , été quelquesois assez affable & assez populai-,, re. Le Président Jeannin, dans quelques-, unes de ses lettres, fait souvent l'éloge de sa , sagesse & de sa probité. Il ne cherchait, dit-, il, que par les voyes de douceur à obtenir ce qui l'intéressait personnellement. Cependant " ce qui se passa en 1618. & 1619. a fait por-, ter à plusieurs de ses Contemporains, & à la , plupart de ceux qui sont venus après lui, un , jugement tout contraire. La mort de Barne-, veld, dont tout le blâme fut rejetté sur le Prin-, ce, excita d'abord de grands mécontentemens , parmi plusieurs, & fut généralement regardée , comme un moyen trop violent d'avancer sa , puissance & son autorité. La postérité n'en , a point porté un jugement plus favorable, & , à ses yeux, la gloire acquise par Maurice pen-, dant la guerre, peut à peine compenser en , quelque sorte la honte dont ce Prince s'est cou-, vert, par une sentence aussi sevère contre cet. , ancien Serviteur de l'Etat. 33

CHA.

CHAPITRE XI. CHAP. XI.

Commençant au Stadhouderat de Fre'de'-RIC-HENRI en 1625. & finissant à la Paix de Munster en 1648.

REDERIC-HENRI, Prince d'Orange, Frédéries avait quarante & un an accomplis, lorsqu'il Henri veut fut revêtu de la plupart des Dignités dont l'a que l'on pousse avec vait été son frère. Ce Prince qui avait passé vigueur une grande partie de sa vie dans le tumulte des sa guerre armes, dont il entendait le métier à fonds, ré-contre solut de pousser la guerre avec plus de vigueur l'Espagne. qu'on ne l'avait fait depuis l'expiration de la trêve; mais pour y engager les Etats, dont les finances étaient très-dérangées, il fallait user de prudence. Né d'une mère Française, & flatté lui-même de bonne-heure par la Cour de France, il sut, mieux que son Frère, se servir de l'influence & du crédit qu'il y avait, pour intéresser cette couronne aux affaires de la République. Aussi parvint-on bientôt par son moyen à conclure différents traités avec la France & même avec la Grande - Bretagne, qui procurèrent de grands avantages à l'Etat. Frédéric-Hemi s'était assuré des secours étrangers, mais il comprit. que, pour faire la guerre avec succès, il fallait que le repos & la concorde regnassent dans l'intérieur de l'Etat. Le meilleur moyen de les y appeller était, non de favoriser l'un des partis au préjudice de l'autre, mais de les ménager assez Mmr

tous les deux, pour laisser aux Rémontrans l'espoir de se relever un jour de l'oppression où ils étaient, & à leurs antagonistes l'idée ffateuse qu'ils conserveraient toujours la supériorité qu'ils s'étaient acquise sous le précédent Stadhouderat; Suivant les vues de cette sage politique, il voulait peu-à-peu détruire les mécontentemens de plusieurs personnes, en rétablissant de tems en tems quelques - uns des Magistrats déposés. D'ailleurs, loin de presser l'exécution des Edits rigoureux portés contre les Rémontrans, ce qu'il ne fit jamais, il voyait avec plaisir qu'ils s'enhardissent dans plusieurs villes à tenir publiquement leurs assemblées. Par ce sage tempérament il gagna le cœur & la confiance des mécontents, qui, se voyant rétablis ou espérant de l'être n'avaient aucun motif de se plaindre de la conduite du Prince; tandis que d'un autre côté ceux de l'Eglise dominante, apprenaient par son exemple à être modérés. Aussi l'on vit bientôt cesser toutes ces violences & ces animolités, qui avaient si long-tems troublé l'Eglise & l'Etat. Une conduite aussi prudente affermit & augmenta même son crédit & son autorité, bien plus que s'il avait favorisé l'un des deux partis au préjudice de l'autre.

Prise de Le siège de Bréda durait encore, & Spinola Breda pars'était si bien retranché qu'il sut impossible à Spinola. Frédéric-Henri de le forcer à lever le siège, ou de jetter quelques secours dans la place, où les vivres commençaient à manquer. Il donna donc ordre à Justin de Nasjau, son frère naturel, qui commandait dans la ville, de faire une capitulation honorable. Le 2. d'Août le traité sut signé,

& le s. du même mois, Bréda fut évacué aux Espagnols; la garnison Hollandaise en sortit avec tous les honneurs de la guerre, tambour battant, mêche allumée & drapeaux déployés. Ce siége avait couté des sommes immenses aux Espagnols & aux Etats, mais les premiers se trouverent si épuisés après, qu'ils se virent eux-mêmes forcés de n'agir plus que détensivement, ce qui mit le Prince en état de dédommager suffisamment la République dans les campagnes suivantes de la perte qu'elle venait de saire de Bréda. Cependant le Gouverneur de Nimégue pour les Etats, avait eu le bonheur de s'emparer par surpri-se de la ville de Goch *, le 18. de Janvier II ne se passa rien de plus cette année sur terre. Les expéditions maritimes ne furent guères plus brillantes. Willekens s'était emparé en 1624. sur la côte du Bresil de la Baie de tous-les - Saints & de St. Salvador; mais par la négligence de ceux à qui l'on avait confié le commandement de ces deux places, elles furent reprises l'année suivante par l'ennemi.

L'Année 1626, ne fut guères plus fertile en exploits. Ernest Casimir emporta Oldenzeel, dont il sit détruire les fortisications. Les Espagnels tentèrent de leur côté de surprendre l'E-cluse, mais ils surent vigoureusement repoussés. Le 23. de Mai la Princesse d'Orange accoucha d'un sils, qui sut nommé Guillaume, & qui succéda à son Père.

P'ai mis Goeb d'après Mr. Wagenaar, quoique ses deux Redacteurs disent que ce sut Goes que surprirent les troupes des Etats. Cette dernière ville est en Zélande, au lieu que Goeb est dans le pays de Cléves.

1625.

Père. L'on vit bientôt aussi quelques exemples des bons effets que procurait le Gouvernement modéré du nouveau Stadbouder. Van der Myle eut la permission de revenir demeurer à la Haye, &, à la prière de Frédéric-Henri, il assilta au convoi funèbre du Prince Maurice; c'était, pour ainsi dire, avertir les autres de ce qu'ils pouvaient espérer eux-mêmes. Hogerbeets à la recomman-dation du Prince, fut tiré du château de Loevestein, & conduit à une de ses maisons de Campagne *, qu'on lui donna pour prison. Mais il ne jouit guères de cette faveur, étant mort cinq semaines après, agé de soixante-quatre ans; peu après ses enfans obtinrent la permission de racheter, pour une certaine somme, la confiscation de ses biens. Cette même année l'on donna à Nicolas Reigersberg Beau-frère de Grotius, une charge de Conseiller au Haut-Conseil. Des commencemens aussi heureux firent espérer aux Rémontrans, qu'ils pouraient bientôt se relever tout-à-fait. Ils s'enhardirent même dans plusieurs villes à s'assembler publiquement, ce qui donna lieu à quelques émeutes, & engagea les Etats à renouveller les Edits, qui pourtant ne furent nulle part rigoureusement exécutés.

Au mois de Juillet de l'année 1627. le Prince ce d'Orange entreprit le siège de Gral, place Le Prince que Spinola avait extraordinairement fortisiée. d'Orange assiége & Cependant elle se rendit à composition le 19. prendGrol. Août après avoir soutenu un assaut. La garnison sortit avec tous les honneurs de la guerre,

&

[·] A Weer près de Wassenaar dans le voisinage de la Haye.

& fut conduite à Wézel, où le Gouverneur, Mathieu van Dulken qui avait défendu Grol avec bravoure & y avait reçu une blessure, se rendit en carosse. Herman Otton, Comte de Styrum, lui succéda dans ce Gouvernement. Cependant Spinola avait formé le projet de surprendre Zuidbeveland en Zélande, mais son entreprise échous par le soin que l'on eut de lui opposer plusieurs forts, élevés par les ordres de Frédéric - Henri. Le reste de cette année & la suivante, l'on ne fit de part & d'autre rien de fort important; & si l'on excepte une entreprise de l'ennemi sur Bergen- op - Zoom, qui pourtant ne lui réussit pas, le tout se réduisit à quelques incursions, faites par la cavalerie des deux partis. Sur mer les succès avaient été plus brillants. La Com- Pierre pagnie des Indes Occidentales avait équippé une Hein s'emflotte de trente & un vaisseaux, dont elle don-pare de la na le commandement au fameux Pierre Hein. d'Argent. Il avait ordre de guetter la flotte d'argent à son retour en Espagne, & de s'en emparer s'il était possible. Le 8. de Septembre il découvrit cette riche flotte, qui pour éviter de tomber entre les mains des Hollandais, se retira dans la Baie de Matanza* où échouèrent la plupart des Vaisseaux Espagnols. A peine Pierre Hein se fut montré qu'à la seconde décharge tous les Vaisseaux se rendirent le 9. de Septembre, presque sans coup férir. Ce riche butin, qui fut apporté à Amster-

· Cette Baie nommée aussi Mataca ou Mantaca, est située sur la côte septentrionale de l'Ile de Cuba en Amérique; c'est là que vont d'ordinaire faire de l'eau les Galions qui retournent en Espagne.

dam & mis dans les magazins de la Compagnie des Indes Occidentales, consistait en phisieurs caisses d'argent, en or, perles, pierreries, indigo, cochenille, bois de teintures & autres marchandises. Le tout fut évalué à onze millions cinqcens neuf mille, cinq cens vingt - quatre florins; non compris tout ce dont l'Equipage s'était furtivement emparé, dont cependant ensuité une partie fut recouvrée *. L'on célébra en Hollande un jour solemnel d'actions de graces, l'on y' sit des réjouissances publiques; les Officiers de la flotte & l'Equipage furent récompensés; & Pierre Hein fut promu au grade de Lieutenant. Amiral de Hollande.

Troubies à Amflerdem,

Les Rémontrans se donnaient rependant de jour en jour de plus grandes libertés! A Rotter-la dam ils avaient deux temples publics. Point de Synode par conséquent qui ne livrât continuellement des mémoires aux Etats de Hollande, pour les prier de reprimer ce qu'ils appellaient les insolences Arminiennes +. Les Rémontrans de leur

, Cette prise, dit du Maurier p. 346. sans compter les , Vaisseaux & les Gallions, sut estimée plus de vingt millions, ,; (argent de France). Il y avait entr'autres richesses trois " cens cinquante fix mille marcs d'argent; trois cens marcs ", d'or; quantité de perles, de cochenille, force bijoux pré-,, cieux, beaucoup de Bezoar, de Musc, d'Ambre gris; deux , cens cinquante caisses de sucre. & une infinité d'Etosses &.

" de marchandises de grande Valeur."

† Le Hollandais dit Arminiaansche Stoutigbeden; dans tous les tems, dans tons les Pays, le Clergé dominant a toujours cherché à accélérer l'oppression de ses adversaires par des dénominations odieuses, sans considérer qu'il est des cas, ou ces dénominations retombent indirectement sur le Souverain; & qu'il est de la prudence autant que du devoir, de

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 559

côté livraient d'autres mémoires pour demander un culte public séparé. Les Etats de Hollande renvoyaient prudemment les uns & les autres à leurs Magistrats particuliers. Cependant les plaintes des Contre - Rémontrans continuant toujours, on leur promit, pour s'en débarrasser, de tenir la main à l'exécution des Edits; mais les tems étaient changés, & le soulèvement arrivé à Amsterdam à cette occasion, sit bien voir qu'il était plus facile de renouveller les Ordonnances que de les faire exécuter. Dès l'année précédente quelques personnes qui favorisaient le parti Arminien étaient entrées dans la Magistrature de cette grande ville. Les zélateurs du parti contraire, Ministres & autres, en firent paraître le plus grand mécontentement. Un de ces Ministres, Adrien Smout, osa prêcher publiquement que l'on rappellait le Cheval de Troye: Soit que par cette allusion il désignat les nouveaux Magistrats, soit qu'il n'eut en vue que les Rémontrans, ou même le célèbre Grotius, que l'on travaillait à faire revenir dans sa patrie, Smout

respecter jusques à son silence sur des choses, qui ne tendent pas ouvertement à troubler l'Etat. Or tel était le cas des Rémontrans du tems de Frédéric-Henri: le Souverain ne vou-lait pas leur accorder l'exercice public de leur Religion, mais il fermait prudemment les yeux sur la connivence des Magistrats de quelques villes, qui toléraient qu'ils s'assemblasfent ouvertement pour vaquer à leur culte; c'était aux Ministres de l'Eglise dominante à suivre l'exemple de leurs Maitres & à se taire. Mais comment le Clergé dominant se serait-il tû alors? De nos jours on a vu, à propos d'un Roman étranger, rappeller les Arminiaansche Stoutigheden avec une aigreur, peu digne du dix huitième siècle & de la modération qu'il prèche & qu'il voit regner assez généralement.

méritait correction. La populace excitée par les prêches féditieux de ses Pasteurs, avait à deux reprises grossierement troublé le culte des Rémontrans, que le Magistrat avait chaque fois protégés en leur envoyant quelques troupes de la garnison ordinaire. La résistance enflamma le zèle des mécontents, & l'on se vit obligé, pour tâcher de ramener la paix, d'augmenter le nombre des Waardgelders, & de prier le Prince d'envoyer à Amsierdam quelques Compagnies de troupes réglées *. Bien-loin cependant que la tranquillité fut rétablie, les ordres du Magistrat pour faire prêter au commencement de l'année 1629. un nouveau serment par la Bourgeoisie, excitèrent bientôt de nouveaux troubles. Les Ministres: attisaient le seu de la sédition; & Smout ofa prêcher encore, & soutenir devant les Bourguemaitres qui l'avaient cité, qu'ils étaient les perturbateurs d'Israël, qui, comme Roboam, avaient méprisé le conscil des anciens +. Cette audace qu'au •

Si la nouvelle garnison ne sit pas d'abord cesser les disputes des gens d'Eglise & de leurs adhérants, elle rendit du moins un grand service à la ville, en appaisant une émeute des matelots qui, peu contents de la part qu'on leur avait donné du butin pris sur la slotte d'argent, s'étaient attroupés pour exiger par sorce une rétribution plus considérable.

† Par ces anciens le turbulent Smout entendait, dit-il, parler du Bourguemaire Pauw & de ceux qui pensaient comme lui. Quelque tems auparavant l'on avait répandu dans Amsterdam une pasquinade indécente, qui représentait toute la Régence de cette ville en trois classes. La première, que l'on disait savoriser les Arminiens, était la plus nombreuse; le faiseur de Pasquinade ne la remplissant que de Marants (Quanten). La seconde était celle des Indisférents, ou, comme dit de Hollandais, des Bonnets chancelants (Waggel-

qu'aucun zèle ne pouvait excuser, sut ensin punie, & le 7. de Janvier de l'année suivante il sut ordonné à Smout de sortir de la ville avant le soleil couché. Kloppenburg, autre Ministre, sut aussi chassé quelque tems après. Ce dernier cependant sut appellé à remplir une chaire de Prosesseur à Francker, après avoir habité quelque tems à Leide. L'ardent Smout ne sut plus appellé à la conduite d'aucune Eglise, mais la Régence d'Amsterdam, malgré toutes ses oppositions, sut condamnée à continuer de lui payer ses appointemens comme Ministre. Peu-à-peu cependant le repos se rétablit dans cette grande ville, où le Magistrat sut faire respecter son autorité par le moyen de la garnison entièrement dépendante du Prince, qui savorisait la Magistrature.

Les Rémontrans profitèrent prudemment de Les Armilèneureuse révolution qui s'était faite dans les niens bâtice. Esprits en leur faveur; & en 1630, ils obtinrent per-glise & un mission de la Régence d'Amsterdam, de bâtir une Collège à Eglise, & peu après un Collège ou espèce de Amsterdm. Séminaire dans lequel la fameux Episcopius professa publiquement la Théologie Arminienne, depuis 1634. jusqu'à sa mort arrivée en 1643. A la Haye les Rémontrans jouissaient aussi d'une gran-

mussen. La troissème, à la tête de laquelle se trouvait le Bourguemaître Pauw, n'étoit composée que d'honnêtes gens, ou d'honnes pieux (vroomen). Le pasquin était terminé par ces mots latins, Rari certe boni, mis immédiatement après les noms des vroomen. Mots équivoques que l'on crut assezénéralement alors, & que Mr. Wagenaar soupçonne lui même, avoir été ajoutés par le conseiller Reigersberg, pour ridiculiser ces prétendas (Vroomen) honnêtes ou pieuses gens.

. Tome II Nn

grande liberté. Dès l'année 1627. Uitenbegaard avait présenté requête aux États-Généraux pour qu'il lui fut permis de se purger des accusations dont le chargeait la sentence prononcée contre lui. L'Assemblée jugea que la situation actuelle des affaires de la République ne permettait pas encore de révoquer en doute l'équité des jugemens portés en 1619. & sa requête ne fut point admise. Cependant il vivait à la Haye publiquement & sans que personne l'inquiétat; il y prêcha même plusicurs fois jusqu'à sa mort arrivée en 1644. Il est vrai que dans quelques villes, à Leide & à Harlem surtout, les assemblées des Rémontrans ne se faisaient pas si paisiblement, & qu'il se passa plusieurs années avant qu'on cessat de les troubler dans leur culte. Quelques Provinces, celle d'Overyssel surtout, résistèrent aussi pendant long-tems. Cependant peu-à-peu l'esprit de modération gagna du terrein, leur liberté s'étendit, & les Synodes s'appercevant que le Gouvernement actuel n'était point disposé à pousser la persécution contre ce petit troupeau, cesserent eux-mêmes de se plaindre des insolences Arminiennes. Ils se bornèrent alors à réveiller leur zèle contre les Catholiques, à qui l'on permettait aussi de plus grandes libertés qu'auparavant, & qui augmentèrent encore considérablement après la fin de la guerre en 1648.

Fondation AVANT de quitter les Rémontrans nous croyde l'École ons devoir parler d'un autre Etablissement fait
iduitre
d'Amsler.
d'amsler.
d'augmenter les espérances qu'ils avaient déjà

con-

conçues. Le renouvellement du serment de la Bourgeoisie, dont nous avons parlé plus haut, avait engagé certaines personnes à s'adresser à. l'Université de Leide, pour avoir son sentiment sur la nature des engagemens que ce serment éxigeait. Les Professeurs avaient répondu d'une manière à ne point satisfaire la Régence. De là ces différends entre le Magistrat & la plupart des Ecclésiastiques de la ville, qui pensaient sur cette affaire comme l'Université. Messieurs d'Amsterdam; picqués contre les Prosesseurs qui avaient été d'un sentiment contraire au leur, réfolurent de fonder dans leur ville un Collége, sous le nom d'Ecole illustre, dans lequel la jeunesse de cette ville, serait instruite dans toutes les sciences qui pouvaient la rendre digne de servir un jour l'Etat & l'Eglise. De ce Collége ces jeunes gens pouvaient passer à l'Univerfité, où il ne leur fallait que peu de tems pour prendre leurs dégrés. La ville de Leide s'opposa d'abord soitement à cet établissement; mais Amsterdam ayant sait voir, qu'il n'était par là porté aucune atteinte aux priviléges de l'Université de Leide; l'Ecole illustre fut fondée. Gérard Jean Vossius & Gaspar Barlaus y furent appellés pour remplir les premières chaires de Professeurs, celui-ci en Eloquence, l'autre en Histoire. Les Rémontrans furent très - charmés du choix que l'on avait fait de ces deux grands hommes. Tous deux s'étaient illustrés par leurs savants Ecrits, tous deux avaient été démis de leur Professorat à l'Université de Leide au commencement des troubles causés pour l'Arminianisme, ils ne pouvaient donc être contraires aux Ré-Nn 2 m.0% .

montrans. Aussi ces derniers résolurent de faire profiter de leurs leçons à la jeunesse Arminienne,

destinée au Ministère de l'Eglise.

Henri.

La prise de la riche flotte d'argent, qui de-Duc assiégé vait causer un grand vuide dans les finances du & pris par Roi d'Espagne, fit juger à Frédérie-Henri, que l'on pouvait recommencer à agir offensivement contre l'ennemi commun. Bois - le - Duc était une des plus fortes places des Pays-Bas. Elle était défendue par une forte garnison, & par un Gouverneur plein d'habileté & de bravoure. Pourvue de toutes les munitions de guerre & de bouche, elle était en état de soutenir le plus long siège. Maurice lui-même l'avait attaquée inutilement autrefois, & cette considération même, jointe à la fituation de la place & aux fortifications régulières qui la défendaient, la faisaient juger presqu'imprenable. Frédéric - Henri, cependant résolut de l'assiéger. Le 29. d'Avril il fit investir la ville, qui, après s'être défendue avec le courage le plus opiniatre sous la conduite du brave Grobbendonk, se vit enfin forcée de capituler le 14. de Septembre. La Garnison, qui de son aveu même avait perdu plus de douze-cens hommes, sans compter un pareil nombre de blessés, se retira à Anvers; pendant qu'elle défilait, le Prince eut un court entretien avec Grobbendonk, auquel il donna les plus grands. éloges sur son intelligence & sa bravoure pendant ce siège mémorable; lequel, ajoute notre Historien, si l'on considère tous les obstacles réunis qui le rendaient si difficile, ne pouvait réussir aussi beureusement que par la présence & l'exemple du Prince., Mais ce qui fut de merveilleux, dit

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 565

, du Maurier *, c'est que pendant que le Prin, ce Henri Frédéric était attaché à ce grand
, siège, le Comte Henri de Berghe ayant passé
, la rivière d'Issel avec une grosse armée, rava, gea tout le pays d'Utrecht, où il s'empara
, d'Amersfort, & épouvanta tellement la Hol, lande, que plusieurs conseillèrent au Prince de
, quitter son entreprise de Bois-le-Duc, pour
, sécourir le cœur du Pays, désolé par les en, nemis: mais il eut la constance de demeurer
, jusqu'à ce qu'il se sut rendu Maître de cette
, ville si considérable, sans s'émouvoir ni des
, conseils de la plûpart de ses chess & de supé, rieurs, ni des lamentations des peuples sacca-

gés † ". Le Colonel van Dieden surprit aussi Wezel emcette année la ville de Wezel pour les Etats. porté par

Le reste de cette campagne il ne se passa plus Mort du rien de sort important. Le célèbre Pierre Hein, Lieutenant qui avoit été envoyé avec une slotte vers les Amiral côtes de Flandres, se trouva le 20. d'Août en-Pierre gagé dans un combat avec quelques vaisseaux Hein. ennemis, dont trois surent enlevés par les Hollandais; mais ils eurent le malheur de perdre ce grand homme, qui eut la gloire de périr les armes à la main en désendant sa patrie. Aussi la République qui se faisait alors une espèce de devoir d'immortaliser les Héros qui s'étaient signalés & compassa par les Héros qui s'étaient signales de compassa par les Héros qui s'étaient signales de compassa par les Héros qui s'étaient signal

ctaient

A la pag 347. de ses mémoires.

Nn 3

[†] Frédéric · Henri répondit courageusement à ceux qui lui conseillaient d'abandonner cette glorieuse entreprise, qu'il aimerait mieux mourir que d'abandonner un siège qui avait déjà tant couté, & d'où dépendait & l'bonneur de l'Etat & le sien propre.

étaient morts à son service, lui sit ériger un superbe monument à Delft, où il avait été enterré avec beaucoup de pompe. L'Espagne & l'Infante firent proposer aussi cette année même le renouvellement de la trêve pour trente-quatre Frédéric - Henri, sans s'y opposer ouvertement, étuit bien éloigné d'y consentir. Les Ministres soutenaient dans des écrits publics & dans leurs prêches, que la République n'était sas libre de faire une trêve avec le Roi d'Espagne. Ils alléguaient une raison assez singulière de leur éloignement pour la trêve. ,, Il y avait à craindre que les , Rémontrans ne levassent encore la tête, & , n'excitassent de nouveaux troubles, comme , ils avaient fait, disait on, du tems de la trê-,, ve de douze ans." De sorte que, malgré les souhaits de quelques-uns, qui déstraient la fin de la guerre, les négociations furent interrompues.

1630.

Les Etats-Généraux avaient, à la fin de la dernière campagne, fait une réduction considérable dans leurs troupes, que quelques-uns faisaient monter alors à plus de cent-vingt-mille hommes, tant Cavalerie qu'Infanterie. La réd'étion aurait été encore portée plus loin qu'ellene le fut sans les rémontrances du Prince. Cependant il n'entra point en campagne cette année 1630. Aussi ne se passa-t-il rien de fort important

Frédéric-entre les armées de terre. Cette année n'en fut pourtant pas moins glorieuse pour Frédéric - Henrentie dans si. Il eut le bonheur de rentrer dans la posses. parfible sion de sa principauté d'Orange, dont cherchait de sa prin- à s'emparer Jean d'Osmale, Seigneur de Valken-cipatte bourg, qui en était Gouverneur pour le Prince. d'Orange.

Mais

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 567

Mais par la résolution & la bonne conduite de son conseiller, Jean de Knuit, il réussit à se dé-faire de ce traître, qui jusques là avait seul joui des avantages de cette principauté, & n'avait laissé à son Maître qu'un vain titre, dont il cherchait même à le dépouiller *. Cette même année encore les Etats-Généraux, pour faire voir au Prince combien ils étaient satisfaits de ses services, donnèrent la charge de Général de la Cavalerie à son fils Guillaume, qui n'avait pas encore atteint sa quatrième année.

S'IL ne se passa rien de fort important sur Expédition terre, les avantages remportés sur mer compensèrent suffilamment cette espèce d'inaction. La Compagnie des Indes - Occidentales, devenue plus entreprenante depuis que Pierre Hein avait si heureusement enlevé la riche flotte d'Espagne, mit bientôt en mer une nouvelle flotte, qui s'empara d'Olinde & de quelques-autres forts sur les côtes du Brésil. Ces succès rendirent la compagnie si puissante, qu'elle sembla vouloir l'emporter sur celle des Indes-Orientales, & que quelquesois même elle distribua à ses intéressés des Dividendes que celle-ci aurait eu peine à fournir.

En 1631. Frédéric-Henri voulut s'emparer 1631. de Dunkerque, d'où les Corsaires ennemis cau-faient de grandes pertes à la navigation commer-farDunkerçan- que sans fucces.

* Valkenhourg était en négociation avec le Cardinal de Richelieu pour lui remettre la ville, le château & la Principauté d'Orange. Pour prix de sa perfidie il devait recevoir comptant la somme de quatre cens mille livres, & une terre de vingt mille livres de rente en Provence.

cante des Erats. Le Projet était digne du Prince, mais difficile à exécuter. Cependant cet habile Général ayant remontré que dans les entreprises d'importance il est bon de risquer quelque choie, la prise de Dunkerque sut résolue. Déjà les troupes étaient avancées jusqu'à Maldighem lorsque l'on apprit que l'ennemi était campé à deux lieuës de là, dans le dessein de disputer le passage aux Hollandais Les Députés des Etats-Généraux, qui étaient dans l'armée du Prince, furent alors d'avis qu'il fallait reculer. Frédéric-Henri eut beau leur représenter que l'honneur de l'Etat & de l'armée dépendait de l'exécution d'une entreprise, à laquelle euxmêmes avaient donné leurs voix. Tout fut inutile; ils protestèrent qu'ils ne voulaient pas être responsables des maux qu'ils prévoyaient si l'armée s'opiniatrait à avancer. L'on assure même qu'ils ajoutèrent, que ,, l'on voyait évidemment combien peu le Prince était porté , pour l'Etat, puisque, pour satisfaire son am-, bition, il consentait à en hazarder la prospé-" rité." Quoiqu'il en soit, le Prince se vit forcé à faire rembarquer ses troupes, & à se désister d'une entreprise qui, en le couvrant de gloire, devait être d'un grand avantage pour la République *. L'ennemi de son côté avait proictte

Les Etats de l'Union avaient coutume de faire accompagner leurs Généraux par quelques membres de leur Assemblée, qu'ils appellaient Gedeputeerde te Velde, (Députés à l'Armée ou en Campagne). Le Général ne pouvait rien entreprendre d'un peu important sans avoir pris l'avis de ces Députés, qui étaient d'ordinaire au nombre de deux., ou même de plusieurs. Si ces Messieurs, qui rarement avaient se génie

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 569

jetté de faire une descente dans l'Isle de Tholen; mais les deux stottes s'étant attaquées le 12, de Septembre, les Hollandais remportèrent la victoire la plus complette, prirent presque tous les Vaisseaux Espagnols, & les envoyèrent à Dord-recht. On compta plus de quatre mille prisonniers saits sur l'ennemi, & le Comte Jean de Nassau*, qui commandait cette expédition, eut bien de la peine à se sauver lui-même avec un petit nombre des siens. En Hollande l'on se félicita d'autant plus de cette victoire, que l'on découvrit après, que si ce projet de l'ennemi avait réussi, il serait entré dans l'Isle d'Overslak-kée ou dans le territoire de Voorne.

Les Etats-Généraux, voulant témoigner au Les Etats Prince d'Orange combien ils étaient satisfaits de donnent au ses services, crurent ne pouvoir lui en donner de jeure Prinplus fortes preuves, qu'en accordant à son jeune me la survissils Guillaume, le droit de survivance à toutes ses vance des charges. La résolution en avait été prise sur la charges de proposition du Corps des Nobles, qui poussait fredéricproposition du Corps des Nobles (no proposition des Propères de la fredéricproposition du Corps des Nobles (no proposition de la fredéricproposition du Corps des Nobles (no proposition de la fredéricproposition de la fredéric-

, fu-

génie de la guerre, croyaient voir quelqu'obstacle un peu difficile à surmonter, ou ils déconseillaient l'expédition projettée, ou ils envoyaient à la Haye demander l'avis des Etats. Cette prudence, un peu trop scrupuleuse peut-être, a fait perdre à plus d'un habile Général les occasions de rendre à la République des services, dont elle ne reconnaissait l'importance que lorsqu'il n'était plus tems de saisir le moment savorable & décisif.

* Ce fean de Nassau était Cousin du Prince d'Orange Frédéric-Henri. N'ayant pû se procurer de l'avancement dans la République, il se mit au service de l'Empereur, qui soutenait le parti de l'Espagne contre les Etats-Généraux.

", furent présentées à ce jeune Prince de la part ", des Etats dans un petit costre d'or." Le Pensionnaire Duik étant mort en 1629. l'on consia ce poste important, resté vacant jusqu'au printems de cette année 1631. à Adrien Pauw Seigneur de Heemstede.

Evasion de Le château de Loevestein rensermait encore quelques sept Ministres Rémontrans, à qui le Gouverneur Ministres laissait la liberté de se promener de tems en tems de la Forte-sur les remparts, à condition cependant qu'ils resse de n'abuseraient pas de cette saveur pour s'évader.

Loevestein. Mais à quoi ne porte pas le désir de se voir libre! Un de ces Ministres, nommé Niellius, avait lié connaissance avec un soldat de la Garnison, duquel jusqu'alors ils avaient tous reçus d'assez mauvais traitemens, parce qu'il s'imaginait qu'ils étaient Contre-Rémontrans. Informé du contraire il leur témoigna par la suite beaucoup d'amitié & leur fit offre de ses services. La résolution sut prise de se sauver par le moyen de ce soldat; Niellius seul se faisait scrupule d'enfreindre la promesse qu'il avait faite au Gouver-On le gagna bientôt cependant, en lui faisant sentir que cette promesse ne les engageait qu'à ne point s'échapper dans le tems qu'on leur permettait la promenade. L'évasion sut donc résolue, mais deux obstacles la rendaient presqu'impossible. Par une de ces singularités dont l'on ne peut quelquesois rendre raison pour expliquer certains évenemens, le Gouverneur lui-même leva ces deux obstacles. Du côté qui regarde la Hollande, & par où devait se faire l'évasion, la rivière était embarrassée par un grand amas de jones & de roseaux, desorte qu'aucune barque

nc

ne pouvait avancer assez près du château, qui de ce même côté n'avait qu'un fossé sec. Le Gouverneur s'étant apperçu que, depuis quelque tems, les Espagnols venaient dans de petits bâteaux se cacher dans ces rosiéres, d'où ils commettaient plusieurs brigandages sur ce sleuve, avait fait depuis peu couper & enlever ces roseaux & ces joncs. Cette première dissiculté otée, il en restait une autre plus difficile peutêtre à surmonter. Un gros dogue, accoutumé par ses aboyemens à effrayer & à éloigner tous ceux qui de nuit auraient osé s'approcher du mur de la forteresse, avait vers le même tems dévoré une bonne parrie des provisions destinées à donner un grand repas, le Gouverneur dans sa colère lui fit sauter la cervelle. Ces deux obstacles étant levés si heureusement & d'une manière si inattenduë, les Ministres résolurent d'exécuter leur projet la nuit du 19. de Juillet; elle était obscure & orageuse, & le soldat, leur bon ami, était de garde. Le même bonheur les favorisa jusqu'à la fin, & le lendemain vers le midi ils arrivèrent à Rotterdam, où ils furent vûs par plusieurs personnes, & herbergés par Episcopius qui y était encore. Une évasion aussi heureusement exécutée parut à ceux du parti Arminien un de ces évènemens qui tiennent du miracle. D'autres au contraire n'y virent que l'audace la plus coupable de la part des prisonniers, & une négligence très punissable de la part de ceux à qui la garde en était commise. Les plus modérés & les plus raisonnables de tous jugèrent que, sans avoir recours au prodige & à la trahison, l'on pouvait expliquer fort natu-

rellement un fait qui ne présentait tout au plus d'un côté que le désir très-naturel de recouvrer sa liberté, & de l'autre un hazard, peut-être même un relâchement prudemment prémédité, & que les circonstances, si elles avaient été connues, pouvaient fort bien ne point rendre criminel. Quoiqu'il en soit, les Etats de Hollande, ayant reçu la nouvelle de cette évasion, crurent qu'il convenait de s'assurer de la personne à qui la garde de ces Ministres avait été confiée; cependant l'on ne trouve nulle part aucune preuve qu'il aît été autrement puni. Quant aux femmes & aux enfans des Ministres, ils furent relachés quelque tems après.

LE célèbre Grotius, qui jusqu'alors s'était tepasse en nu en France, hazarda aussi cette même année Hollinde, de repasser dans sa patrie, où depuis quelque gé d'en sor tems plusieurs personnes travaillaient à le faire ur de nou revenir. Le Drossaard * Hooft surtout faisait tous ses efforts pour engager Messieurs d'Amsterdam à le recevoir dans leur ville; mais les circonstances ne leur semblaient pas encore assez favorables. En effet l'animosité contre ce grand homme était encore portée si loin, que les Villes de Harlem, Leide, Gouda, Alkmaar & Enkhuizen déclarèrent ne vouloir délibérer sur aucune affaire concernant l'Etat ou le Gouvernement, avant que l'on cut formé quelque résolution contre Grotius. Dès lors fut envoyé ordre à tous Baillifs & autres Officiers de Justice de s'assurer de sa personne. Il se rendit pour-

[•] Le titre de Drossaard revient à peu-près à celui de Sé néchal ou de Grand · Baillif.

tant secrétement à Amsterdam, où ses amis voulurent l'engager à présenter requête aux Etats de Hollande. On lui représenta envain que Frédéric-Henri lui voulait du bien, mais que ce Prince lui - même était d'avis qu'on ne le laissat retourner dans sa patrie qu'à certaines conditions. Grotius résista à tout; une requête emportait, croyait-il, une sorte d'aveu des crimes qui lui avaient été imputés, & il était bien éloigné de vouloir s'avouer coupable. Il était rentré en Hollande vers la fin du mois d'Octobre de cette année; au printems de 1632. les Etats de Hollande mirent sa tête à prix, promettant deux mille florins à quiconque se saissrait de sa personne, s'il s'arrêtait plus longtems dans la Province. Ceux qui lui voulaient du bien, renouvellèrent alors leurs instances; on lui présenta même un modèle de requête, où il avouait simplement que ses malheurs ne lui étaient arrivés qu'à cause des différends survenus dans le Gouvernement, & non pour aucun crime. Grotius fut inébranlable, peut-être même un peu trop opiniâtre, comme le lui reprochèrent ses amis. Lui pensait autrement, & quelque ménagées que fussent ces expressions, il-lui sembla encore, que de s'en servir, ce serait en quelque sorte s'avouer coupable. Il résolut donc de chercher ailleurs une retraite assurée, que sa patrie lui refusait; il se retira à Hambourg, où le Gouvernement le reçut avec distinction. Bientôt il sut appellé en Suéde par Axel Oxenstierna, Chancelier du Royaume. Ce Seigneur connaissait tout le mérite de ce grand homme, & n'eut pas de peine à engager les Etats qui gouvernaient pendant la minorité

de Christine, à lui confier l'Ambassade de France. Grotius, pendant quelques années géra cet emploi avec autant d'honneur que de fidélité. Cependant soit que lui - même demandât son rappel, soit que ses envieux lui rendissent de mauvais services à la Cour de la jeune Reine, on lui donna sa démission. De retour en Suéde il s'apperçut que l'air de ce climat, & peut-être même celui de la Cour, ne lui était pas avantageux; il préféra donc de retourner en Alle magne, mais il tomba malade en chemin & mourut à Rostok le 28. d'Août de l'année 1645. Son corps fut apporté en Hollande, & enterré à Delst, lieu de sa naissance. Le grand nombre de savants ouvrages qu'il a laissés, & ses excellentes qualités, lui ont acquis peu après sa mort parmi tous ses Compatriotes, cette estime, dont il était si digne, que lui témoignait aussi toute l'Europe, & qu'il n'avait perdue dans sa Patrie, que par l'esprit de partialité qui y regnait de son tems. , Il était, dit du Maurier, le plus , universellement savant homme, qui eut paru , dans le monde depuis Aristote. - Franc, , véritable & fidèle, & d'une vertu si solide , que toute sa vie il a fui & détesté les mé-, chans, & recherché l'amitié des gens de bien , & des illustres.

Progrès de la République.

LA Campagne de 1632. fut des plus heureudes armes ses pour la République. Venlo, Straalen, Roermonde & Sittart se rendirent par capitulation, & obtinrent le libre exercice de la Religion Catholique - Romaine. Ernest - Casimir, Comte de Nassau, & Stadbouder de Frise, de Groningue & de Drente, fut tué d'un coup de mousquet en

visitant la tranchée, que l'on venait à peine d'ouvrir devant Roermonde. Les Etats perdirent en sa personne un vaillant Capitaine & un Général expérimenté. Après s'être emparé de cette dernière place, Frédéric-Henri alla mettre le siège devant Mastricht. Malgré la proximité des armées Espagnole & Impériale, & les fréquentes escarmouches de ces troupes avec celles des Etats, le Prince emporta cette forte ville qui capitula le 21. de Juin. Cet heureux succès fut bientôt suivi de la conquête du Duché de Limbourg & du pays d'Outre - Meuse. Cette glorieuse campagne sut terminée par la prise d'Orsoi. L'on dut une partie des progrès de cette année aux pratiques secrétes des Comtes de Warfusée & Henri de Bergues, qui s'étant d'abord sourdement déclarés pour les Etats, saisirent la première occasion d'abandonner ouvertement le parti de l'Espagne. Sur mer il ne se passa rien de fort important; cependant les Corsaires Dunkerquois virent réprimer leurs pirateries par la vigilance & la bravoure des Sieurs Adrien & Corneille Lampzins de Flessingue, ce qui rendit la navigation des mers de France plus libre, & les droits d'assurance beaucoup moindres qu'ils n'avaient été de dix ans. Cette année encore l'on Négociaentra en une sorte de négociations à la Haye tions de pour essayer de conclure la paix, ou de renou-paix infrueveller une trêve de plusieurs années. Ccs négociations furent poussées pendant près d'un an, mais les mêmes raisons, les mêmes défiances subsistant toujours, la plupart des Provinces ne purent se résoudre à accepter des conditions qu'elles avaient si souvent rejettées, &, au grand déplaifir

plaisir des Députés des Pays - Bas Espagnols, les conférences furent rompues l'année suivante.

En 1633. Frédéric-Henri entra en campagne 1633. vers la fin du mois de Mars, quoique les négo-Rynberk ciations durassent encore de la part des Espagnols. & Philippine em -Ce Prince assiégea & prit Rynberk. Le Comte portés par Guillaume de Nassau s'empara aussi de Philippiles Etats. ne, & prépara par là la prise du Sas-de-Gand, qui fut emporté en 1644. Ce furent les seuls exploits d'importance de cette Campagne, qui fut très-coûteuse, & dont l'on s'était promis de plus brillants succès. Cette année n'offrit aux Pays - Bas d'autre évenement un peu remarquable que la mort de l'Infante Isabelle - Claire - Eugé -

I'Infante genie.

Mort de nie, Souveraine des Pays - Bas Espagnols. Princesse mourut à Bruxelles au commencement Claire Eu de Décembre, à l'âge de soixante-sept ans. Sa mort accéléra la rupture des négociations pour une trêve, parce que n'ayant jamais eu d'enfans, les Provinces, qui lui avaient été cédées, retournaient à la couronne d'Espagne, suivant les conditions du traité de cession. Vers la fin de l'année suivante le Roi nomma Gouverneur des Pays - Bas son frère Ferdinand, connu sous le nom de Cardinal - Infant, qui s'y rendit avec une armée d'onze à douze mille hommes.

Dans la Campagne de 1634. il ne se passa rien d'important de part ni d'autre. Frédéric-Henri, pour forcer l'ennemi à lever le siège de Mastricht, seignit de vouloir faire celui de Bré-L'Espagnol ayant décampé aussitôr, le Prince, qui avait réussi dans son dessein, se retira aussi de devant Bréda, après quoi les deux armées le séparèrent.

Sı

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 577

Si la Campagne de 1834, ne fut pas brillante, celle de 1635. fut des plus malheureuses pour 1635. les Etats. Ils avaient conclu cette année même un traité avec Louis XIII. Roi de France, par Campagné lequel ce Monarque s'engageait à faire une guer-malheure ouverte à l'Espagne. L'on se prometrait les reuse de plus grands succès de cette alliance; cependant cette anaprès avoir vainement affiégé Louvain, l'on perdit encore Diest, le Fort de Schenk, Goch, Gennep. & Limbourg. Le Fort de Schenk fut repris sur les Espagnols, & Cléves emporté. Plus de la moitié de l'armée des Français, forte de vingtmille hommes, périt de maladie & de miséres. Ces troupes avaient été transportées à Rotterdam. où un vent contraire les retint longtems avant qu'elles pussent s'embarquer pour Calais; les hopitaux furent remplis de malades; la peste en emporta un grand nombre, d'autres moururent de faim. L'on y vit plusieurs gentils - hommes vendre pour une Riksdale (environ cinquante fols de Hollande) leurs chevaux avec leurs harnois, & être ensuite reduits à demander l'aumone par les rues. Quelques Ecrivains, un peu trop partiaux pour la France, ont prétendu que Frédéric - Henri, pour se vanger du Cardinal de Richelieu, qui ayait cherché à lui enlever sa principauté d'Orange, avait exprès laissé périr les troupes Françaises de misére & de faim. Mais cette inculpation odieuse doit paraître d'autant moins fondée, qu'une vangeance aussi lâche n'entrait point dans le caractère de ce grand Prince, que d'ailleurs il était suffisamment vangé du Cardinal par la manière dont il avait recouvré sa Principauté, & qu'enfin une action aussi in Tome II

digne était contraire & à ses propres intérêts & à ceux de la République dont il était le désenseur & le soutien. Il est donc plus vraisemblable que la négligence de la Cour de France sur seule cause des maux que souffirment ses troupes, que, par les conditions du traité, elle était obligée d'entretenir. Au reste l'on assure que dans tous les lieux où elles furent distribuées, les Magistrats & les habitans leur donnèrent des preuves suffisantes de la pitié qu'excitaient leurs malheurs *.

Troubles dans la Frife.

Pendant le reste de cette année il ne se passa rien de remarquable, si l'on excepte quelques troubles qui s'étaient élevés en Frise au sujet de la levée des impôts, & de quelques autres objets peu intéressants pour l'Etranger. Les Envieux de Frédéric-Henri en prirent occasion de publier que lui-même avait somenté ces troubles, asin d'étendre & d'établir son autorité dans cette Province. Inculpations vagues, qui se renouvellent dans tous les tems contre les personnes dont la puissance & les services se sont trop remarquer; inculpations cependant qu'il est toujours dissicile, & souvent dangéreux de prouver.

La campagne de l'année 1636. n'offre aucun évè-

Si l'Auteur justifie Frédéric-Henri sur cette vengeance basse & puérile, & d'autant moins vraisemblable que jamais la Cour de France, dit-il, ne s'en prit ni à ce Prince ni à la République; il avoue aussi qu'il est très-probable, & que des gens instruits ont regardé comme une chose avérée, que le Prince d'Orange n'avait pas secondé les vues des Français, à d'autres égards, autant qu'il aurait pu le saire pendant cette campagne.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 579

évenement digne d'être remarqué. L'armée de France & celle des Etats étaient trop affaiblies par les fâcheux succès de l'année précédente pour qu'elles osassent tenter quelque chose de grand. D'ailleurs les finances de la République étaient épuisées, & Frédéric Henri demandait envain des remises qu'on ne pouvait lui fournir; aussi ne put-il s'empêcher de faire éclater son mécontentement; il ne lui restait plus, disait-il, qu'à remettre son épée dans le fourreau, si on ne voulait pas lui fournir les moyens de faire la guerre. L'on était même si las de la guerre que, des que les troupes furent entrées dans leurs quartiers d'hyver, les Etats de Hollande voulurent en licentier une partie; mais les représentations du Prince & celles de Charnacé; Ambassadeur de France, jointes aux gros subsides que cette Cour promit, engagèrent la République à conserver toutes les troupes sur pié.

LE Pensionnaire Adrien Pauw, qui avait été Kats élu envoyé Ambassadeur en France, s'étant démis Grandcette année du premier de ces emplois, sut remnaire.
placé par Maître Jacob Kats, Zélandais, qui

était alors Pensionnaire de Dordrecht.

L'Université d'Utrecht fut aussi sondée Université cette année; la cérémonie de la dédicace s'en sit d'Utrecht. le 17. Mars. La célébrité qu'elle s'est acquise l'a fait longtems aller de pair avec celle de Leide. L'on comptait alors quatre Universités dans la République, quoique celle de Harderwyk en Gueldres, eut été établie par le quartier du Weluwe dès l'année 1600. Mais elle était tellement déchue depuis, que ce ne sut qu'en 1647. qu'elle se releva & qu'elle sut décorée du titre d'Acadée.

démie ou d'Université Provinciale. L'on s'est prudemment borné à ces cinq Universités dans toute l'étendue des sept Provinces, celles d'Overyssel & de Zélande n'en ayant jamais eu aucune *.

Succès de Depuis que la Compagnie des Indes-Ocla Com-cidentales s'était emparée de Fernambuk, elle ne pagnie des négligea aucune occasion de s'étendre dans le Indes-Oc-Bresil, où elle enleva plusieurs places aux Portugais, depuis l'année 1630. jusqu'en 1636. La conquête de la petite Isle de Curação parut surtout d'une grande importance aux Etats. La Compagnie ayant ainsi conquis la plus grande partie des Places situées sur la côte du Bresil, résolut d'en donner le Gouvernement au Comte Jean-Maurice de Nassau, qui s'y étant rendu avec quelques troupes, sit bientôt de nouvelles conquêtes, & envoya une flotte en Afrique, qui

Mina sur la côte de Guinée.

CE

s'empara en 1637. du fort de Saint - George Del-

Université, prétendant que cette Province s'en est désistée, lors de son union particulière avec la Hollande. Cependant depuis peu il a paru un ouvrage sont estimé, qui semble victorieusement prouver le contraire. Quoiqu'il en soit, il est sûr, comme le remarque le Rédacteur, que cette Province, quelques essorts qu'elle aît sait, n'a pû parvenir encore à ériger une Académie. Il n'y a que quelques années qu'elle est revenue à la charge, & qu'elle a voulu saire valoir les dispositions testamentaires de seu Monsseur P. Mogge de Renesse en saveur d'un établissement aussi utile; mais on a opposé aux Zélandais des dissicultés & des obstacles, qu'ils n'ont pû surmonter. Au reste en accordant à la Zelande le droit qu'elle se supposé, l'on pourrait douter avec raison si l'usage qu'elle en ferait, lui serait sort avantageux.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 581

CE fut en cette année que Louis XIII. qui Le titre venait de conclure un nouveau traité avec la Ré-donné à publique, donna le titre d'Altesse à Frédéric- Frédéric-Henri, qui peu auparavant n'avait pû obtenir Henri. celui de Prince de l'Empire. Le Roi de France voulait par cette nouvelle marque de considération engager ce Prince à continuer avec le même zèle à donner aux Etats & à la France elle--même de nouvelles preuves de sa valeur & de son expérience. Les Etats-Généraux contentirent aussitôt à accorder à leur Stadbouder le nouveau titre dont il venait d'être décoré. Le Collége des Nobles de Hollande résolut aussi de prier le Prince d'agréer celui de premier Mem. bre de leur corps, honneur qu'il accepta gracicusement. Les Etats de Hollande trouverent cependant mauvais que leurs Députés à l'Assemblée des Etats - Généraux eussent donné leur consentement à ce qui s'y était passé rélativement à cette affaire, avant d'avoir fait leur rapport & reçu de nouveaux ordres; mais la chose était faite, & ils résolurent de faire complimenter le Prince de leur part. Frédéric - Henri, qui n'ignorait pas ce qui s'était passé dans leur assemblée, leur fit entendre; qu'il serait inutile, puisqu'après la Résolution prise par les Etats-Généraux, il était déjà en possession du titre qui lui avait été donné. " Ce qui, dit un Contempo-,, rain, était une réponse très expressive." * Pour

* Les Etats de Hollande n'étaient pas les seuls à qui déplut ce nouveau titre. L'on trouvait surtout étrange que l'Ambassadeur de France & les autres Ministres, qui dans leurs harangues & leurs mémoires ne traitaient Oo' 3

Pour répondre en quelque sorte aux nouveaux honneurs qu'il venait de recevoir, Frédérie-Henri ouvrit la Campagne de cette année par le siège de Bréda, qui capitula le 7. d'Octobre. L'ennemi cependant s'était rendu maître de Venlo & de Roermonde; tandis que les Français qui agissaient séparément s'étaient emparés de Landrechies, de la Chapelle, & de Maubeuge. Mais cette dernière place étant de peu d'importance, ils l'abandonnèrent.

Différend IL s'éleva cette année aussi quelques différends entre le entre la Cour de Londres & les Etats-Unis, au Roi d'An-sujet de ce que les Anglois nomment le Domaine la Républi ou la Souveraineté de la mer. Jacques I. étant que au su-mort en 1625., son fils unique Charles I. monta jet de la sur le trône d'Angleterre. Les Etats-Généraux souveraineté de la envoyèrent aussitôt complimenter le nouveau Roi, mer. &, quoique l'affaire d'Amboine *, qui saisait

tant

les Etats que de Vos Seigneuries, & de Messieurs, donnasfent en leur présence même le titre d'Altesse à FrédéricHenri, qui n'était que leur Stadbouder. Mais la France &
la République elle même avaient besoin de ce Prince, & le
titre d'Excellence qu'avaient porté tous ses Prédécesseurs, était
devenu si commun qu'il en était presqu'avis. Ce sut à Charnacé, bon Courtisan & grand flatteur, dit on, que le Prince d'Orange eut l'obligation de cette nouvelle qualité; &
quelques uns ont prétendu, quoique sans sondement peutêtre, que la France ne flattait ainsi le Stadbouder, que pour
le porter à se procurer dans les Provinces - Unies une autorité
qui convint mieux au titre d'Altesse.

* Il ferait un peu long de rapporter en détail tout ce qui s'est passé dans cette sameuse affaire, qui n'a jamais été décidée, & qui ne sut assoupie qu'en 1654. Il sussint de dire que les jalousies de commerce avaient semé la mesintelligence. la métiance, & peut-être même la haine entre les Anglais & les Hollandais qui commerçaient également dans

DE LA HOLLANDE. CHAP.XI. 583

tant de bruit alors, eut mis la division entre les deux peuples, la République parvint cependant à conclure avec Charles I. un traité d'alliance offensive. La bonne intelligence avait duré jusqu'en 1630. que l'Angleterre sit la paix avec l'Espagne. L'amitié entre Charles & les Etats se refroidit dès lors considérablement, & les traités de 1634. & 1635. entre la France & la République, ne contribuèrent pas peu à augmenter le mécontentement des Anglais. Le Roi d'An-

différents lieux des Indes. Les Anglais, comme les plus saibles, ne pouvant par la force ouverte détruire le commerce de leurs rivaux, le rendaient, dit-on, aussi difficile & aussi desavantageux qu'il était possible par leurs sourdes pratiques. L'intérêt rend foupçonneux, & le foupçon rend cruel. Le Gouverneur d'Amboine, sur la délation d'un Japanois, pris comme espion, & de quelques autres de ses compatriotes, fit arrêter Gabriel Touwrson, Directeur du Commerce des Anglais à Amboine. On l'accusait, de même que les autres de sa nation, que l'on avait aussi arrêcés, d'avoir voulu faire massacrer le Gouverneur & se rendre maître du châ. teau. Tourveson & ses complices avouerent, disent les Hollandais, tous les crimes dont ils étaient accusés, & furent condamnés à la mort. Les Anglais au contraire assurent que " la prétendue trahison n'était qu'un prétexte pour dé-, truire entiérement leur commerce à Amboine; que l'on , avait fait souffrir aux Japaneis & aux Anglais des tour-" mens inouis, afin de leur arracher des aveux contraires " à la vérité; que les Anglais condamnés au supplice a-, vaient de la manière la plus solemnelle, soit de bouche, , soit par écrit, protesté de leur innocence aux Ministres " qui les accompagnaient à la mort & à plusieurs autres, & qu'enfin ils avaient été les martirs de la cruauté & , de l'avarice Hollandaise. " Il serait difficile de décider une question qui n'a pu l'être entre les deux Peuples; mais il est sûr que ce que les Anglais nomment le massacre d'Amboine, imprime encore à leurs yeux une espèce de tache au nom Hollandais, qui ne s'effacera sans doute jamais.

d'Angleterre en prit occasion d'établir un nouvel impôt pour l'entretien d'une flotte, qui devait servir à couvrir les côtes de son Royaume, contre le danger dont les menaçait, disait-il, l'alliance faite entre la France & les Etats. D'ailleurs il prétendait que l'on ne pouvait se passer d'une autre flotte pour protéger la Souveraineté des mers qui environnent la Grande - Bretagne. La dispute au sujet de cette Souveraineté, que s'attribuaient les Rois d'Angleterre, venait d'être réveillée depuis peu par Jean Selden, ou Seldenus, Anglais, qui, pour défendre les prétendus droits de son Prince, avait en 1635. mis au jour son livre, intitulé Mare Clausum (la mer fermée) contre celui de Grotius, publié longtems auparavant, & qui portait pour titre Mare Libe. rum (La mer libre). Le livre de Selden fit du bruit, & les Etats de Hollande, qui en prirent connaissance, récompensèrent, l'Avocat Grasquinkel, qui l'avait supérieurement résuté, en lui accordant une pension annuelle de cinq cens slorins, jusqu'à ce que l'occasion se présentat de lui procurer quelqu'avancement. Le droit du domaine de la mer était cependant opiniatrément soutenu en Angleterre, où dès l'année 1628. le Parlement s'était déjà plaint que l'on pouvait considérer ce droit comme absolument perdu, par le peu de soin que l'on prenait de la marine du Royaume. Le grand point était d'interdire aux étrangers, mais nommément aux sujets de la République, la Pêche du Hareng sur les côtes d' Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande. Charles I. le fit en 1636. & menaça même de mettre une flotte en mer pour protéger cette pêche en fa-

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 585

veur de ses sujets, amis & alliés. Les Hollandais & les Zélandais n'en firent pas moins la pêche du Hareng sur ces côtes, quoiqu'ils y rencontrassent obstacles sur obstacles, qui pendant quelque tems leur causèrent des pertes très-sensibles. Ils étaient si peu disposés à reconnaître un droit * qui, s'il était avoué; coupait une des plus fortes branches de leur commerce, qu'ils mirent en mer vers la fin de l'année 1636. quelques vaisseaux de guerre pour protéger leurs pêcheurs. Charles de son côté fit mine de vouloir maintenir ses prétendus droits, & fit pour cet effet construire à Woolwich un gros vaisseau de guerre qui lui coûta des sommes immenses, & qu'il voulut qu'on nommât le Souverain. Mais les troubles de son Royaume augmentant de jour en jour, ce Prince se vit hors d'état de faire respecter sa souveraineté maritime; & les Hollandais ont depuis continué à pêcher sur les côtes & dans les mers des trois Royaumes.

L'on vit vers ce même tems regner en Hol- Commerlande une de ces épidémies, qui se répandent de ce des fleurs en tems en tems sur la surface de notre globe; dont Hollande.

la

Qo 5

^{*} C'est ce qu'ils firent bien sentir au Comte d'Arondel, Envoyé extraordinaire de Charles I. qui, dans un discours prononcé devant les Etats, avait dit avec une sorte d'emphase, que le Roi son Maître avait équipé une flotte pour défendre ses droits sur les quatremers. Les Etats de Hollande, appréhendant que le silence sur cette espèce de menace ne sut pris pour un aveu de leur part, saisirent cette occasion pour donner à entendre à l'Envoyé que, facques I. avait déjà, fait mention d'un pareil droit; mais qu'il ne sallait pas, se flatter que la Hollande consentit jamais à le reconnaître, "

la contagion d'abord gagne l'esprit, trouble la rai. son, & cause dans un Etat de ces révolutions aussi fubites qu'étranges, qui sur les sottises de la moitié des hommes fondent & établissent la fortune de l'autre. Le commerce des fleurs & surtout des tulipes, que les Hollandais portèrent vers ce tems au comble de l'extravagance la plus ruineuse, & que les Historiens de cette Nation ont nommé avec railon Windhandel (Commerce de vent) fut poussé avec une espèce de fureur, principalement à Harlem, Leide, Amsterdam, Alkmaar, Hoorn & Enkbuizen. Grands & petits donnèrent dans la manie des fleurs. Par les intrigues & les fourberies de quelques - uns de ceux qui se mélaient de ce trafic, les tulipes furent portées à un prix exorbitant. Une fleur (un oignon de tulipe) pelant dix grains, vendue d'abord 95 florins, en valut bientôt 900. La livre de Couronnes jaunes (geele Kroonen) * qui avait fait 20 ou 24 florins, fut payée un mois après jusqu'à 1200. florins. Cependant le printems de l'année 1637. apporta une baisse si considérable dans ce commerce, que plusieurs personnes se trouvèrent hors d'état de recevoir les fleurs qu'elles avaient retenues d'avance chez les marchands fleurittes. Ceci donna occasion à divers procès dans les différentes villes, qui s'adresserent à l'Assemblée des Etats, où cependant l'on ne se montra guè. res porté à prononcer sur les différends d'un commerce aussi ridicule, que frivole & imaginai-Bientôt l'on fut aussi guéri de la manie de

Probablement une espèce de tulipes ainsi nommées par les seurites Hollandais.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 587

se ruiner en tulipes; & l'on ne tarda pas à s'ap. percevoir que la plupart de ceux qui s'étaient livrés à cette sorte de trafic, étaient tous gens de basse condition qui, alléchés par l'espoir du gain, avaient quitté leurs professions & leurs métiers ordinaires, pour s'enrichir promptement sans être obligés de faire de grandes mises. se sit aussi des fortunes si rapides d'un côté, & des dépenses si folles de l'autre, que l'on assure que dans une certaine ville de Hollande, il se trafiqua pour plus de dix millions de florins en fleurs. Il ne faut donc pas être surpris que les Etats de Hollande ayent mis en délibération d'imposer une taxe sur les fleurs; & sans doute que le nouvel impôt aurait eu lieu, si la promptitude avec laquelle l'on vit tout d'un coup tomber le prix de cette marchandise, n'en avait empêché l'exécution.

La campagne de 1638. se passa de part & d'autre sans aucune action d'importance; toutes les entreprises formées par l'ennemi sur différen. tes places ayant manqué, de même que celles de Frédéric - Henri pour se rendre maître de la ville de Gueldre & d'Anvers. Cependant cette année est remarquable par l'arrivée de la Reine, Mère de Louis XIII. en Hollande. Cette Prin- La Reinecesse que Richelieu, qui lui devait sa fortune & Mère de son élévation, avait forcée à sortir du Royau-France me, avait passé quelque tems en Brabant. De là passe en elle se rendit à la Haye, & visita ensuite la plupart des villes de la Hollande, où on lui sit de grands honneurs, mais surtout à Amsterdam qui la reçut avec une magnificence vraiment royale. De retour à la Haye cette Princesse pria les E-

1638

tats de ménager un accommodement entre elle & le Roi son fils; mais Richelieu, qui s'était entiérement asservi son maître, s'opposa toujours à une réconciliation qui pouvait lui faire perdre tout le fruit de sa politique & de son ingratitude. L'infortunée Marie de Médicis se tourna du coté de l'Angleterre, pour essayer si l'on voudrait l'y recevoir. Elle y passa même, quoiqu'on lui eut fait une réponse peu savorable. Mais elle n'y séjourna pas longtems. Elle se rendit ensin à Cologne, où abandonnée de tout le monde, elle se vit réduite à la plus grande pauvreté, y étant même morte à l'hopital le 3. de Juillet de l'année 1642. Fin bien étrange pour une aussi grande Reine, mais qui caractérise d'un seul trait & le cœur implacable de Richelieu, & la crainte qu'avaient les Puissances de déplaire à ce Ministre aussi puissant que vindicatis.

1639. Campagne de 1639.

CETTE année 1639. fut presqu'aussi stérile en actions mémorables par les troupes de terre que l'avait été l'année précédente; la prise d'Hédin par les Français ayant été presque la seule affaire d'importance de toute la campagne. Sur mer les armes des Etats surent plus heureuses. Le 21. d'Octobre sut livré ce célèbre combat des Dunes, qui couvrit les Hollandais de gloire, excita la jalousie des Anglais, & causa aux Espagnols une perte qu'ils ne purent réparer de longtems. Le Lieutenant-Amiral de Hollande, Martin Harpertszoon Tromp, secondé par le Vice-Amiral Witte, Corneliszoon de Witte, attaqua jusques sur les côtes d'Angleterre la flotte formidable d'Espagne, commandée par Don Antonio d'Oquendo; prit, brula, ou coula à sonds un

grand nombre des vaisseaux ennemis, & sorça le reste à suir à la faveur d'un gros brouillard, qui les déroba à la poursuite des Hollandais. Tromp & Witte surent magnisquement récompensés de

leur bravoure par les Etats-Généraux.

VERS la fin de cette année, les Etats-Gé-Titre & néraux, qui avaient éprouvé que de tems en rang que tems il s'élevait des difficultés sur le tître & le prennent rang que leur donnaient les Ambassadeurs & les Généraux. Puissances étrangères, réglèrent enfin l'un & l'autre. Ils prétendirent entr'autres, qu'ils devaient suivre immédiatement les Têtes Couronnées & la République de Venise, & précéder les Electeurs, les Princes & autres Etats de la Chrétienté. Quant au titre, ils voulurent que dans les Harangues & les Suscriptions on leur donnât celui de Hauts & Puissants Seigneurs & de Vos Hautes Puissances. Cet article ainsi réglé, l'on passa à celui de la réception des Ambassadeurs Etrangers. Il fut arrêté que ceux des Rois & de Venise seraient reçus & reconduits par le Prince d'Orange, ou en son absence par quelques Membres des Etats. L'on parla aussi de créer un Maître des Cérémonies ou Introducteur des Ambassadeurs, mais la Frise s'y opposa par ménagement, & depuis il n'en a plus été fait mention.

En 1640. Frédéric · Henri fut encore malheureux dans toutes ses entreprises. Le projet de s'emparer de Bruges ne put réussir, & celui de sormer le siège de Hulst manqua de même. Cependant les Français avaient assiégé & pris Arras. Le Comte Henri · Casimir de Nassau étant mort d'une blessure reçue dans une certaine ren-

1640.

contre, Frédéric - Henri travailla à se faire nommer aux Stadiouderats de Frise, de Groningne & de Drente, vacants par cette mort. Gioningue & Drente le choisirent en esset, mais il ne put empêcher que la Frise ne disposat de cette charge en faveur de Guillaume-Frédérie; frère de Henri-Casimir. Le Prince ne se vit pas sans peine frustré de l'espoir dont il s'était flatté de réunir en sa personne le Stadhouderat des sept Provinces. Cependant c'était peut-être moins pour lui-même qu'il désirait ces nouvelles dignités, que pour les transmettre à son fils. Depuis quelque tems on avait mis sur le tapis le laume, fils mariage de ce jeune Prince avec Marie fille ainée de Charles 1. & comme certaines personnes d'Orange, n'avaient pas manqué d'insinuer au Roi que, si à la dignité de Stadhouder n'était pas attaché le nom de Souverain, il n'en avait pas moins toute l'autorité & la puissance, l'on prévoyait que le mariage projetté en rencontrerait moins d'obstacles, si le jeune Guillaume pouvait espérer qu'après la mort de son Père il serait revêtu du Stadbouderat de toutes les Provinces de l'Union. Cette alliance ne laissa pourtant pas d'être conclue. & le jeune Prince qui était lui-même passé en Angleterre, y épousa Marie le 12. Mai 1640. Charles I. y donna son consentement d'autant plus volontiers, qu'il espérait par ce moyen détacher & le Prince d'Orange & les Etats-Généraux du parti de la France, & les lier plus é-

1641.

Mariage de Guil

du Prince

avec une Prince: Te

d'Angle-

terre.

EN 1641. Gennep fut emporté par le Prince Frédéric - Henri, & Aire par les Français. L'ennemi cependant reprit cette dernière place quel-

troitement à ses propres intérêts.

que

que tems après. La Compagnie des Indes-Orientales emporta aussi cette année, après un long siège, la ville de Malakka sur les Portugais; elle s'empara encore de Colombo & de quelques autres forts dans l'Isle de Ceilon.

La Campagne de 1642. ie passa presque tou- 1642. te entière en marches & en contre-marches, l'armée-de Etats se trouvant trop faible pour former quelqu'entreprise importante. Espagnols cependant eurent quelque avantage dans les Pays - Bas sur les Français & les Hollandais; tandis qu'en Catalogne ils étaient battus par les premiers. La guerre entre Charles I. & son Parlement ayant éclaté cette année, Frédéric - Henri envoya des secours d'argent au Roi, qui trouva aussi les Etats-Généraux assez portés à le favoriser. Mais les Etats particuliers de Hollande semblèrent vouloir soutenir le parti du Parlement. Aussi Strikland, Député de ce corps représentatif de la nation Anglaise, ne pouvant plus obtenir d'audience des Etats-Généraux, continua à traiter séparément avec ceux de Hollande *.

L'on

^{*} Les malheureux évènemens du Regne de l'infortuné Charles Stuard sont trop connus, pour qu'il soit nécessaire d'en répéter le détail dans cet abregé. Voici un fait qui l'est peut-être moins, & dont le lecteur étranger sera sans-doute charmé d'être instruit. La Reine d'Angleterre passant en Hollande, le Roi lui remit plusieurs joyaux de la couronne, dont elle engagea ou vendit une partie à Amsterdam. trouva encore en Hollande des personnes qui lui avancèrent des sommes considérables, dont voici la liste, tirée, & traduite par l'auteur, d'une Lettre de Mylord Jermyn à Mylord Digby, & écrite de France au mois d'Août 1646.

Roi de

France.

Mont de L'on se préparait à entrer en campagne, Louis XIII. lorsque la mort de Louis XIII. Roi de France, arrivée le 14. de Mai 1643. fit craindre quelque changement. Cependant le Cardinal de Mazarin, déclaré bientôt premier Ministre, à la place de Richelieu, mort quelques mois avant son Maitre, confirma le dernier traité fait avec la France, & poussa la guerre contre l'Espagne. En effet les Français ayant battu les Espagnols à la journée de Rocroi, les Etats voulurent tirer avantage de l'embarras où cette défaite venait de jetter l'ennemi. Aussitôt Frédéric - Henri projetta la siège de Hulst, mais cette entreprise manqua

> Emprunté des Bourguemastre de Rotf 400000 : terdam. de la Banque de cette ville. 25000 : En tout de Rotterdam Emprunté de la Banque d'Amsterdam par Mr. Sandys. . 84500 : A la Haye de Fletcher. 126000 :. : Du même. 40000 : : A la Haye de van Cyren par le Sieur W. Boswel 9000 : De Mr. Despernon. 230000 : De Webster sur les perles en pendans, suivant trois obligations, en tout. . . 100000: Du même. . . 43200 : Dn même, & par le même prêté depuis. 70000 : - Du Sieur Wicquefort. 70000: Du Sieur Charles Hubert. 20000 : De Collimore, à Anvers. 64000 : En tout. f 1281700 florins. Laissé chez Webster les six Rubis de la Chaine pour environ. . . . 20000 : : : A Webster. An Prince d'Orange. . . 300000:

qua encore. Les Français cependant emporterent Diedenhoven; & il se livra depuis plusieurs combats dans l'un desquels le jeune Guillaume, fils du Prince d'Orange, donna les premières preu-

ves de son courage.

Tout semblait cependant présager une paixprochaine & générale; les Plénipotentiaires avaient été nommés de part & d'autre, & l'on était parvenu, après bien des difficultés, à établir le lieu où se tiendrait le congrés. Munster fut celui où devaient s'assembler les Ambassadeurs des Puissances Catholiques; tandis que ceux des Princes & Etats Protestants tiendraient leurs conférences à Osnabrug. Cela n'empêcha pas les armées d'entrer en campagne; le Prince d'Orange marcha contre le Sas - de - Gand, qu'il emporta au mois de Septembre 1644, tandis que le Duc d'Orléans de son côté avait pris Gravelines sur les Espagnols. En 1645. il ne se passa rien de fort important; le Prince assiégea & prit Hulft, mais il vit échouer jusqu'à deux fois le projet de surprendre Anvers.

Quoique les Négociations fussent déjà entamées à Munster, les Plénipotentiaires de la République ne s'y rendirent qu'au mois de Janvier de l'année 1646. Frédéric-Henri ne vit point sans peine qu'on les fit partir sitôt, quoique les Français de leur côté désirassent fort que la paix pût se conclure. Il entra même en campagne, sans avoir égard à la faiblesse de sa santé, ni aux prières de la Princesse son Epouse, qui chercha: envain à l'en détourner. Il se fie accompagner du Prince Guillaume son fils, &

s'arrêta affez long rems à Bréda sans rien entreprendre: fon dessein était toujours de se rendre Maître d'Anvers; cependant il n'attaqua même pas, cette ville. Il assiégea Venlo, qu'il se vit forcé d'abandonner ensuite, la saison étant trop avancée pour pousser ce siège. Plusieurs s'étonnaient qu'avec des forces assez considérables l'on eut exécuté si peu de chose cette année; l'on, parlait différemment des vues du Prince pendant cette campagne, dont les uns attribuaient l'inaction à des obstacles secrets de la part de quelques Provinces; les autres aux indispositions fréquentes de Frédéric-Henri, ou même à la foiblesse de son esprit, causée & augmentée par l'âge. Quoiqu'il en soit le Prince: à son retour, ayant été complimenté par les Etats, leur dit lui même, je suis fâché qu'il ne se soit rien fait de plus cet été, mais on est en paix." Les Français avaient pris Courtrai, Furnes, St. Winok & Dunkerque, ce qui les rendoit moins portés à la paix qu'ils ne l'avaient été auparavant. Avant la fin de cette année, Frédéric Guillaume, Electeur de Brandenbourg, épousa à la Haye la Princesse Louise, fille ainée du Prince d'Orange. Ce mariage que Eredéric - Henri avait tellement pressé; qu'à sa prière les Etats de Hollande avaient relevé les illustres siancés de l'obligation de faire proclamer leurs bans que fut pas plutôt contracté, que l'on sapperque que la fanté du Prince s'affaibissait de jour en jour; bientôt même l'on désespéra de son rétablissement. Pendant son dernier fejour à Breda, il avait dejà déclaré qu'un traité honorable & avantageux avec l'Espagnene

serait pas à rejetter; & tant que dura sa maladie, il ne cessa point de conseiller la paix. Les Français, que leur derniers succès avaient rendus moins accommodants, soupçonnèrent la Princesse d'Orange de s'être laissée gagner par l'Espagne, & d'inspirer à son époux ces dispositions pacifiques, que le jeune Prince Guillaume était bien éloigné de goûter. Plein de feu & de l'idée des grandeurs auxquelles allait l'élever la mort de son père, il désirait avec ardeur la continuation de la guerre; c'était selon lui, l'unique moyen d'affermir son autorité, qui, comme on le lui avait fait accroire de bonne heure, devait, de même que les gros revenus qu'il tirait de ses emplois, diminuer considérablement en tems de paix. La maladie de son père, qui avait langui pendant tout l'hyver, augmenta bientôt au point, que les médecins l'abandonnèrent, & qu'il mourut le 14. du mois de Mai 1647. dans sa soixantequatrieme année. Le 10. de Mai suivant il sut cetterré avec grande pompe à Delft dans le tom- Mort de beau de son père; ses héritiers seuls portèrent Henri. des frais de ses funérailles.

OUTRE quatre filles & son fils Guillaume qui Portrait & lui succéda, Frédéric-Henri avait un fils naturel, éloge du nommé Frédéric de Nassau, seigneur de Zuile-range Fréstein, Colonel d'un Régiment d'Infanterie au déric-Han service de la République. Le Prince d'Orange ri. mourut avec la gloire d'avoir tellement abaillé de puissant ennemi de sa patrie, qu'il se voyait enfin obligé de demander lui-même la paix, avec instance on & d'offrir des conditions bien plus favorables qu'on n'eut josé en attendre quelques années plutôt. Ses Contemporains Tont Pp 2 Com.

1647 Mort de

estimé le plus grand guerrier de son siècle. Il égala, dit-on, ou surpassa même le grand Mau-rice son frère, & son Maître dans le métier des armes, en conduite, en prudence, & par cette fermeté inébranlable qui le soutient dans les plus grands périls. Si dans quelques-unes de ses dernières campagnes il parut moins actif & moins entreprenant qu'il ne l'était d'ordinaire, c'est moins à la foiblesse de son esprit & à la diminution de ses forces, que l'on croit devoir attribuer ce peu d'activité & l'infréquence de ses succès, qu'à une politique profonde & raisonnée. Il se conduisit toujours avec tant de modération dans les affaires du Gouvernement, qu'il sut se concilier l'estime & l'affection de tous les partis. Egalement modéré sur l'article de la Religion, s'il parut attaché à l'église dominante, il n'en fit pas moins voir combien il détestait la persécution qu'avaient eu les Rémontrans à souffrir sous le gouvernement précédent. Aussi obtinrent-ils sous son administration cette liberté de culte dont ils sont encore en possession. Les Catholiques - Romains eux - mêmes n'éprouvèrent que des bontés de la part de ce grand Prince; ce qui fut même porté si loin, que l'on se persuada, sans autre preuve, à la cour de France, qu'il était secrétement attaché à la Religion de Rome. Quant à ses qualités personnelles, Frédéric - Hemi dans la fleur de l'age, avait la taille grande, , l'air noble, le port beau, & une force de , corps extraordinaire." D'une santé robuste, il n'eut gueres d'autre incommodité que d'être quelquesois sujet à la goutte. ,, Il avait l'esprit Com-

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 597

Comme son père il était fort reservé, & difficile à pénétrer; & avant que de prendre confiance en quelqu'un, il fallait qu'ill'eut éprouvé plusigurs fois. Un yeu lent dans la conclusion , des affaires; après avoir résolu un traité, ou gouté un projet, il disait qu'il fallait dormir ,, dessus avant que de le signer, pour voirs'il n'y , aurait rien de mieux à faire. " Mais lorsqu'il s'était une fois fortement déterminé, jamais capitaine n'eut plus de fermeté & d'intrépidité que lui dans les grandes ac-,, tions, ni une plus grande vigilance pour pour-, voir à toutes choses. Il était exact & sevère , dans le commandement & dans l'exécution ,, de ses ordres, il était généreux, bon ami & libé-, ral; il distinguait les gens de mérite par des fa-, miliarités accompagnées de bienfaits, sans en , excepter même les étrangers. Il traitait ci-" vilement ses ennemis, & n'abandonna jamais ,, ses amis, quelque disgrace qui leur fut arrivée. , Les flatteurs n'avaient point d'accès auprès , de lui." S'il travailla à sa propre grandeur & à celle de sa maison, ce fut d'une manière qu'on eut dit, non qu'il les cherchait, qu'elles lui venaient d'elles - mêmes; aussi n'en défirà-t-il jamais aucune qui eut pû le rendre suspect ou lui faire perdre l'affection des peuples. Quand il n'était point à la tête des armées, il donnait à l'étude des belles-lettres plusieurs de ses loisirs; & l'on assure, qu'il portait ordinai-, rement les commentaires de César en petit vo-, lume, en latin."* Il avait la plus grande vé-

^{*}Presque tout ce qui dans le Portrait, que nous avons donné P p 3

nération pour la mémoire de Guillaume I. son père, dont il avait lu & médité les écrits. Aussi portait-il ces mots pour devise : Patrie-que Patrique, voulant donner à connaître, qu'il no songeait, dit du Maurier, qu'à servir les Pro, vinces, & à venger la mort de son Père.'
Ensin Frédéric Henri, qui lui même avait marché sur les traces de ce grand homme, laissa à son

de Frédéric - Henri, est distingué par des guillemets", a été pris des memoires du Comte d'Estrades, d'où l'auteur Hollandais lui-même a emprunté ses principaux traits; ce qui nous a fait préférer de donner les propres, termes, de l'Original, tels que nous les fournit Rousset dans une de ses Remarques sur l'Histoire du Stadbouderat. Pour achever l'éloge de ce grand Prince, nous zjouterons encore ces traits brillants, mais Vrais, que le même Rouffet a substitués aux ingénieuses; mais matignessiantithéses de l'Abbé Raynal., On a dit de ce grand Prince, qu'il possédait toutes les vertus & toutes les " qualités qui font les Héros. En esset il était civil, assa-" ble, obligeant, populaire, desintéresse & sidèle à la , patrie, pour laquelle il s'exposa à toutes sortes de dangers, Il était d'une probité si bien établie; que sa conduite ne sut jamais soupconnée. Il était ami de l'Union, constant, modéré, sage, plein de valeur, généreux, & si avare, du sang de ses soldats, qu'il en sut surnommé le Père; , ontre cela il était favant, entendait & parlait plufieurs langues, & émit d'une piété exemplaire. L'Abbé Raynal qui du grand Frédéric-Henri ne veut faire qu'un hommo aimable, aurait il bien connu ce qui fait la veritable gran-

duillaume I. avait pris pour devise ces mots qui caractérisaient bien ce grand homme, sevis tranquillus in undit. Celle de Maurice, tandem sit surculus arbor, nétait pas moins expressive; & ce Prince n'a pas démenti l'espèce de presage rensermé dans ces mots. La devise de Frédérie-Henri sait plus d'honneur à son cœur. Elle prouve que, plein de l'idée de ses devoirs, il s'oubliait lui, même pour ne penser qu'à servir sa patrie, en imitant & en vengeant son

Belet

DE LA HOLLANDE. CHAP. XI. 199

son fils Guillaume un excellent modèle à imiter. La plupart de ses compatriotes admirèrent ses vertus; la postérité en rappelle avec plaisir la mémoire; & s'il eut des défauts; ils furent en f petit nombre, qu'à peine on les remarqua; ou plutôt le souvenir de les éminentes qualités & des services multipliés qu'il avait rendus à sa patrie, fit oublier qu'il avait eu quelques fai-

Aussirôr après la mort de ce grand homme, Guillaume Guillaume II. son fils, entra dans la jouissance à son Père. des charges de Capitaine & Amiral - Général de la République dont il avait la survivance depuis plusieurs années. Peu de tems après il fut déclaré Stadbouder de Hollande & de Zélande. La Gueldre, Utrecht, Overyssel & Groninguen ne tardèrent pas à suivre le même exemple in D'abord Guillaume parut porté à se prêter aux vues des Etats qui déstraient la paix dont on poussait les négociations avec succès à Munster. Cependant des que la faison le permit, il voulut absolument, entrer en campagne, & en effet, quoique les Etats de Hollande s'y fussent opposé, le Prince se servit du prétexte de couvrir les frontières pour faire marcher quelques troupes avec de l'artillerie du côté de Hulf. Mais les Etats, qui craignaient que tous ces mouvemens ne retardassent les négociations de la paix, l'engagerent non sans peine à les rappeller. Bientôt l'on ne douta plus du succès des conférences de Munster; & en effet le 30, du mois de Jan- Paix de vier 648. la paix sut signée dans cette ville malgré ou de West-tous les musiquées & toutes les chicanes des Plé-phalie. nipotentiaires Français, qui trouvaient mauvais que,

Pp 4

contre la foi des derniers traités, la République

fit une paix séparée avec l'Espagne.

PAR ce traité le Roi d'E/pagne reconnaissait les Pays · Bas - Unis, pour Etats libres & fouverains, sur lesquels lui ni ses successeurs n'avaient & ne formeraient jamais aucunes prétentions; désirant au contraire conclure avec les dits Etats une paix & alliance perpétuelles. Enfin outre tous les autres avantages que les Etats-Unis retiraient de ce traité, on y régla & fixa les frontières de leur nouvelle République. Néc dans le sein des troubles & des horreurs de la guerre civile, elle s'était accrue & fortifiée dans le tumulte des armes; & après avoir lutté avec une intrépidité & une constance, dont il n'y a point d'exemple, contre toutes les forces d'un onnemi aussi redoutable que puissant; après avoir échappé, par une espèce de prodige, à tous les dangers d'une guerre de quatre-vingts ans, elle se vayoit enfin parvenue à ce dégré de grandeur & de consistance, qu'admirent encore avec surprise ceux qui dans les fastes de son histoire cherchent à découvrir les causes de tant d'événemens, qui presque tous semblent tenir du miracle.

Quoique le traité de paix eut été signé par sept des huit Plénipotentiaires des Etats à Munser, il s'éleva cependant encore quelques dissicultés dans les Provinces au sujet de la ratissication. La Zélande & Utrecht refusèrent d'abord
de ratisser le traité; parce que ces Provinces
étaient mécontentes de ce que l'on avait conclu
la paix sans le consentement de la France, & séparément de cette couronne. La Hollande de

son côté trouvait à redire à l'article 45. par lequel Zévenberge était considéré comme un sief de l'Espagne; qui, sans en avoir demandé l'aveu de cette Province, permettait dans cette ville le libre exercice de la Religion Catholique. Ces deux difficultés furent bientôt levées par une clause qui satisfit la Hollande, & que l'Espagne se vit forcée d'accorder. La Zélande & Utrecht persistant à refuser leur ratification, il sur résolu de passer outre à la pluralité; Utrecht se joignit bientôt aux cinq autres Provinces, & l'échange des ratifications ayant été faite, la paix fut publiée à Munster le 16, du mois de Mai de l'année 1648. & dans les Provinces - Unies le 5. Août suivant. La Zélande elle - même, quoiqu'elle n'eut point ratifié le traité, consentit enfin à faire publier la paix. Pour engager les Zélandais à faire une démarche, à laquelle ils ne se prêtaient qu'avec répugnance, les Etats-Généraux leur envoyèrent une Députation, pour leur remontrer que, dans une affaire où les autres Provinces ne pouvaient ni ne voulaient reculer, celle de Zélande ne pouvait agir séparément, ni faire seule la guerre à l'Espagne, tandis que les fix autres Provinces étaient en paix avec cette Couronne. Il est remarquable que dans les résolutions, que les Etats de Zélande se virent contraints de prendre sur cette affaire, ils s'exprimèrent encore de façon à faire sentir qu'ils n'agissaient que par une condescendance forcée. , Quoique plusieurs raisons, disaient - ils, les en-, gageassent à ne pas ratifier la paix, & à ne point permettre qu'elle fut publiée dans leur Province, ils jugeaient cependant qu'ils ne de-, vaient Ppr

, vaient point se charger du reproche, qu'on , aurait pû leur faire, d'avoir troublé la , tranquillité intérieure, tandis qu'au de-, hors l'on travaillait à la paix; que, pour ces , raisons, ils permettaient que l'on publiat aussi ,, la paix en Zélande; que cependant ils persi-, staient à protester qu'ils voulaient être inno-, cents des troubles & des malheurs, dont l'E-,, tat était menacé par cette paix séparée; ne , prétendant point d'ailleurs approuver en au-, cune manière, par cette condescendance, ni , la conduite des Etats-Généraux, ni différen-, tes résolutions prises par les dits Etats sur cette " affaire." Cinq jours après la publication de la paix, l'on célébra dans la République un jour solemnel d'actions de graces; dans presque toutes les Villes on fit de grandes réjouissances. De toutes les Provinces, la Zélande seule ne prit point part à l'allégresse publique, n'alluma point de feux de joie; &, ce qui doit paraître singulier, en Hollande, la seule ville de Leide imita l'exemple & le silence des Zélandais. Dans les Prêches qui se sirent à l'occasion du jour d'actions de graces, l'on observa que quelques Ministres, ces gens qui tous devraient n'être que des hommes de paix, ne parlèrent que bien faiblement, & comme malgré eux, des ayantages qu'apportait à l'Etat celle de Munster. L'histoire ne dit pas les raisons qu'eurent ces Messieurs d'en agir ainsi; elle se contente d'observer, que peut - être ils cherchaient par là à faire leur cour au Prince d'Orange, qui aurait souhaité la continuation de la guerre. Un de ces Ecclésiastiques poussa même si loin l'audace de la chaire, qu'il sit un parallèle profane de l'Etre suprême & du jeune. Prince, en appliquant à celui-ci des passages de l'Ecriture-Sainte, qui ne pouvaient être appliquables qu'à Dieu seul; d'où il prit occasion d'élever le Stadbouder jusqu'aux cieux, parce qu'il avait tout tenté pour arrêter les Négociations, & faire manquer la paix. C'était ainsi, dit notre auteur, que ces gens faisaient peu de cas d'une paix qui rendait la tranquillité aux Provin-

ces, & confirmait la liberté publique.

La paix de Westphalie, qui changea pour ainsi dire tout le système politique de l'Europe, & que l'on cite encore actuellement comme une des principales loix fondamentales de l'Empire, apporta encore cet avantage aux Provinces - Unies, que, du côté de l'Allemagne, la tranquillité fut rendue à leurs frontières. Cependant comme les différends sur la succession du Duc de Juliers & de Clèves & de quelques - autres n'avaient pû être réglés, la République continua à tenir garnison dans les villes de Wezel, Emmerik, Rees, Orsoi, Gennep & Rynberk. Mais ce ne fut qu'un tems assez considérable après la conclusion de la paix de Munster, que l'on évacua l'Oost - Frise, ou les troupes Hessoises avaient été longtems cantonnées. Ainsi finit cette guerre aussi longue * que coûteuse, qui enleva à l'Espagne un des plus beaux fleurons de sa couronne, & assura aux Pro-

^{*}Cette guerre, comme on l'a vu plus haut; avait duré quatrevingts ans; en comptant du 5. d'Août 1568 jour auquel avaient été décapités les Comtes d'Egmond & de Hoorn, jusqu'au 5. du même mois de l'année 1648, que se sit dans ces provinces la publication de la paix de Munsser.

vinces - Unies cet état de repos, de sureté & de liberté, que n'avait jamais connu aucun de ceux qui vivaient alors dans le sein de la nouvelle République.

CHAPITRE XII.

Commençant à la paix de Munster en 1648. Es finissant à la paix du Nord en 1660,

les Etats de Hollande songèrent aux moyens Les Etats de rétablir leurs sinances, en resserrant les dépende travail-lentà réta. aussi sur la manière dont devrait contribuer aux blir leurs taxes communes le Brabant - Hollandais, * main-sinances, tenant qu'il se trouvait déchargé du poids des des dobtenir le licentie. Contributions & des autres fardeaux de la guerment d'une re. Depuis quelque tems l'on avait aussi dimipartie de nué de six & un quart jusqu'à cinq pour cent l'armée.

^{*}Ce n'est qu'improprement qu'on dit le Brabant-Hollandais, comme l'on dit, improprement aussi, la République de Hollande. Les villes du Brabant conquises sur l'Espagne appartiennent à la Généralité, c'est à dire au corps de la République des sept Provinces-Unies, & non à une Province particulière. L'Original dit Staats-Brabant (le Brabant des Etats); mais il a fallu s'accommoder à l'usage, ou plutôt au caprice des Ecrivains Français qui, sans qu'on puisse en déviner la raison, ont toujours dit, République de Hollande, Brabant-Hellandais, Flandre-Holjandaise, &c.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 607

les Intérêts des dettes de la Province, qui de même s'était débarrassée du poids de quelquesautres charges. L'Etat cependant restait encore furchargé du plus pelant de tous les fardeaux, celui des gens de guerre. Au commencement de l'année 1649. la Hollande, pour la part qu'elle devait contribuer à seur entretien, se trouva arriérée de plus de trois millions & demi de flo-Elle demanda donc une diminution de cinquante hommes par compagnie d'Infanterie, à quoi le Prince consentit, de même que les autres Provinces, quoiqu'après bien des débats & des délais. Bientôt cette Province proposa encore une nouvelle réduction; elle voulait qu'on licentiat cinquante Compagnies d'Infanterie étrangère. Le Prince d'Orange représenta qu'une réduction aussi forte ne pouvait se faire sans exposer la République aux plus grands dangers. L'on fit semblant de trouver bonnes les raisons de son Altesse. Mais au mois d'Octobre la Hollande demanda aux Etats-Généraux & au Studbouder, outre la réduction de la grosse Cavalerie, que l'on licentiat la moitié ou du moins une grande partie des gens de Cheval, & cinquante - cinq compagnies des troupes étrangères. Les Etats-Généraux & le Prince d'Orange s'y opposerent avec vigueur. Guillaume cependant se rapprocha un peu des Hollandais, & leur fix une proposition qui ne s'éloignait guères de celle qu'ils avaient faite eux-mêmes. Mais depuis longtems les esprits étaient trop aigris, pour que l'on en put attendre un accommodement facile; d'ailleurs les Etats de Hollande, trouvant que, malgré la réduction proposée par le Prince, l'é-

tat de leurs dépenses l'emporterait encore de beaucoup sur celui de leur récette, resusèrent de se prêter aux vues du Stadhouder. Ils remercièrent même de leurs services ceux des Capitaines d'Infanterie & des Brigadiers de Cavalerie à leur solde, dont ils avaient résolu de retenir les appointemens; & leur envoyèrent des ordres pour leur intimer qu'ils ne devaient plus s'attendre à aucun payement de leur part. Les Etats-Généraux de leur côté écrivirent à ces Officiers qu'ils eussent prêté, & à ne se point laisser licentier sans leurs ordres exprès.

Députa Tous les tempéramens que l'on avait pû imation des E-giner ayant été inutiles, les Etats-Généraux tats-Généraux résolurent d'envoyer une Députation aux villes raux à ceux de la Hollande, pour tâcher de les engager à ne point exécuter le projet d'un licentiement particulier. Ils prièrent en même tems le Prince

3, de mettre tout en œuvre pour la conservation 3, de la tranquillité & de la paix; de même que 3, pour le maintien de l'Union; autorisant de

" plus son Altesse à s'opposer à tout ce qui , pourrait être entrepris au contraire." En conséquence de cette Résolution, le Prince se mit lui-même à la tête de la Députation, & choisit pour l'accompagner quatre membres de l'Assemblée des Etats-Généraux, & trois autres du

semblée des Etats-Généraux, & trois autres du Conseil d'Etat *. La Députation se rendit d'a-

Les membres pris de l'affemblée des Etats-Générals étaient Aartsbergen, Mauregnault, Rensevoude & Klants & du Confeil d'Etat, Asperen, Lukasz & le Trésprier-Général Brasser.

bord à Dordrecht, où la Régence avait été trèsportée pour l'article de l'Economie +. Le 9. de Juin 1650. tout l'ancien conseil (Oud-Raad) 1650. assemblé donna audience au Prince & aux Députés. Mais avant, un des Bourguemaîtres avait déclaré que l'on n'accordait cette audience qu'en considération de l'estime que l'on faisait de son Altesse, sans que cela put porter la moindre atteinte à la souveraineté des Etats de Hollande ni à la liberté de voter dans leur assemblée. Aartsbergen lut au conseil la proposition des Députés. Elle contenait en substance; Que , les , Etats de Hollande avaient jetté la République ,, dans de grands troubles, pour avoir de leur , autorité privée licentié quelques Compagnies de Cavalerie & d'Infanterie, quoique les autres Provinces se fussent opposées avec force à une démarche si contraire à l'Union; Que les Députés de la ville de Dordrecht avaient consenti à ce licentiement particulier, malgré les ordres contraires du Magistrat de cette Ville; Que cette entreprise d'une seule Province causait d'autant plus de peine & d'inquiétude au Prince & au Conseil d'Etat, qu'il y avait à craindre qu'elle ne rompît l'Union, ne causat la ruine de l'Etat & des Peuples, & par conséquent celle de la Reli-, gion Réformée; Que pour ces raisons l'on , avait résolu de nommer une Députation, à la tête de laquelle le Prince avait bien voulu se , mettre, afin de représenter avec plus de for-

a, ce & de fruit, ce qu'avaient voulu risquer & , souffrir leurs ancêtres par zèle pour la confes-, sion de la vraie Religion; Que touché des , malheurs des Peuples, Guillaume 1. Prince , d'Orange, avait engagé les Provinces à pren-, dre les armes, & les avait comme réunies en , un seul corps; Que cette Union avait rendu , l'Etat formidable à ses ennemis, & respecta-, ble à tout l'Univers; mais que dès les pre-, mières années de la paix, il était menacé d'un , changement, qui troublerait sa tranquillité, , si l'on souffrait que les Provinces rompissent , le nœud qui les unissait; Que pour prévenit , ce malheur le Conseil d'Etat avait envoyé aux , Provinces un état des troupes nécessaires pout , la garde des Places; mais que la Hollande n'avait pas voulu le recevoir, & avait même refusé d'entrer en négociation avec les autres ,, Provinces; Que là dessus s'était ensuivi un li-,, centiement particulier d'une grande partie des , troupes, quoique quelques uns des principaux , membres de l'assemblée des Etats de Hollande , eussent eux-mêmes voté contre ce licentie-,, ment; Que le Prince & le Conseil d'Etat s'étaient en conséquence crûs obligés de se servir de moyens extraordinaires, pour s'opposer à une conduite si extraordinaire elle - mê. , me; & que l'on n'en avait pû imaginer de , meilleur que d'envoyer une Députation aux , Villes de la Province; Que l'on ne doutait nullement que les finances de la Hollande ne ,, se trouvassent surchargées; mais que les au-, tres Provinces étaient dans le même cas; " Qu'une guerre de près d'un siècle avait reduit l'E-

, l'Etat à cette extrêmité; mais qu'elle avait , aussi procusé aux peuples cette liberté précieuse dont ils jouissaient maintenant. Qu'il , fallait soulager la Hollande; mais qu'il était con-, venable que les alliés y consentissent unanimement. Enfin l'on priait la Régence de Dord-, recht de faire attention à toutes ces raisons. , de rester inséparablement attachée à l'Union, », & deréparer ce que l'on avait fait de contraire , à l'Union." Pour toute réponse la régence dit, qu'on délibérerait sur la proposition, & que l'on ferait à l'assemblée des Etats de Hollande le rapport de ce que la Ville auroit résolu. Les Députés peu satisfaits demandèrent pour le lendemain une seconde audience. Aartsbergen porta encore la parole; s'exprima avec une hauteur indécente, & s'oublia même jusqu'à dire, que Messieurs de Dordrecht, ayant violé l'Union, s'étaient rendus coupables d'un crime capital, & méritaient d'être punis dans leurs corps & leurs biens. La présence du Prince n'empêcha pas le Conseil de faire sentir aux Députés combien il était offensé d'un discours aussi insolent; déclarant qu'il s'en souviendrait en tems & lieu, & qu'à la prochaine assemblée des Etats de la Province, il en demanderait satisfaction. Guillaume cependant essaya encore d'engager l'ancien Conseil à renouer cette espèce de négociations, mais tous les membres résolurent unanimement de ne plus donner d'audience à la Députation. De Dordrecht le Prince avec ses Députés se rendit à Gorinchem, Schoonhoven, Gouda, la Brille, Rotterdam & Schiedam; toutes ces villes ne donnèrent qu'une réponse générale, s'en re-Tome II.

mettant du reste à la prochaine assemblée de la Province. A Delft où l'on ne répondit aussi qu'en termes vagues, le Conseil de la Ville consentit à donner audience au Prince comme Stadbouder, mais nullement aux autres Députés, que l'on refusamême de recevoir & d'herberger. Alkmaar & la plupart des villes de la Nord-Hollande, excepté Hoorn, où l'on ne fit aux Députés qu'une réception assez médiocre, reçurent la Députation en grande cérémonie, sans donner cependant de réponse plus satisfaitante. Medenblik envoya la sienne au Prince; comme celle des autres villes elle n'était conque qu'en termes généraux. Pour s'excuser de recevoir son Altesse & sontrain, le Magistrat prit le prétexte honnête des mauvais chemins, & de la petitesse de la ville. Le Conseil d'Amsterdam, voyant que la Députation s'approchait, & appréhendant que le Prince 'ne voulut venir dans cette ville, quoiqu'on l'eut déjà fait prier de ne pas s'en donner la peine *, lui dépêcha pour la seconde fois deux personnes du Corps de la Magistrature & un sécrétaire, pour lui dire que si son Altesse voulait se rendre à Amsterdam, comme Stadbouder de Hollande, on l'y recevrait avec tous les honneurs dûs à cette qualité. Guillaume répondit qu'il s'y rendrait avec sa compagnie, & en toutes les qualités dont il se trouvait revêtu. En effet

[&]quot; Parce que, avait-on fait dire au Prince; on ne pour-" rait le recevoir lui & fa Compagnie en qualité de Député " des Etats-Généraux; & que cependant l'on ferait faché " de rien faire qui parût blesser le respect que l'on devait à " son Altesse."

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 611.

effet il entra peu après dans 'a ville, & demanda à être entendu en plein Conseil, avec les autres Seigneurs Députés. Les Bourguemaitres refusèrent d'affembler le Conseil. Le Prince alors demanda audience comme Stadhouder, mais ayant déclaré en même tems qu'il ne prétendait pas déposer le titre de Député des Etats-Généraux, & qu'il voulait faire entendre la commission dont il étoit chargé, sa demande fut refusée. D'Amsterdam la Députation se rendit à Harlem, qui n'y put aussi obtenir audience du Conseil. Leide au contraire se prêta à tout ce que l'on voulut, & répondit selon les désirs de la Députation. De retour à la Haye, Aartsbergen, dans son rapport à l'assemblée des Etats-Généraux, dit que ,, quelques villes avaient déclaré vouloir rester atta-, chées à l'Union; que quelques - unes en avaient , à peine parlé, & que d'autres n'en avoient fait , aucune mention; & que Harlem, Delft, Amster-, dam & Medenblik avaient refusé de donner au-,, dience à la Députation."Quelques jours après, le Prince, en personne se plaignit hautement dans l'Assemblée des Etats de Hollande de la conduite injurieuse de la ville d'Amsterdam; demandant qu'elle fut tenue à lui en faire réparation, & à lui donner une satisfaction proportionnée à l'offense. Messieurs d'Amsterdam cependant surent si bien justifier toute leur conduite, que les Etats de Hollande formèrent à la pluralité une Résolution, par laquelle ils condamnaient & desapprouvaient tout ce qu'avaient fait les Etats-Généraux dans cette affaire; défendant en même tems de recevoir à l'avenir de pareilles Députations dans les villes de la Province. Cependant la Proposition lue par Aarts. Q 9 2

bergen au Conscil de Dordrecht avait été imprimée. Quelques jours après les Etats de Hollande en publièrent aussi la résutation. Ils y difaient entr'autres, que ,, c'était assez mal à pro-, pos que dans cette Proposition l'on avait par-, lé du danger que courait la Religion si le , sentiment de la Hollande prévalait; puisque , l'économie (le ménage) & le licentiement des troupes n'avaient rien de commun avec la , lecture de l'Ecriture-sainte " Les Etats de Hollande raisonnaient peut-être juste; mais les Ecclésiastiques trouvèrent qu'ils avaient tort. Aussi quelques ministres ne manquèrent pas dans leurs fermons de s'emporter contre la conduite des Etats de Hollande. L'un d'eux, Jacques Stermont, s'étant plaint en chaire de ceux qui voulaient payer d'ingratitude les sucurs, le sang, & les traveux valeureux (des défenseurs de la Patrie), les Etats ordonnèrent à leur Pensionnaire Kats de lui en faire une vive réprimande. Le zélé prédicateur n'en devint pas plus sage, & les Etats qu'il satyrisait toujours dans ses prêches, trouvèrent un moyen autrement efficace de lui apprendre à être plus circonspect.

Quand on fait réfléxion au peu d'importance du différend qui s'était élevé entre les Etats de Hollande & le Prince, l'on est étonné qu'il ait pû avoir des suites si sérieuses. La Hollande voulait qu'on licentiât 20 Cornettes de Cavalerie, & que dans la réduction des Compagnies d'Infanterie l'on réduisit à soixante celles de soixante dix, & à cinquante celles de soixante hommes. Le Prince au contraire & le Conseil d'Etat voulaient qu'on ne licentiât que seize Cornettes de Ca-

DE LA HOLLANDE, CHAP, XII. 613

valerie, & cinq hommes par chaque Compagnie d'Infanterie. Ainsi le Prince prétendait que l'on retint 3000 Chevaux, & 26315 Fantassins; aulieu que la Hollande ne voulait retenir que 2700 Cavaliers & un peu moins de 26000 hommes d'Infanterie. Les autres motifs qui divisaient les Provinces entr'elles & celle de Hollande avec le Prince, n'étaient guères plus importants; il ne s'agissait que du plus ou du moins d'appointemens qu'il conviendrait d'accorder aux Officiers des Compagnies réduites, & aux Gouverneurs des l'laces fortes. Il semble donc qu'il eut été facile de trouver un tempérament, & d'acommoder la dispute; mais, outre que les esprits étaient encore plus aigris depuis le Députation dont nous avons parlé, il venait de se passer quelque chose qui acheva de porter la mesintelligence à son comble.

L'Amiral Witte Corneliszoon de Witte, qui Le Prince avait servi la Compagnie des Indes-Occidentales sait arrêter dans le Bresil, en était reparti sans en avoir ob-Witte Cortenu la permission du conseil de Régence Quoi-neliszoon qu'à son arrivée à la Haye il se sut d'abord rendu de Witte & chez le Prince, auquel comme Amiral-Général queiques il devait saire le rapport de son expédition, peu après cependant le Stadhouder, de l'avis de quelques membres des Etats-Généraux, le sit arrêter dans son auberge, & transférer ensuite dans les prisons publiques de la Haye. L'Amirauté d'Amsterdam sit en même tems, par les ordres des États-Généraux, emprisonner quelques Capitaines de l'Escadre de de Witte. Les États de Hollande regardant cette démarche comme une violation de leur territoire, & une atteinte

Qq3 por

portée à la souveraineté de leur Province, s'addressèrent au Prince, de qui cependant ils ne purent obtenir aucune satisfaction. Le Magistrat d'Amsterdam de son côté ne s'en tint point aux Sur le refus de l'Amirauté d'élargir "les prisonniers, il fit forcer les prisons & remettre les Capitaines en liberté. Les Etats. Généraux se trouvèrent si offensés de ce que Messieurs d'Amsterdam venaient de faire, qu'ils livrèrent un mémoire aux Etats de Hollande pour leur représenter qu'en ordonnant d'arrêter de Witte & les Capitaines, ils n'avaient rien fait que ce que, depuis cinquante ans, ils avaient été accoutumés de faire en pareille occasion. La Réponse des Etats de Hollande * fut que, ,, les , Etats - Généraux, n'ayant aucune jurisdiction dans le ressort des Provinces particulières, ne , pouvaient y faire appréhender qui que ce soit, , sans la permission des Etats de chaque Pro-, vince, ou du Juge qui en représente la per-, sonne. Que, survant les privilèges, les ci-, toyens ou habitans ne pouvaient être juges , que par leur juge naturel & compétant. Que , les Etats Généraux n'avaient de jurisdiction , que sur les gens de guerre, & seulement en-,, core par préventien, & pour des causes con-22 CCT-

Nous avons eru devoir rapporter cette réponse, que les deux Rédacteurs ont passe sous si'ence. Elle servira à donner aux étrangers une idée de la Jauveraineté de la République, représentée par les États Généraux; & de la souveraineté de chaque Province dans ton propre ressort. D'ailleurs l'on pourra en déduire de quel droit les États Généraux ont pu évoquer à eux le sameux procès de Barneveld & de ses co-accusés.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 615

, cernant leur emploi. Que le Brésil étant des-, lors entiérement conquis par les Portugais, les , Etats - Généraux n'avaient de même aucune jurisdiction dans les lieux où aurait été com-, mis le crime en question. Que les Etats particuliers eux-mêmes n'avaient point le droit ,, de donner à leurs sujets des juges nommés , par une commission particulière, mais étaient ,, obligés de les appeller devant leur juge ordi-,, naire. Que si quelquesois la chose s'était ,, faite * de la part des Etats-Généraux, ce , n'avait été que du consentement des Etats , Provinciaux, ou de leurs Députés. Que ceux-, ci y avaient confenti ou par ordre, ou sans , ordre de leurs Commettans; s'ils avaient agi , sans ordre, ils avaient dès-lors trahi les inté-,, rêts de leur Province; & si au contraire les , Etats leur en avaient donné, la chose n'avait , pû arriver que par inattention, par ignoran-, ce, ou pour des vues particulières; qu'en tout , cas ils n'avaient pû rien faire, qui pût pré-, judicier ou porter la moindre atteinte à la , souveraineté de la Province." Les Etats de Hollande ne s'en tinrent pas à cette réponse; ils prièrent le Prince de faire transsérer de Witte à Rotterdam, pour y être jugé par son Juge compétant, l'Amirauté de la Meuse; mais son Altesse remettant l'affaire de jour en jour, ils résolurent d'ordonner au Procureur - Général lui même d'aller tirer de Witte de sa prison.

[&]quot;Si quelquesois les Etats Généraux avaient nommé des Juses Commitaires.

Guillaume cependant prévint prudemment cet éclat, & donna ordre que l'on ramenat le prifonnier à l'auberge d'où il l'avait fait enlever. Depuis on lui donna des Juges, mais on laissa trainer les procédures si long-tems, que la mort du Prince étant survenue, l'Amiral sut remis en liberté.

I e Prince Si l'affaire de de Witte augmenta la mesinfait arrêter fix Députés terligence qui fubfiltait déjà entre les Etats de aux Etats follande & le Stadhouder, une entreprise bien de Hollan-plus hardie encore acheva de porter la division de. a son comble. Entreprise violente qui remplit

à son comble. Entreprise violente qui remplit les ciprits de terreur, étonna tous les Princes Voisins, menaça l'Etat d'une révolution aussi dangereuse qu'elle paraissant inévitable, & à laquelle l'on crut que le Prince avait été excité par certaines personnes, qui sur les malheurs de l'Etat cherchaient à établir leur propre gran-deur *. Le Prince, qui n'avait pas oublié combien il avait été mal reçu par les Magistrats de certaines villes, résolut de s'en venger avec éclat. Six personnes avaient surrout encouru la disgrace de son Altesse. Sans y être autorisé par aucune commission particulière, il les sit arrêter, le 30. Juillet, & conduire au château de Loevestein, quoique tous ces Messieurs sussent actuellement Députés aux Etats de Hollande alors assemblés. Ces six Messicurs étaient Jacques de Wit, ancien Bourguemaitre de Dordrecht; le Stadhou-

der

Parmi ceux qui consoillèrent au Prince cette action aussi téméraire qu'inconsidérée, l'Histoire nomme Austsbergen, Rensevoude & Sommelsdyk.

DE LA HOLLANDE CHAP. XII. 617

der était irrité contre ce Magistrat, parce qu'il avait répondu avec fermeté au discours menaçant d'Aartsbergen lors de la fameuse Députation dont nous avons parlé. Jean de Waal, Bourguemaître de Harlem; Albert Ruil, Pensionnaire de la même ville; Jean Duist van-Vourbout, Bourguemaître de Delst; Nanning Keizer, Pensionnaire de Hoorn; ceux-ci n'étaient coupables, que parce que le Prince n'avait pas été reçu à son gré à Harlem, à Delft, à Hoorn. Le crime de Nicolas Stellingwerf, Pensionnaire de Médenblik, le sixième de ces nouveaux prisonniers d'Etat, était sans-doute un peu plus grave; il s'était chargé de prier le Prince, au nom de cette ville, de ne point se donner la peine de s'y rendre.

I L paraîtra peut-être étrange qu'aucun des Guilli Au-Députés d'Amsterdam ne se soit trouvé envelop-MEH. cherpé dans la disgrace de ces six Messieurs; cette che à surville ayant traité le Prince & sa Députation avec simpleraussi peu de ménagement qu'aucune autre. Guil dam. laume ne s'en ressouvenait que trop; mais la ven-

geance qu'il voulait tirer de l'affront qu'il avait reçu, ne se bornait pas à quelques individus, il prétendait qu'elle s'étendit sur toute la ville. Le projet était formé depuis quelques tems de surprendre cette grande & riche ville *, d'y changer la Régence, & de la forcer ensuite à voter

^{*} L'on prétend que plus de trois semaines avant que l'entreprise éclatat, plusieurs négocians de Harlem, & d'Amsterdam, avaient reçu des lettres de Londres, de Dantzig & d'ail-. leurs, où l'on parlait du siège d'Amsterdam comme d'une chose actuelle.

voter unanimement avec les autres Membres des Etats. L'entreprise, consiée au Comte Guillaume - Fréderic, Stadhouder de Frise, semblait trop bien concertée pour ne pas réussir; mais un de ces évènemens heureux, que l'on attribuç trop légèrement au hazard, sauva Amsterdam & ne laissa à Guillaume que le dépit d'avoir fai un éclat inutile, & qui sembla à plusieurs décéler moins un projet de vengeance personnelle, qui des vues trop ambitieuses. Quoiqu'il en soit un parti de Cavalerie des garnisons de Nimégu & d'Arnhem s'étant égaré près du village d'Hilversom * dans le Gooiland, sut rencontré pa

* N'avait-on point de guide? ou l'on n'avait pû c. trouver, dit notre Auteur, ou l'on n'avait ofé se confier ces fortes de gens. Mais un a tre moyen s'était présent à quelques officiers qui étalent alle reconnaître la route, & l'on résolut de s'en servir. Près de Hilverjon était une maison itolée, habitée par un Charurgien. C'était la route qu'il fallait tenir, mais c'était aussi le lieu où l'on courait le plus grand risque de s'égarer. A force d'argent & de promesse ces Ossiciers engagerent le Chirurgien à plucer, la nuit du 29. au 30. Juillet, une iumière à la plus haute fenêtre de sa maison. Ils prétextèrent que quelqu'un de leuis amis, ayant tué un homme, était obli, é pour fuir de prendre cette route, & que cette lumière servirait à le guider. Le Chirurgien tint parole; mais, quoique dans cette faiton les nuits soient d'ordinaire courtes & beles, cede-ci fut si obfeure, à cause des pluies & da gros tems qui séleva, que le Chirurgien, comme lui-même l'a rapporté ensuite, ne pouvant s'imaginer que person le voulut se mettre en route par un tems fi orageux, étenque la lumière vers les onze heures La Cavalerie s'avait di tependant, & n'appercevant nulle part le fignal qui se ait la 2 ider, elle s'egara dans les landes du Gooiland, co qui l'empécia de se uou. ver au lieu du rendez-vous à l'heure marqués, & donna au Courier de Hambourg le tons d'avertir Meilleurs d'Amsterdam du péril qui les menaçait.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 619

le Postillon de Hambourg qui apprit des Cavaliers eux - mêmes qu'ils avaient dessein de se rendre à Amsterdam. Comme ces troupes ignoraient elles, mêmes le dessein de leur marche, & qu'elles n'avaient point ordre d'arrêter personne en chemin, elles laisserent continuer tranquillement sa route au Postillon, qui d'abord raconta ce qu'il avait vu, au Bureau de la poste, & en donna ensuite connaissance au Bourguemaître Corneille Bikker. Loin de penser que ces troupes fussent celles des Etats, ou d'avoir le moindre soupçon de son Altesse, on s'imagina que ce pouvait être quelque parti Suédois, dont l'armée était alors dans le pays de Liége, ou quelques bandes Lorraines, qui plus d'une fois avaient commis de grands césordres sur les frontières, & qui attirées par l'opulence d'Amsterdam venaient pour piller cette grande Ville. Bikker, le seul Bourguemaître qui fut alors présent, aidé des conseils de l'Echevin Jean Huidekooper, Seigneur de Maarseveen, ordonna d'abord de lever les ponts levis, de fermer les portes, de planter le canon sur les remparts, & de faire prendre les armes à la Bourgeoisse & à la Garnison. L'on mit aussi huit vaisseaux de guer-re en état de désendre l'I, & quelques barques armées sur l'Amstel, pour couvrir la ville de ce côté. Tout le monde érait dans l'agitation; tout le monde voulait se rendre nécessaire. Quelques Corps de métier s'offrirent volontairement de travailler aux remparts; les Mennonites, cuxmêmes ne voulurent point être exceptés.

LE Comte Guillaume-Fré lerie, ayant donc Prince à la trouvé les portes fermées, n'ofa le permettre aut d'Amster-cune de la cune de l

cune violence contre une Ville où il voyait tout en mouvement, & qu'il savait peuplée d'un monde immense prêt à tout entreprendre pour sa liberté & ses priviléges. Il se contenta d'envoyer à la Régence une lettre que le Prince lui avait ordonné de remettre lui-même. Son Altesse y disait que ,, pour prévenir d'être encore , traitée aussi étrangement qu'elle l'avait été la , derniére fois, elle avait envoyé le Comte Guil-, laume à Amsterdam à la tête de quelques trou-, pes, afin que tout s'y tint tranquille, & que , quelques mal - intentionnés ne l'empêchassent , pas d'y proposer ce qu'elle avait encore à di-,, re pour le bien de la Province." Le Magistrat, après avoir lu cette lettre, députa vers le Comte les Echevins Huidekoper de Maarseveen & van der Does. Ils s'avancerent dans un Jacht armé jusqu'à une maison de plaisance, nommée Welna, où ils trouvèrent le Comte Réponse avec ses troupes. Maarseveen porta la parole, & après avoir fait sentir à Guillaume - Fréderic ,, que les Bourguemaîtres eussent bien souhaité , que son Altesse n'eut pas accompagné sa lettre de tant d'éclat . . . il ajouta qu'ils priaient ,, son Excellence d'excuser leur Ville & de vou-, loir bien ne point en approcher de plus près, s sans quoi ils se verraient forcés de se servir " pour leur défense des armes que Dieu & la , Nature leur avaient données." Le Comte, étonné d'une fermeté à laquelle il ne s'attendait sans-doute pas, n'ayant rien répondu, Maarseween poursuivit. ,, Jusqu'ici j'ai dit à votre Ex-, cellence tout ce que les Bourguemaîtres m'ont , ordonné de lui dire; maintenant je vous don-

de Mes-Geurs d' Amsterdam.

ne de moi-même un conseil d'ami pour votre Tâchez de faire votre retraite du mieux , bien. qu'il vous sera possible. Vous n'êtes point , ici sans le plus grand danger. Notre Ville abonde de gens d'un étrange caractère; ils pourraient bien entreprendre quelque chose qui tournerait au desavantage de votre Ex-, cellence, & dont les Bourguemaîtres seraient , fachés. On y parle de façon que ces Magiftrats se verraient peut - être forcés, quoique bien malgré eux, de recourir à des moyens , extrêmes. " * Le Comte, plus embarrassé que jamais, se contenta de répondre au discours mâle & courageux de Marseveen, qu'il n'avait rien fait que par les ordres de son Altesse, à qui il rendrait compte du tout.

Guillaume II. était à table lorsqu'on Dépit du lui apporta la nouvelle du malheureux succès de Prince. son entreprise. Il sut si sensible à cet affront, qu'il se leva brusquement, & s'enferma dans son cabinet, sans vouloir rejoindre la compagnie. Ce sut là que le jeune & ambitieux Stadhouder s'abandonna librement à toute sa colére, & au dé.

Le péril en effet était imminent; l'on avait proposé dans le Conseil de la Ville, s'il ne serait pas à propos de percer la Zeedyk vers la porte Saint-Antoine; de trentessix voix il n'y en eut que deux qui empêchèrent de prendre cette résolution desespérée. Pour satisfaire cependant le peuple, l'on lacha deux Ecluses, & l'on sit percer un Polder (terrein entouré de digues) en quelques endroits. Une si grande partie des terres voisines s'en trouvèrent inondées, que les troupes du Comte ne s'apperçurent que trop sacilement qu'il dépendait de la Ville de faire perir toute l'armée dans les Eaux, si elle resusait de se retirer.

Le Prince dépit de voir reculer sa vengeance *. Le lenFart pour demain Guillaume se mit en route pour Amsserdam, dans le dessein de menacer cette Ville d'un
long siège, & de la forcer par là à se soumettre. Arrivé à la maison du Cers ('t Huis ver
Hart) située entre Amsserdam & Harlem, Louis
de Nassau, Seigneur de Beverweerd, que l'on
dit avoir ignoré les desseins du Prince sur la première de ces deux Villes, lui sit une peinture
si estrayante du péril auquel ses troupes allaient
être exposées, si l'on venait à percer la Digue
Saint-Antoine, près de l'endroit nommé JaapHan-

* Monsieur Wagenaar rapporte une particularité, qui prouve bien combien peu l'on s'attendait à Amsterdam à la visite du Prince ou de ses troupes. L'entreprise avait échoué, & les Députés de cette Ville aux Etats de Hollande ignoraient, de même que le reste de la Haye, qu'il-v eut une pareille entreprise de formée. A onze heures du soir ces deux Messieurs, ou l'un d'eux, surent priés de se rendre à la Cour, où un Seignear avait à leur parler. Ils crurent que ce Seigneur ne pouvait être que son Altesse, & ils ne douterent pas qu'on ne les envoyat à Loevestein, tenir compagnie aux fix autres prisonniers. Il eut été difficile d'échapper; ainfi le Confeiller Kok, l'un des deux Députés, s'arma de courage & sortit de son Hôtel. Aux environs de la Cour, où toutes les lumières étaient éteintes, il fut falué par une personne que l'obscurité lui petmettait à peine de distinguer, & qu'il ne pût reconnaître. On lui fit des excuses de l'avoir fait appeller si tard; & onlui annonça ensuite, que l'entreprise sur Amsterdam avait. ,, échoué, & que le Prince, frappant des pieds de dépit " & jettant son chapeau par terre, se tenait dans son cabi-. " net sans vouloir voir personne. " Après ces mots il tourne le dos à Kok & se retire, sans que l'on ait jamais. pû favoir qui érait cet homme officieux & discret, qui avait le premier communiqué cette importante nouvelle aux, Députés d'Amsterdam à la Haye.

Hannes, que son Altesse, dans le plus grand embarras, se vit forcé de prendre une résolution. contre laquelle dut murmurer son grand cœur. Il envoya Beverweerd à la Haye avec ordre d'engager les Etats - Généraux à prier son Altesse de se retirer avec ses troupes. En effet pour obliger le Prince, qui avait fait entendre par Beverweerd qu'il souhaitait-pouvoir retourner à la Haye avec honneur, les Etats-Généraux nommèrent une Députation de cinq personnes pour faire en leur nom la prière demandée par le Stadhouder. Mais tandis que ces choses se passaient à la Haye, Guillaume, résolu de traiter lui-même au plutôt possible avec Amsterdam, écrivit au Conseil qu'il voulait entrer dans leur Ville. Le Conseil lui députa quelques personnes, auxquelles le Prince déclara qu'il prétendait entrer dans la Ville avec ses troupes qu'il y voulait laisser en garnison. Ceux d'Amsterdam voulaient au contraire que les troupes se retirassent d'abord. Le Prince déclara là - dessus qu'il y con- Accomsentirait, pourvû que l'on s'entendit sur les con-modement ditions. Enfin le 3. du mois d'Août, il se fit un entre le accommodement entre Messieurs d'Amsterdam & Amsterle Prince, par lequel, cette Ville consentait à re-dam. cevoir la Liste militaire (l'Etat de la guerre) que son Altesse réglerait suivant la proposition qu'Elle & le Conseil d'Etat avaient faite le 5. de Juillet. La Ville promettait encore de recevoir toujours le Prince comme Stadhouder, & de lui donner en cette qualité audience en plein Conseil toutes les fois qu'il le désirerait. Après ces articles signés, le Prince ferait tout de suite retirer ses troupes, & la Ville licentie-

rait celles qu'elle venait de lever. Par un article secret il était dit, que les frères André & Gorneille Bikker renonçeraient volontairement & pour toujours aux charges de Magistrature, sans cependant que cette rénonciation pût porter atteinte à leur honneur ou préjudicier à leur réputation." Le Commerce qui était menacé d'une terrible secousse, peut-être même d'une ruine totale, si Amsterdam était plus longtems resserré par les troupes du Prince; le danger auquel l'on exposerait toute la Province, si pour se débarrasser de ces troupes l'on était obligé d'avoir recours au moyen terrible de l'inondation d'une plus grande étendue de terrein, obligèrent Messieurs d'Amsterdum à accorder au Prince presque tout ce qu'il avait demandé. Cette Ville, de tous les points sur lesquels elle avait si fortement insitté, ne put obtenir que celui par lequel il était dit, que, le Sénat ne serait obligé de donner audience au Prince qu'en qualité de Stadhouder de la Province. Peu de tems après l'affaire d' Amsterdam, les six Députés que Guillaume avait fait transférer à Loevestein, furent relâchés, à condition qu'ils n'entreraient plus dans la Régence. Le Prince cependant crut devoir instruire les Etats de Hollande & les Etats , Généraux des raisons qu'il avait eues de faire arrêter ces Messieurs, & de sormer le blocus d'Amsterdam. , Une faction dangereuse, disait - il , dans son Mémoire, menaçait de renverser l'E-,, tat, de rompre le lien qui unissait les Provin-, ces, de ruiner la Religion. Pour prévenir , tous ces maux il avait employé l'autorité dont , l'avaient révêtu les Etats - Généraux (qu'il nom.

, nommait la Puissance Souveraine des Provin-, ces). Et les voyes de douceur ayant été , inefficaces, il s'était vû forcé de recourir à , des remèdes extrêmes &c. " Les Etats-Généraux, & ceux de Hollande, pour ne point r'ouvrir une blessure qui commençait à se fermer. jugèrent à propos de ne point faire la lecture de ces mémoires dans leurs Assemblées. Les Etats de Hollande remirent le leur cacheté entre les mains de leur Pensionnaire Kats; & l'on verra en son lieu quelles en furent les suites. Il est encore à remarquer que la plûpart des Provinces *, dans la réponse qu'elles firent à la lettre que le Prince leur avait écrite avant le départ de ses troupes pour Amsterdam, remerciaient son Altesse des soins qu'elle avait bien voulu prendre pour le bien de l'Etat. Les unes ne s'exprimèrent qu'en termes généraux, les autres louaient hautement toute la conduite du Prince dans cette affaire.

Toure cette grande affaire ainsi terminée. le Prince se rendit à la fin du mois d'Août à sa Maison de Dieren, dans le Véluwe, pour y prendre le plaisir de la chasse. Il s'y arrêta assez long-tems. Au reste il n'est guères probable, du moins il est plus que douteux, que ce Prince aît traité alors secrétement avec la France, pour engager la République dans une nouvelle guerre contre l'Espagne. Pour prouver la réalité de cette prétendue négociation, l'on

Tome II

^{*} Cinq des sept; la Hollande pouvait s'en dispenser avec raison, & les Etats de Groningue n'étant pas assemblés, no frent point de réponse. Rr

l'on rapporte trois pièces: 1. une lettre de son Altesse au Comte d'Estrades; 2. une autre lettre du Cardinal Mazarin à ce même Comte; & 3. le projet d'un traité conclu entre le Prince & d'Estrades. Ce projet se trouve dans les Mémoires du Comte d'Estrades; & les deux lettres dont on vient de parler, celle de Mazarin surtout, découvrent des choses qui semblent consirmer le soupçon. Cependant il ne serait guères facile de concilier les dates de ces pièces avec le tems auquel le Prince se trouvait à Dieren, & celui de la signature du prétendu traité, qui, s'il a existé, n'a jamais éré exécuté *.

Quoi-

* L'Auteur remarque, que la lettre du Prince à D'Estrades est datée de la Haye le 2. de Septembre, & le 27. d'Août le Prince était déjà à Dieren. Cependant il ajoure, que la chose n'est pas impossible, en supposant un retour fubit de son Altesse, puisqu'il est sûr d'ailleurs, qu'elle s'est trouvée à la Haye vers le tems où se change la Régence de Harlem, ce qui se sait toujours le 7. Septembre. La lettre de Mazarin est datée de Paris le 15. Septembre; tems après. lequel il saudrait que D'Estrades sut parti pour avoir pu trouver le Prince à la Haye. Le traité est aussi daté de la Haye le 20. d'Octobre. Or, le Prince n'a pu y être alors. si, comme on l'assure, il a passé, jusqu'au 27. du même mois. trois semaines consécutives à la chasse dans le Vélusve. Ces ralfons font fans doute convainquantes; mais l'auteur ajoute aussi tout de suite, que peut-être il ne faut pas trop presser ces sortes de témoignages, ni les prendre à la lettre, puisque son Altesse aurait pu quitter pour deux ou trois jours, le plaisir de la chasse, & faire subitement un tour à la Hoye, d'autant plus qu'il en avait un prétexte spécieux dans l'état où le trouvait la Princesse son Epouse, qui était enceinte & approchait de son terme. D'ailleurs il ne serait pas impossible que le Prince ne se sut pas trouvé en personne à la rédaction du traité. Ce traité n'a jamais forti son effet; mais

Quoiqu'il en soit, le 27. du mois d'Octo- Maladie bre le Prince sentit quelques accès de fiévre. & mort de Il se sit transporter par eau à la Haye, où l'on II. découvrit qu'il avait tous les simptomes de la petite vérole. Les plus célèbres Médecins le traitèrent suivant les règles de l'art, & on le croyait déjà hors de danger. Mais les fiévres con inuelles lui ayant cauté une grande oppresen, ce jeune Prince mourut à 9 heures du soir le 6. de Novembre de l'année 1650. à l'âge de 24 ans & fix mois. La nouvelle de cette mort causa des sensations bien différentes dans les esprits. Les partisans & les amis particuliers du Prince, tous les gens de guerre, & une grande partie du peuple étaient inconsolables. Mais dans les villes, où l'on croyait avoir eu à se plaindre du Prince, l'on voyait dans presque tous les yeux briller une satisfaction secréte. A Amsterdam surtout plusieurs croyaient que la mort de Guillaume était la renaissance de la liberté publique. Les Diacres des Eglises Reformées de cette ville trouvèrent dans le sac des. pauvres * un papier avec quelques piéces d'or,

les réflexions de Mr. Wagenaar porteraient presqu'à croire qu'il a réellement existé.

Le sac des pauvres est une espèce de bourse, ordinairement de velours noir, attachée au bout d'un long bâton flexible. Au bas de cette bourse, dans une espèce de houpe, pend une clochette, destinée peut-être à réveiller les dormeurs. Les Diacres des Eglises Résormées Hollandaises s'en servent pour recueillir, pendant une partie du sermon, les aumônes des sidèles. Cette coutume, assez singulière, gêne un peu l'attention, & il parait que celle des Eglises Françaises est plus décente. Après l'office les Diacres se pos-

& ces mots: Que le don (que l'on faisait aux pauvres)' était plus grand qu'à l'ordinaire, parce que depuis quatre - vingts ans , l'on n'avait point reçu de nouvelle plus agréable que celle de la mort du Prince. En effet depuis le blocus d'Amster-dam l'on y avait si mal parlé de son Altesse, que le peuple ne pût s'empêcher lui-même de témoigner sa joye d'une mort si inattendue. Les Etats voisins se montrèrent aussi différemment affectés à la nouvelle de cette mort. L'Espagne & la nouvelle République d'Angleterre, en furent entiérement satisfaites; & l'on assure, que le Brun, Ambassadeur de Philippe IV. à la Haye, étant retourné à Bruxelles aussitôt après la mort du Prince, y avait dit publiquement, que tous les avantages remportés par son mai-tre, en Catalogne, dans les Pays-Bas, ou en Italie, ne pouvaient entrer en comparaison avec ceux qu'il avait à attendre de cette mort. La France au contraire en parut très-affligée, & Mazarin croyait que les jours du Stadhouder avaient été avancés par des moyens violents. L'on assure, qu'en public il louait l'habileté de ceux qui avaient su à tems se défaire du Prince. Muis, ajoute l'Auteur, peut-être était-il chagrin de voir ses desseins sécrets s'évanouir par cette mort imprévue *.

GUIL

tent aux différentes portes du temple, & le peuple en sortant met son aumone dans la bourse qu'on lui présente. Cette remarque pourra paraître minutieuse; mais il n'en est point de telle quand elles peuvent servir à indiquer quelqu'abus, que le tems peut voir détruire.

* * Rousset, que l'on ne peut guères taxer de partialité

GUILLAUME II. Prince d'Orange, fut re- Portrait gardé par ses contemporains comme un Prince, de Guil-qui, dans un âge si peu avancé, ne le cédait à laume II. aucun de ses ancêtres en brillantes qualités. était courageux, vigilant, & infatigable, quoi-qu'un peu affaibli par les violents exercices auxquels il se livrait. Affable & civil, il poussait la libéralité au point d'en déranger ses propres affaires. Quelques uns ont remarqué, que son mariage avec une Princesse d'Angleterre lui avait inspiré des desseins ambitieux, que l'on croyait pernicieux à la liberté des Provinces Unies. Guillaume d'ailleurs était bel homme, & jouissait d'une santé assez vigoureuse, quoique sujet

en faveur des Magistrats de la République, & des Hollandais en particulier, produit, dans ses Remarques sur l'Histoire du Stadhouderat, un fragment de lettre de Mazarin à l'Ambassadeur Boreel, du 30. Novembre 1650. En parlant de la mort de Guillaume II. cette Eminence s'exprime ainsi: " Les Etats ont bien raison d'être affligés de la mort d'un " tel Prince, quand même on considérerait cette mort com-" me une chose indifférente; c'est une chose pitoyable que , de voir s'éclipser une si belle lumière dans la fleur de son ,, age Les qualités extraordinaires, qui peraissaient évi-", demment en sa personne, donnaient une confiance en-,, tière, que peu d'années de vie auraient donné à L. H. P. " un Chef tres excellent, & tres propre & necessaire pour ,, la conservation & l'honneur de la Republique. C'est l'af-,, fection & le désir que nous avons de voir cette Répu-, blique dans le lustre & dans la prospérité qui nous font ", parler ainsi." L'éloge est beau, & pouvait être vrai. Mais était-il fincère? L'on connaît le Mazarin, l'on connait le stile des Cours; & la conservation & l'honneur de la République pouvaient bien aux yeux de la Cour de France être toute autre chose qu'à ceux de la Hollande; d'ailleurs c'était à un Ambassadeur de cete République que l'on écrivait.

Rr 3

à de grands maux de tête par son intempérance dans le manger. La chasse, la paume, tous les exercices violents étaient autant de divertissemens auxquels il se livrait avec trop peu de modération. Il aimait aussi beaucoup à nager & à se baigner dans des bains froids. Peu accoutumé à ménager sa santé, l'on attribua la maladie dont il mourut 'aux fatigues d'une chasse continuée trois semaines dans une saison rude & mal-saine. Il ne laissa point d'enfants; mais la Princesse son Epouse accoucha le 14. de Novembre de la même année, d'un fils posthume, qui recut le nom de Guillaume-Henri *. Le corps du défunt Stadhouder ne fut point exposé aux yeux du public, parce que la petite vérole l'avait trop défiguré; & le 8. de Mars de l'année suivante il sut enterré à Delst, avec les cérémonies ordinaires, dans le tombeau de ses ancêtres.

La mort de Guillaume II. ne pouvait manquer de causer de grands changemens dans la forme du gouvernement. Jamais la République ne s'était trouvée dans de pareilles circonstances; & chaque Stadbouder à sa mort avait laissé ou un fils ou un frère, à qui l'on avait pu consérer les dignités dont lui-même avait été revêtu. Guillaume II. mort sans ensans & sans frère, laissait les Provinces sans Stadbouder, & les troupes sans Ches. L'on se vit donc forcé de mettre ordre aux affaires les plus pressantes de la Rés

^{*} C'est ce jeune Prince que l'on verra bientôt, sous le nom de Guillaune III. être Stadbouder des Provinces de l'Union, & Roi d'Angleterre.

République; & même de faire des changemens considérables dans la forme actuelle du gouvernement. Pendant que l'on délibérait encore sur toutes ces choses naquit Guillaume - Henri, huit jours après la mort de son Père. La Princesse, Douairière de Frédéric - Henri, écrivit aux Etats des différentes Provinces pour leur recommander son petit-fils, lorsqu'il s'agirait d'élire un Capitaine-Général des troupes de la République & un Stadhouder pour les Provinces. Pour les engager à favoriser le jeune Prince, sa grand' mère rappellait aux Etats le souvenir des services importants rendus à la République par ses ancêtres. Cette lettre n'eut pas tout le succès que la Princesse en avait sans-doute attendu; & le Comte Guillaume - Frédéric de Nassau, qui était déjà Stadhouder de Frise, fut bientôt après élevé au Stadhouderat de Groningue & des Ommelandes. Cette élévation donnait un grand crédit à ce Seigneur, qui ne tarda pas à l'augmen, ter encore par son mariage avec Albertine - Agnés, la seconde des filles du Prince d'Orange, Frédéric - Henri.

Dans les autres Provinces l'on ne parut guè- Changeres plus porté en faveur du Prince nouveau né. mens en
Zélande & en Hollane
fa naissance, ,, que la qualité de Premier - Noble de.

, de cette Province n'étant que personnelle, & , ne pouvant être prétendue par les Princes , d'Orange, en vertu d'aucuns biens ou do- , maines qu'ils possédassent en Zélande , elle devait être considérée comme anéantie

par la mort du dernier Prince." La nouvelle de la naissance du jeune Guillaume ne fit point R r 4 chan-

changer de résolution aux Zélandais, & malgrétoutes ses protestations, Knuit, qui avait représenté son Altesse, en qualité de Premier-Noble de Zélande, sut aussitôt démis de son emploi.

Les Etats de Hollande, qui, aussitôt après la mort du dernier Stadhouder, avaient envoyé une Députation aux autres Provinces *, firent dans la leur, en attendant, quelques changemens qui semblaient présager dès-lors l'anéantissement du Stadhouderat en Hollande. Dans toutes les Vitles de cette Province, le Stadhouder, comme Chef de la haute Cour de Justice, faisait l'élection des Echevins, dans quelques-unes même celle des Bourguemaîtres. Les Etats offrirent aux Villes un Octroi par lequel ils leur accordaient la liberté & le privilége de se choisir et-les-mêmes leurs propres Magistrats. Cependant, à d'autres égards, les Etats de Hollande se réservèrent une partie essentielle des droits attachés autresois à la charge de Stadhouder +.

* Cette Députation devait engager les dissérentes Provinces à consentir que les Etats particuliers de chacune d'elles sussent convoqués à la Haye, pour y délibérer, & conclure unanimément sur tous les points concernant l'Union, la Religion & la Milice. En esset nous verrons bientôt ces dissérents Etats réunis former cette Grande Assemblée, si sameuse dans les Annales de la Hollande, & que l'on peut regarder comme la Diète Générale de la République.

† Les Etats se réservaient entr'autres la disposition de tous les Emplois militaires, à la répartition de la Province, y compris ceux de Capitaine; & la nomination au Rectorat de l'Université de Leyde, sur la proposition qui en serait saite par le Sénat Académique. Ils disposeraient de même, sur la proposition du Corps des Nobles, de la Lieutenance de la Mastrise des Eaux & Forêts; se réservant à eux-mêmes tous les droits de la Grand Mattrise. Les sai-

veurs,

La plûpart des Villes, jouissant du droit de suffrage aux Etats de la Province, accepterent l'Octroi qui leur donnait ce beau privilége, ou confirmait celui qu'elles avaient déjà. La seule Cour de Hollande opposa quelques difficultés, Elle prétendait qu'au défaut de Stadhouder, c'était à elle à disposer des charges de la Magistrature, de même qu'elle l'avait fait avant l'établissement de la République. Cependant elle se désista bientôt de ses prétentions, ne trouvant pas à propos de s'opposer trop fortement à la volonté des Etats, qui plus que jamais montraient qu'ils voulaient agir désormais en véritables & seuls Souverains de la Province. L'exemple donné par la Hollande fut ou suivi ou imité dans les autres Provinces, qui se rég'èrent sur ce point d'après leurs propres loix ou leurs coutumes particulières.

TANDIS QUE les différentes Provinces travaillaient comme de concert à détruire, ou du moins à abbaisser l'édifice du Stadhouderat, la au sujet de naissance du jeune Prince d'Orange mettait la di-la tutelle vision entre la Princesse Royale sa mère, & la du jeune Princesse Douairière de Frédéric-Henri sa Grand-Prince Mère. Toutes deux prétendaient à la tutelle du jeune Guillaume. La Princesse Royale son-

veurs, les Lettres de grace, celles d'abolition, accordées autresois par le Stadbouder, ne pourraient plus l'être que par les Etats, à qui il faudrait s'adresser directement pour les obtenir. Ensin la Garde à cheval du désunt Prince requi le nom de Garde du Corps des Etats de Hollande, qui en même sems de la Garde à pié sormèrent un Régiment de dix Compagnies.

dait ses prétentions sur son droit de Mère; & principalement sur un testament informe de seu son Mari qui l'appellait à la tutelle. La Douairière au contraire prétendait seule être Tutrice; sa bellefille, disait-elle, étant mineure avait elle-même besoin d'un Tuteur ou du moins d'un Curateur; d'ailleurs le prétendu testament manquait de toutes les formes judiciaires, n'ayant même ni date ni signature. Tandis que ces deux Princesses soutenaient leurs droits, & que la Mère du jeune Prince alléguait, pour preuve de sa majorité, & sa haute naissance & son mariage, d'autres concurrents se mirent sur les rangs. Philippe-Louis & Frédéric-Louis de Bavière, Palatins du Rhin, prétendaient à la tutelle comme petits-fils de Guillaume I. Prince d'Orange *. D'un autre côté Emanuel & Louis Guillaume, Princes de Portugal, demandaient à être admis à la tutelle du chef de leur Mère, nommée aussi Emilie de Nassau, & propre sœur du feu Prince Maurice. Mais de tous ceux qui se présentèrent pour Compétiteurs des deux Princesses, aucun n'établit mieux ses droits que Frédéric-Guillaume, Electeur de Brandebourg, marié à la sœur ainée de Guillaume II. Cependant, après bien des débats, les parties s'accordèrent entr'elles à l'amiable, & il fut arrêté que la tutelle du jeune Prince serait confiée aux deux Princesses & à l'Electeur de Brandebourg, mais que

Philippe Louis était fils de Julienne de Nassau; & Frédéric - Louis l'était d'Emilie de Nassau, toutes deux fil, les de Guillaume I.

que la Princesse Royale y aurait elle seule autant

de part que les deux autres ensemble.

Les Tuteurs du jeune Guilloume eurent bien- Troubles tôt un nouveau démêlé avec les Etats de Zé: à Middellande. Dans toutes les grandes Villes de cette bourg en Province, excepté à Goes, c'était le Stadbouder qui nommait aux postes de la Magistrature; mais dans les Villes de Flessingue & de Vecre, c'était en qualité de Marquis de ces deux Villes, non en qualité de Stadbouder, qu'il disposait de ces charges. Telle au moins avait été jusques alors l'opinion la plus générale; mais les tems étaient changés, & les Etats de Zélande qui venaient d'anéantir le titre & le droit de Premier - Noble, n'avaient garde de consentir que des Princes étrangers, sous prétexte qu'ils étaient Tuteurs du jeune Prince, s'arrogeassent le droit de régler la Régence de ces deux dernières Villes. Cependant la maison d'Orange n'était pas fans amis dans cette Province. Henri Thibaut, Seigneur de St. Aagtenkerke, & le Docteur Jean van Landsbergen, tous deux Bourguemastres de Middelbourg, travaillaient de tout leur pouvoir à faire nommer dès-lors, ou du moins à destiner le jeune Guillaume au Stadbouderat de Zélande, ce qui par la suite lui auraig rendu le droit de disposer de la Régence de toutes les Villes. Mais ayant eu l'imprudence, dans la nouvelle forme d'élection qu'ils voulaient introduire, de porter atteinte aux droits de la Bourgeoisie, celle-ci en murmura, quelques Ecclésiastiques du haut de leur chaire sousserent le seu de la discorde, & la populace, ameutée par les cris de ses Pasteurs, jura la mort des deux Bourguç-

guemaîtres, qui pourtant eurent le bonheur de se sauver par la suite. Irritée de n'avoir pû satisfaire sa vengeance, la populace se jetta sur la maison de Landsbergen, où tout sut pillé ou détruit. Celle de Thibaut n'échappa au même sort que par les soins de quelques Ministres, qui eurent le pouvoir d'appaiser les mutins. Aussitôt fut annullée la nouvelle forme pour l'Election des Magistrats, & les Villes de Middelbourg, Zierikzée, Goes & Thoolen se choisirent les leurs en vertu de l'Octroi que chacune d'elles avaient obtenu des Etats. Flessingue & Veere, d'acçord avec les Tuteurs du jeune Prince, soutenant que c'était comme Marquis, non comme Stadhouders, que les Princes d'Orange avaient disposé dans ces Villes des charges de la Magistrature, refusèrent longtems de se soumettre aux nouveiles dispositions des Etats. Mais enfin les droits motivés par les Tuteurs ayant été trouvés peu fondés, ces deux Villes prirent le parti de suivre l'exemple des autres, à condition cependant que, si les Tuteurs du seune Prince d'Orange trouvaient à propos de se pourvoir en justice, elles seraient affranchies par les Etats de tous les frais de la procédure. Tous ces changemens firent espérer à quelques Gentilshommes Zélandais, qu'ils pourraient, dans ces conjonctures, obtenir facilement séance à l'Assemblée des Etats de la Province. Ils présentèrent un Mémoire dans lequel ils déduisaient amplement tous leurs droits; mais quelque solides qu'ils dussent paraître, la prière des Nobles fut aussi infructueuse qu'elle l'avait été en 1619. sur le même objet, & les Villes donc

le pouvoir s'était confidérablement accru depuis la mort du dernier Stadhouder, ne se trouverent pas disposées à partager leur autorité avec la Nobleffe.

LE détail de toutes ces affaires domestiques a Ouverture paru nécessaire, pour mieux prévenir le lecteur de la Gransur les dispositions particulières des différentes de - Assem-Provinces, dont les Etats étaient extraordinaiment assemblés à la Haye. Ceux de Hollande même, dès avant la fin de l'année 1650. avaient trouvé le moyen de persuader aux Zélandais, qu'il serait dangereux, dans les circonstances actuelles, de révêtir le jeune Prince de la dignité de Stadhouder; & malgré le penchant des Zélandais pour l'avancement de Guillaume, malgré tous les efforts des Princesses sa Mère & sa Grand-Mère, son exclusion fut résolue dans ces deux Provinces. Telle était à - peu - près la disposition des esprits lorsque le 18. de Janvier 1651. se fit à la Haye l'ouverture de la Grande - Assemblée, dans la grande Salle de la Cour, décorée des Drapeaux & des Etendarts, enlevés aux Espagnols pendant la guerre de quatre vingts ans. Le Pensionnaire Kats ouvrit cette auguste Assemblée, de la part des Etats de Hollande, par un discours très - étendu, où l'on découvrait évidemment les vues de cette Province sur la nouvelle forme qu'elle voulait donner à la constitution de la République. L'Union, la Religion, la Milice étaient les trois objets principaux des délibérations de l'Assemblée. à l'Union, les Provinces ne purent alors rien établir de fixe sur ce point, rélativement surtout à la conduite qu'elles seraient obligées de

tenir dans la décission des différends qui surviendraient entr'elles. Il est vrai que dans le Traité d'Utrecht de l'année 1579. l'on avait indiqué certains moyens de décider les disférends qui pourraient naître entre les Provinces. Mais, outre que les termes mêmes du Traité n'étaient point assez clairs, il n'était guères possible, dans les circonstances actuelles, d'adopter des expédients qui avaient pû suffire alors. Après donc bien des débats sur cet article, il resta indécis. L'article de la Religion occupa de même la Grande Assemblée pendant un assez longtems. On parvint enfin, après bien des disficultés, à le régler fur un pié égal; & les sept Provinces déclarérent * que chacune d'elles maintiendrait pour soi & chez soi, & défendrait de toute son autorité la vraie Religion Chrétienne Reformée, telle qu'elle était enseignée publiquement dans toutes les Eglises de la République, & conformément aux canons du Synode National de Dordrecht, fans

L'on remarque que le Greffier des Etats ayant ajouté le mot promettre à celui de déclarer, il eut ordre de rayer le premier de ces, termes, parce qu'il n'avait été employé par aucun des Députés des différentes Provinces. Quelques-uns en ont pris occasion de sontenir, que n'ayant pas positivement promis, les Provinces ne pourraient être obligées, à la rigueur, à ne protéger & à ne maintenir que la Religion Resormée, telle que l'explique le Synode de Dordrecht. Peut-être n'est-ce là qu'un pur sophisme; mais il est sûr que l'intérêt du Commerce, & par conséquent celui de la République, engagea la Province de Hollande à s'opposer sortement aux propositions peu mitigées de quelques Provinces, & aux déclamations outrées des Ecclésiastiques, rélativement aux Sedes qui n'étaient que tolérces, & aux progrès du Papisme.

souffrir que personne y sit jamais le moindre changement. Ce ne fut aussi qu'avec bien des pei- Milies. nes, que l'on parvint à s'entendre sur l'article de la Milice. La Hollande persistait à soutenir l'inutilité d'un Capitaine - Général, & quoique, sans oser se découvrir aussi ouvertement, la plupart des autres Provinces pensassent à - peu - près comme elle sur ce point, elle rencontra pourtant de grands obstacles de leur part sur ce qui concernait la direction des affaires de la guerre. Cependant elle consentit à céder quelque chose; & bientôt fut formé un plan, par lequel cette direction fut provisionnellement confiée Etats-Généraux, obligés pourtant de prendre préalablement l'avis du Conseil d'Etat.

Quoique cette grande affaire parut réglée, La Hollanla Hollande craignait toujours que l'on n'en vint de tache do à proposer l'élection d'un Capitaine - Général. convaincre La Frise & Groningue avec les Ommelandes é-de l'inutitaient extrêmement portées pour cette élection, lité d'un & l'on savait qu'elles travaillaient sous main à Capitaine-

gagner la Zélande à leur opinion, & à l'engager à donner sa voix au jeune Prince d'Orange. Les autres Provinces, il est vrai, restaient tranquilles; mais si la Zélande se laissait gagner, l'on prévoyait qu'il serait bien difficile d'empêcher que cette élection ne passat à la pluralité des suffrages. Pour prévenir ce coup, la Hollande résolut d'envoyer une Députation aux Etats de Zélande. Cette Commission délicate sut consiée à Messieurs Jacques de Wassenaar, Seigneur d'Obdam, Jean de Wit, Pensionnaire de Dordrecht, Guillaume Nieuwpoort, Membre du Conseil de Schiedam, & Franco ou François Riccen,

Pen-

Pensionnaire de Purmerende. Ces Députés représentèrent que, ,, dans les circonstances ac-, tuelles, l'on n'avait pas besoin de Capitaine-Général; mais surtout qu'il ne fallait pas ,, revêtir de cette dignité le jeune Prince d'O-, range." Les motifs de cette exclusion étaient pris, de la nécessité où l'on pourrait se trouver de lui substituer un autre Capitaine - Général pendant sa minorité; de l'espoir que la paix serait de longue durée; enfin du danger que, si le jeune Guillaume était actuellement destiné à cet emploi, l'Etat ne se vit un jour déchiré par des factions & des divisions, en cas que le Prince d'Orange s'avisat un jour de demander cette charge, dans des circonstances, où il pourrait arriver que les Etats ne trouvassent pas à propos de la lui conférer. Les Etats de Zélande ne donnèrent d'abord qu'une réponse générale; mais quelques mois après s'étant fait des changemens confidérables dans la Régence de cette Province, elle consentit entièrement à tout ce qu'avaient demandé les Hollandais; ce qui fut cause que l'on ne parla plus de cette affaire dans la Grande Assemblée.

Effets que Le moment approchait que cet Assemblée allait produit le se séparer. Les Etats de Frise crurent alors devoir dernier proposer, qu'il conviendrait d'accorder une amnissité générale de tout ce qui s'était passé en leaume II. l'année 1650. de la part de quelques Provinces aux Etats ou Personnes contre d'autres Personnes ou Prode Hollan-vinces. Voici ce qui donna lieu à cette proposition. L'on se rappellera que Guillaume II. avait remis aux Etats - Généraux & à ceux de Hollande une espèce de Mémoire, contenant les

TAI-

raisons qui avaient engagé son Altesse à saire arrêter six Députés des Etats de cette Province & à former l'entreprise d'Amsterdam. * Les Etats de Hollande, sans l'avoir lu, avaient mis Entre les mains de leur Pensionnaire le Mémoire qui leur avait été présenté. Kats, voulant se démettre de son Emploi, rendit aux Etats de Hollande, ses maîtres, l'Ecrit qu'il avait gardé jusqu'alors. L'on délibéra quelque tems s'il fallait ouvrir & lire ce Mémoire, ou s'il ne conviendrait pas mieux de le bruler sans en faire l'ouverture. La plupart des Membres demandèrent qu'il fût lu; mais aucun d'eux ne put en entendre la lecture sans témoigner son indignation de ce qu'il contenait. On remit ensuite cette Pièce entre les mains de quelques Comfnissaires, qui furent d'avis, ,, qu'il fallait le ré-, futer par écrit; remettre cette Réfutation à , la Grande - Assemblée; condamner, comme , contraire à l'ordre & à la forme du Gouver-, nement, la députation du mois de Juin de l'année passée aux différents Conseils des Vil-, les de Hollande; prier les Etats des autres Provinces de vouloir desapprouver & déclarer comme illégales, & de nulle valeur les Réso-, lutions des 5. & 6. du même mois, qu'un , petit nombre des Députés de la Générali-, té, avait prises par ménagement pour le , grand crédit du Prince d'Orange; & reti-, rer en même tems les remercimens forcés, , faits alors à son Altesse. " Enfin les Commissaires soutenaient encore, qu'il fallait, par , une

^{*} Voyez pag. 625.

., une Réfolution claire & manifeste, déclarer que , l'on tensit l'entreprise d' Amsterdam & l'empri-, somement des six Messieurs, pour un atten-, tat à la liberté, la majesté & la souveraineté , de la Hollande, & directement contraire à 3, toutes les loix, aux droits & aux priviléges de la Province." En effet les Etats de Holiande formèrent une Résolution assez conforme a l'avis des Commissaires. Ils firent plus; ils exigèrent que les Villes, dont avaient été Députés les six Messieurs arrêtés par Guillaume II. déclarationt par écrit, si, en donnant leurs avis & leurs voix pour la réduction des troupes, ils s'étaient conduits ou non d'après les ordres de leurs irlaitres: Dordrecht, Harlem, Delft, Amstercan, Hoorn & Medenblik donnerent leur déclaration, par laquelle elles reconnaissaient les six Deputés pour vrais Patriotes, qui avaient par-Luitement satisfait-aux vues de leurs Commettans. Surquoi les Etats de Hollande, par une Déclaration en date du 23. d'Août, approuvèrent pleinement trut ce que ces six Messieurs avaient fait dans cette assaire. Les raisons alléguées dans le Mémoire du trince furent amplement réfutées dans un Ecrit imprimé sous le nom & par les ordres des Etats de Mailande; & enfin l'on publia l'amnistic proposée par les Etats de Frise. La Ville d'Amsterdam fut même dédommagée par la suite, de la part des Letts de Hollande, des frais extraordinaires qu'elle avait été obligée de faire l'année précédente *. L'on jugeait actuellement qu'ils n'avaient été faits, que pour le service & l'utilité de la

^{*} Ils fe montaient à 54045 florins & 19 fout.

Patrie, & que l'on devait une grande reconnaisfance à la Ville, en considération du zèle & de la vigilance qu'elle avait témoigné dans cette occasion.

Tour ce qui avait fait l'objet des délibérations Cloture de de la Grande-Assemblée ayant ainsi été heureusement la Grandeterminé, le Pensionnaire Kats en sit la cloture. Aisemblee. au nom des Etats de Hollande, le 21. d'Aoûs de l'année 1651. Dans le discours qu'il pro-nonça à cette occasion, il fit observer entr'autres, que si l'unanimité & la concorde avaient regné dans une Assemblée si nombreuse, c'était au Ciel seul que l'on en avait l'obligation. finit par remercier tous les Députés des différentes Provinces, & par rendre graces à Dieu, qui jusques là avait si évidemment répandu ses bénédictions sur toutes les Délibérations de cette auguste Assemblée. Le 13. Septembre on célébra dans toute l'étendue de la République un jour solemnel d'actions de graces, qui fut suivi de toutes les réjouissances publiques que put inspirer la satisfaction d'un succès aussi heureux.

CROMWEL, après avoir fait couper la tête Mesintelà son Roi, sorcé Charles II. sils de cet insor-ligence entuné Monarque, à s'expatrier pour se dérober aux coups de son fanatisme politique, & changé nies & se toute la constitution du Royaume d'Angleterre, Pariement s'était rendu si redoutable par le succès de ses armes, que les Puissances étrangères recherche. rent elles-mêmes l'amitié de cet homme extraordinaire, & n'osèrent resuser de reconnaître la souveraineté de sa nouvelle République. Les seuls Etats-Généraux avaient résisté au torrent, &, malgré les instances des Etats de Hol-

Ss 2 la

lande, ils avaient constamment refusé audience aux Ambassadeurs que l'Usurpateur leur avait envoyés. Il est vrai que Guillaume II. Prince d'Orange vivait encore. Peu satisfait de la conduite des Etats · Généraux, le Parlement d'Angleterre fit dire à Joachimi, Envoyé ordinaire des Etats à Londres, qu'il pouvait se retirer. autre motif du mécontentement des Anglais, était l'ordre donné au Lieutenant - Amiral Tromp de s'opposer aux pyrateries du Gouverneur des Sorlingues, qui incommodait fort le Commerce des Hollandais. Les Etats de Hollande cependant, craignant que le congé donné à Jeachimi ne fut un prétexte pour rompre les melures qu'ils avaient prifes afin d'entretenir la bonne intelligence entre la nouvelle République & leur Province en particulier, firent partir pour l'Angleserre, Gérard Schaap, Membre du Conteil d'Amsterdam, avec le tître de leur Commissaire. Il était chargé de reconnaître la souveraineré du Parlement actuel, & de lui accorder tous les tîtres qu'il pourrait désirer. Et l'affaire des Sorlingues étant survenue, Schaap reçut aussitôt de nouveaux ordres d'informer le Couvernement Anglais des véritables motifs de l'armement de Tromp. *

CET.

Le Parlement d'Angleterre prétendait que les Sorlingues appartenaient à la République Anglaife, & croiait que les Etats par cet armement voulaient s'en rendre maîtres. Mais comme Charles II. était alors en possession de ces Isles, les Hollandais, qui soupconnaient Guillaume II. d'avoir excité par vengeance ce Monarque à troubler leur Commerce; crurent devoir faire représenter à Cromwel & à son Parlement, que ce n'était que pour soutenir & protéges

CETTE démarche de la Hollande, & la mort Le Parlede Guillaume II arrivée peu après, fit espérer d'Anglede à Cromwel & à la République d'Angleterre, terre en qu'ils pourraient enfin engager toutes les Pro-voye des vinces de l'Union à embrasser leurs intérêts. De Ambassanouveaux Ambassadeurs furent donc envoyés deurs à la aux Etats, qui les reconnurent comme Ministres d'une République souveraine, & les reçurent avec beaucoup d'éclat & de magnificence. Les affaires avaient tellement changé de face, qu'ils furent d'abord admis à l'audience de la Grande - Assemblée. On nomma aussitôt des Commissaires pour traiter avec eux; mais n'ayant pû parvenir à s'entendre, & s'étant plaints des insultes auxquelles ils étaient journellement exposés, le Parlement rappella ses Ambassadeurs, & sur le rapport desavantageux qu'ils firent de leur Ambassade, résolut de déclarer la guerre aux Etats. * En effet bientôt l'on vit paraître cet Acte.

ger leur Commerce & leur Navigation qu'ils avaient or-

donné à Tromp de mettre en mer.

bliques de façon qu'elles ne formassent plus qu'un seul & même Etat. Il voulait aussi que les Provinces-Unies s'engageassent à prendre le Parti du Parlement contre Charles II. & à empêcher qu'il pût jamais être soutenu par la maison d'Orange. De leur côté les Etats Généraux avaient unanimement résolu que, quelque traité qu'ils pussent conclure avec le Parlement, ils ne se mêleraient point dans le différend qu'il avait avec Charles II. ou avec l'Ecosse. Cette résolution arrêta le cours des Négociations, qui cependant surent rompues sous d'autres prétextes. Quant aux insultes dont se plaignaient les Ambassadeurs, elles avaient été aussi grossières qu'on peut en attendre d'une vile populace excitée sous main par des personnes du premier rang. A leur entrée publique à la Haye ils avaient été salués du nom odieux odieux

Acte, devenu si sameux sous le nom d' Acte pour l'accroissement de la Navigation & du Commerce. L'on ne put douter, par les désenses contenues dans cet Acte, qu'il ne tendit uniquement à ruiner sans ressource le Commerce des Hollandais & des Zélandais en Angleterre. Les Etats, prévoyant une rupture certaine, pensèrent d'abord aux moyens de la prévenir par une Ambassade extraordinaire. Mais avant qu'ils pussent parvenir à s'entendre, parce que quelques Provinces paraissaient assez portées à rompre avec l'Angle. terre, le Parlement avait fait une démarche qui ne laissait presque plus d'espérance de raccommodement. Sous prétexte que quelques sujets de la République avaient causé des dommages à certains particuliers Anglais, il accorda à ceuxci des Lettres de Représaille; & bientôt furent mis en mer deux vaisseaux de guerre Anglais, qui en peu de tems causèrent de grandes pertes

odieux de Régicides par une bande de polissons, ameutés, dit-on, par un des Pages de la Princesse Royale. Le Prince Edouard, fils du Palatin Frédéric, Roi détroné de Bohêne, avait, dans une autre occasion, eu l'imprudence de s'abnisser à la bruta ité du peuple. Ce Prince & quelquesuns de sa suite avaient hué en pleine rue les Ambassadeurs du Parlement, en leur criant qu'ils étaient des Coquins, & leurs domettiques des Chiens. Il est vrai que sur les plaintes que l'on en fit, les Etats de Hollande sirent ajourner le Prince Edouard à son de cloche; mais il s'était prudemment retiré de la Haye, où l'on se saisit de quelquesuns de ses gens, qui surent punis & pour leur propre sottife. & pour celle de leur maitre, l'un par le fouet, d'autres par le bannissement. Satisfaction qui dans tout autre tems aurait pû paraitre suffisante, mais qui dans les conjondures actuelles n'empêcha pas que les Ambassadeurs ne fussent rappelles.

aux Hollandais & aux Zélandais. Ce commencement d'hostilités hâta le départ de l'Ambassade, composée de Kats * & de Schaap pour la Hollande, & de van de Perre pour la Zélande. Les Négociations furent entamées, mais avec 1652. si peu de succès par les prétentions exorbitantes des Anglais, que l'on ne put parvenir à conclure un traité. Un évenement, que le hasard seul peut avoir fait naître, augmenta cependant la mesintelligence, & rendit la supture inévitable entre les deux Nations. Les Anglais avaient donné des marques trop-évidentes de leur éloignement pour la paix, pour que les Etats attendissent tranquillement le succès des Négociations jusqu'alors infructueuses. Ils résolurent donc de mettre en mer une flotte considérable, afin d'affurer leur Navigation & leur Péche. Tromp, à qui l'on avait confié le commandement de cette flotte, avait ordre d'éviter les côtes d'Angleterre, mais il était chargé en même tems de protéger les vaisseaux de la République contre quiconque voudrait les visiter ou s'en saisir. L'Amiral Anglais, Robert Blake, croisait cependant vers les côtes d'Angleterre avec une flotte de cinquante Vaisseaux. Tromp n'en avait alors que Rencon. quarante - deux sous son Pavillon. Poussé partre de le gros tems & des vents contraires vers les mê. Tromp & mes côtes, il s'en éloigna pourtant bientôt & se de Blake. retira sous Calais. Il ne tarda pas à y recevoir des avis certains que sept Navire's richement char-

* Kats s'était démis peu avant ce tems de la Chargo, de Grand-Pensionnaire, que l'on conféra pour la secondo sois à Adrim Pauw, Swigneur de Heemsteile.

chargés, revenant du Détroit, couraient risque d'être enlevés par douze vaisseaux de guerre An-Tromp à cette nouvelle s'avance de nouveau vers les côtes d'Angleterre, & rencontre Blake à la hauteur de Douvres. Il se préparait à faire honneur au Pavillon Anglais, lorsque Blake lui tira deux coups de canon; Tromp ne répondit qu'au troissème coup, par un boulet qui perça le Pavillon de l'Amiral Anglais. 'Celui-ci vire de bord, & lache toute sa bordée sur Tromp, qui ne demeure pas en reste. Le combat fut bientôt général, & continua pendant quatre heures avec une égale violence de part & d'autre. Les deux Amiraux s'accuserent réciproquement d'avoir rompu la paix. pendant n'osa déclarer ouvertement que Tromp lui avait donné la première bordée, au · lieu que du côté des Etats, plusieurs Capitaines de Vaisseaux assurèrent que Blake avait commencé l'attaque. * A peine le bruit de ce combat naval s'était répandu dans Londres, que les Ambassadeurs des Etats se mirent en devoir de justifier la conduite de Tromp, en prouvant que ce n'était pas par sa faute que les flottes en étaient venues à se combattre. Le Parlement ne leur répondit qu'au bout de quinze jours; & leur fit

Quelques-uns ont cru, dir notre auteur, que Blake, & Tromp avaient reçu ordre de se conduire vis à vis, l'un de l'autre, de saçon qu'aucun d'eux ne parut avoir, été l'aggresseur." La chose ne serait pas impossible, quoiqu'il semble que l'intérêt de la Hollande & de la Zélande demandât que ces Provinces évitassent de consensir à des ordres, qui pouvaient accélérer une rupture, qu'elles cherchaient à prévenir par toutes sortes de moyens.

entendre qu'il voulait réparation des dommages soufferts jusqu'alors, & des suretés pour l'avenir. Le Conseiller - Pensionnaire Pauw se rendit aussi en Angleterre avec ordre de ses Maîtres de justifier la conduite de Tromp, & d'accommoder le différend à l'amiable. ne fut pas plus heureux que les autres Ambassadeurs; les Anglais voulaient la guerre, & firent en conséquence des propositions qu'ils savaient bien ne pouvoir être acceptées. Les Etats s'appercevant donc que la guerre était inévitable, ordonnèrent à Tromp, même avant le retour de leurs Ambassadeurs, d'attaquer la flotte Anglaise, & de lui causer tout le dommage possible. Bientôt il eut occasion de remplir au moins une partie de sa commission, en s'emparant de quelques Pêcheurs Anglais; mais Blake ne tarda pas à se venger de cette petite perte; il enleva aux Etats un grand nombre de Navires, sortis pour la pêche du hareng, & treize vaisseaux qui leur servaient de convoi. Informé de ce désastre, Tromp se préparait à attaquer Blake, mais il fut atteint d'une furieuse tempête, qui le força de ramener dans les Ports de la République toute la flotte, qui avait extraordinairement souffert.

Comme les malheureux ont toujours tort, Trompest Tromp perdit la faveur de plusieurs de ceux qui avaient part au Gouvernement. La malheureuse rencontre de Blake devant Douvres, & l'impossibilité de s'opposer à la fureur des vents étaient les seuls crimes qu'on pût lui reprocher. Mais ses envieux en inventerent un autre; ils osèrent publier que son attachement à la maison d'Orange l'avait poussé à embarquer les E-

tats dans une guerre contre la République d'Angleterre. Quoiqu'il en soit, Tromp fut disgracié, & de Ruiter eut ordre de mettre en mer avec une flotte d'environ trente Frégates & huit Brulots. Le 26. Août 1652. il rencontra le Vice-Amiral d'Angleterre, George Askue vers le Pas de Calais. Le combat fut bientôt engagé, & quoique l'Anglais eut sous son Pavillon quarante Vaisseaux de guerre, il se vit poussé avec tant de vigueur, qu'il fut contraint de se retirer à Plymouth. De Ruiter, n'ayant pû l'y poursuivre par les vents contraires, se contenta de ramener en sureté dans les Ports, les vaisseaux marchands qu'il avait sous son escorte. Vers le commencement d'Octobre de Ruiter s'étant joint à la flotte que commandait le Vice-Amiral Witte, sur les côtes de Flandres, eut un nouveau combat à foutenir contre les flottes combinécs de Blake & d'Askue. Witte & de Ruiter combattirent avec toute la bravoure que l'on pouvait attendre de deux si excellents hommes de mer. Ils furent même courageusement secondés de quelques Capitaines; mais ils se virent lâchement abandonnés par plus de vingt autres, qui profitèrent de la nuit pour fuir avec plus de sureté. De Ruiter, trop assaibli par cette défection, évita prudemment le lendemain de rengager le combat avec les Anglais, qui s'avancaient sur lui, & ramena ses vaisseaux dans les Ports. Bientôt les Etats équipèrent une nouvelle flotte. La plus grande satisfaction que Tromp aurait pû désirer, cut ôté sans doute de se revoir à la tête des forces navales de la République; il cut la gloire d'en jouir. Les Etats no

ne connaissant pas dans toutes les sept Provinces d'homme plus expérimenté que lui dans la guerre maritime, considérant d'ailleurs qu'il était extrêmement aimé des matelots & autres gens de mer; sûrs sans doute aussi de son innocence & de sa sidélité, ils lui consièrent le commandement général de leur flotte. Jean Evertszoon, Witte, de Ruiter & Pierre Floriszoon lui furent subordonnés; mais Witte étant tombé malade, & obligé de rester à terre, son Escadre sut donnée à de Ruiter. Le 10. de Décembre la Flotte des Etats découvrit celle des Anglais entre Douvres & Falfon. Elle était commandée par Blake. Vers les trois heures de l'après midi, le combat fut engagé, queiqu'une bonne partie des Vaisseaux Hollandais ne put y prendre part. Evertszoon & de Ruiter eurent ainsi seuls toutes les forces de l'ennemi sur les bras; Tromp pourtant se mit à portée de les soutenir, & y réussit. Deux Vaisseaux Anglais furent enlevés. Du côté des Etats le seu prit à celui que montait le Capitaine Juinbol, qui périt avec tout son monde. Blake blessé rentra vers le soir dans la Thamise, & laissa Tromp maître de la mer. Le lendemain il s'empara encore d'un vaisseau de guerre & d'un navire marchand Anglais.

Tandis que les Anglais & les Hollandais se Projet des donnaient ouvertement des pieuves réciproques Anglais de leur bravoure & de leur habileté, les pre-pour ruiners, qui avaient appris à leurs dépens à ne les forces plus mépriser les forces de leur ennemi, voulu-navales des rent d'un seul coup les mettre hors d'état de Etats, pousser plus loin ses succès. Au moyen de machines à seu secrètement magonnées dans des

V 215-

Vaisseaux loués exprès, ils formèrent le projet de bruler toutes les forces navales des Etats, & de détruire en même tems & les Ports où elles se trouveraient, & les principales Villes marchandes. Les Etats en ayant eu connaissance ne négligèrent aucun des moyens qu'ils crurent nécessaires pour éviter le péril qui les menaçait. En effet soit que les Anglais eussent d'eux-mêmes changé de dessein, soit qu'ils soupçonnassent que leur projet était éventé, cette entreprise hazardeuse n'eut point lieu. Quelque tems après quelqu'un proposa aux Etats un secret moins dangereux peut être, mais dont le succès eut été aussi peu glorieux. C'était de mettre par en bas le feu aux Vaisseaux Anglais, au moyen d'un petit batteau, que l'on assurait pouvoir voguer sous l'eau. Cependant, soit magnanimité de la part des Etats, soit qu'ils se méfiassent du succès, il est sûr qu'ils ne tentèrent pas l'entreprise.

Troubles La guerre avec l'Angleterre déplaisait aux intérieurs. Hollandais & aux Zélandais en général, parce qu'ils en craignaient l'affaiblissement de leur Commerce. La populace murmurait hautement, & était excitée sous main par les amis de la maison d'Orange. Quelques Villes de la Hollande avaient arrêté qu'elles ne souffriraient plus de Stadhouder. Cette Résolution, & quelques changemens qui ne déclaraient que trop que l'on voulait ôter au jeune Prince jusqu'à l'espoir même d'occuper les charges de ses Pères, contribuaient peut-être plus que tout le reste à indisposer les peuples contre le Gouvernement actuel, que l'on cherchait à rendre odieux en lui

donnant le nom détesté de faction Loevestine. , Il , fallait, disait - on, un Chef à l'Etat, il ne pouvait subsister sans Stadhouder & sans Ca-,, pitaine - Général. " Au mois de Septembre de cette année les matelots de la flotte des Etats se souleverent à Amsterdam sous prétexte qu'ils ne voulaient plus servir si on ne leur donnait leur solde entière. Quelques - uns ont cru que le véritable motif de ce soulèvement était de préparer les voyes, pour demander ensuite avec plus de succès l'avancement du jeune Prince; quoique, selon d'autres, il n'ait pas clairement paru que ç'ait été le dessein des matelots. Quoiqu'il en soit, tandis que l'on menait au supplice les auteurs de cette émeute, la frayeur, dit-on, épouvanta tellement les spectateurs, & causa dans la foule un mouvement si extraordinaire, que quélques Officiers, s'imaginant que l'on avait dessein d'arrêter ou de troubler l'exécution des coupables, ordonnèrent de faire feu. Huit personnes furent tuées, &, outre un très-grand nombre de blessés, plusieurs furent écrasés ou noyés en cherchant à sa sauver par la suite. Cependant la termeté de la Régence remit tout en ordre, & dans Amsterdam, comme dans quelques-autres Villes, le peuple s'en tint pour un tems aux murmures, sans oser se soulever ouvertement.

La Zélan-En Zélande cependant plusieurs se déclarèrent de tranhautement pour le jeune Prince, en affectant de sporte au porter des rubans couleur d'Orange. Toût le ce d'Oran-Peuple de cette Province, soutenu par tous les geles charmembres du Clergé, portait avec tant d'ardeur ges de Cate de zèle les intérêts de cette maison, que les d'Amiral-Etats, Général.

Etats, sur la proposition qu'en sit Middelbourg, arrêtèrent au mois de Septembre ,, qu'il con-, viendrait que le jeune Prince fût désigné, , Capitaine & Amual - Général des forces de , terre & de mer de l'Etat, & que cependant ,, le Comte Guillaume de Nissau, Stadhoader de , Frise, fut élu pour lui servir de Lieutenant , pendant sa minorité. " Il était de l'intérêt de la Hollande de prévenir ce coup, qui rompait toutes les mesures qu'elle avait prises pour abolir toutes les grandes charges de l'Etat. Aussi dès qu'elle prévit la démarche qu'allaient faire les Zélandais, elle theha de les en détourner, en leur envoyant une Députation à la tête de laquelle se trouvait Jean de Witt *, alors Pensionnaire de Dordrecht. Mais tout sut inutile & la Zélande persista dans sa résolution. Quelque mauvais succès qu'eut eu la Dépu-

1653. tation, les Etats de Hollande furent si persuadés Maître Fenn de

Witt est élu Confeiller-Penfionnaire de Hollands.

* C'est ce même Jean de Witt, devenu depuis si célè-bre par ses services & par ses malheurs. Les Etats de Hollande ne pouvaient faire choix d'une perfonne plus propre à pousser les intérêts qu'ils avaient alors. Opposé par inclination à la maison d'Orange, l'on pouvait s'assurer qu'il embrasserait avec zèle tout ce qui devait contribuer à la tenir dans l'abaissement. C'est ce qu'il sit bien voir dans cette Députation même. La populace s'était attrouppée vers le lieu où s'assemblent les litats de la Province, & menaçait de massacrer les Députés de Hollande. On confeilla à ceux-ci de donner lems propositions par écrit, & de ne point se rendre au lieu de l'Assemblée; les Collégues de de Witt y étaient résolus, mais celui-ci leur déclara avec fermeté, que quelque chose qui put en arriver, il se sentait assez de courage, jour exécutor ini seul la commission dont ils etaient tous charges.

que

que de Will s'était à équité de sa commission avec tout le zele qu'on lui connassait pour empêcher l'élection d'un Capitaine - Général 3 que Pauw étant venu à mourir au mois de Février de l'année 1653. ils ne crurent pouvoir le remplacer par une personne qui eut plus de mérite que Jean de Witt. Dès le même mois il fut donc provisionnellement nommé Conseiller-Pensionnaire, & confirmé dans cet important emplói au mois de Juillet suivant, ayant eu la gloire de réunir tous les suffrages en sa faveur. De Witt n'avait pas encore vingt - huit ans accomplis lorsqu'on lui confia cette grande charge, mais à des, talens supérieurs pour l'Administration publique il joignait, comme l'avouent même ses ennemis, tant de courage, d'esprit, & de fermeté, qu'il s'acquit en peu une estime si générale, que quelques uns lui donnèrent le nom de Sagesse de la Hollande, Il n'en eut pas moins ses ennemis & ses envieux, surtout parmi la populace à qui cet habile homme devint odieux, parce qu'elle le croyait ennemi déclaré de la maison d'Orange *. Dès le commencement de son

Le Comte de Guiche dans ses mémoires raconte que facob de Witt, Bourguemaitre de Dordrecht, & l'un des six Députés que Guillaume II. avait sait arrêter, ,, donnait ,, souvent le bon jour à son sils (fean de Witt,) en lui , disant, fouvenez-vous de la prison de Loevestein, bien , qu'il ne parût pas à son procédé, ajoute le Comte, que , cela sût sorti de sa mémoire. L'anecdote peut être vraie, & Mr. de Guiche assure la tenir d'original; mais la partialité de ce Seigneur Français contre tout ce qui porte le nom de de Witt, & les portraits ridicules qu'il a assecté de faire du Père & de ses deux sils, doivent rendre son témoignage un peu suspect à tout lecteur judicieux.

emploi il eut occasion de déployer une partie de ses grands talens, en faisant finir la guerre d'Angleterre, qui sut poussée cette année avec

plus de fureur que jamais.

Les Etats & Cromwel s'étaient préparés pendant tout l'hyver à soutenir avec succès la guerre qu'ils allaient reprendre au printens de cette année. Les deux Puissances avaient mis leurs flottes sur un pié formidable; & l'on s'attendait de part & d'autre à quelque coup d'éclat. En estet vers la fin de Février Tromp & Blake, avant chacun soixante-dix vaisseaux de guerre sous leur Pavillon, se rencontrèrent à la hauteur de Portland. Le combat fut bientôt engagé, & continué pendant trois jours avec beaucoup de bravoure de part & d'autre & des succès à peu-près égaux. Les Anglais s'attribuèrent la Victoire; ils n'avaient perdu que cinq ou six vaisseaux de guerre, les Hollandais en avaient vu prendre ou périr neuf des leurs, outre vingtquatre navires marchands; mais du côté des Anglais le nombre des morts était de deux mille hommes au moins, & de cinq ou six cent seulement du côté des Hollandais, qui se félicitèrent encore d'avoir pu ramener surement dans leurs ports le plus grand nombre de leurs vaisseaux marchands. Aussi les Etats de Hollande furent si satisfaits de la bonne conduite & de la bravoure de quelques Chefs * de la Flotte, qu'ils

Parmi les Officiers qui se distinguèrent dans cette occasion. l'histoire a consacré les noms de de Ruiter, de Corneille Adriaanszoon Kruik, d'Isaak Sweerts, de Poort, de Kleidyk & de Rogemorter. Poort sut tué dans le combas. & Sweerts sait prisonnier après avoir vu couler son vairseau à sonds.

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 657

e leur témoignèrent par de magnifiques présens. L'on pensa ensuite à réparer les forces navales de la République, qui se trouvèrent bientôt en état de remettre en mer. Les Anglais cepenlant n'eurent pas lieu de se réjouir long-tems deremportée eur prétendue victoire. Jean van Galen, quipar van commandait dans la Méditerranée une Escadre Galen & fa les Etats, remporta le 14. de Mars sur les côces de Tescane une victoire des plus complettes ur le Commandeur Appleton. Mais le brave van Galen ayant eu la jambe droite fracassée d'un poulet de canon, mourut le 23. du même mois Livourne, où il s'était fait transporter. Son Corps rapporté dans sa patrie sut inhumé à Amberdam dans l'Eglise-Neuve, où les Etats lui ont fait ériger un magnifique tombeau.

TANT que les pertes de l'un des partis pouraient être compensées par celles du parti contrai de Nieuwe,
e, l'on ne pouvait espérer de voir finir une guer-poort.
e qui pesait également aux deux Puissances. Il
allait donc quelqu'échec plus considérable pour
orcer l'un des deux à demander une paix, que
autre serait lui-même bien-aise d'accorder. Cecendant de nouvelles flottes couvraient les mers,
et les deux nations également braves & belliqueuses, ne cherchaient que les occasions de
combattre de nouveau. Le 12 du mois de Juin
Tromp rencontra à la hauteur de Nieuwpoort la

Tromp rencontra à la hauteur de Nieuwpoort la lotte Anglaise, commandée par le Général George Monk, & par l'Amiral Richard Deane. Les Hollandais avaient quatre-vingt-dix-hoit vais-

eaux de guerre & six brulots, la flotte Anglaise.

Tome II Tt Dès la pre-

mière attaque Deane fut tué. Le vaisseau de

Juste Bulter, Capitaine au service des Etats, ayant été percé de cinq ou six coups sous l'eau, coula à fonds, Bulter lui-même couvert de blesfures, combattait cependant encore, & se noya les armes à la main. Enfin les Anglais plièrent, mais ayant bientôt gagné le vent, ils revinrent à la charge. Des deux côtés il y eux plusieurs vaisseaux d'endommagés; le combat qui avait commencé à onze heures du matin, ne finit que vers les neuf heures du soir. Une heure après un vaisseau de guerre des Etats, commandé par Corneille van Velzen, sauta par ses propres pou-De Dun dres. Le lendemain le combat fut renouvellé à la vue de Dunkerque. Tromp s'était envain efforcé de regagner le vent sur les ennemis, il combattit cependant; mais au plus fort de la mêlée, soit imprudence, soit inexpérience de quelques officiers, le desordre se mit dans la flotte des Etats; le combat dura cependant jusqu'à une heure après le soleil couché, que les flottes se séparèrent. Tromp perdit deux vaisseaux. qui étaient tombés entre les mains des Anglais. & qui brulèrent. Le lendemain il découvrit encore la flotte ennemie, mais il trouva un si grand nombre de vaisseaux hors d'état de combattre, qu'il jugea à propos de se retirer au Wielingen *. Cependant les Etats, sur les instances

kerque.

L'Histoire remarque une chose que nous avons cru devoir rapporter. Charles II. qui ne voyait encore guères jour à monter sur le Trons de ses pères, usurpé ou pluto: renversé par Cromwel, avait fait dire aux Etats - Généraux qu'il défirerait se rendre auprès d'eux pour passer ensuite

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 659

de ce grand homme, ayant renforcé & mieux équippé leur flotte, le 8. d'Août il attaqua à la hauteur de Catwyk les Anglais, commandés par Monk. Le combat dura jusqu'à une heure De Cataprès le coucher du soleil, sans qu'aucun des wyk. deux partis put se flatter d'avoir remporté quel. qu'avantage sur son ennemi. Les vents contraires ayant empêché les deux flottes de reprendre le combat le lendemain, elles se trouvèrent vers le soir du 9. Août avoir dérivé jusques vers l'embouchure de la Meuse. Tromp qui avait alors cent-fix voiles, fit chasse sur l'ennemi, qui s'éloigna d'abord, & fut poursuivi toute la nuit par les Hollandais. Le 10. vers les sept heures du matin les deux flottes s'approchèrent à la hauteur de Ter Heide ou de Scheveningen. Le combat fut bientôt engagé. Les Hollandais s'étaient déjà ouvert un passage au travers de la flotte ennemie, & ils se préparaient à y percer encore, lorsqu'une balle de mousquet vint frapper le brave Tromp à la poitrine, & lui arracher la victoire avec la vie *. La mort de ce grand Trompett

für leur flotte. Mais les Etats de Hollande, qui, malgré vant Schenla guerre qu'on faisait à Cromwel, voulaient le ménager, veningen firent ensorte que l'on s'excusa honnêtement d'accepter la proposition du malheureux Monarque. Ils sirent plus; pour prévenir de pareilles propositions à l'avenir, il sut résolu

hom- tué dans le

qu'aucun grand Seigneur étranger ne pourrait entrer dans leur Province, sans leur permission particulière.

L'on prétend que Tromp s'était exposé avec trop d'imprudence, & que Monk à qui il avait été facile de le distinguer, avait ordonné à ses soldats de tirer tous à la fois sur lui. D'autres rapportent que l'Amiral Anglais ayant appris la mort de l'Amiral Hollandais, en sit aussité annoncer la nouvelle à toute sa flotte, ajoutant que la bataille était à moi-

homme n'empêcha cependant pas de poursuivre le combat, qui ne finit qu'à deux heures de l'après midi. Les Vaisseaux de Jean Evertszoon & de de Ruiter furent si maltraités, qu'ils furent obligés de sortir du combat & de se faire remorquer dans la Meuse. Plusieurs vaisseaux Anglais furent coulés à fonds; un sauta en l'air. La flotte Hollandaise avait jusqu'à quatre reprises passé au travers de celle des ennemis; plusieurs Officiers avaient donné les plus grandes preuves de conduite & de bravoure, & peutêtre la mort de Tromp causa seule la perte de la bataille. Quelques Hollandais cependant avaient évité lâchement le combat, & avaient fait force de voiles pour s'éloigner de l'ennemi. Monk, affuré de la victoire, rentra dans les ports d'Angleterre; & la flotte des Etats revint au Texel. Les Anglais perdirent dans cette action huit vaisseaux de guerre, eurent quatre-cens morts & sept-cens blessés. La perte des Hollandais fut de neuf à dix vaisseaux; le nombre des morts & des blessés était à - peu - près égal de part & d'autre, mais les Anglais avaient fait sept-cens prisonniers, qui furent transportés à Londres, où on les traita avec beaucoup de cruauté. Mais de toutes les pertes que fit alors la République, celle de Tromp fut la plus sensible; elle était ir-

moitié gagnée puisque Tromp était mort. C'était d'un seul mot saire l'éloge de ce grand homme, qui eut la gloire de mourir comme il-l'avait toujours ardemment souhaité. La plus grande grace, disait il souvent, qu'il demandait au Ciel, était de répandre son sang en combattant pour sa Patrie.

réparable, & fut la seule aussi qui put causer une véritable joye aux ennemis. Ce grand Homme fut enterré avec la plus grande pompe dans l'Eglise de Delft, où l'Etat lui fit élever un magnifique mausolée de marbre. Pour honorer d'une manière toute particulière la mémoire de ce Héros, les Etats - Généraux & ceux de Hollande avaient; par une Députation solemnelle, fait faire des complimens de condoléance à sa Veuve. Ils la firent assurer en même tems, qu'ils reconnaitraient les services de son mari en la personne de ses descendans. Nous aurons lieu de voir par la suite que les Etats ont tenu parole.

Les pertes que l'on venait de faire, quelque Dommagrandes qu'elles dussent paraître, n'abattirent ges causés point le courage des défenseurs de la Républi-des Etats que. Au mois de Septembre de Witte remit en par une mer, mais ne trouva point d'Anglais à combat-furiense tre. Rentrée au Texel la Flotte des Etats y es-tempête. suya une si furieuse tempête; que plusieurs vaisseaux furent brisés sur la côte ou engloutis', & que les autres, entièrement endommagés, surent contraints de relacher dans les différents ports. La flotte Anglaise n'avait pas été plus épargnée, desorte que de part & d'autre l'on fut obligé de desappareiller. Ce fut par ce desaitre que se termina cette année la guerre maritime entre les deux nations. Guerre poussée avec une égale violence de part & d'autre, mais guerre si coûteuse & si ruincuse pour la République, que toutes celles qu'elle avait fait par mer aux Espagnols, prises ensemble, avaient moins épuisé ses finances, & causé moins de mal à son Commerce, qui seul faisait sa force & son soutien. Tt 3

Le négoce, le trafie, étaient si considérablement déchus à Amsterdam, que l'on y comptait environ trois mille maisons de vuides *; preuve la plus évidente que l'on pût donner de la décadence du Commerçe dans cette grande Ville.

Punition de quelques Officiers de Marine.

Les malheureux succès des armes navales de la République s'étaient succédés coup sur coup, mais peut-être la mauvaise conduite de certaines personnes en avait causé quelques-uns. Plusieurs Capitaines & Lieutenants avaient manqué à leur devoir ou s'étaient rendus coupables de lâcheté dans le dernier combat naval. de Hollande voulurent qu'on les poursuivit en justice & qu'on leur fit leur procès. L'infamie dont ils s'étaient couverts était trop notoire pour qu'ils pussent se justifier. On punit les uns de la cale; les autres furent piloriés & exposés aux yeux du public la corde au coû; on les condamna ensuite à une amande pécuniaire, ou à être renfermés dans des maisons de correction, Un seul, & le plus coupable sans doute, après avoir vû ignominieusement casser son épée devant les pieds, fut déclaré infame & chassé comme un coquin. Quelques - uns en furent quittes pour une simple amande.

Troubles inteltins.

A tous les maux que causait une guerre malheureuse, vint se joindre des maux plus dangeréux encore, les murmures & le mécontentement du peuple, prêt à se soulever dans plusieurs Villes par les instigations & les pratiques secrètes des partisans de la maison d'Orange., Ce

D'autres réduisent ce nombre à peu près à la moitié.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 663

5, n'était, disait-on, que parce que la Répu-, blique avait été sans Chef, que l'on avait en , dernier lieu essuyé tant de pertes sur mer. " Si quelqu'un était cru s'opposer à l'élection d'un Capitaine - Général, il devenait suspect. Peuple accusait les Etats de Hollande d'avoir vendu la Patrie aux Anglais, & livré des vaisseaux & des munitions de guerre au Parlement. pour lui faciliter la conquête des Provinces. Unies. Les gens sensés étaient, il est vrai, bien éloignés d'ajouter foi à ces ridicules inculpations; mais il h'est pas moins vrai aussi, qu'au moyen des troubles qu'elles préparaient, & que l'on vit bientôt éclater, ces inculpations ne tendaient qu'à accélérer l'élection d'un Capitaine-Général, & à pousser la guerre contre l'Angleterre. Mais les Etats de Hollande, aussi peu portés à reprendre les armes qu'à se donner un Chef, ne virent point d'expédient plus propre à séconder leurs vues, que de presser les négociations commencées depuis quelque tems avec Cromwel & fon Parlement.

La guerre, qui pendant deux ans avait été Les Anpoussée avec tant de violence entre les deux naEtats désitions, était aussi ruineuse à l'une qu'à l'autre rent égaleLa Navigation & le Commerce des Anglais n'a-ment la
vaient pas moins souffert que le Commerce & paix.
la Navigation des Hollandais. Leurs sinances
étaient également épuisées, surtout celles des

étaient également épuisées, surtout celles des Etats, qui sortaient à peine d'une guerre de quatre-vingts ans. D'un autre côté, Charles II. avait des amis en Angleterre, & l'autorité de Cromwel quelque bien établie qu'elle sur, n'y était pas encore si bien affermie, qu'elle ne put Tt 4 être

être renversée par quelque révolution subito. L'Usurpateur avait des envieux; il n'ignorait ni leurs desseins, ni les secrètes démarches qu'ils faisaient pour lui faire perdre l'autorité qu'il aevait usurpée. Il savait que, sous prétexte de soutenir les dépenses nécessaires à l'entretien de la flotte, on prétendait l'obliger à licentier son armée de terre, qui faisait toute sa force. A ces motifs s'en joignait un autre, non moins pressant peut-être, & dont les dangers n'échappaient pas à l'habile politique. La guerre que les Anglais faisaient aux Provinces - Unies contribuait plus que tout le reste à y donner des Partisans au Prince d'Orange. Si leur nombre, qui croissait de jour en jour, devenait assez fore pour élever ce jeune Prince aux dignités dont avait été revêtu son père, il était à craindre qu'il n'employat bientôt toutes les forces de la République en faveur de Charles II. qu'il était de son intérêt de rétablir sur son trône. Cette considération seule était plus que suffisante pour porter Cromwel & ses adhérans à désirer la paix. Mais ils ne voulaient la conclure qu'à des conditions qui a surassent entiérement la nouvelle forme de gouvernement qu'ils avaient introduit en Angleterre.

D'un autre côté la République avait si considérablement sousseit dans cette guerre, quetoutes les Provinces, & les commerçantes surtout, sentaient le besoin de la paix. La Hollande avait une autre raison qui lui était propre, mais commune avec Gromwel. Ceux qui étaient à la tête du gouvernement de cette Province ne voulaient pas l'avançement du jeune Prince d'O-

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 669

range, du moins ils ne croyaient pas qu'il fut encore tems de le désigner Stadhouder & Capitaine-Général; & cependant ils voyaient que la guerre lui frayait le chemin à ces dignités. C'avait toujours été-au nom du Prince d'Orange que s'étaient faites dans la République les levées des troupes, tant de mer que de terre. Soldats & matelots avaient toujours regardé les Princes d'Orange comme leurs véritables Chefs. Il n'était donc pas surprenant que le Peuple crût ne devoir attribuer tous les malheurs de la dernière guerre qu'au manque d'un Chef suprême; idée dans laquelle il était d'ailleurs fortifié par les menées & les sermons de ses Ministres. Cette division d'intérêts donna lieu à divers mouvemens dans quelques Provinces, qui firent craindre à la Hollande d'y voir enfin prendre une résolution contraire à ses vues. Elle mit donc tout en œuvre pour engager les Etats-Généraux à consentir que les Négociations fussent renouées avec l'Angleterre.

DE WITT & quelques membres des Etats de Démar-Hollande ayant été informés, par les Agens se che de la etets qu'il avaient à Londres, que les Anglais Hollande eux-mêmes semblaient assez portés à la paix, vée par les se hâtèrent d'annoncer cette importante nouvelle autres Pros à l'Assemblée. Mais ils ajoutèrent, que plu-vinces.

", sieurs Anglais craignaient que les obstacles ne ", vinssent de la part des Provinces - Unies; que ", pour cette raison ils soumettaient au jugement ", de l'Assemblée s'il ne serait pas à propos d'é-", crire en Angleterre, pour y faire connaître que ", la République désirait elle-même la paix." Avant de faire cette proposition l'on avait eu Tt s

soin de s'assurer qu'elle serait tenue secrète en liant tous les membres par la religion du serment. Tous y consentirent, à l'exception cependant des Députés de la Ville de Leide, qui ne pouvaient approuver que l'on écrivit une pareille lettre au nom de la Hollande seule, & sans en donner connaissance aux autres Provinces. La pluralité cependant l'emporta, & la lettre, écrite en termes généraux, fut envoyée. A peine elle eut été remise au Parlement, qu'el-Réponse le parut imprimée en Anglais & en Latin sous le titre, d'Humble prière des Etats de Hollande, qui implorent la paix du Parlement d'Angleterre. Le Parlement répondit cependant à la lettre des Etats de Hollande, & écrivit en même tems aux Etats-Généraux, ,, que l'on était , toujours porté en Angleterre à vivre en bon-, ne amitié avec les Provinces · Unies, & que , l'on voulait bien reprendre les négociations, , sur le pied proposé en dernier lieu à Monsieur Pauw van Heemstede. Cette façon d'agir des Anglais rompit toutes les mesures prises par les Etats de Hollande, qui, n'ayant pu s'attendre que le Parlement renouvellerait les mêmes conditions que l'on avait déjà rejettées, crurent que l'Angleterre ne désirait pas la paix aussi sérieusement qu'on se l'était imaginé. D'un autre côté les autres Provinces témoignèrent le plus grand mécontentement de ce que la Hollande avait voulu renouer les négociations sans leur en donner connaissance. Les Etats de cette Province s'excusèrent du mieux qu'ils purent, & après bien des débats & des difficultés, ils parvinrent enfin à engager les Etats - Généraux à nommer des Dé-

des An.

glais.

pu-

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 667

putés pour passer en Angleterre. Messieurs van Beverningk, Nieuwpoort, van de Perre & Jongestal furent honorés de ce difficile emploi. Beverningk, qui était député de la Hollande, se rendit en Angleterre quelques jours avant les autres Envoyés; il avait ordre d'essayer si l'on ne pourrait pas engager les Anglais à se désister des propositions faites à Pauw, l'on crut même qu'il était chargé de quelques instructions secrètes de la part de la Hollande. Quoiqu'il en soit, Beverningk & ses Collégues trouverent les choses bien changées à leur arrivée à Londres. Il n'y avait plus de Parlement *; & ce fut au Conseil-d'Etat, nouvellement érigé par Cromwell, qu'ils furent obligés de s'addresser. Les Anglais proposèrent de réunir les deux Républiques de façon qu'elles ne formeraient plus qu'un seul & même Etat, gouverné par une Puissance souveraine, qui serait composée de personnes tirées des deux nations. proposition fut rejettée comme impraticable. En-

^{*} Cromwell s'étant apperçu que la trop grande autorité qu'il avait usurpée commençait à déplaire au Parlement, craignit que cette assemblée ne pensat à mettre des bornes à sa puissance. Pour prévenir ce coup, il résolut de la dissoudre; ce qu'il fit avec une facilité étonnante qui prouve & son audace, & la pusillanimité des membres qui représentaient alors la nation Anglaise. On ne peut sans indignation lire dans les mémoires de Ludlow la manière outrageante, & la violence avec laquelle il cassa cette Assemblée, qui avait siégé plus de douze ans; au reste de tous les actes d'autorité qu'exerça jamais l'Usurpateur, celui-ci sut peut-être le plus hasardeux, & celui pourtant qui lui coûta le moins de peine.

Entr'autres satisfactions, pour l'injure qu'ils prétendaient leur avoir été faile, ils demandèrent aussi que Tromp sut démis de ses Emplois. *

Les Envoyés des Provinces - Unies & le Conseil - d'Etat d'Angleterre ne pouvant s'accorder sur les conditions d'un traité, Nieuwpoort & Jongestal repassèrent la mer pour venir rendre compte à leurs maîtres du peu de succès de leurs négociations, dont resterent charges Beverningk & van de Perre. Cependant après le retour de ces deux Envoyés en Angleterre l'on s'apperçut que les deux Députés de Hollande, Beverningk & Nieuwpoort, négociaient sécrétement avec les Anglais, sans en rien communiquer aux deux autres. L'on soupçonna les Etats de Hollande d'avoir donné à leurs Députés des ordres secrets contraires aux intérêts du jeune Prince d'Orange, & l'on crut généralement que le Pensionnaire de Witt était l'ame qui dirigeait de la Haye tout ce que Beverningk & Nieuwpoort faisaient à Londres +. Quoiqu'il en soit les amis de la maison d'Orange en prirent occasion de se réu-

* Les négociations avec l'Angleterre avaient été commen-

cées avant le dernier combat où Tromp sut sué.

[†] Ce soupçon n'était pas sans sondement, puisque l'on a encore une lettre de de Witt à ces deux Envoyés par laquelle il leur mandait. , Si vous restez en Angleterre, & qu'il y, ait quelqu'espérance que vous réussissiez dans vos négo, ciations, je vous enverrai un Chifre. Au moins ne laissez, voir cette lettre à aucun de vos Collégues, & prenez gar, de de ne la point laisser sur votre table, asin qu'elle ne, tombe jamais entre les mains d'aucun d'eux." Jongestat l'un de ces Collégues, avant été averti par une lettre anonyme, de ne point se sier à ses Collégues Hollandais, qui étaient de rusés sripons, & d'être sur ses gardes quand il , leur parlait."

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 669

nir de nouveau pour travailler avec plus de succès à l'élévation du jeune Guillaume. Ils savaient que le peuple étoit mécontent du gouvernement actuel, qu'il chargeait de tous les mauvais succès de la dernière guerre. Ils fomentèrent ce mécontentement, ne doutant pas que les troubles qu'il ferait naître, ne fussent favorables à leurs vues, & n'accélérassent l'élévation du Prince.

BIENTÔT en effet l'on vit dans les diffé- Troubles rentes Provinces regner plus que jamais la mes-dans les intelligence & la division entre les Peuples & la Provinces. Régence. Il y eut peu de Villes en Hollande où l'on ne donnat d'un côté des preuves de l'affection que l'on portait à la maison d'Orange, En Hollan? de l'autre des marques de l'éloignement que l'on de. y avait pour son élévation. A Rotterdam certain Leonard van Naarsen fut cité en justice pour quelques paroles, que l'on disait tendre à soulever le peuple. A Vlaardingen l'on avait fait, pour la Flotte des Etats, des levées au nom du Prince d'Orange. Les Etats de Hollande chargerent les Conseillers Commissaires (Gecommitteerde-Raaden) de s'opposer fortement à de pareilles démarches. L'on voulut à Amsterdam forcer le Tambour, qui battait la caisse pour faire des recrues, à se servir aussi du nom du Prince; cependant il n'osa obéir, quoique l'on assure que la moitié de cette grande Ville était alors dans les intérêts de la maison d'Orange; mais la Régence ne les favorisait pas, & elle venait d'en faire sortir quatre Ministres, parce qu'ils avaient publiquement prié pour le Prince. La Bourgeoise de Dordrecht, en montant la garde, affecta de déployer les banderoles d'Orange;

la Régence n'osa s'y opposer ouvertement quoiqu'elle condamnat cette conduite comme tendant à la révolte. A Alkmaar la populace cassa les vîtres d'un certain Cordier soupçonné d'avoir livré des agrès à l'ennemi, quoiqu'il parût ensuite que ce soupçon avait été mal fondé. Sa maison allait être pillée, mais la Cavalerie, en garnison dans la ville, écarta les séditieux. Cependant trois jours après une troupe de femmes, conduite par deux d'entre elles, dont l'une faisait la fonction de Capitaine, l'autre celle d'Enseigne, marcha en ordre à la corderie de ce malheureux bourgeois, y pilla, brisa & détruisst tout ce qui s'offrit à sa sureur. La Bourgeoisse sur obligée de prendre les armes pour disperser ces surieuses. Le peuple de la Haye ne fut pas plus modéré que celui des autres Villes. La Bourgeoisse, étant sous les armes au mois de Mai, ne s'était pas contentée de témoigner son zèle pour la maison d'Orange, par des cris de joye, & par d'autres marques d'attachement & d'affection *; elle perça ses drapeaux même parce que l'on en avair oté les armes de son Altesse. On n'en resta pas là. L'on attendait le Prince de Bréda, où il avait été se faire installer comme seigneur & Baron de cette Ville. Chaque jour une troupe de Po-

Parmi toutes les marques de l'affection publique pour la maison d'Orange, il n'en est point, actuellement encore, de plus générale, qu'un ancien Vaudeville sait en l'honneur de Guillaume I. & qui commence par ces mots Wilbelmus van Nassauwen. Il est dans toutes les bouches, on le carillonne dans toutes les villes, il fait une partie essentielle de la musique guerrière de la République. L'on conceit que la Bourgeoisse de la Haye ne l'oublia pas.

Polissons de la Haye, tout couverts des armoiries de la maison d'Orange, s'alsemblait, se formait en compagnies, paradait avec des drapeaux, des Echarpes & des Plumets de papier Orange, & se préparait ainsi à honorer l'entrée du jeune Prince. Le 6. d'Août son Altesse fut introduite de nuit dans la Haye. Le lendemain on affecta de le montrer aux fénêtres de la Cour. A'cette vue tous ces Polissons poussent de grands cris, font sonner de la trompette, & remplissent l'air de leurs Houzées. Les Etats de Hollande, craignant que la joye immodérée de cette jeunesse badaude n'annonçât ou ne fît naître un soulèvement général, donna ordre au Fiscal Corneille Boy de la dissiper. Cette sage précaution pensa être la cause des plus grands maux. Un Barbier voulant traverser le Fiscal dans les sonctions de sa charge, l'accabla des injures les plus grossières. Aussitôt la plus vile canaille s'attroupe, marche à la maison de cet Officier public. & en casse toutes les vîtres; tandis qu'une autre troupe pareille exerçait de même sa fureur sur les Hôtels de Messieurs de Dordrecht & d'Amsterdam, & sur trois ou quatre autres maisons. Les séditieux cependant joignaient à ces actes de violences les invectives & les injures contre les habitans de ces maisons, & principalement contre le Pensionnaire de Witt qu'ils traitaient tous de coquins, de traitres & d'ennemis du Prince; & ce ne fut qu'avec bien des peines que la garde à cheval vint à bout d'écarter les Mais tous ces troubles n'étaient rien en comparaison de ce qui se passa à Enckhuizen. Un Tambour ayant eu ordre du Souverain

verain de battre la caisse à Enckhuizen pour y faire des recrues au nom seul des Etats-Généraux, fut forcé par la populace de se servir de celui du Prince d'Orange. La Régence, pour prévenir de plus grands troubles, n'avait osé s'y opposer. Peu latisfaite de cette condescendance, la populace marche à la maison du Bourguemaître de Lange, en casse les vîtres, pille, dé. truit, ruine tous ses meubles, sous prétexte qu'étant membre de l'Amirauté, il avait empêché la vente de deux navires pris sur l'ennemi, quoiqu'il fut avéré qu'ils n'avaient point encore été déclarés confisqués. Le Magistrat, appréhendant les suites de cet esprit de révolte, demanda quelques troupes aux Etats de Hollande. Les troupes furent commandées & s'embarquè. rent pour Enckhuizen. Noordreyk, qui les commandait, trouva à son arrivée devant la Ville. que tout y était dans la confusion & le desordre. La populace s'était emparée de l'Hôtel de Ville, avait placé des gardes aux portes, & après avoir trainé le canon sur les remparts, l'avait pointé contre les vaisseaux de Noordwyk, qui se vit force de se retirer au Texel. Maitre de la Ville, le peuple arbora partout l'étendart d'Orange, déposa la Magistrature, brisa les portes de la maison de force, & enleva d'un mouiin à poudre, situé près de la Ville, huit cens livres de poudre. Ce ne fut pas tout. Les Etats de Hollande, en faisant partir des troupes, avaient aussi jugé à propos d'envoyer des Commissaires à Enckhuizen. avec ordre de faire des recherches sur la cause de ce soulèvement, de se saisir des coupables, de les envoyer prisonniers à la Haye, & d'avoit

soin que l'on battit la caisse en leur présence & suivant les ordres donnés par le Souverain. Arrivés à Hearn ils y apprirent que les troupes. avaient été violemment empêchées d'entrer dans Enckhuizen, & qu'eux-mêmes auraient bien de la peine à s'en faire ouvrir les portes. En effet après avoir couru risque de la vie par la brutalité d'un misérable qui arrêta leur voiture à quelque distance de la Ville, ils en trouvèrent les portes fermées, les ponts levis haussés & les remparts couverts de peuple, qui leur cria, vous n'entrerez pas, partez, partez. Les Députés demandèrent avec honnêteté ,, qu'on les introduisit dans la Ville, qu'ils avaient à parler aux Mes-,, sieurs, à qui ils priaient qu'on les annonçat." Nous sommes les Messieurs, leur répondit on, nous sommes les Bourguemaîtres, nous ne voulons pas que vous entriez dans la Ville. Un des Capitaines de la Bourgeoisse parut alors sur les remparts & promit aux Députés qu'on irait prendre les cless & qu'on leur ouvrirait les portes; il ne revint qu'à neuf heures du soir pour prier les Députés de patienter encore une demiheure. Mais ceux-ci qui, pendant l'absence du Capitaine, avaient été exposés aux insultes & aux menaces des séditieux, n'osant se confier sans troupes dans une Ville mutinée, répondirent qu'il était trop tard, & retournerent à Hoorn, où une Députation de la Magistrature, du Conseil de guerre, & de la Bourgeoisse d'Enckhuizen, vint les trouver le lendemain, pour leur proposer que, pour appaiser le tumulte, il serait à propos de soudoyer deux cens hommes de la Bourgeoisse. La proposition ne sut point .. Tome II

acceptée, & les Députés n'avant pû se faire nommer les premiers auteurs des troubles, retournèrent à la Haye, où ils firent rapport de leur commission. Peu à peu cependant les esprits se calmèrent, & les Etats de Hollande ayant trouvé le moyen de faire entrer adroitement neuf Compagnies dans Enckhuizen, la tranquilité y fut entièrement rétablie, & cette ville qui, peu auparavant avait paru si portée pour la maison d'Orange, changea tout à - coup de sentiment; & se se déclara assez généralement pour le parti des Etats. L'on ne pouvait plus doutef que tous ces troubles ne tendissent à faire élever le jeune Prince d'Orange à la charge de Capitaine Général. Cependant aucune Ville n'en avait fait la proposition à l'assemblée des Etats de Hollande. La Bourgeoisie de Harlem, ayant-paradé pendant la foire de cette année avec les couleurs; les armes & le drapeau d'Orange, la Régence crut prévenir un soulèvement en faifant enlever ce drapeau, mais les Bourgeois forcèrent bientôt le Magistrat à le leur rendre; dès ce moment toute la ville retentit des cris redoublés de vive Orange, en dépit de l'Angleterre & de l'Espagne. Cette affection du peuple pour la maison d'Orange engagea enfin la magistrature à former une résolution portant, qu'il convenait de satissaire le désir des peuples; que la 1. Hollande elle-même devrait être la première , à proposer à l'Assemblée des Etats-Géné-, raux l'élection du jeune Prince à la charge 3, de Capitaine-Général; & qu'elle devait s'y , porter librement & de bonne volonté, avant , de s'y voir forcée par le peuple ou par les

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 675

,, autres Provinces." Ruil qui était alors Penfionnaire de Harlem, & qui en 1650. avait été
l'un des six Prisonniers d'Etat rensermés à
Loevestein, eut ordre de faire l'ouverture de cette résolution à l'assemblée des Etats de Hollande.
Mais de Witt eut le crédit d'engager Ruil à ne
pas se presser, & ce délai sut cause que Mesficurs de Harlem changèrent d'avis, & prirent
des mesures entièrement opposées à leur première résolution.

Si la Hollande se vit troublée par ces émotions populaires, la Zélande n'y fut pas moins Zélande. exposée; mais les partisans de la maison d'O. range eurent la satisfaction d'y voir mieux réussir leurs desseins. A Goes la populace s'étant ameutée dans le tems que l'on y changeait la Régence, elle parvint à y faire entrer quelques personnes que l'on savait savoriser les intérêts du Prince; ce parti étant par là devenu le plus fort, on vit bientôt arborer le pavillon d'Orange dans cette ville. Cet exemple fut aussitôt suivi à Middelbourg, où la magistrature se vit forcée d'y donner son consentement. A Zierikzée le peuple contraignit les filles mêmes des magistrats à se parer de rubans couleur d'Orange. Un Apoticaire, membre de la Régence de Bergen-op-Zoom, pour avoir dit que l'on pouvait en ôter les armes du défunt Prince d'Orange * avec

^{*} Il s'agissait de savoir si la Princesse de Hobenzollern, à qui le Marquisat de Bergen-op-Zoom venait d'être cédé, avait le droit de saire mettre ses armes à la place de celles du seu Prince.

avec autant de droit que l'on en avait autrefois enlevé celles du Roi d'Espagne, qui était Seigneur de tout le Pays, vit piller sa mai-Ion & sa boutique, & ce ne fut qu'avec bien des peines que le Gouverneur de la ville parvint à appaiser la populace, qui, sière de ce qu'elle venait d'exécuter, faisait retentir-les airs des cris redoublés de vive Orange. Les Etats de Zélande considérant qu'il pourrait être dangereux de s'opposer plus long-tems au désir des peuples, arrêtèrent, d'après la résolution qu'ils en avalent prise dès l'année précédente, de proposer d'élire le jeune Prince Capitaine-Général, & de lui donner le Comte Guillaume pour Lieutenant. La proposition en fut faite aux Etats-Généraux, par un des Députés de la Zélande qui préfidait alors; mais les Etats de Hollande firent si bien que l'on ne mit point l'affaire en délibération; quoique la Frise & Groningue avec les Ommelandes cussent fait de grands remercimens à la Zélande, pour lui témoigner combien elles approuvaient la démarche qu'elle venait de faire en faveur du Prince. Les Etats de Hollande ne s'en tinrent pas là. Ayant tout lieu d'appréhender que la proposition des Zélandais ne mît encore la division entre les Provinces, & qu'il pourrait arriver que les Etats-Généraux voulussent envoyer une Députation aux Villes, ils arrêtèrent qu'une pareille Députation ne pourrait être admise dans aucune Ville de la Province. A cette précaution ils en ajoutérent une autre qui ne leur parut pas moins nécessaire. Ce fut de publier, & d'envoyer aux Etats des différentes Provin-CCS 1

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 677

ces, un mémoire motivé & très-étendu par lequel ils prétendaient prouver évidemment combien l'élection d'un Capitaine & d'un Lieutenant - Général était inutile, desavantageuse même à l'Etat *.

Tous ces troubles avaient beaucoup contri- Ces troubué à reculer la conclusion du traité de paix bles returque l'on négociait en Angleterre. Bientôt ce-gociations pendant les négociations furent renouées; & en Angle-Cromwell, n'ayant pû obtenir que les Etats-terre. Généraux consentissent à exclure pour toujours le jeune Prince d'Orange des dignités & des charges qu'avaient possédées ses ancêtres, se contenta d'exiger la parole de la Hollande seule pour cette exclusion, parce qu'il prévoyait ,, bien, dit -il, que si l'on entreprenait d'en-, gager toutes les Provinces particulières à y , consentir, ce serait risquer de ne jamais finir." Comme l'ambitieux Protesteur avait fait sentir que de ce point seul, qui lui tenait fort à cœur, dépendait la conclusion de la paix ou la continuation de la guerre, Beverningk lui promit d'en donner connaissance à ses maîtres. En effet l'af-

* Monsieur Wagenaar a cru-devoir prévenir le reproche qu'il prévoyait qu'on aurait pû lui saire de s'être un peu trop appésanti sur le récit qu'il a fait de ces derniers troubles. Et pour prouver qu'il a eu raison d'en agir ainsi, il se sonde fur l'autorité du célèbre Historien Hollandeis, Hooft Les raisons qu'allègue Mr. Hooft nous ont paru si solides que nous avons cru pouvoir sans scrupule imiter l'exactitude de Mr. Wagenaar; quoiqu'elle puisse paraitre trop minutieuse à certains Lecteurs, qui ne restéchissent pas que, dons une République, c'est presque toujours le peuple, parce qu'il se croit libre, qui donne le brante aux grands changemens.

clution.

l'affaire ayant été mise en délibération dans l'assemblée des Etats de Hollande, l'exclusion fut AsedEx résolue à la pluralité. Le Pensionnaire de Witt en forma aussitôt l'acte par lequel il était dit; que sur les instances réitérées de son Altesse, le Seigneur Protecteur de la République d'Angleterre, & sur l'appréhension qu'elle avait témoignée plusieurs sois, que si le Prince d'Orange, ou quelqu'un de ses descendans, qui tireraient leur extraction de la maison de Stuart, venait à avoir les plus hauts Emplois dans l'Etat, cela ne causat une grande défiance & de la jalousie entre les deux Nations, qui produiraient une dangereuse guerre; ce que les Etats de Hollande (& de West - Frise) souhaitant de prévenir, ils déclaraient qu'ils n'éliraient jamais le Prince d'Orange ni aucun de ses Descendans, pour Stadbouder, ou pour Amiral de cette Province, ni ne consenti-, raient, autant que leur avis particulier pour-, rait s'étendre, qu'il fut jamais élu Capitaine-,, Général des Troupes des Etats - Généraux."* Quoique cet Acte eut passé à la pluralité, Harlem cependant, Leyden, Alkmaar, Enkhuizen & Edam, refuscrent constamment d'y consentir. Ces Villes firent même enrégistrer leurs protestations contre l'Atte d'Exclusion comme contraire à la liberté & à la majesté de l'Etat en général, & de la Province de Hollande en particulier, & comme tendant à semer la division en-

[·] Voyez l'Histoire du Stadbouderat (pag. 124.) par l'Abbe Raynal, où Rousset a inseré en entier tout que nous le donnons ici; l'Historien & ses Rédacteurs n'en ayant donné que la substance.

tre les Provinces & le Peuple. Ces Protessations & les démarches que firent les Etats-Généraux pour découvrir ce qui s'était passé, rélativement au Prince, dans la dernière assemblée des Etats de Hollande, ne servirent qu'à accélérer le départ des Couriers qui étaient chargés de porter en Angleterre l'acte qui exclusit pour toujours la maison d'Orange de toutes les gran-

1044.

des charges de l'Etat. *

LES Etats de Hollande, prétendant n'être obligés de rendre compte de leurs actions à qui que ce fût, ne purent être portés à donner connaissance de cette exclusion aux Etats · Généraux, ni même à ceux de Zélande. Cependant le fecret ne fut pas si bien gardé, que la chose ne devint bientôt publique. Les Princesses d'Orange & l'Electeur de Brandebourg, comme Tuteurs du jeune Prince, prièrent instamment les Etats de Hollande de ne point exécuter la Réso. lution qu'ils venaient de prendre au desavantage de leur pupille. Leur requête pour le moment n'eut d'autre effet que de faire donner ordre anx deux Ambassadeurs. Hollandais, Beverningk & Nieupoort, de retenir par devers eux l'Acte d'exclusion, aussi longtems qu'il serait possible. Mais quelques sémaines après, les Etats firent répondre aux Princesses, que ce n'était point par aucune haine que l'on portat à la maison d'Orange que l'on s'était vû forcé de consentir à l'ex-

^{*} Ces Couriers partirent le 5. du mois de Mai 1654. le lendemain même de la signature de l'acte, qui après bien des délais sut ensin délivré à Cromwell le 12, du mois de Juin suivant.

elusion, mais uniquement parce que le bien-être de l'Etat & le péril dont il était menacé, avaient

exigé cette démarche.

La paix avec l'Angleterre est publice.

CROMWELL cependant, à qui rien n'était caché de ce qui se passait à la Haye, pressait si souvent les Ambassadeurs de lui semettre l'acte signé par les Etats de Hollande, qu'enfin il lui fut délivré vers le 12. du mois de Juin. La paix fut alors entiérement assurée entre les deux Aussi l'on s'y était tellement attendu en Hollande, que des le 27. du mois de Mai elle avait été publiée dans cette Province, & célébrée par un jour solemnel d'actions de graces, & par quelques réjonissances. Cette paix cependant ne plût pas également à tous. partisans de la maison d'Orange & les Ecclésiastiques surtout ne manquèrent pas de la décrier. Quelques - uns même d'entre ces derniers, ne purent s'empêcher de témoigner un peu trop ouvertement combien ils en étaient peu fatisfaits. Des avant la publication de la paix, Stermont. Ministre de la Haye, avait dit en chaire, que Dieu confondrait les Achitofels & leurs Confeillers, si la paix n'était pas sincère. Le Veldmaréchal Bréderode, qui avait été le premier d'entre les Nobles à consentir à l'acte d'exclusion, crut qu'il regagnerait l'affection des troupes en leur faisant quelques libéralités à l'occasion de la paix. Il leur sit distribuer quelques barriques de vin; mais quelques - uns ne voulurent même pas en goûter, & quand il se montra aux soldats, aucun d'eux ne donna la moindre marque de satisfaction ou de joye. L'allégresse ne sut guères plus vive dans les autres Villes, & celle de Leide mêmc

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 68r

me s'abstint de toute espèce de réjouissances, Aussi ne s'apperçut-on que trop à cette froideur des Habitans, que la paix avec l'Angleterre, & surtout les conditions auxquelles elle avait été concluë, n'étaient guères au goût du

peuple.

Les Provinces - Unies ne retirerent d'autre a- Réflexions vantage du Traité de Westminster, que la cessa-de l'Aution des hostilités, & l'espoir de voir se relever te paix. leur Commerce, qui était considérablement déchu. Cromwell au contraire obtint pour les Anglais tout ce qu'il voulut exiger. L'on permit il est vrai, aux sujets de la République de commercer librement en Angleterre, mais cette liberté fut bornée par tant de restrictions, qu'à peine pouvait elle passer pour un avantage, D'ailleurs l'Acte du 9. Octobre 1651. qui avait occasionné la guerre entre les deux Nations, fut conservé dans toute sa force; & l'on refusa aux Hollandais la liberté de naviguer & de commercer aux Colonies Anglaises situées hors de l'Europe. Les Provinces - Unies furent ençore obligées de s'engager à ne donner jamais aucun fecours à la maison de Stuart, mais même de promettre que, ,, quiconque pourrait être élu , par les Etats-Généraux ou par quelque Pro-, vince particulière Capitaine - Général & Ami-, ral ou Chef de toutes les Troupes tant de , mer que de terre, ou Stadhouder, serait obli-,, gé de jurer l'observation de ce Traité & de , ses articles, & de promettre d'aider à le , maintenir autant qu'il serait en lui. " Cromtats-Généraux à se plier à toutes ses volontés, Vvr

n'en avait pas moins pris ses suretés du côté des Etats de Hollande, qui comme on l'a vu plus haut, s'obligèrent à ne jamais élire le Prince d'Orange ni aucun de ses Descendans aux charges de Capitaine-Général, ou de Stadhouder de leur Province. Clause par laquelle ils se metaient hors d'état d'inquiéter le gouvernement actuel d'Angleterre, quelque raison qu'on leur en donnât. Au reste l'on voit que par ménagement pour un Tyran fanatique, tel que Cromwell, les Etats sirent une paix aussi peu honorable qu'avantageuse, & dont le Protecteur seul recueillait tous les fruits.

La Frise proteste contre l'Ade d'Exclu-fion.

CEPENDANT l'Ade d'Exclusion causait de grandes inquiétudes aux Etats - Généraux. Hautbois, Député de la Frise, avait déjà protessé contre les négociations secrètes & particulières de la Hollande, qu'il avait déclaré contraires à la Liberté & à l'Union, préjudiciables aux intérêts du Prince & de la maison d'Orange, & honteuses à l'Etat. Les autres Députés s'étaient exprimés avec plus de modération que Hautbois, quoique quelques - uns ayent cru qu'il n'avait point reçu ordre de ses maîtres d'en agir ainsi. Bientôt le bruit se répandit que ce n'était pas Cromwell qui avait exigé l'Acte d'Exclusion, mais qu'il lui avait été proposé par le l'ensionnaire de Witt & par ceux qui, comme lui, haissaient la maison d'Orange & cherchaient son abaissement. Dans cette supposition la Frise sit présenter à l'Assemblée des Etats-Généraux une Déclaration, conque en termes bien plus forts encore. Elle choqua extrêmement les Députés de Hollande, qui firent tous leurs efforts, pour cn-

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 683

engager ceux de Frise à la retirer. Mais tout fut inutile, &, malgré toutes les raisons que pût apporter la Hollande pour justifier ce qu'elle a-vait fait, les Etats de Frise persistèrent dans leur Déclaration, & demandèrent même que Beverningk & Nieupoort susent rappellés & punis.

CES deux Ambassadeurs cependant avaient La Ze. reçu ordre des Etats de Hollande d'envoyer Ca-lande livre pie de l'Atte d'Exclusion aux Etats-Généraux, mémoire qui l'avaient instamment demandé. Dès que cet contre acte eut été mûrement examiné, les Etats de l'Ace Zélande présentèrent à l'assemblée un mémoire d'Exclutrès-étendu & raisonné, dans lequel ils remon-sion. traient avec modération, mais avec force, que la Hollande n'avait pû avoir le droit de conclure ce traité secret, qui n'avait même passé qu'à la pluralité, qui était contraire à l'union, & qui faisait l'unique base de la paix honteuse que l'on venait de faire. La Hollande ne resta pas sans réplique. Elle publia bientôt une très-longue Déduction ou Déclaration, par laquelle les Etats de cette Province justifiaient dans le plus grand détail la conduite qu'ils avaient tenue en accordant l'Atte d'Exclusion. Le Pensionnaire de Witt, qui avait le plus contribué à la paix avec l'Angleterre, fut aussi celui qui eut le plus de part à la composition de cet écrit. Mais si aux yeux de plusieurs cet habile Ministre en vit augmenter sa gloire & sa réputation, d'un autre côté il n'en devint que plus odieux à ceux qui ne le haissaient déjà que trop, *

Nous surions fouhaité pouvoir faire part de cette pièce à nos Lecteurs, mais l'extrait qu'en a donné Mr. Wa-

DE-

Depuis la conclusion de la paix avec l'Angleterre, les mouvemens que l'on s'était donnés en Hollande en faveur du Prince d'Orange, avaient cessé presque partout. C'est qu'à chaque changement de régence dans les différentes Villes, I'on avait eu soin d'y faire entrer un plus grand nombre d'amis de la liberté, comme l'on nommait alors ceux qui étaient opposés à la maison d'Orange. L'on prétend même que de Witt, qui avait épousé une fille du feu Bourguemaître d'Amsterdam, Jean Bikker, n'avait pas peu contribué, quoique sécrétement, à ces sortes d'élections dans cette grande Ville, où l'on semblait craindre au commencement de l'année 1655. que la Magistrature ne fût remplie de personnes trop intéressées à favoriser le Prince.

Nouveaux Mais si le calme paraissait rétabli en Hollande, troubles il ne l'était pas dans la plupart des autres Prodans quel-vinces. Depuis quelques années la division reques Propinces. gnait entre la Ville de Groningue & les Omme-A Gronin-landes; & sur les plaintes des parties les Etatsgue & dans Généraux y avaient envoyé une Députation, les Omme-dont de Witt était Membre, pour essayer landes.

es. d'ac-

genaar est lui-même si étendu, qu'il n'a pû trouver place dans cet abrégé. Nous ne pouvons cependant passer sous silence une résexion des deux Rédacteurs de la grande Histoire. "C'est que cette Déclaration & les autres pièces rélatives à cet important article, sont voir, disent-ils, évidemment combien une Régence sans Stadbouder dissère, de cet état heureux dont joussent actuellement ces Propuedes." La résexion peut être juste, mais Mr. Wagenaar, en habile Historien, a cru qu'elle n'était pas de son ressort, & que le Lecteur seul avait droit de prononcer sur un point aussi délicet.

1655.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 685

d'accommoder le différend à l'amiable. Mais la faction opposée au Stadhouder, Guillaume-Frédérie de Nassau, persistait toujours à soutenir que l'on avait accordé trop d'autorité à ce Prince, desorte que les troubles ne purent être entiérement appailés dans cette Province. éclaterent surtout avec violence en l'année 1657. à l'occasion du changement annuel de la Magistrature. La maison du Bourguemaître Tjassens fut pillée, & lui - même courut risque de la vie, quoiqu'il se fut retiré dans une Eglise; mais le Prince Guillaume - Frédéric de Nassau le fauva heureusement, par le soin qu'il prit de faire élire des Magistrats au gout du peuple. Cependant ce ne sut qu'en 1659, que le différend fut terminé.

La nomination aux Emplois causa aussi de grands troubles dans la Province de Gueldre. Les En Gueldeux principales Villes, Arnhem & Zutphen, dre, prétendaient que sur ce point leurs suffrages devaient seuls valoir autant que les suffrages de toutes les autres Villes des deux Quartiers du Welles soutenaient au contraire que chacune d'elles avait & devait avoir sa voix. L'on travailla envain à accommoder ce différend, mais les arbitres ayant prononcé d'une manière peu satisfaisante pour les petites Villes, l'affaire resta indécise.

A Utrecht le premier Membre de l'Etat * était A Utrech, brouil-

^{*} L'Etat d'Utrecht est composé du Clergé, du Corps des Nobles, & des Députés de la Ville. Mais par le Clergé l'on ne doit point entendre le corps actuel des Ecclés siastis.

brouillé avec la Ville, qui prétendait que ce Membre devait fournir à l'entretien des Ministres, en cédant pour cet esset une somme considérable des Biens Ecclésiastiques dont il était en possession; clause à laquelle ce premier Membre ne voulait du tout point entendre. D'un autre côté les Nobles, qui font le second Membre de l'Etat, avaient, dès le mois de Juillet de l'année 1654, nommé le Prince d'Orange Stadhonder de la Province. Mais malgré tous les soins du Comte Guillaume de Nassau, qui se trouvait alors à Utrecht, la Ville resus constamment de se joindre aux deux premiers Membres de l'Etat.

Les Villes y étaient toutes généralement dans le parti ou la dépendance du Stadhouder. Mais plusieurs des autres Membres commençaient à considérer cet article sous le même point de vue que la Hollande; ce qui mettait continuellement la division dans les Assemblées.

En Zélan. En Zélande même quelques Villes avaient de. changé de sentiment. En 1653, le peuple de Goes s'était soulevé, & avait placé par violence quel-

siastiques Protestans, qui dans toute l'étendue de la République ont été prudemment exclus du Gouvernement. Ce premier Corps du Souverain ou de l'Etat d'Utrecht est sormé par les Représentans des anciens Chapitres qui substitent encore, & dont les Prébendes on Chanoinies se donnent ou se vendent à des particuliers, qui de là portent le nom de Prébendaires, ou de Chanoines (Dom-Heer) de tel ou tel Chapître. Au reste les Députés des petites Villes de la Province ont séance à l'Assemblée des Etats Provinciaux d'Utrecht.

quelques Partifans du Prince dans la Magistrature. Mais l'année suivante le même peuple se serviri avec un égal succès du même moyen pour rétablir quelques Magistrats, qui avaient été déposés alors. En l'année 1655. de nouveaux troubles s'élevèrent dans cette Ville, après que le Bourguemaître regnant, Barthelemi Dankerts, eût été élu Baillif; mais les Etats parvinrent pour lors à appaiser les esprits par les soins de leurs Députés Commissaires. Cependant la division fut encore si grande cette année entre les différents Membres de la Zélande, que plusieurs. affaires en souffrirent ou furent suspendues, parce que les Villes de Middelbourg, Zierickzée & Tholen, étaient diamétralement opposées à celles de Goes, Flessingue & Veere. L'année suivante les Paysans de Walcheren se souleverent contre les Dykgraafs * & leurs Conseillers (Heemraaden) dont ils étaient mécontents; mais il ne parait pas que ce soulèvement ait eu des suites fort importantes. Peu-à-peu l'on vint à bout d'appaiser tous ces troubles; cependant il se trouva certaines personnes qui accuserent la Hollande, & nommément le Pensionnaire de Witt, d'avoir excité & fomenté la division dans les disférentes Provinces, afin d'introduire dans la Ré-

La Charge de Dykgraaf (comme qui dirait Comte des Digues) revient à celle d'Inspecteur des Digues & Chaus-sces. Le Dykgraaf est Chef du Collège des Heemraaden, qui sont ses Conseillers ou Assesseurs. Pour pouvoir entrer dans l'un de ces Collèges il saut posséder une certaine quantité de terres ou bien-sonds, situés dans le district même soumis à la jurisdiction de ce Collège.

gence d'autres personnes, dont les sentimens étaient plus conformes aux siens. Ces bruits n'avaient probablement d'autre source que la haine que l'on portait à de Witt, qui dans toutes les occasions ne manqua pas de justifier & ses maitres & lui - même du reproche odieux qu'on leur faisait.

veriffel.

Dans l'O. L'esprit de discorde & de division ne regnait cependant nulle part avec plus de violence que dans la Province d'Overissel, où depuis assez longtems tout était dans la confusion. Bientôt les États se partagèrent; une partie s'assem. bla à Zwol, l'autre à Déventer; & les uns & les autres, prétendant seuls être les véritables Etats & représenter le Souverain, levèrent des troupes & se préparèrent à soutenir par la force leurs prétendus droits respectifs. Les Etats de Zwol élurent aussitot le Prince d'Orange pour leur Stadbonder, & donnerent au Prince Guil. laame - Frédéric la charge de son Lieutenant. Les Etats assemblés à Déventer, excités, diton, sous main par-ceux de Hollande, s'opposerent au contraire de tout leur pouvoir à cette double élection. Les deux partis enfin s'en remirent à l'arbitrage des Etats de Hollande qui conclurent à accommoder les différends, & qui sans doute cussent réussi dès-lors, si leurs soins n'avaient été traversés par les Etats-Généraux, dont les vues, sur les moyens, se trouvèrent tout - à - fait différentes. Les troubles n'en devinrent que plus difficiles à appaiser, & vers le commencement de l'Eté de 1657. les Etats assemblés à Zwol firent assiéger Hasselt, & de. mandèrent du secours à la Ville d'Amsterdam. Mais

Mais lorsque la division sut à son comble, & que l'on n'attendait que la ruine de l'un des deux partis, tous deux se lassèrent, & convinrent enfin de s'en remettre pleinement à la décision des seuls Etats de Hollande. Corneille de Graaf. Seigneur de Zuid-Polsbroek, & le Pensionnaire de Witt furent chargés de cette importante affaire. Ils s'acquittèrent avec tant d'habileté d'une Commission si difficile, que les Commissaires des deux partis se soumirent à leur décision, s'embrassèrent amicalement pour marque d'une parfaite réconciliation, & remercièrent de Graaf & de Witt. Ces deux Messieurs furent de même remerciés & magnifiquement régalés par les Gecommitteerde Raaden, au nom des Etats de Hollande.

Un nouveau différend venait de s'élever aussi Différend vers le même tems entre les différentes Provin entre les ces, par la mort du Veldmaréchal Brédérode, Provinces au sujet de arrivée le 13. de Septembre de l'année 1655. l'Election Cette importante charge ne fut pas plutôt va d'un Veldcante, que le Prince Guillaume - Frédéric de Nas-maréchal. san & le Prince Jean Maurice, cherchèrent à s'en faire revêtir par les Etats-Généraux & par les Etats particuliers des différentes Provinces. Mais la Hollande, informée que, si le choix tombait sur quelque Prince de la maison de Nassau, l'Angleterre s'en ressentirait comme d'une atteinte portée à l'Acte d'Exclusion, s'y opposa avec tant de succès, que toutes les Provinces se rendirent enfin à ses raisons, dont les principales étaient, que chaque Province a une pleine autorité sur les troupes qui sont à sa solde par-Tome II. Хx

ticulière, & que, dans les circonstances actuels les, l'on n'avait point besoin de Veldmaré.

Les Suédois menaçaient d'affiéger Danizig,

La Hol. nuc les inréiets de tre pour CCHG

lande dimi-qu'il était de l'intérêt de la République de protéger; mais les frais qu'elle était obligée de cinq à qua faire pour l'équipement de la flotte qu'elle envoyait dans la Baltique, étaient si excessifs, que pour y subvenir, l'on se vit dans la nécessité de recourir à des moyens extraordinaires. Aussi depuis longtems de Witt faisait tous les efforts possibles pour diminuer de cinq à quatre pour cent les rentes & les intérêts que la Hollande était obligée de payer; il eut enfin le bonheur d'opérer cette réduction, & de faire par ce moyen gagner à la Hollande environ quatorze tonnes d'or (1400000 florins) par an; ce qui prouve que cette Province avait alors à sa charge centquarante millions de florins en rentes & obligations. L'épargne était sans doute considérable. mais le malheur arrivé depuis peu à la Ville de Delft, priva l'Etat pour longtems de l'avantage que venait de lui procurer son habile Ministre. Le Magazin à poudre ayant sauté le 12. d'Octobre 1654 *, ruina une grande partie de la

L'on remarque que cette terrible explosion arriva à onze heures du matin, un moment après que le Commis Soetens sut entré dans le Magazin. Ce Commis y périt, sans que l'on ait pu ensuite retrouver aucun de ses membres. Il n'y cut pas une seule maison dans la ville qui ne sut endommagée. Deux cens maisons voisines du Magazin sutent entièrement détruites & renversées. Tous les arbres

Ville, & y causa d'ailleurs des pertes si énormes. que l'Etat se vit forcé d'accorder pour quatre années aux habitans de Delft l'exemption des taxes ordinaires (Verpandingen) sur toutes les maisons, ce qui faisait une somme d'environ 30000 florins par an; la même exemption, pendant quatorze ans, pour toutes les maisons qui devaient être rebâties de nouveau, & plusieurs autres franchises.

CEPENDANT l'Electeur de Brandebourg, contre la parole qu'il en avait donnée, venait de conclure un Traité avec la Suède. Les Etats qui en eurent connaissance au mois de Février de l'année 1656., en témoignèrent le plus grand 1656. mécontentement, & envoyèrent aussitôt leurs Ambassadeurs en Suède, en Pologne & en Dannemarc. Vers le même tems malgré tous les ef-

des deux Doelen (†) furent abbatus rez terre, comme si l'on y avait mis la hache. Le nombre des morts se monta 3 54 personnes; mais il ne sut pas possible de déterminer celui des blessés. Une particularité digne de remarque, c'est que trois enfants, deux vieillards & une semme surent miraculeusement conservés, & retirés de dessous les décombres. L'explosion sut si forte, qu'elle se sit sentir dans toute la Hollande, comme si c'avait été un tremblement de terre: & que la secousse se prolongea même jusqu'à Amersfoort & à Wageningen, à l'extrémité de la Province d'Utrecht.

(†) Les Doelen en Hollande sont une sorte de grande place publique, où les Bourgeois des Villes s'exerçaient autrefois à tirer de l'arquebuse. Actuellement ils sont presque partout transformés en grandes Auberges, quoique l'on s'en serve encore quelquesois pour faire parader la Bourgeoisse.

X x 2

forts des amis du Prince, l'on confia le commandement de la Flotte des Etats à Jaques de Wassenaar, Seigneur d'Obdam, devenu Lieutenant-Amiral de Hollande & de West-Frise après la mort de Tromp. De Ruiter, qui croisait dans la Méditerranée, en sut rappellé pour venir renforcer la Flotte d'Obdam, qui, s'étant montré devant Dantzig, empêcha les Suédois d'en sormer le siège. Le Lieutenant-Amiral revint en Hollande au mois d'Octobre, & de Ruiter sut renvoyé avec une Escadre dans la Méditerrannée.

Pyrateries des Fran- ra

La guerre, qui depuis plusieurs années durait entre la France & l'Espagne, & qui venait de se renouveller entre cette dernière Couronne & l'Angleterre, excitait les habitans des Pays-Bas à pousser leur Commerce dans les Etats du Roi Catholique. Mais ils ne pouvaient le faire fans être continuellement exposés aux tracasseries des Français & des Anglais. Ceux - ci s'arrogeaient le droit de visiter en pleine mer les Vaisseaux de la République. Ceux - là s'en emparaient sans façon, & leurs Corsaires en avaient déjà pris plusieurs sous prétexte qu'ils portaient des marchandises de Contrebande ou appartenant à l'Ennemi. Et en conséquence de cette maxime Française, que Robe d'ennemi confisque celle d'ami, ils déclaraient réellement confisqués des effets non confiscables, parce qu'ils étaient trouvés sur des Vaisseaux, qui portaient aussi des effets confiscables ou déclarés de contrebande. Les Ambassadeurs des Etats-Généraux se plaignaient de ces violences, & pour toute réponse on leur rendait plaintes pour plaintes. Cependant

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 693

les Corsaires Français continuaient leurs pyrateries, & souvent les accompagnaient de cruautés, qui en les rendant odieux aigrissaient les esprits contre toute la nation. L'on rapporte même qu'ils avaient massacré un Mastre de Navire, tandis qu'il était occupé à chercher ses Connoissemens pour les leur montrer. L'Ambassadeur Boreel travaillait pourtant toujours à conclure un Traité avec la Cour de France; mais Louis XIV. était si éloigné de se prêter aux désirs des Etats, qu'au mois de Mars de cette même année 1656. le Duc de Vendôme, Amiral de France, avait fait mettre un arrêt sur tous les Vaisseaux marchands de la République, qui se trouvaient alors dans le port de Toulon. Roi, il est vrai, sous prétexte que l'Amiral avait agi sans ordre, fit quelque tems après lever l'arrêt.

DE RUITER cependant que l'on avait envoyé 1657. dans la Méditerranée, s'empara le 27. Février Prise de 1657. à la hauteur de l'Isle de Corse, de deux deux Cor-Vaisseaux Français que l'on reconnut bientôt saires Franêtre des Corsaires qui avaient pris tant de navi-sais par de res de la République. La Cour de France s'en Ruiter. tint si offensée, que dans toute l'étendue du Royaume on fit mettre saisse sur les Vaisseaux, & généralement sur tous les effets appartenant aux sujets des Etats. Boreel renouvella ses plaintes; mais le Ministère, au-lieu de lui répondre, ordonna à Jacques Auguste de Ihou, Ambassadeur de France à la Haye, de demander satisfaction aux Etats - Généraux pour la prise des deux Corfaires, que l'on faisait passer pour Vaisseaux du X x 3

694 ABREGE DE L'HISTOIRE

Roi. Les Etats de Hollande crurent alors que le plus sûr moyen de se faire rendre justice, était d'user de représailles, ils prirent une résolution vigoureuse & la firent agréer aux Etats-Généraux, qui ordonnèrent aussitôt la saisse des Vaisseaux, Lettres - de - change, & autres effets appartenant aux Français; interdirent l'importation des marchandises de France; sirent désense de commercer dans ce Royaume, & délibérèrent d'en bloquer les ports. Cette fermeté des Etats rendit les Français plus traitables; & quoique Louis XIV. conservat tout son ressentiment contre la République, la nécessité l'obligea à conclure avec elle un Traité, par lequel la faisse devait être levée en France dès que les Etats auraient fait rendre en nature ou en valeur les deux Vaisseaux pris par de Ruiter. Le Roi cependant ne se pressait pas de ratisser ce traité; & pour l'y forcer, il ne fallut rien moins que la nouvelle que de Ruiter avait renouvellé la paix avec la Regence de Salé, qu'il avait attaqué cinq Vaisseaux de guerre Français, dont un avait été pris, & qu'il tenait les quatre autres bloqués dans les ports de Spezza.

Chierre avec le Portugal.

La République ayant vainement taché de s'accommoder à l'amiable avec le Portugal au sujet du Brézil, dont cette Couronne s'était emparée, la guerre entre les deux Etats devint indispensable. Wassenaar eut ordre de croiser dans les mers du Portugal, & vers le commencement du mois de Novembre de cette année, il emporta quinze Vaisseaux de la flotte Portugai-se, revenant du Brésil à Lisbonne, chargée de su-

DE LA HOLLANDE, CHAP. XII. 699

sucre. Ce sut à peu près ce qui se passa cette année d'un peu important dans cette guerre, que les Etats ne purent pousser avec autant de vigueur qu'ils l'eussent souhaité, à cause des troubles du Nord, dans lesquels ils se trouvaient en-

gagés.

En Effet, les Suédois avaient recommencé la guerre contre le Danemark, & avaient mis le siège devant Coppenhague. Les Etats, qui ne voyaient pas de bon œuil le progrès des armes Suédoises, firent partir au mois d'Octobre 1658. le Lieutenant - Amiral Wassenaar pour la Baltique avec une flotte de 35 voiles. avait ordre de protéger le Commerce dans cette mer, & de donner du secours aux Danois contre les Suédois. Ses instructions secretes portaient aussi qu'il tâcherait de ruiner la flotte de Wrangel, qui bouchait le passage du Sund, & qui était fort supérieure à la sienne. Au commen- La Flotte cement de Novembre Wassenaar parut devant des Etats le Sund, & malgré le seu vif & continuel des enue dans châteaux de Kronenbourg & d'Elzinbourg, situés le Sund. des deux côtés dans les Isles de Zélande & de Schoonen, il força le passage, sans avoir souffert que peu ou point de dommage. Mais à peine Combas Wassenaar eut pénétré dans le Sund qu'il se trou-naval enva aux prises avec la flotte de Wrangel. Le ue Wassa combat, qui se livrait en présence du Roi de mair à Suéde lui - même, alors au Château de Kronenbourg, fut des plus opiniatres. Du côté des Hollandais furent tués en combattant courageusement les Vice - Amiraux Witte Korneliszogn de Witte & Pierre Floriszoon. Le Vaisseau du Lieu-

1678.

XX 4

696 ABREGE DE L'HISTOIRE

tenant - Amiral courut grand risque d'enfoncer ou de bruler, mais il fut heureusement sauvé par la bravoure de van Nes, de van Kampen, & de quelques - autres Capitaines qui vinrent à son secours. Plusieurs Vaisseaux Suédois, & celui que montait Wrangel même, furent si maltraités qu'ils se virent forcés d'abandonner le combat. L'ennemi perdit onze Vaisseaux dans cette action, dont trois furent pris, les huit autres coulés à fond ou brulés. Du côté des Hollandais il n'y eut que le seul Vaisseau de de Witte de perdu; le nombre de leurs morts ne fut aussi que de 400. au-lieu que les Suédois eurent plus de 1000 hommes de tués. Après six heures de combat l'ennemi se retira sous le Canon de Kronenbourg', d'où il passa ensuite dans le port de Landskroon pour se remettre. Le lendemain les Hollandais débarquèrent 138 Compagnies de troupes de terre, devant Coppenhague; & ils eussent attaqués les Suédois pour la seconde fois, s'ils n'avaient eu alors les vents & la marée contraires, Wassenaar eut ordre d'hyverner en Danemark, où l'on envoya l'année suivante 1659. de Ruiter pour renforcer sa flotte, & transporter Slingeland, Vogelzank, de Huybert & van Haren, Ambassadeurs nommés par les Etats pour moyenner une paix entre les Couronnes du Nord. Les deux flottes s'étant ainsi réunies, les forces navales des Etats dans ces Quartiers se trouvérent monter alors à plus de soixante-dix Vaisscaux de guerre, outre quelques Galiottes & Brulots, & environ sept-mille matelots ou soldats. Au mois de Juillet Wassenaar s'avança vers Cop-Den-

\$659.

DE LA HOLLANDE. CHAP. XII. 697

penhague que tenalt bloquée la flotte Suédoise, mais qui n'osa tenir devant lui. Au mois de Novembre Wassendar revint en Hollande avec environ vingt Vaisseaux, tandis que de Ruiter, à qui il laissa le commandement, se rendit à Fune. Les Suédois qui venaient d'être battus, s'étaient retirés dans Nybourg. De Rui- Prise de ter les y suivit & canonna la place avec tant de Nybourg violence & de succès, qu'il la força de se ren-par de Ruidre à discrétion. Toute la garnison, composée des meilleures troupes Suedoises, fut faite prisonnière de guerre, & la Ville livrée au pillage. De Ruiter après cette expédition passa l'hyver

à Coppenhague.

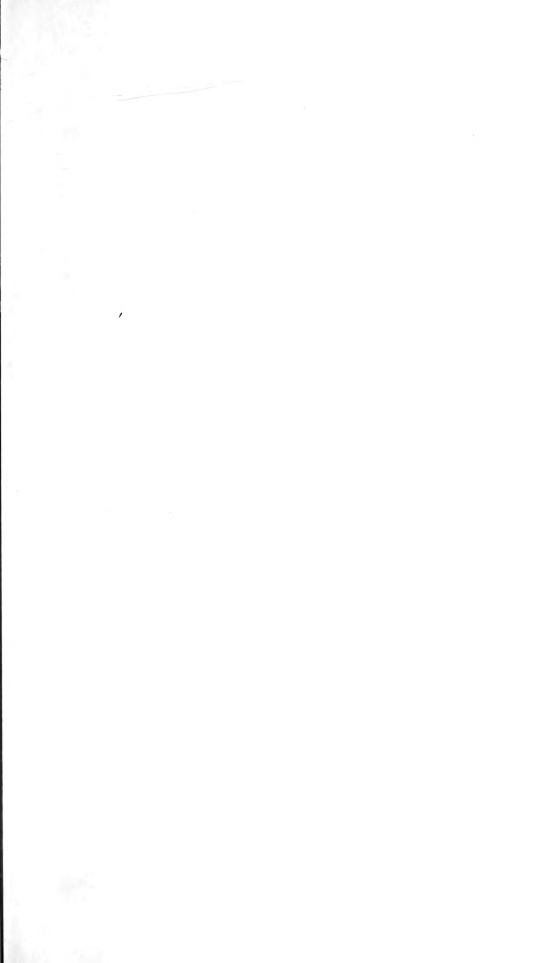
L'on travaillait toujours à la paix entre les Mort de deux Rois; & les Etats, pour en accélérer la Charlesconclusion, avaient résolu d'envoyer une nou-Roi de velle flotte dans la Baltique. Mais le Roi de Suède. Suède, Charles-Gustave, étant mort le 23. de Février de l'année 1660. la face des affaires changea confidérablement dans ce Royaume. La flotte Suédoise mit pourtant en mer; & étant ensuite entrée dans les ports de Landskroon, de Ruiter l'y tint enfermée, ce qui fit échouer probablement quelque dessein formé sur la Baltique. D'ailleurs la conclusion de la paix en fut Paix conaccélérée, & le 3. de Juin elle fut conclue à clue entre Coppenhague entre la Suède & le Danemark. La la Suède & Danne. France, l'Angleterre & les Provinces - Unies paru-mark, rent dans ce Traité comme Médiateurs. Traité de Rotschild y sur en partie confirmé, & changé à quelques égards. Entr'autres Dronthem fut de nouveau cédé au Danemark; & les Suédois évacuèrent aussi toutes les places qu'ils XXX

898 ABREGE' DE L'HIST. DE LA HOLL.

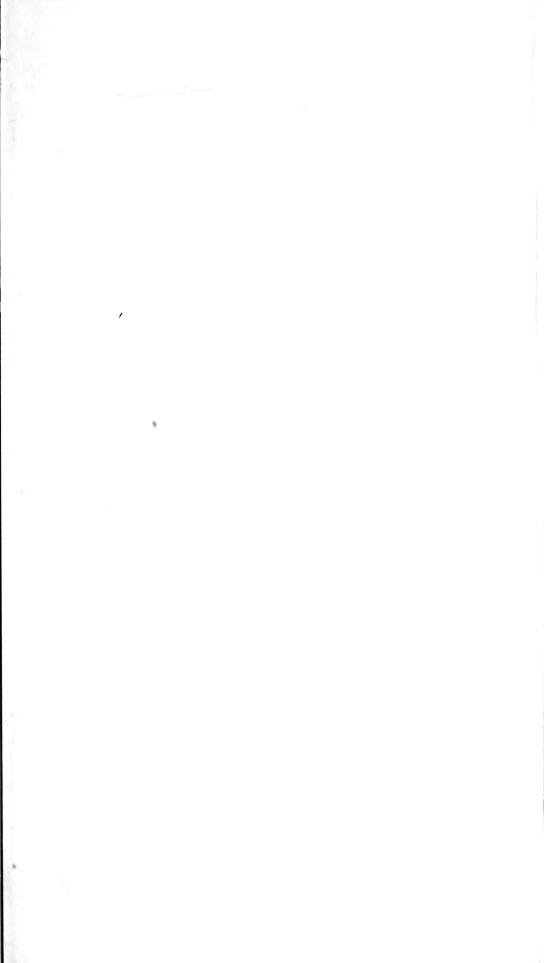
avaient conquises dans la Zélande & les autres Iles Danvises. La Ville de Dantzig fut comprise dans le Traité d Elbing, qui sut enfin ratihé. L'on ne tarda même pas à s'accommoder & à traiter avec la Moscovie. Les Ambassadeurs des Etats ayant ainsi heureusement terminé cette grande & longue querelle, retournèrent bientôt en Hollande. Mais de Ruiter, que le Roi de Dannemark venait d'annoblir, en récompense des services qu'il lui avait rendus; s'arrêta encore quelque tems avec sa flotte devant Coppenhague, afin d'être plus à portée de faire observer les conditions de la paix; & ce ne fut qu'au commencement de Septembre qu'il entra dans le Vlie. Ce fut de cette manière, qu'après une guerre qui avait duré cinq ans, les Etats du Nord & la Baltique virent renaître la tranquillité & la paix, d'où dépendait aussi en grande partie la sureté & l'avancement du Commerce de la République des Provinces - Unies.

Fin du Tome second.











BINDING SECT. SEP 2 7 1972

PLEASE DO NOT REMOVE CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DJ Kerroux, Louis Gabriel

111 Florence

K4 Abregé de l'histoire

t.2 de la Hollande et des

Provinces-Unies

